REVUE

DES

DEUX MONDES

L^e ANNÉE. — TROISIÈME PÉRIODE

PARIS. — Impr. J. CLAYE. — A. QUANTIN et Cᵉ, rue Saint-Benoît.

REVUE

DES

DEUX MONDES

L^e ANNÉE. — TROISIÈME PÉRIODE

TOME TRENTE-NEUVIÈME

PARIS
BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE BONAPARTE, 17

1880

INÈS PARKER

PREMIÈRE PARTIE

I.

Marcel Chabal, ainsi que son nom l'indique, n'était pas gentilhomme, mais il avait bien failli l'être. Et il l'eût certes été tout comme un autre, si, une dizaine d'années avant l'heure où commence cette histoire, de brusques revers ne se fussent abattus sur son père, juste au moment où l'achat d'un titre de comte, déjà négocié à la daterie papale, allait lui donner du lustre. Cet accident lui revenait à l'esprit, un matin, comme il prenait son chocolat dans le fort bel appartement qu'il habitait à un premier étage de la rue Royale. Trente ans, charmant cavalier d'ailleurs, avec des élégances d'éducation qui le faisaient l'égal d'amis de club plus fournis de parchemins et d'ancêtres; d'une complexion florissante, quoique un peu efféminée peut-être, le visage expressif, malgré l'air de fatigue d'un jeune sceptique précoce et blasé. Ses moustaches, hardiment retroussées en touffes, ses cheveux abondans, coupés presque ras, rappelant vaguement le type de quelque raffiné de la cour de Henri III, donnaient à ses allures une sorte de tour bravache du plus galant effet.

Ce jour-là, rentré à l'aube, après une perte de soixante mille francs au baccarat, il avait si mal dormi, d'un sommeil plein de visions bizarres, qu'il s'était levé vers midi. Son valet de chambre venait de lui présenter une lettre portant sur sa large enveloppe le timbre d'une banque de crédit. La concision en était très remarquable :

« Monsieur,

« Nous avons l'honneur de vous informer, sur votre demande, que, par suite du paiement de votre chèque n° 24, de soixante mille francs, en date de ce jour, votre compte se balance en un solde créditeur de sept mille cent trois francs cinq centimes (7,103 fr. 05 c.)

« Veuillez agréer, monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

« *Le caissier principal,*
« CHEVASSU. »

Entre cette lettre et sa tasse de chocolat, Marcel était demeuré extrêmement rêveur.

Le style fort clair de M. Chevassu l'élevait à la contemplation d'un fait admirablement précis : à savoir que, d'une fortune patrimoniale de plus de quatre millions, déjà menée bon train par son père et surmenée non sans éclat par ses propres exploits, ses dernières propriétés vendues, ses derniers titres de rentes évanouis dans la fumée de sa gloire mondaine, de trois cent mille francs qui lui restaient enfin, et qu'une déveine infernale venait d'emporter en trois nuits, il se trouvait réduit pour tout capital à la somme nette et ci-dessus énoncée, de sept mille cent trois francs zéro cinq.

Il regardait son déjeuner, qui lui semblait amer. — Disons-le sans fard, — en sa grande vie de luxe et de turf, et jusque dans les petits hôtels des Laïs, le chocolat pesait comme un fardeau sur sa désinvolture de viveur. Toute gloire est lourde à porter, et bien souvent, à part lui, tout en bénissant, à ses heures, la mémoire d'un grand-père fort estimable d'ailleurs, pour les biens terrestres qu'il avait amassés, Marcel avait maudit certaine notoriété universelle et troublante dont son opulence était le fruit.

Anatole Chabal, l'ancêtre de Marcel, chocolatier célèbre encore cité dans les fastes du négoce, était un de ces haut arrivés qui, partis en sabots de leur village, débarquent un beau matin à Paris, une pièce de quarante sous en poche. Auvergnat de naissance et marchand de marrons, celui-là avait par bonheur d'autres mises de fonds : l'intelligence et le courage, l'instinct, la finesse, le flair, ce qu'on appelle enfin la bosse du commerce unie au génie créateur, à la foi aux miracles. Il inventa l'un des premiers cette publicité monstre, colossale, persévérante qui détrôna d'emblée tout mélange rival de cacao. Il créa une usine, une compagnie coloniale dont les actions cotées à la Bourse triplèrent de prix... Bref, après quarante années d'un labeur de nègre et un roulement de grosse caisse assourdissant, l'ex-paysan chiffrait son actif par mil-

lions. Mais on ne fonde pas impunément une dynastie. La hardiesse, le nombre des réclames, la grandeur, l'éclat des affiches qui avaient envahi jusqu'aux bourgs les plus reculés avaient, hélas ! imprimé sur la descendance de l'illustre faiseur une inoubliable renommée que deux générations n'avaient point encore ternie.

Marcel n'avait rien d'un stoïque. C'était bien le fils d'une génération amollie par les jouissances trop faciles de la vie à outrance, où l'effacement des caractères a produit ces types relâchés qu'un humoriste a spirituellement dotés du nom de *petits crevés*. Bien qu'il fût brave et solidement trempé de nature, s'il avait ce courage de l'occasion qui l'avait mené plusieurs fois sur le terrain pour l'unique gloriole d'occuper la galerie, capable même d'une action téméraire, il était né dans la richesse ; et, élevé pour une existence de désœuvré, il n'avait point ce ressort de l'énergie indigente tenue de combattre et d'être toujours prête dans le grand champ clos de la vie. Le vieux sang plébéien du chocolatier était déjà loin de sa source, et, comme un gros vin généreux coupé de trop d'eau claire devient de la piquette, ce qui lui en restait dans les veines s'était frelaté dans le courant des élégantes oisivetés. Sa ruine le surprenait impuissant, abattu, désarmé, si ce n'est de ce recours décisif et rapide qu'offre un bon pistolet de tir.

On dit que, quand un homme se noie, par un phénomène cérébral surprenant, comme dans un miroir magique, il revoit en cette seconde suprême jusqu'aux moindres événemens de sa vie. A ce plongeon terrible, Marcel eut aussi l'étrange vision du naufragé. Les heureux jours se retracèrent dans son esprit, et machinalement il se mit à songer. Il se revoyait enfant, dans ce fameux hôtel Chabal du parc Monceaux. L'Auvergnat prévoyant avait acheté là d'immenses terrains à bas prix et bâti, un des premiers, une de ces demeures splendides dont le quartier s'est depuis lors peuplé. L'immense jardin qui allait jusqu'au boulevard, où une longue grille servant de clôture était garnie de lierre ; les grands arbres pleins de nids, les parterres, les gazons et le pavillon chinois en volière. Le vieux fabricant, retiré des affaires, ayant marié son fils, dont il avait fait, disait-il, « un seigneur, » habitait le second étage très vaste, laissant aux jeunes époux les appartemens d'apparat, mais en réglant leur train à sa guise, en homme qui a amassé sou par sou. Il fallait le voir, le matin, sur pied dès l'aube, souvent en sabots, houspillant les gens d'écurie et les jardiniers. Sa grosse voix ronflait, du sous-sol des cuisines aux hauteurs de la lingerie... et n'arrêtait ses éclats qu'à l'heure du déjeuner. Dépensant gros, il en voulait pour son argent. Il s'occupait... jusqu'au lever de son fils ; alors, il se mirait dans son œuvre.

Assis dans sa salle à manger tendue de tapisseries de haute lice,

rasé de frais, pomponné par les mains de son valet de chambre, dans ses habits du meilleur tailleur, qu'il portait avec ces façons de bourgeois endimanché qu'il n'avait jamais pu perdre, bien carré dans sa chaise, ses solides épaules d'aplomb, l'œil au service, ses puissantes mandibules jouant dans sa large face, il jouissait des douceurs de la famille, avec le calme robuste du charbonnier qui se sent maître chez soi. Le rude Auvergnat n'avait qu'un seul faible, mais il était sans borne : c'était Marcel. On eût dit que, dans le vieux cœur de roche de ce brasseur d'affaires qui n'avait jamais eu le temps de flâner, quelque fissure s'était tout à coup déclarée, d'où s'épanouissait cette fleur tardive de la tendresse, dont le parfum si nouveau le grisait jusqu'à lui faire oublier ses instincts d'arabe et d'harpagon. Par un de ces ressauts d'hérédité très fréquens, bien que d'une nature déjà très affinée, l'enfant lui ressemblait beaucoup plus que son fils, qui n'avait rien de ses traits, ni de sa carrure, ni de ses façons, ni surtout de ses goûts. Ce renouveau de lui-même le ravissait. Accoutumé à tout plier sous sa poigne, il s'était adjugé ce rejeton de sa race qu'il gâtait avec folie, sans permettre que nul bronchât devant un de ses caprices... Si bien que, à dix ans, Marcel avait perdu sa mère, sans trop s'apercevoir qu'elle laissât un vide après elle. Puis enfin, deux années plus tard, le vieux chocolatier était mort. Alors, le train avait bien vite changé. Son père, empressé d'effacer l'origine boutiquière, s'était lancé dans toutes les exagérations de luxe particulières aux nouveaux enrichis. Là, les souvenirs de Marcel suivaient un cours moins récréant de quelques années d'épreuves. En homme prévoyant de l'avenir, son père l'avait mis dans un grand collège de Vaugirard, célèbre pour les aristocratiques relations qui s'y nouent. Cahin, caha, impatient du joug, après une enfance par trop dorée, il avait rapporté, de ces seuls jours de travail qu'il eût jamais connus, ce fond d'instruction forcé des gens du monde que le baccalauréat couronne.

A dix-huit ans, devenu d'emblée le compagnon de l'auteur de ses jours, il était entré de plain-pied dans la grande vie de sport, de turf, agrémentée de soupers au Café anglais avec les célébrités des coulisses ou du tour du lac. Sous la direction d'un tel mentor, jaloux de l'initier à la haute science du parfait gentleman, et prêchant d'exemple, il avait bientôt fait d'étonnans progrès. A dix-neuf ans, membre de la Société d'encouragement, il montait les chevaux de courses de l'écurie paternelle, et gagnait glorieusement, à Chantilly, le prix des haies contre *Captain* Milton, distancé d'une demi-longueur. Ce fut sur ce brillant succès, après le mot : *Quo non ascendam !* gêné par l'ombre du chocolat, que s'entama la fameuse affaire des parchemins. Par un fâcheux contre-temps, la

guerre survint. Marcel, menacé de l'uniforme de la mobile, s'engagea bravement dans les hussards et fit son devoir tout comme un autre. Il venait d'être promu brigadier quand, au désastre de Sedan, son régiment subit le sort de notre malheureuse armée. Par un hasard providentiel, il put s'échapper et gagner la Belgique, d'où il revint à Tours se faire réincorporer. Maréchal des logis à Patay, il fut porté à l'ordre du jour, et grièvement blessé.

Les événemens font les héros. Il est des heures où les cœurs de vingt ans se trempent aux sources généreuses, où la notion du devoir et de l'honneur apparaît comme un flambeau de vie. Une année d'épreuves viriles et saines, la discipline du régiment, les fatigues, les périls, la faim et les nobles misères du soldat avaient fait de Marcel un homme. Fier de ses galons de sous-officier qu'il avait gagnés comme le premier venu, décoré pour action d'éclat sur son lit d'hôpital, il songeait tout simplement à rester au service, quand, par disgrâce remis de sa blessure, il obtint un congé de convalescence et revint chez son père. Il en est des plus stoïques résolutions comme des plus durs rochers battus par la mer et que chaque vague use avec le temps. Ravi de montrer son uniforme et sa croix, Marcel reparut dans son monde.

Conscient d'un devoir accompli, orné d'un jeune prestige un peu envié, il venait d'avoir vingt et un ans. Son père le présenta au club. Ce fut ce qui le perdit. En ce milieu de scepticisme égoïste, gouailleur, encore tout effaré des événemens survenus, où il entendait déplorer et railler l'héroïque et suprême effort tenté pour résister à l'ennemi qui nous imprimait la honte ; en écoutant des paroles de mépris, jetées entre deux bouffées de cigare à ces pauvres troupes, mal équipées, ramassées à la hâte, et les mots plaisans sur les fameux souliers de carton, il en arriva bientôt à se sentir un peu ridicule d'avoir été de ceux-là. Les opinions politiques passionnées, les discussions de partis l'entraînèrent même au choix d'une cocarde. Il se rangea dans le camp légitimiste, comme représentant les principes du plus grand ton. Il n'est rien tel que les conversions toutes neuves. Enrôlé parmi les preux, Marcel éprouva bien par ses ardeurs quelques mésaventures. Son grand-père avait été fournisseur breveté du roi. Un mauvais plaisant le rappela. Il s'ensuivit une affaire qui fut réglée sur le terrain, comme un duel de parti. Un bon coup d'épée est toujours un argument. Marcel le donna si péremptoire qu'il convainquit son homme. Entre temps, — faut-il le dire? — repris par le courant de la vie légère, et par les encouragemens paternels, sa vocation guerrière s'était un peu éventée. Il est si aisé de ne rien faire! Il remit le sérieux projet d'embrasser le métier des armes à la rentrée de son roi, et quelques mois s'étaient à peine écoulés, qu'on

eût fort surpris le héros de Patay, en lui remémorant ses sottes idées d'un jour. Désormais, lancé dans le train désordonné où il partageait en camarade le luxe effréné sous lequel son père s'efforçait plus que jamais de masquer le parvenu, il apporta consciencieusement une pioche de plus à la démolition de l'édifice, déjà fort ébranlé, de cette fortune de chocolat, dont le souvenir planait sur sa tête innocente. Marcel eut même ses jours de gloire. En ce monde de club toujours mêlé, où l'ascendant se cote souvent sur le chiffre des banques de baccarat, heureux comme un novice, et jouant un jeu fou, il eut de ces bonheurs de veine qui lui donnèrent un relief, même à côté d'un ambassadeur célèbre et mal chanceux dont il fut en outre le rival, et qu'il supplanta auprès de la fameuse miss Kate, dont l'équipage faisait sensation au bois. Un pèlerinage à Lourdes, à propos duquel il fut cité sous le nom de « Monsieur *de* Chabal, » acheva de le poser. Il garda, dès lors, la particule.

Mais trois ou quatre années de cette camaraderie, puisant à la même source avec une entente de désordre parfait, avaient amené les premiers expédiens qui annoncent le déclin d'une maison. Les propriétés, déjà hypothéquées, furent vendues, une à une, pour alimenter ce double train. Sentant l'écroulement, le père tenta des affaires de bourse, à la suite d'un banquier fameux, dans une opération à la hausse sur un crédit foncier étranger, plein d'avenir et de promesses. Il avait gagné plus de deux millions à cette spéculation effrénée, quand par malheur, une fois le coup fait pour les habiles, un effondrement survint en deux jours qui emporta les bénéfices, le laissant dans la nasse, aux prises avec cette liquidation désastreuse restée légendaire sous les colonnes du temple et dans la caisse du syndicat des agens de change. Ce fut au milieu de ces circonstances critiques que le second des Chabal mourut presque subitement, d'une fluxion de poitrine qu'il avait prise au sortir du bal de l'Opéra.

Frappé d'un deuil cruel, pour faire face à la situation et combler le gouffre déjà béant des emprunts et des dettes, Marcel se trouva contraint de tout liquider. Le superbe hôtel du chocolatier vendu, les valeurs réalisées, il restait de l'héritage trente mille livres de rente.

Echoué dans son appartement de garçon, serré de près par la nécessité pour la première fois de sa vie, le jeune prodigue avait pris les plus belles résolutions d'économie domestique. Mais comment rompre avec ce train d'où il tirait son plus bel éclat? Toute réformation est ardue et exige une singulière dose d'énergie et de volonté. Pour Marcel, c'eût été accepter une déchéance. Il avait alors entamé la lutte, cette lutte du viveur à coups d'audace et de paris de courses...

Il en était finalement à ce résultat irréfutable, qui se détachait devant ses yeux avec la précise éloquence des chiffres : sept mille cent trois francs zéro cinq.

II.

Un homme ruiné, on sait ce que c'est : mais, ce qu'on ignore, c'est la façon dont il prendra cet accident. Marcel ne le prit point au tragique. Corrompu jusqu'aux moelles par une précocité de cynisme qui n'était peut-être pas tout à fait dans sa nature, ce n'était point qu'il fût incapable de quelque résolution virile. Les doctrines morales et religieuses de bon ton, dont il faisait état, ne le gênaient certes guère plus qu'autre chose pour se tirer d'un mauvais pas; mais il se sentait depuis trop longtemps glisser sur la pente fatale qui jour à jour le rapprochait du gouffre pour n'avoir point prévu le moment psychologique auquel il se voyait arrivé. Il faut le dire cependant : s'étourdissant, fermant les yeux pour ne point voir le vide, comptant toujours sur quelque hasard pour amortir sa chute, il ne l'avait jamais imaginée si brutale ni si soudaine, et les maussades réflexions qui lui survinrent étaient mélangées d'un étonnement bizarre. Il hésitait encore devant cette évidence de son désastre; il se fût presque tâté pour s'assurer qu'il n'était point le jouet de quelque mauvais rêve.

A demi étendu sur un divan de maroquin rouge, la cigarette aux lèvres, il regardait machinalement autour de lui. Des portières de vieux brocart vénitien, bizarrement relevées, séparaient le fumoir du salon et de la salle à manger, laissant voir les épaves magnifiques de ses splendeurs passées; des tentures rares, des meubles introuvables, des bronzes et des toiles de prix qu'il avait pu sauver de son premier naufrage. Cet art de commissaire-priseur, cher au naturalisme qu'il affectionnait, eût trouvé là dix pages de mots à entasser de la boutique du bric à brac. « Des aiguières au long cou, des flamboiemens sur des ors fauves piqués d'un reflet, des envolemens de n'importe quoi dans un rayon de soleil, et notamment une buée légère voltigeant sur le tout. »

Mais Marcel avait encore autre chose en tête : le réalisme de sa détresse le jetait dans une sorte d'effarement où l'annonce de sa ruine n'était pas le coup le plus cruel. Une aventure étrange qu'allait sans doute dénouer brutalement la lettre du caissier principal Chevassu avait apporté dans l'équilibre de sa vie un de ces désarrois dont l'importance capitale s'énonce en deux mots : « Il aimait! » Ou, s'il n'aimait pas, il était bien près d'aimer, ce qui jusqu'alors n'avait guère troublé son train.

Cet autre accident notable lui était arrivé à Deauville, où, deux mois avant l'heure néfaste qui ouvre cette histoire, suivant une dame de ses pensées, il s'en était allé passer la saison chaude dans une villa charmante qu'il tenait à bail du temps de son père.

Un jour, avaient débarqué deux étrangères : une mère et sa fille qu'on eût prises pour deux sœurs, et dont les toilettes et la suite avaient, dès le premier jour, fait sensation sur la plage. Elles avaient nom : « Parker. » La mère, une de ces rares beautés créoles, à la grâce indolente et un peu fatiguée, paraissait tout au plus trente-quatre ans. La fille, jeune personne aux allures américaines, à taille de déesse, resplendissait dans ses dix-huit ans. Bien qu'en faisant louer leur villa elles eussent donné de valables références, et que leur ton eût suffi pour qu'il n'y eût pas trop lieu de les confondre avec les aventurières souvent de passage dans les villes d'eaux, soit envie, soit jalousie de femmes, sans que l'on sût pourquoi, la coterie élégante s'était d'instinct murée dans ces retranchemens inexpugnables qui barrent les portes des salons, bien autrement dures à forcer que les bastilles de pierres. Ce qu'on savait d'elles, c'est qu'elles arrivaient de Naples et qu'elles venaient se fixer à Paris.

Pour les étrangères, il en est des bonheurs d'adoption comme des chances de jeu. On ignore souvent la raison de certaines exclusions, sans connaître davantage la raison de certains accueils. Mistress Parker était-elle arrivée avec trop d'éclat à Deauville, où elle avait pris possession de la fameuse villa M..? Avait-elle maladroitement éclipsé par un faste de toilettes un peu trop péruviennes la gent huppée du lieu? — Tant il y a que, le second jour de son apparition sur le *pier*, accompagnée de sa fille et d'une mulâtresse en madras, la jolie baronne de C..., qui certes ne le cédait pourtant à personne en fait d'excentricité, avait d'emblée surnommé leur groupe : *le cirque Parker*. Le mot était trop fin pour ne point faire fortune, il resta. Il fut décrété que les deux inconnues n'étaient pas du monde, et bien que le dimanche, à l'église, elles affichassent des pratiques fort dévotes, leurs deux chaises étaient entourées d'un vide... On broda bientôt sur leur compte de bizarres histoires que l'envie se plaisait à propager. On doutait tout haut de l'existence de M. Parker. Les plus charitables accordaient un mari défunt, sorte de brigand ou de pirate... Toutes ces extravagances se débitaient comme ce conte des *Mille et une Nuits*, qui s'amplifie à chaque veillée; mais il restait de chaque invention nouvelle un éloignement plus marqué. Cependant les Péruviennes, comme on les appelait aussi, étaient assez belles pour avoir une cour. Quelques élégans du Casino qui n'avaient pas les mêmes raisons d'effroi, et qui, malgré leur piété, les trouvèrent d'un abord très peu fa-

rouche, ne se montrèrent que plus empressés à combler le vide de leur abandon. Ce succès acheva de les déclasser.

Marcel, subissant un servage qui lui défendait toute approche des dangereuses sirènes, et, ayant tout naturellement épousé les idées de la haute coterie, s'était, pendant quelques semaines, tenu à l'écart lorsque, un matin, presque à l'aube, comme après une nuit de sauterie il respirait négligemment un peu de brise sur la plage avant de rentrer chez lui, il vit tout à coup arriver miss Parker qui venait prendre son bain.

Grande, élancée, portant haut un front fier, des traits d'une pureté rare et d'immenses yeux noirs, animant son teint de cette blancheur rosée d'Irlandaise dont l'éclat juvénile et vivant rappelle les vierges du Giorgione, de cette race précoce des créoles nubiles à quatorze ans, l'effloraison de ses dix-huit ans avait ces grâces pleines de la femme qui semblent la maturité d'un beau fruit. La sève ardente qui courait dans ses veines se devinait dans la langueur de son regard, dans l'expression décidée de son sourire à la fois volontaire et mutin. Vêtue d'une sorte de fourreau en drap blanc de matelot, elle portait un chapeau de paille de Manille, sur lequel un madras rouge, d'une trame fine comme une gaze, était gracieusement enroulé; sous le paletot entr'ouvert, une robe de mousseline blanche en forme de blouse, qu'une large écharpe de soie serrait autour des reins, complétait cette toilette matinale, qu'elle portait avec la plus délicieuse crânerie.

Accompagnée d'une femme de chambre irréprochable, elle passait se dirigeant vers les cabines, lorsque tout à coup, parcourant des yeux la plage déserte, elle s'arrêta :

— Mais, Fanny, il n'y a pas de baigneurs ? dit-elle surprise.

— Non, mademoiselle, je n'en vois pas.

— Mais où sont-ils ?.. reprit la belle miss, c'est inconcevable !

— Peut-être que ce monsieur nous le dira, répondit Fanny, en jetant un regard vers Marcel.

La jeune fille se retourna, et, sans hésiter :

— Monsieur, je vous prie, où sont les baigneurs ? demanda-t-elle.

Marcel salua courtoisement.

— Mais ils dorment, mademoiselle, répondit-il en souriant.

— Ils dorment !.. répéta-t-elle d'un air consterné. — Mon Dieu, que c'est désagréable ! je viens tout exprès pour me baigner à la marée haute.

— Mais il n'est encore que cinq heures, mademoiselle; dans une heure ils seront là.

— Dans une heure !.. dans une heure ! ce n'est pas la même chose. Est-ce que c'est défendu de se baigner sans eux ?

— Généralement, oui, je le crois, répliqua Marcel.

— Oui... ajouta-t-elle, avec sa jolie attitude de tête haute qu'elle n'avait point quittée depuis le début de cet interrogatoire. — Mais si je le faisais tout de même?

— La mer est si calme, dit Marcel, qu'il n'y a guère apparence de danger...

— Oh! le danger, cela m'est fort égal. — Donc, monsieur, si vous voulez bien vous en aller,.. reprit-elle sans plus de digression, je vais prendre la première cabine venue, et je me passerai des baigneurs, puisqu'ils dorment.

Et, le remerciant par un petit salut de côté, elle s'éloigna, suivie de sa femme de chambre, laissant Marcel émerveillé. Il avait trop de monde pour hésiter un instant à quitter la place. Il tourna bravement pour remonter vers le casino; mais, au bout de quelques pas, lorsqu'il fut hors de vue, masqué par les remous de sable, poussé par un sentiment où se mêlait autant de curiosité que de désir chevaleresque de rester à portée d'un prompt secours, au cas où la jolie imprudente s'aventurerait trop loin, il redescendit en tapinois, pour se cacher à l'abri d'une baraque roulante, derrière laquelle il ne pouvait être vu.

Miss Inès Parker était entrée dans une cabine. Quelques minutes plus tard, il l'en vit ressortir, drapée à miracle dans une sorte de burnous indien qui laissait à nu la plus fine cheville du monde. Puis arrivée près du flot, elle rejeta son manteau d'un geste de nymphe, et plongea comme une naïade. Il va sans dire qu'elle nageait à merveille. Marcel comprit à la première brasse que son rôle de sauveteur était relégué au second plan; il regarda non sans profit pour sa curiosité d'amateur. Enfin, après un quart d'heure des plus hardis ébats, la jeune Américaine se coucha mollement, dans une pose immobile; la vague la ramena jusqu'au bord où sa femme de chambre l'attendait. Avec une grâce adorable et chaste, elle se dressa; mais avant que son burnous la recouvrît, il put admirer de beaux bras de marbre, et les lignes souples et délicieuses que moulait le cachemire mouillé. Alors, quand elle fut enveloppée, elle fit tomber les boucles qu'elle avait relevées en torsade, et, le voile de ses cheveux tranchant sur les plis éclatans de son peignoir de soie, fraîche, les lèvres pourpres, ses grands yeux audacieux et ravis, elle regagna sa cabine.

Lorsqu'il l'eut vue rentrer, Marcel quitta sa cachette et s'éloigna. Son larcin accompli, il eût été fort penaud d'être surpris si près du lieu de son méfait. Mais il savait le chemin qu'elle devait suivre pour regagner sa villa; il flâna sur la jetée pour l'attendre au passage. A peine était-il posté, qu'il la vit reparaître comme si elle se fût rhabillée d'un coup de baguette. Ses longs cheveux à

l'air, pendans sur ses épaules, elle coupait à travers le sable. Il arrivait négligemment au point où elle devait rejoindre le terre-plein de la route, comptant se borner discrètement à un salut, lorsque, comme elle passait devant lui, elle s'arrêta, et, avec son joli ton décidé :

— Merci, monsieur, dit-elle, je vous ai vu caché derrière cette voiture. Vous avez eu peur pour moi, sans doute, et vous êtes resté pour me porter secours au besoin.

Marcel se sentit devenir tout rouge sous ce beau regard noir.

— Pardonnez, mademoiselle, balbutia-t-il confus, personne n'étant là... j'avais peur, en effet, de quelque imprudence...

— Je l'ai compris. Adieu, monsieur.

Marcel demeura féru par cette jeune enchanteresse. Est-il besoin d'ajouter que le jour même, à l'heure de la promenade sur la terrasse du Casino, bravant toute défense jalouse, il se trouva sur les pas du groupe Parker et salua la jolie Inès, qui, par ressouvenir peut-être, rougit légèrement à son tour?

— Maman, dit-elle, M. *de* Chabal, que j'ai rencontré ce matin.

Marcel eut un sursaut, en l'entendant énoncer son nom, qu'il ne lui avait point dit.

— Ah! oui, répondit mistress Parker en souriant, à ta belle équipée à la mer haute... Monsieur, peut-on se lever à cette heure-là, n'est-ce pas?.. Ma folle ne doute de rien!

Le lendemain Marcel dînait à la villa M...

L'amour, comme tout autre mal subit, a parfois de ces soudainetés qui déroutent les plus endurcis. Enchaîné avec la baronne de C. dans une de ces liaisons de convenances qu'un galant homme ne rompt jamais brutalement sans quelque remords, Marcel était certes trop bronzé pour être accessible aux coups de foudre. Pourtant, bien qu'il n'eût d'abord considéré ses visites chez les Péruviennes que comme un simple tribut de civilités prescrites par une rencontre de hasard, huit jours ne s'étaient point écoulés qu'il se trouvait en cours réglé de *flirt* avec la belle Inès Parker, qui lui parut bien la plus originale personne du monde. Capricieuse, absolue, volontaire comme une enfant gâtée, avec de ces retours subits d'un cœur expansif et aimant, c'était tour à tour un Puck enjuponné ou la tendre Portia de Shakspeare. Des ouvertures d'esprit, rares et surprenantes chez une fille, se mêlaient à des superstitions dévotes d'Espagnole, à des ignorances inouïes résultant d'une éducation qu'elle s'était faite d'elle-même, à la diable, et pour son usage particulier. Brûlé à la flamme de ces grands yeux de créole, enivré par ces grâces hardies qui avaient répondu à quelques galanteries, en l'acceptant pour *lover* avec cette bravoure de *fast young lady* américaine qui s'essaie avant le mariage au feu de la passion, il

ne quittait plus la villa M... où mistress Parker l'accueillait avec le sourire bienveillant d'une mère indulgente et ravie d'un innocent manège d'amoureux. Chaque matin, heureux d'offrir son écurie, Marcel venait prendre Inès pour une promenade à cheval dans la forêt de Touques : mistress Parker, trop paresseuse pour monter, leur jetait de sa fenêtre un sourire.

— Rentrerez-vous déjeuner? demandait-elle.

Inès interrogeait Marcel.

— Rentrerons-nous?

— Vous déciderez selon votre volonté, répondait-il.

— Oui, c'est mieux! — Maman, nous ne savons pas. — Donc, si nous ne sommes point ici à onze heures un quart, ne nous attends plus. Je ne veux pas que tu aies faim.

Et ils partaient. Au hasard de ces échappées dans les bois, s'ils se trouvaient loin, ils s'arrêtaient à quelque ferme, où ils déjeunaient pendant que les chevaux se reposaient.

Un tel train de liberté avec une telle créature surprenait Marcel comme un rêve fou, et le grisait parfois à ne plus savoir qui, d'elle ou de lui, était en plus grand péril. Bien qu'il eût des notions précises et déjà éprouvées sur cette étrange indépendance d'éducation américaine et d'outre-Manche qui heurte si carrément nos idées, sans qu'il soit possible de décider sur quelle rive des deux continens s'exerce avec les plus heureux fruits le système des précautions inutiles ou la sage prévoyance des luttes de la vie, le viveur avait peine à garder son sang-froid, dans les étonnantes privautés que la *flirtation* comporte. Élevée dans des mœurs où l'idée d'une séduction ne saurait être admise, Inès avait de ces hardis abandons de fille de tête et sans peur, consciente sans doute d'être suffisamment protégée par son orgueil. Il en résultait pour lui des aubaines qui n'étaient pas sans le troubler étrangement, et jusqu'à lui faire perdre le sens correct de la situation si nettement définie, pour le jeter dans les imaginations les plus folles... Tout cela le mena si loin que, un jour, il s'effraya du chemin parcouru et se demanda, dans un éclair de raison, s'il n'était pas tout simplement conduit à quelque traquenard de mariage. En dépit du mystère et des réserves affectées entre eux au casino, où miss Parker était toujours fort entourée de ses poursuivans, quelques propos malins l'avaient complimenté sur divers parties solitaires où ils avaient été vus. La baronne de C..., en femme d'esprit qui comprend à demi-mot les ruptures, le félicita elle-même sur sa conquête.

Marcel n'avait rien d'un naïf, et ce qu'il avait à perdre en une aussi plaisante aventure ne le tourmentait pas beaucoup. Pourtant, si dégagé qu'il fût de scrupules, il ne put se dissimuler qu'il était juste temps de s'arrêter sur une pente trop fleurie pour ne pas le

conduire fatalement beaucoup plus loin qu'un simple badinage. Ce mélange de sensualités physiques unies à des grâces virginales dont il ne pouvait douter le plongeaient parfois dans les plus étonnantes pensées. Il en venait à se demander s'il ne se méprenait point sur l'innocence de la belle miss Parker, prête à s'étonner peut-être de le voir prolonger si longtemps son rôle d'amoureux transi... La situation était en tout cas scabreuse : il y songea. L'idée d'une réparation à laquelle il se voyait, jour à jour, de plus en plus entraîné, bien qu'il n'eût jamais soufflé mot de mariage à Inès, se présenta à son esprit entourée de brumes terrifiantes. En dépit d'une sorte de train affectant l'opulence, ce que l'on savait de mistress Parker et de sa fortune reposait sur de simples apparences, et la malignité qui s'exerçait contre elle n'était point sans faire redouter à Marcel d'être le jouet de quelque habile intrigante, sacrifiant une mise de fonds au pipage d'un mari pour sa fille. Malgré le nombre des gens, dans cette superbe villa où elles semblaient campées, une sorte de désordre régnait qui révélait parfois l'expédient. L'excès même de cet amour d'Inès, si prompt à naître, n'était-il pas l'indice d'un piège artistement tendu sous ses pas?.. Arrivées en étrangères, et le voyant mêlé à la grande vie de Deauville, elles s'étaient sans doute fourvoyées, le croyant riche sur le luxe qu'il menait. Tout en souriant à part lui de cette double méprise, au courant de ses réflexions, il se prit à songer sérieusement à revenir sur ses pas, en se montrant moins assidu, et surtout en édifiant au plus tôt mistress Parker sur sa position de fortune, qu'elle était sans doute loin de soupçonner.

Si Marcel ne prenait point ces résolutions sans regrets, il les prenait du moins avec une assez belle désinvolture pour n'en point retarder l'exécution. En homme qui n'entendait pas que les bagatelles du cœur lui jouassent ce mauvais tour de l'empêtrer dans une déplorable affaire, dès le lendemain, comme il déjeunait à la villa entre la belle créole et sa fille, qui le fêtaient à l'envi, à propos de deux parures de fleurs naturelles qu'il leur avait fait venir de Paris pour le bal du soir au casino, il profita d'un mot de la mère qui lui reprochait gentiment de se ruiner à de pareils cadeaux :

— Me ruiner? répliqua-t-il en riant, mais cela ne m'est plus possible... Il y a trop longtemps que c'est fait!

Un joyeux éclat de rire accueillit cette exclamation de philosophe endurci.

— Ah! le mauvais sujet! s'écria mistress Parker. Voyez comme, effrontément, il nous avoue ses folies! — Pour vous punir, ce soir, vous ouvrirez le bal avec moi, et vous n'aurez Inès qu'après la première valse.

— Oh ! maman, dit plaisamment Inès, pauvre Marcel, c'est trop sévère !

Et les rires reprirent de plus belle. Marcel conclut tout simplement qu'elles ne le croyaient pas, en les voyant redoubler de grâces après ce formidable aveu.

Il est de ces maladresses où l'on s'enfonce d'autant plus profondément que l'on croit être plus habile à les réparer. Convaincu plus que jamais qu'il jouait un jeu de dupe, par les cancans de la plage qui en arrivaient à prendre des proportions irritantes, sur l'avis de Mme de Sandiez, une vieille amie de sa mère, qui lui parla en femme sage et timorée « de bruits qui devenaient plus que compromettans pour sa propre renommée de Lovelace, » il se décida à y couper court en partant brusquement pour Paris, laissant à la bonne dame la délicate mission de lui préparer un motif de retraite. Elle connaissait, à Londres, le consul d'Amérique ; elle était sûre d'obtenir de lui des renseignemens précis pour démasquer les deux intrigantes, ou suffisans du moins pour justifier le sans-façon de Marcel. Avec une fille aussi compromise que devait l'avoir été déjà sans doute la belle Inès dans ses voyages, toute prétention de Mme Parker à la lui faire épouser tomberait alors d'elle-même, en réduisant ses assiduités à une de ces affaires de galanterie que tout homme a le droit de se croire permises, quand elles viennent au devant de lui avec un entrain rehaussant encore le prix d'une aussi adorable maîtresse. La situation réglée et déclaration faite de ses vues, il poursuivrait cette fois sans alarmes, aux risques et périls de la belle, le cours charmant de cette conquête, dont le relief éclatant lui valait déjà quelque gloire.

Armé de tout son courage, ce ne fut pas sans tristesse pourtant qu'il annonça à la villa « qu'une affaire grave et pressante l'appelait pour huit ou dix jours à Paris. » Les adieux furent tendres, mais résignés. Mistress Parker le chargea d'une douzaine de commissions... Il partit.

« Loin des yeux, loin du cœur, » dit un proverbe connu. Marcel n'était pas, par nature, un garçon sentimental. Il n'eut pas plus tôt touché Paris qu'il se trouva comme par enchantement allégé de tout souci des Parker. Maudissant la sotte aventure qui dérangeait sa saison, pris d'un ennui intense, il se demanda au second jour ce qu'il allait faire de lui. Par disgrâce, il n'était jamais au dépourvu, même sur le boulevard, au mois d'août. Comme presque tous les joueurs de quelque tenue, qui savent les caprices de la veine, il était de deux ou trois de ces cercles secondaires où le baccarat n'a jamais de chômage. Pour distraire ses loisirs, il perdit quelques centaines de louis pendant les deux ou trois premiers jours, en manière d'essai, et pour tâter la partie. Ce n'était là

qu'un de ces incidens prévus qui n'altèrent en rien la sérénité de quiconque sait se conduire autour d'un tapis vert. Il ne put cependant se défendre d'une de ces bizarres idées si communes aux joueurs renforcés, qui attribuent à un fétichisme bizarre les effets plus ou moins heureux de la chance : *Inès portait la déveine.* Ce fut le dernier coup! Il n'en fallait pas davantage pour qu'il recourût bien vite à une conjuration nécessaire, en renouant avec une *porte-chance* blonde, dont il avait souvent éprouvé l'influence certaine sur le tirage à cinq, ou l'abatage des neuf. Il s'en trouva bien un soir; mais, entraîné par trop de confiance, et tenté par les premiers sourires d'une banque ouverte qu'il taillait avec le bonheur des anciens jours, il vit soudain tourner la fortune et quitta le cercle, au matin, avec une perte de deux mille louis.

Marcel avait eu bien d'autres revers, et vu le jeu qu'il jouait, la somme n'était pas pour le troubler; le baccarat veut de ces avances qui ne sont que le « va-et-vient » d'un fonds de partie sérieuse. Mais, en cette circonstance et pour la première fois, ne sentant plus derrière lui peut-être qu'un capital restreint, il perdit quelque peu de son sang-froid... En trois nuits il passa par les affres de cette *guigne noire* que tout joueur connaît fatalement à son heure. D'environ trois cent mille francs qui lui restaient liquides, il se vit, au matin qui commence cette histoire, devant la lettre d'avis dont nous avons énoncé la formidable éloquence.

Il est de ces secousses imprévues dont l'effet thérapeutique est souverain... Parti de Deauville avec une préoccupation sentimentale qui n'était pas sans lui causer quelque fièvre, Marcel se trouva guéri tout soudainement de ce souvenir d'Inès, si plein naguère de troublantes alarmes, pour ne plus songer qu'à l'événement grave de sa complète ruine, bien autrement intéressant à ses yeux que les trop justes plaintes d'une Ariane délaissée. Au pied du mur, cette fois, et terrifié par ce coup du sort, il se demanda ce qu'il allait devenir. Eût-il eu l'énergie d'une résolution vaillante, il avait trente ans, impossible de se faire soldat, seule carrière qu'il pût suivre. Le bagage d'instruction d'homme du monde qu'il possédait se bornait à cet élégant vernis de toutes choses qui fait effet dans un salon, mais dont il ne faut pas trop gratter le brillant. Il jouait du piano, crayonnait une esquisse; mais vivre de ces talens aimables, c'était une autre affaire...

Réduit à ses derniers expédiens, il se mit à inventorier son logis. La vente de son mobilier, de ses chevaux restés à Deauville, et de quelques diamans de sa mère pouvait encore produire, à son estime, environ cent cinquante à deux cent mille francs, ressource tout juste suffisante pour aller s'enterrer dans quelque trou

de Bretagne... Le plus difficile, cependant, c'était de prendre ce parti. Il lui passa bien par l'esprit qu'avec un peu de chance, en une seule soirée, il pouvait réparer ses désastres. Mais il se défendit contre ces bouffées malsaines qui lui montaient au cerveau malgré lui. Il repoussa héroïquement ces derniers assauts d'un orgueil qui l'avait perdu.

Bref, après de longues et mélancoliques réflexions, s'affermissant dans la nécessité d'une décision virile, il se disposa à sortir pour aller trouver un ancien ami de son père, dont la haute expérience l'avait parfois soutenu, résolu à lui tout confier de son cas épineux.

III.

Le comte Horace de Fierchamp, un des derniers de cette galante race de viveurs qui s'éteint et qu'on appelait naguère « des lions, » était encore, malgré sa tête chargée d'hivers, le type achevé des grandes élégances perdues. A la fois émule et ami des Dorsay, des Seymour, il avait été un des fondateurs du Jockey-Club, et de cette fameuse loge infernale à l'Opéra, qui forçait alors le ton de haute débauche, avec ces désinvoltures de la *fashion* que l'argot du club moderne a remplacé par le mot *chic*. Fils d'une illustration du premier empire, il avait été page à la cour de Charles X, puis officier dans les chasseurs d'Afrique jusqu'à la prise de Constantine, après quoi, il avait donné sa démission. Son patrimoine bientôt dissipé dans des prodigalités folles, modèle accompli de ce que Balzac a décoré depuis du nom de bohème dorée, mais doué de facultés d'esprit rares, sans jamais déroger au luxe de son train, il avait traversé le cours des temps, sans qu'on lui connût d'autres ressources que ses façons suprêmes, sa distinction aimable, et certaine force supérieure à cette fameuse partie de whist à un louis la fiche, que l'assiduité d'un financier célèbre faisait appeler la partie du baron, et qu'il appelait, lui, sa ferme en Judée. Deux ou trois fois avec plus d'un million de dettes, payées par des amitiés fidèles, toujours prodigue et toujours charmant comme un enfant gâté du sort, à l'avènement du second empire, il avait atteint son âge mûr. Un des favoris, par son nom, de cette cour un peu mêlée, où son esprit sceptique et facile était de toutes les fêtes, camarade d'enfance d'un très grand personnage, après quelques missions diplomatiques où sa notoriété mondaine l'avait merveilleusement servi, il était devenu président du conseil d'administration d'une grande institution financière, exerçant plus que jamais dans le cercle des vanités aristocratiques, et surtout dans le monde léger, un ascendant qui n'était même pas discuté.

Généreux avec toutes les femmes, qu'il traitait d'ailleurs, quelles qu'elles fussent, avec une sorte de grâce à la fois chevaleresque et railleuse dont il ne se départait jamais, pilier du foyer de la danse à l'Opéra, il y était, par ses influences, le protecteur né et le Mécène des jeunes générations qu'il voyait naître et qui se disputaient ses conseils, ou la gloire d'être distinguées par lui. Commissaire des courses et arbitre des grandes questions de turf, son autorité faisait loi dans les différends d'honneur, de paris ou de jeu. En allant consulter ce conseiller émérite, Marcel était sûr d'un accueil cordial. Il n'ignorait point, qu'en des heures de revers, le comte Horace avait été plusieurs fois aidé par son père, gonflé d'orgueil d'une telle intimité.

L'hôtel, situé rue de la Ville-l'Évêque, était un de ces riches logis de garçon où l'on donne grande place aux écuries. La porte cochère, surmontée d'un fronton monumental, ouvrait sur une cour finement sablée. Un rez-de-chaussée, orné d'une vaste marquise formant serre, et surmonté d'un seul étage, avec terrasse à l'italienne. De chaque côté du vestibule, deux torchères, superbes cariatides de bronze, qu'on disait avoir été enlevées par son père à quelque vieux palais florentin.

Comme la déesse du temple, au bas de la rampe en velours rouge du vaste escalier qui n'avait que cinq marches, une bacchante de marbre tendait ses bras chargés de fleurs, renouvelées chaque matin. C'était là, qu'en descendant de son appartement pour monter à cheval, le comte cueillait la rose qui ornait toujours sa boutonnière.

Le timbre du portier ayant annoncé un visiteur, Marcel suivit le valet en petite tenue qui, le connaissant comme un familier, l'introduisit dans une bibliothèque assez vaste, d'un aspect sévère et imposant, où il le pria d'attendre que son maître, rentré fort tard, eût achevé de s'habiller.

La toilette du comte Horace n'était point mince affaire. On n'est pas impunément jeune. Les mystères du parfumeur suppléaient quelque peu à ces outrages du temps que le galant Céladon s'obstinait à dissimuler avec une habileté voisine du miracle. Là encore, il apportait son tact, sa science de mondain qui le faisait inimitable. Impossible d'imaginer teinture plus douce, cosmétiques plus discrets, fraîcheur plus vraie, regard plus spirituellement réveillé. Nulle coquetterie de femme n'eût pu lutter contre une telle perfection de touche laissant artistement, çà et là, quelques aveux de son âge. Mais tout art s'achète par le travail. Marcel n'ignorait pas que le petit lever du comte prenait une partie de la matinée. A aucun prix, le galant gentilhomme ne se fût montré sans s'être mis sous les armes. Il se dit donc qu'il avait peut-être la chance d'arri-

ver à moitié de la besogne, ce qui ne lui constituait guère plus d'une heure de patience.

Dans son état d'esprit, Marcel avait de quoi occuper ses pensées, sans même qu'il fût tenté d'ouvrir un de ces magnifiques albums, étalés là sur une table en vieil ébène incrusté au chiffre des Médicis. Installé sur un canapé coin de feu couvert de brocatelle cramoisie, en contemplant la suprême ordonnance de ce séjour qui l'avait toujours ému d'un saint respect, à cette heure mélancolique, il ne pouvait se défendre de l'amer souvenir du chocolat... Bien souvent, dans cette pièce de l'appartement intime du comte, il s'était senti malgré lui oppressé par cette atmosphère de grand seigneur et de génie parisien, due à la fois aux somptuosités de l'ameublement, à l'élégant désordre qui révélait le dilettante de haute volée. Celui-là était né parmi les heureux de ce monde. Et, porté par un nom glorieux qui sonnait comme une fanfare, en quelque lieu qu'il se présentât, dans sa carrière aventureuse il n'avait même pas subi l'ennui de ses défaites... Au courant de ses réflexions, envieux des hauts faits d'un tel modèle, Marcel en vint presque à s'absoudre de ses éclatantes folies, à reprendre confiance en la destinée des extravagans et des viveurs. Après tout, cette personnalité si choyée, ce favori des clubs, des salons et des boudoirs n'avait-il pas, comme lui, débuté par la ruine? Ne s'était-il pas dix fois refait, après plus d'un million de dettes, pour en arriver finalement à cette haute position?

Comme il lui semblait lire en tout ce qui l'entourait les prouesses de cette existence de Lovelace ou de don Juan, ses yeux tombèrent sur un petit cadre de velours, contenant six portraits de femmes qu'il avait admirés bien souvent. Beautés aristocratiques célèbres, commençant par la ravissante lady N... et qu'on eût dit rassemblées pour former un bouquet de souvenirs, dont le parfum mêlé rappelait d'aventureuses amours ou des bonheurs perdus. Tout à coup, Marcel eut un sursaut. Parmi ces portraits d'héroïnes dont le comte Horace taisait les noms, il venait de reconnaître mistress Parker...

Mais à ce moment le comte entrait, pimpant, reposé, accueillant, malgré de naturelles façons hautaines qui lui donnaient une grâce de plus. Encore svelte, et vêtu avec cette recherche qui se dissimule sous l'aisance exquise et l'indifférence souveraine de l'homme accoutumé à diriger le ton, on n'eût su vraiment noter dans cette coquetterie de son âge, une faute de goût. Peut-être eût-on pu deviner le corset qui maintenait cette taille si droite et si élégante; mais le port de la tête, la finesse du sourire, la voix d'un timbre sonore, jointe à une simplicité du plus grand air, suffisait à le rendre charmant.

— Je vous ai fait attendre, mon cher Marcel, dit-il en lui tendant les deux mains d'un ton de protection bienveillante et presque de tuteur... excusez-moi...

Et, avec un à-propos délicat qui semblait aller au devant de la critique, ou comme dans un aveu plaisant devant exclure toute idée de prétention surannée :

— A mon âge, voyez-vous, ajouta-t-il d'un ton insouciant et léger, on est quelque peu la proie de son valet de chambre. — Quel bon vent vous amène? Ai-je la chance que vous ayez quelque chose à me demander?

— Vous avez deviné, mon cher comte, répondit Marcel en serrant avec une effusion qui trahissait un peu l'effarement de ses pensées les deux mains qui lui étaient tendues. Je viens recourir à votre précieuse expérience et me livrer à vos conseils, pieds et poings liés.

— Ah! bah! est-ce si sérieux que cela? dit le comte qui sourit en lui montrant un fauteuil. Contez-moi votre affaire.

— Oh! ce sera bientôt fait, reprit Marcel : je suis ruiné!

— Ah! bah! répéta le comte, sans marquer la moindre surprise. Grièvement?..

— Une déveine insensée, à une partie de quatre sous... Trois cent mille francs en quatre jours.

— Combien vous faut-il?

— Oh! rien, reprit Marcel, touché de la spontanéité de ce mot : un dernier chèque sur votre banque a tout payé.

— C'est toujours cela! Et, maintenant, pour que je sache à quoi je puis vous être utile, dites-moi la situation nette.

La confession ne fut pas longue. Expert en ces sortes de catastrophes, aux premiers mots, le comte avait tout compris. Il laissa dire Marcel, parlant de se refaire une position, sans l'interrompre, observant du coin de l'œil, étudiant à part lui ce caractère, comme pour en découvrir le vrai fond. Enfin, quand le jeune homme eut achevé :

— Diable! diable! dit-il, c'est fort grave en vérité. Mais le coup est fait, et les doléances n'ont jamais rien réparé. Il ne faut donc pas user nos forces à ressasser le passé. Il faut les garder au contraire pour prendre un parti. Voyons, de quoi êtes-vous capable? que vous sentez-vous propre à entreprendre?

— Mais c'est justement ce que je suis venu chercher avec vous, répondit Marcel, avec cet abandon du faible qui conquiert l'intérêt de tout homme fort et solidement trempé.

— Eh! bien, à l'œuvre donc! reprit le comte Horace en souriant et tâchons de vous découvrir une ancre. Voyons, vous n'avez plus l'âge pour vous engager?..

— Hélas! non, dit Marcel avec un soupir.

— Oh! reprit vivement l'élégant vieillard, entre nous, l'ordinaire de la cantine n'est guère réjouissant...

— Vous êtes administrateur de plusieurs grandes compagnies, poursuivit Marcel, et, par votre influence, là ou ailleurs, je pourrais peut-être arriver à quelque chose. S'il vous était possible de m'envoyer quelque part, au diable, en Chine...

— Peuh! c'est à voir. Êtes-vous quelque peu avocat? ou avez-vous quelques notions de droit?

— Non, aucune.

— Enfin, qu'avez-vous particulièrement étudié? que savez-vous?

— Mon Dieu, répliqua Marcel, ce que tout le monde apprend au collège...

— Oui, nous connaissons ça... le manuel du baccalauréat; mais après?

— Après... dame!.. murmura Marcel, qui resta court.

— Diable! diable! répéta le comte, votre bagage est mince!

— Mais, sans être pourvu de facultés spéciales, ne pourrais-je remplir quelqu'une de ces fonctions qui n'exigent que les connaissances courantes?

— Sans doute! Il y a de ces fonctions-là... Sous-chef de gare en province. Avec du zèle, on peut devenir chef en quelques années, comme Aimard de Trémont : trois mille francs d'appointemens!

Marcel demeura atterré.

— Ah! j'en conviens, c'est raide! reprit le comte en changeant de ton. Voyez-vous, mon cher ami, il ne faut pas nous le dissimuler : les temps sont venus. Vous êtes d'une génération très gentille, mais dont l'éducation est un insuffisant appoint dans la grande bataille qui s'engage. Il n'y a pas à dire : il faut être le bras ou la tête, le manœuvre ou la pensée. En dehors de cela, on ne s'en tire que par deux cent mille livres de rentes qui vous assurent la pâtée, et le reste. Il n'est pas aussi aisé qu'on le croit de remonter sur sa bête et de se tenir ferme en selle. Je suis d'une race qui disparaît et que vous n'êtes pas de taille à faire revivre. De mon temps, on se ruinait comme du vôtre, on brûlait sa jeunesse et ses héritages, mais on gardait des formes, une tenue, une volonté. Et de nos bibliothèques, nous connaissions autre chose que les reliures, ce qui faisait que, au moment critique, on était sûr de trouver au fond de son bissac une poire pour la soif ou une balle de pistolet qui vous sauvait de la dégringolade. — Enfin, tout réalisé, combien vous restera-t-il?

— Cent cinquante mille francs environ.

— Eh bien! alors, reprit le comte, faites comme La Châtre. Allez en Amérique, en Californie! Là, mettez habit bas, et plongez. Faites-

vous maquignon, ou maître d'armes, ou couturier français... Si vous avez de la poigne, vous pouvez comme tant d'autres raccommoder vos affaires... Vous savez l'anglais, c'est au moins cela.

Ce conseil laissa Marcel froid et de plus en plus déconcerté. Il était tout surpris de ne trouver nul moyen d'employer ses talens.

— Ma foi, mon cher, reprit le comte, en dehors de cela, je ne vois que le mariage. Vous êtes gentil garçon, il ne manque pas de filles de province à décrasser. Allongez votre nom du nom de votre mère... Il y en a tant qui s'appellent du nom de leur bicoque... Est-ce que vous n'avez pas été à Lourdes?

— Trois fois.

— Bon, c'est deux fois de trop! Il faudra voir à se servir de cet excès de zèle. J'en causerai avec Mgr ***, la providence des jeunes décavés du parti...

IV.

Si Marcel n'avait pas les facultés hautes du comte Horace, il avait du moins ce ressort de l'âme qu'un philosophe a appelé « l'indépendance du cœur. » En quittant la rue de la Ville-l'Évêque, il se sentit presque rasséréné. La carrière du mariage lui parut si facile qu'il s'étonna d'avoir désespéré. Sportsman accompli, cotillonneur de premier ordre, et très roué près des femmes, les agrémens de sa personne, et une sorte de désinvolture très-brillante de mauvais sujet, qui l'avaient mis en vue dans le monde, étaient certes un appoint très solide dans le pourchas de quelque belle héroïne à imagination vive. Conscient enfin de posséder des dons très réels pour mener à bien la conquête de cette toison d'or, ce fut en lui comme l'éveil subit d'une vocation sérieuse... Frappé sur son chemin de Damas, il songea aussitôt avec décision à se dépêtrer de toute broussaille gênante en confirmant, sur l'heure, l'acte de raison qui l'avait séparé de miss Parker. Sans plus d'ambages, il s'empressa donc de lui écrire bravement que : « des affaires imprévues le retenant à Paris, il aurait le chagrin de ne pas revoir ses beaux yeux sur la plage de Deauville. » Sa lettre mise à la poste du club, il respira comme un homme délivré d'un accès de délire, et frappé des dernières paroles du comte, il s'en alla faire une visite à l'abbé Séran, qu'il avait fort négligé depuis quelques mois.

Les malheurs, dit-on, vont par séries. Le lendemain de ce jour, Marcel Chabal recevait de Mme de Sandiez l'épître dont voici le contenu :

« Mon cher enfant,

« Je puis enfin vous envoyer des nouvelles de Deauville, ayant donné tous mes soins à votre imprudente affaire, depuis que vous

êtes parti; ce qui m'a du reste entraînée à des avances où j'ai certainement été plus loin que je ne l'eusse voulu... sans reproches. J'ai même saisi l'occasion d'une rencontre ménagée par M. de B... à la ferme des Roses pour causer avec la demoiselle en personne; ce qui m'a valu le lendemain d'être saluée par elle et madame sa mère au Casino. Par bonheur, j'ai la vue si basse que j'ai pu passer sans faire mine de les apercevoir,.. bien que, par l'arrivée d'un certain personnage qui les connaît, l'étonnante nouvelle « qu'elles ont une fortune fabuleuse » vienne de se produire tout à coup. C'est à ce moment le bruit nouveau de la plage sur ces deux péronnelles excentriques. Des équipages leur sont arrivés avec chevaux superbes et tout un monde de gens. Pour tout dire du reste, voici ce que m'apprend, de bonne source, la lettre que je reçois de mon ami, sir Lewis Bacon, attaché à Londres au consulat des États-Unis. Il a été mêlé très directement à une liquidation d'héritage et sait leurs affaires depuis A jusqu'à Z.

« Bien que d'origine plus ou moins louche, les millions sont vrais, les plantations authentiques, en plein soleil, et un crédit fort étendu chez les Rothschild confirme encore la solidité de cette fortune exotique. La mère, qui, paraît-il, a passablement fait parler d'elle, est vraiment veuve, contrairement à ce que l'on avait dit. Le Parker, un Irlandais d'assez bonne famille, a même fait dans les divers états de l'Union quelques banqueroutes hardies qui l'ont rendu célèbre. La découverte inattendue d'une source de pétrole en Pensylvanie a finalement couronné ses efforts. Quant à la fille, on n'articule rien sur ses aventures, si ce n'est qu'elle a beaucoup voyagé sur les pas de la trop belle veuve; de là sans doute les airs évaporés qui rehaussent ses grâces et cette liberté de *self-government* que lui accorde madame sa mère, et dont elle use avec la netteté de décision d'une jeune expérience qui a vu le feu. En ce qui vous touche, mon entretien à la ferme avec ces dames a été des plus limpides, et, si elles avaient vraiment fondé sur vous quelques espérances, vous pouvez tenir pour certain qu'à cette heure elles sont suffisamment édifiées. Dès les premiers mots, enveloppés de ma diplomatie la plus habile et la plus voilée, j'avais à peine prononcé votre nom que la jeune personne s'est prise à sourire gentiment. J'ai parlé, sous le couvert, de quelques charmantes rencontres où je l'avais aperçue, le matin, montant à cheval en tête-à-tête avec vous. Là-dessus, mistress Parker m'ayant fait de votre mérite un éloge des plus flatteurs, j'en ai naturellement profité pour renchérir en lui glissant, sous le sceau du secret, « que vous êtes engagé dans des liens de fiançailles avec une charmante héritière du plus haut lieu, et que votre subite fugue à Paris n'est point étrangère à cette grande affaire. » J'ignore si cette déclaration catégorique a

été du goût de ces dames; il me faut dire pourtant qu'elles ont fait bonne contenance. Avec une prestesse incomparable, que je n'ai pu me défendre d'admirer, la mère détourna la causerie; puis, sur le ton d'une aimable intimité, sans avoir l'air d'y toucher, elle voulut bien à son tour me confier ses projets arrêtés d'avenir, et m'éblouir du faste péruvien qu'elle compte déployer cet hiver à Paris, où, *pour marier sa fille*, elle se décide à passer la saison. Par testament du père, paraît-il, la jeune personne, bien que particulièrement précoce, ne peut prendre un époux avant l'âge de dix-neuf ans, qu'elle aura dans trois mois... Bref, dans l'abandon charmant d'une expansion si bien justifiée entre nous, elle en est venue enfin à cette confidence intime : « qu'elle prétend pour miss Inès Parker à quelque prince ou duc.. » ou pour le moins à un marquis. — Elle n'en rabattra rien! C'était assez dire que ma petite notification avait été clairement comprise... L'incident étant clos, nous nous quittâmes avec des sourires.

« Vous voilà donc dégagé, mauvais sujet que vous êtes, de cette dernière fredaine, où votre folle tête vous avait encore entraîné. Quant à l'idée que votre belle héroïne ait pu se croire compromise par vous, et qu'il y ait danger qu'elle meure de votre coupable inconstance, ce serait d'un pur naïf... deux ou trois jours après votre fuite, vous étiez tout uniment remplacé... ce qui doit vous mettre à l'abri de tout remords.

« Tout est donc pour le mieux; mais entre nous, mon cher enfant, bien que ma vieille affection n'ait point décliné la délicate mission dont vous m'aviez chargée, laissez-moi vous dire pourtant que, si vraiment taré que soit ce monde-là, vous vous devez au moins à vous-même de ne point reparaître à Deauville aussi longtemps que mère et fille y resteront.

« A. de Sandiez. »

« *P.-S.* — Une autre lettre de Mme Lewis Bacon, qui m'arrive à l'instant, complète les renseignemens de son mari sur d'autres points. La belle mistress Parker, en dépit de l'éclat laiteux et mat de son teint de lis, n'est autre chose qu'une femme de couleur, née d'une esclave et d'un planteur du Sud. D'où il suit que, le sang-mêlé sautant parfois une génération, la jeune Inès peut donner naissance à des petits nègres. Les détails que Mme Lewis ajoute sur les terribles natures de feu bien connues de ces métisses pleines d'indolence et de langueur sont effrayans. A dix-sept ans, mistress Parker était déjà veuve d'un premier mari. Le second, à son tour, n'a duré que cinq ou six printemps.

« De S. »

Si l'excellente Mme de Sandiez eût été présente à la lecture de sa lettre, elle eût certes été consternée de l'effet à rebours qu'elle produisit sur Marcel... — Mistress Parker riche à millions ! — Inès fille unique, héritière de cette fortune fabuleuse !.. Il eut comme un vertige d'épouvante à la pensée de ce qu'il avait fait. Un cri s'échappa de sa poitrine. Il demeura béant, sans idée, abattu, terrassé par ce dernier coup du sort acharné à sa perte. Comme dans une vision soudaine, il revit ces jours perdus, si pleins de joies et de promesses, et dont il n'avait qu'à suivre le cours triomphal vers un mariage éblouissant. Il revit ces échappées dans les bois, Inès déjà presque sa maîtresse, et ces longs soirs, à la villa, où mistress Parker, complice de leurs amours, l'accueillait comme un *lover* déclaré...

Ce fut un terrible effarement, cette fois bien autrement douloureux que celui qu'il avait éprouvé à la confirmation prévue de sa ruine. Il songeait qu'à cette heure même Inès lisait sa lettre maudite de la veille. — Comment réparer cette stupide bévue couronnant toutes les autres?.. — Comment renouer après un congé si brutal?

Tout à coup, il se rappela ce portrait de mistress Parker qu'il avait vu chez le comte... Peut-être y avait-il encore là un moyen de sauvetage?

Sans perdre plus de temps en lamentations superflues, il résolut de courir rue de la Ville-l'Évêque.

Par bonheur, le comte n'était point encore sorti, et Marcel le trouva qui achevait de déjeuner. En trois mots, pour le mettre au fait de la nouvelle aventure qui l'amenait, il raconta d'abord sa rencontre à Deauville, avec deux étrangères qu'il avait tout lieu de croire ses amies, ainsi que semblait le dénoncer certain médaillon de velours... Il nomma enfin mistress Parker.

— Mistress Parker ! s'écria le comte qui parut agréablement surpris. — Ah ! elle est à Deauville ?

— Depuis deux mois, répondit Marcel, et elle compte passer l'hiver à Paris.

— Tiens ! tiens !.. reprit le comte souriant, en regardant Marcel dans les yeux, est-ce que vous auriez déjà jeté de ce côté les bases d'un hymen sauveur ? — Elle était jolie, il y a huit ans. Je l'ai connue à Vienne.

— Elle est encore fort belle ; mais ce n'est pas d'elle qu'il s'agit, c'est de sa fille.

— Hé ! c'est vrai, reprit le comte, comme rappelant ses souvenirs, elle avait une charmante enfant, la petite Dolorès.

— Non, Inès.

— Inès, c'est cela !.. En effet, ce doit être une belle fille. Eh ! bien, mais si vous pouviez vous faire agréer, voilà un superbe parti tout trouvé.

— Hélas ! soupira Marcel, c'était fait, et, comme un sot, j'ai tout perdu.

— Bah! contez-moi donc ça. Nous verrons après.

Marcel fit encore confession entière; son colloque sur la plage avec Inès, ses visites à la villa, l'accueil de mistress Parker, et enfin cette vie de liberté charmante, et ses amours si pleines de gracieuses hardiesses et d'abandons de fiancés. Tout en atténuant, en galant homme, l'étendue des privautés du *flirt* qu'il avait moissonnées, il en arriva à ce jour néfaste où, effrayé de l'éventualité menaçante d'une réparation, devant les propos et les bruits fâcheux qui se menaient autour d'Inès horriblement compromise, il avait niaisement pris la fuite, embobeliné par Mme de Sandiez, dont toute la coterie s'évertuait à le railler d'être le jouet de deux intrigantes... Dans le délabrement de ses affaires, la peur l'avait saisi...

— On ne savait donc pas là-bas leur fortune? demanda le comte en souriant.

— Hélas ! non, répondit naïvement Marcel.

Il conclut finalement par la communication de la lettre foudroyante qu'il venait de recevoir le matin.

— Diable ! diable ! répéta le comte après avoir lu la lettre; la bonne Sandiez n'y a pas été de main morte, dans sa belle ambassade.

— J'ai fait pis, soupira Marcel, j'ai écrit hier pour couper le dernier fil en disant que je ne retournerais pas à Deauville.

— Eh bien ! vous voilà joli garçon !

— Je n'ai plus d'espoir qu'en vous... Sachant que vous connaissez mistress Parker, à tout hasard, je suis accouru.

Le comte réfléchit un instant.

— Peuh ! dit-il enfin, tout n'est peut-être pas perdu. Si vraiment la fille vous aime...

— Hélas ! répéta Marcel, c'est là, j'en ai bien peur, ce qui, à ses yeux, me rendra indigne de pardon.

— Bon, bon, tout cela, c'est toujours la paille du *Dépit amoureux !..*

Devant ce flegme d'homme supérieur qui en avait vu bien d'autres, Marcel reprit courage.

— Quoi ! reprit-il anxieux, vous pourriez m'aider ?

— Non, non, c'est inutile... pour le moment du moins, répliqua le comte avec cette aisance qui le distinguait. D'ailleurs on ne marie pas une fille américaine contre son gré. Le plus urgent, c'est que vous retourniez là-bas, au plus vite, reprendre votre rôle de prétendant, de façon à ne point vous laisser supplanter par un autre pendant ces trois mois, avant l'expiration desquels rien ne peut être conclu. — Allez à Deauville, mon cher, allez !

— Mais comment reparaître après cette fatale invention de mariage, imaginée par Mme de Sandiez?

— Eh bien! nigaud, servez-vous-en... Vous êtes venu à Paris pour le rompre, et vous y avez réussi.

Marcel eut presque un cri d'admiration pour le vieux Lovelace, et, saisissant ses deux mains :

— Ah! vous êtes toujours notre maître à tous! s'écria-t-il.

— On me canonisera, c'est convenu! répondit plaisamment le comte... En attendant, ajouta-t-il en se levant, portez mes meilleurs complimens à mistress Parker... J'irai, selon toute probabilité, passer quelques jours là-bas pour les courses...

— Et vous me permettrez de compter sur vous?

— Parbleu, mon cher! Votre père était un bon diable... Vous n'êtes pas un mauvais garçon... Puisque mistress Parker vient ici pour établir sa fille, mari pour mari, vous ou un autre, c'est tout un, et si je puis vous aider à faire une bonne affaire, j'en serai charmé... Ah! à propos, si la pilule passait mal, écrivez-moi un mot; je vous répondrai vaguement sur la rupture de votre fameux mariage, comme si par hasard j'y avais été un peu mêlé.

Lesté de ces bonnes promesses, Marcel repartit le soir même par le chemin de fer.

V.

Si l'homme a des principes ondoyans et divers, selon les cas, c'est à coup sûr dans la détresse qu'il est le mieux pourvu de cette intuition sage qui accorde la conscience avec les exigences du point d'honneur les plus subtiles. La réparation qu'il devait à miss Parker apparaissait maintenant à Marcel comme un de ces stricts devoirs de cœur qu'il n'avait plus le droit de déserter, surtout en présence de calomnies dont la lettre de Mme de Sandiez lui révélait l'odieuse trame. Il s'étonna, non sans quelque remords, d'avoir pendant presque toute une semaine oublié une aussi confiante tendresse et ce sentiment de protection chevaleresque qu'il devait à ces deux infortunées, victimes d'un monde envieux et jaloux...

Arrivé à Deauville dans la nuit, le lendemain, vers huit heures du matin, il était sous les armes. Bien qu'il eût confiance en une certaine supériorité de séduction dont il avait souvent éprouvé les effets, il était un peu ému à l'approche du moment redouté. Dans les réflexions du voyage, il s'était dit qu'il valait mieux faire sa rentrée à cette heure familière, comme si rien ne se fût passé entre Inès et lui depuis qu'il l'avait quittée, et marquer ainsi l'empressement d'un amant ravi d'apporter une délicieuse surprise. L'explication d'ailleurs voulait le tête-à-tête, à l'abri de

tout importun. Troublé pourtant par les quelques mots de Mme de Sandiez au sujet de son remplacement par un autre écuyer cavalcadour, ce ne fut pas sans quelque appréhension qu'il arriva à la grille.

Vaste, entourée d'un jardin superbe, étagé en gradins coupés dans le flanc de la colline, la villa M... est une des plus coquettes de la Terrasse. Un perron à colonnes, de style grec, monte par quelques marches à une large vérandah tenant toute la façade, et formant une sorte d'atrium fleuri au rez-de-chaussée, ce qui lui donne l'air de quelque villula pompéienne. Un négrillon, vêtu de soie rouge, qui flânait derrière un massif et que Marcel n'avait jamais vu, le regardait, surpris de le voir entrer si librement, lorsqu'un des gens parut, qui l'introduisit au salon sans plus de formes, disant en serviteur expert « qu'il allait avertir la femme de chambre de mademoiselle. » Marcel respira; Inès n'était point en promenade, contre-temps qu'il avait particulièrement redouté. Pourtant il se sentait oppressé : si elle allait refuser de le recevoir?.. Une sorte de rangement inaccoutumé qu'il remarquait autour de lui, dans cette maison de désordre, semblait dénoncer quelque changement survenu dans les habitudes de ses hôtes. Il ne se reconnaissait plus. Une pénible impression le tourmentait, comme si tous ces objets, jadis familiers, l'eussent considéré comme un visiteur étranger, avec les regards surpris du négrillon arrivé depuis son départ. Malgré les jalousies vertes, complètement closes, à travers les clématites de la vérandah, quelques gais rayons de soleil pénétraient dans la pièce baignée d'ombre, piquant çà et là des touches lumineuses. Les oiseaux gazouillaient dans la volière avec de petits battemens d'ailes : tout était joyeux, pimpant, et semblait lui crier qu'il était oublié...

A ce moment, dans la pièce voisine, il entendit une porte s'ouvrir et se refermer brusquement, le froufrou d'une robe, un bruissement de soie, des pas légers effleurant le parquet. Miss Parker apparut, dans une toilette de matin délicieuse, avec son air de jeune déesse d'un irrésistible charme, ses grands yeux sombres, aux regards d'enfant volontaire, et son éclat de fraîcheur blanche et rosée : on eût dit un printemps en fleur.

— Comment! c'est vous, monsieur de Chabal? dit-elle; à cette heure?

Elle s'était arrêtée presque au seuil, le regardant dans sa jolie attitude hautaine... Marcel éprouva un froid au cœur et, n'osant lui tendre la main :

— Pardonnez-moi, balbutia-t-il, j'avais si grande hâte de vous revoir... Je suis arrivé dans la nuit...

— Ah! alors c'est bien aimable à vous de vous lever si matin...

Mais asseyez-vous donc, vous devez être fatigué, ajouta-t-elle en lui désignant un fauteuil, comme elle s'installait sur un divan.

Il obéit, absolument dérouté par cet accueil tranquille. Il avait prévu une entrée en matière toute de reproches et de larmes, pour laquelle il avait préparé un discours d'émotions mêlées de flammes. Il resta muet, embarrassé de son silence.

— Et... vous avez fait un bon voyage? reprit miss Parker aimablement, comme pour couvrir la gêne d'une visite ennuyeuse où l'on ne sait que dire.

Marcel reprit contenance et saisit son exorde.

— Oui, chère Inès, un très heureux voyage, répondit-il, et qui m'a délivré d'une lourde oppression, d'un désespoir que je portais en moi et qui m'accablait... à en mourir.

— A en mourir!.. Tant que cela! dit-elle avec son calme démontant. Mon Dieu! que m'apprenez-vous là?

— Cette souffrance cachée, je ne pouvais vous la confier, Inès, poursuivit-il bravement, car j'avais peur de vous perdre en vous faisant l'aveu de ce malheur... qui vous eût peut-être aussi attristée... ou du moins... qui...

Elle l'écoutait, ses jolis sourcils un peu froncés; comme il cherchait son mot, elle l'interrompit :

— Vous êtes bien bon, dit-elle, de m'avoir ainsi épargnée, et je vous remercie beaucoup de votre complaisance!.. Et, à propos, quand vous mariez-vous?

A ce brusque démasquement de batteries, Marcel eut l'air de tomber des nues.

— Quoi! Inès, que dites-vous? s'écria-t-il en jouant une attitude de foudroyé.

— Eh bien! votre voyage n'avait-il pas pour but d'aller voir votre fiancée? dit-elle sans bouger de sa pose indolente.

— Mon Dieu! continua-t-il effaré, mais alors, vous saviez donc?..

Inès le regarda en riant, comme ravie de l'intriguer un peu.

— Je ne savais rien du tout, reprit-elle enfin. Seulement, pendant votre absence, une de vos bonnes amies, Mme Sandiez, je crois, a eu l'obligeance, un jour que nous l'avons rencontrée, de me faire part de cette heureuse alliance depuis longtemps décidée...

En dépit de son affectation railleuse, miss Parker prononça ces dernières paroles avec un accent amer. Marcel comprit qu'il n'avait point encore perdu toute chance d'être sauvé. Et, brûlant cette fois ses vaisseaux, comme illuminé tout à coup d'une lueur qui lui révélait la cause d'un accueil qu'il lui était impossible de comprendre, il se précipita aux pieds de la jeune fille, et lui saisissant les mains :

— Mon Dieu! Inès, s'écria-t-il, pauvre Inès! Et vous avez cru?..

Ah! maudite soit cette vieille fée qui vous a fait douter! Mais tout ce qu'elle vous a dit est faux... ou plutôt c'était vrai... Mais cela ne l'est plus!..

— Comment!.. dit-elle hésitante, ce mariage?..

— Ce mariage est rompu, brisé!.. Eh bien oui! c'était là mon secret, j'étais engagé, pris dans des liens de famille acceptés depuis longtemps, quand je ne vous connaissais pas. Et ce voyage que vous accusiez, je ne l'ai fait que pour me rendre libre... Et j'ai réussi, et je reviens affranchi de toute crainte, sans nuage, sur mon bonheur, sans ce remords qui me torturait d'avoir une seule pensée qui ne fût pas à vous...

En plein, cette fois, dans son discours, Marcel s'attendrissait lui-même de sa propre éloquence; il en arriva que, gagné à la fin par son accent convaincu, devant l'adorable étonnement de miss Parker, surprise d'une explication si naturelle, et qui témoignait tant d'amour, ce fut avec un élan sincère et avec de véritables larmes dans les yeux que, reniant toute rouerie, il s'écria :

— Inès! mon Inès! je vous adore, je vous aime!.. Voilà tout ce qu'il y a de vrai dans le fond de mon âme, et dans tout ce que je vous dis!

Cette tirade à effet porta sur miss Parker. Laissant tomber son beau regard adouci, elle lui abandonnait ses mains, qu'il couvrait de baisers de flammes, avec ces transports d'amans qui retrouvent la clé des paradis perdus.

Les réconciliations d'amoureux ont cela de remarquable qu'elles se ressemblent toutes... Marcel estima qu'il était très avancé dans son pardon en la voyant fléchir ainsi. Bien qu'elle parût garder un reste de défiance, elle écoutait le récit des douleurs et des transes qu'il avait souffertes loin d'elle, comme satisfaite en son orgueil d'être l'objet d'un amour si plein de délire.

Pourtant, un mot le fit tout à coup trembler.

— Mais cette lettre, dit-elle, que vous m'avez écrite il y a deux jours?..

Marcel savait que, avec une fille si peu crédule, c'était là son point faible; mais par bonheur il s'était préparé; et, parlant cette fois d'abondance, ce fut en souriant qu'il répondit :

— Cette lettre, chère Inès?.. Ah! Dieu! vous me rappelez mon plus cruel combat!.. Hier encore je me croyais perdu, marié tout vif! Et sans un ami de mon père, à qui j'avais tout confié, et qui intervenait à la dernière heure avec une autorité qu'on écoute, tout était fini pour moi!

— Ah! et qui cela, cet ami? demanda miss Parker en le regardant dans les yeux.

— Vous le connaissez.

— Moi?

— Oui... c'est le comte Horace de Fierchamp.

— Ah! il est à Paris! s'écria-t-elle.

— Oui, et vous le verrez même bientôt, car il m'a dit de l'annoncer à votre mère pour la semaine des courses, à la fin du mois.

A ce moment, des pas se firent entendre sous la vérandah. Marcel, toujours aux pieds d'Inès, se releva vivement et s'assit. Mistress Parker entr'ouvrait la portière.

— Maman, dit Inès, le comte Horace qui va venir de Paris...

— Ah! bonne nouvelle! J'aurai grand plaisir à le revoir, répondit mistress Parker de sa jolie voix traînante.

Et, sans marquer le moindre étonnement de la présence de Marcel, elle l'interrogea sur le comte avec un intérêt si naturel qu'il eût été impossible de saisir, dans ce contentement calme, autre chose qu'un bon souvenir, une de ces sympathies mondaines qui résistent au temps.

Marcel satisfit à toutes ses questions, qui s'égarèrent un peu sur une réputation galante qu'elle disait avoir connue autrefois. Ravi de se donner près d'elle le relief d'être des intimes du comte, il s'étendit en confidences, sur ces jolis racontars de coulisses et de la danse, qui témoignaient des succès toujours enviés de ce haut type d'élégance chevaleresque.

— Allons, je vois qu'il n'est pas changé, dit-elle en riant. Quand il a quitté Vienne, cela a été presque un deuil dans tout le monde du ballet.

— Et dans l'autre, maman? demanda effrontément Inès.

— Dans l'autre aussi, sans doute, répondit mistress Parker sans le moindre trouble: seulement, on n'en a rien dit!

La visite avait duré près d'une heure. Marcel se leva.

— Pardonnez-moi, madame, d'avoir abusé,.. dit-il.

— Dites: amusé, répliqua très gracieusement mistress Parker... Et, lui tendant la main : — Nous nous retrouverons à cinq heures au Casino, n'est-ce pas?

Arrivé au bas du perron, Marcel se retourna pour saluer la mère et la fille, enlacées l'une à l'autre, et qui le regardaient partir. Avec un petit geste d'adieu, Inès lui lança une fleur de grenadier qu'elle avait à sa ceinture. Il ramassa la fleur, et l'ayant portée à ses lèvres, il en orna sa boutonnière.

— J'espère qu'on vous traite gentiment, dit en souriant mistress Parker.

MARIO UCHARD.

(*La seconde partie au prochain n°.*)

SCHOPENHAUER

ET

LA PHYSIOLOGIE FRANÇAISE

CABANIS ET BICHAT.

Schopenhauer écrivait, en 1852, à son ami Frauenstädt: « Il y a un certain V... qui se permet de traiter de superficiels les immortels écrits de Bichat, et sur ce jugement on se croit dispensé de la lecture de Bichat et de Cabanis... Bichat n'a vécu que trente ans et toute l'Europe lettrée honore son nom et lit ses écrits... Sans doute, depuis lui, la physiologie a fait des progrès, mais non de manière à faire oublier Cabanis et Bichat... Je vous en prie, n'écrivez rien sur la physiologie dans son rapport à la psychologie sans avoir pris le suc et le sang de Cabanis et de Bichat. »

On voit par ces mots quelle haute idée Schopenhauer se faisait des deux médecins philosophes qui ont illustré le commencement de notre siècle. Ce n'est pas seulement dans une lettre, et comme en passant, que Schopenhauer a porté un tel jugement : c'est aussi dans ses écrits philosophiques qu'il a, non-seulement rendu honneur à ces deux penseurs, mais encore expressément reconnu la part qu'ils ont eue à la formation de sa propre philosophie. Dans les *Éclaircissemens* (plus intéressans peut-être que le livre lui-

même), qui composent le second volume du *Monde comme représentation et volonté,* voici comment il s'exprime : « Il y a deux manières essentiellement différentes de considérer l'intelligence : l'une subjective, partant du dedans et prenant la conscience comme quelque chose de donné;.. Cette méthode, dont Locke est le créateur, a été portée par Kant à la plus haute perfection. Mais il est une autre méthode d'observation tout opposée à celle-ci; c'est la méthode objective, qui part du dehors et qui prend pour objet, non pas l'expérience interne, mais les êtres donnés dans l'expérience externe, et qui recherche quel rapport l'intelligence, dans ces êtres, peut avoir avec leurs autres propriétés... C'est la méthode empirique qui accepte comme donnés le monde extérieur et les animaux qui y sont contenus. Cette méthode est zoologique, anatomique, physiologique... Nous en devons les premiers fondemens aux zootomistes et aux physiologistes, notamment aux Français. Ici, surtout, il faut nommer Cabanis, dont l'excellent ouvrage sur les *Rapports du physique et du moral* a ouvert la voie (*bahnbrechend*), dans cette direction. Après lui, il faut nommer Bichat dont le point de vue est encore plus étendu. Il ne faut pas même oublier Gall, quoique son objet principal ait été manqué. »

Ce passage caractéristique nous apprend que si Schopenhauer a dû à Kant et à Fichte toute la partie subjective de sa philosophie, c'est à Cabanis, à Bichat et en général aux physiologistes anglais et français (il cite souvent Lamarck, Bell et Magendie), qu'il en doit la partie objective. Si le premier livre de son ouvrage vient de Kant, il est permis de dire que le second lui vient, en grande partie, de Cabanis et de Bichat. Il est intéressant de voir ce curieux retour de fortune de notre philosophie du XVIIIe siècle en Allemagne, cette revanche du réalisme physiologique sur l'idéalisme métaphysique. D'ailleurs, indépendamment même de cet intérêt, Cabanis et Bichat sont par eux-mêmes des penseurs éminens trop oubliés, quoique à la portée de tout le monde, et dont aujourd'hui la valeur est singulièrement relevée par leur rencontre avec l'esprit de notre temps, et par le retour même des idées dont ils ont été les défenseurs.

I.

Lorsque Cabanis écrivit ses premiers mémoires sur les *Rapports du physique et du moral,* l'Institut venait d'être fondé. Une *classe* nouvelle (on avait renoncé au mot d'académie) avait été établie : la classe des sciences morales et politiques, laquelle, après avoir duré cinq ans, fut supprimée, comme composée d'idéologues,

par le premier consul, et ne fut rétablie que plus tard, en 1832, par M. Guizot, sous la forme qu'elle a encore aujourd'hui. Les principaux de ces idéologues qui déplaisaient tant au général Bonaparte étaient Destutt de Tracy et Cabanis : l'un, membre libéral du conseil des cinq cents sous le directoire ; l'autre, ami de Mirabeau, tous les deux consacrés à l'analyse des sensations et des idées, comme on appelait alors la philosophie, mais l'un se servant surtout de la méthode subjective, l'autre de la méthode objective; l'un plutôt idéologue, ayant lui-même inventé le mot, l'autre plutôt physiologiste et médecin; tous deux élèves convaincus de Condillac, mais travaillant à la fois à le développer et à le réformer, le premier, en restituant à l'esprit humain, avant Maine de Biran, un germe d'activité trop méconnu par Condillac, pour lequel le moi était tout passif, le second en rétablissant dans la statue du maître un élément inné et spontané, sacrifié par celui-ci à une extériorité toute mécanique. Destutt de Tracy mériterait sans doute une étude à part, mais qui nous éloignerait trop de notre objet : nous devons nous borner à Cabanis.

Cabanis est surtout connu dans l'histoire de la philosophie comme représentant du matérialisme, et il faut convenir qu'il a eu le malheur de fournir à cette doctrine une de ses formules les plus maladroites et les plus révoltantes. C'est lui qui a dit que le cerveau digère les pensées comme l'estomac digère les alimens, et qu'il opère à proprement parler « la sécrétion de la pensée (1). » C'est encore lui qui a dit que « le moral n'est que le physique considéré sous certains points de vue plus particuliers. » Cependant il ne faudrait peut-être pas exagérer la valeur de certaines expressions malsonnantes. Non-seulement nous pouvons invoquer sa *Lettre sur les causes premières*, écrite plus tard à la vérité, mais à un point de vue de beaucoup supérieur à celui des matérialistes, mais encore nous devons rappeler que Cabanis lui-même, dans son plus célèbre ouvrage, proteste contre l'intention d'avoir écrit pour favoriser une certaine philosophie particulière : il se déclare incompétent pour tout ce qui regarde les causes premières, et prétend ne s'être placé qu'au point de vue de la seule expérience; la vérité est que les expressions signalées plus haut ne font point partie intégrante et essentielle de son ouvrage, qu'on pourrait les supprimer sans en altérer le caractère, et que, sauf une part d'influence trop grande peut-être accordée au physique, ce qui est assez naturel

(1) M. Ch. Vogt a eu l'idée heureuse de renchérir sur cette expression et de présenter la même pensée sous une forme encore plus agréable à l'esprit, en disant que le cerveau sécrète la pensée, comme « les reins sécrètent l'urine, » et il a fallu que M. Büchner lui-même fit voir combien cette pensée est fausse, non-seulement en physiologie, mais même au point de vue matérialiste.

chez un médecin, l'ouvrage en son ensemble peut être utilisé et même accepté par toutes les philosophies. Nous essaierons de faire voir que le fond de la philosophie de Cabanis, même dans les *Rapports du physique et du moral*, est une philosophie originale et neuve, et qu'elle doit être considérée surtout comme une réforme de la philosophie de Condillac. Déjà Destutt de Tracy avait commencé cette réforme, mais il s'était borné à un seul point; Cabanis a creusé jusqu'aux fondemens du condillacisme et a fait voir que par dessous ces fondemens il y en a d'autres que Condillac n'avait pas aperçus. Peut-être n'a-t-on pas assez remarqué cette critique de Condillac qui, à la vérité, est disséminée dans différentes parties du livre et n'est nulle part condensée en un tout. Essayons de reconstruire cette polémique, sans y rien ajouter et en déplaçant seulement l'ordre des idées.

Cabanis, comme tous les philosophes français du XVIIIe siècle, considère l'entreprise de Condillac comme une œuvre de génie qui devait établir la philosophie sur des fondemens inébranlables : « Ce fut, dit-il, une entreprise digne de la philosophie du XVIIIe siècle de décomposer l'esprit humain et d'en ramener les opérations à un petit nombre de chefs élémentaires; ce fut un véritable trait de génie de considérer séparément chacune des sources extérieures de nos idées ou de prendre chaque sens l'un après l'autre; de chercher à déterminer ce que des impressions simples ou multiples, analogues ou dissemblables, doivent produire sur l'organe pensant; enfin de voir comment les perceptions comparées et combinées engendrent les jugemens et les désirs. »

Mais tout en admirant l'entreprise de Condillac, Cabanis la déclare à la fois insuffisante et artificielle. Condillac et Ch. Bonnet (de Genève) avaient eu tous deux en même temps l'idée de se représenter l'homme comme une statue animée dont on ouvre successivement tous les sens pour en étudier les impressions et en même temps les idées qui naissent de chacun d'eux. Cabanis fait sentir combien ce procédé, si l'on y voit autre chose qu'un procédé d'étude, est en soi faux et superficiel : « Rien ne ressemble moins à la réalité, dit-il, que ces statues qu'on suppose douées tout à coup de la faculté d'éprouver distinctement les impressions attribuées à chaque sens en particulier. » Comme médecin et philosophe, il s'étonne que ces opérations puissent s'exécuter « sans que les organes se soient développés par degrés et aient acquis cette espèce d'instruction progressive qui les met en état d'accomplir leurs fonctions propres et d'associer leur efforts en les dirigeant vers le but commun. » Il est impossible dans la réalité de séparer les sens les uns des autres et de les priver de toute action vitale : « Rien ne ressemble moins encore à la manière dont les sensations se perçoivent, dont les idées et les

désirs se forment réellement que ces opérations partielles d'un sens qu'on fait agir dans un isolement absolu du système et qu'on prive même de son influence vitale, sans laquelle il ne saurait y avoir de sensation. » L'idéologie de Condillac était absolument étrangère à toute physiologie : le sens était séparé de l'organe et tous les sens séparés les uns des autres, quoique dans la réalité ils ne soient tous que les épanouissemens divers d'une seule propriété liée à la vie elle-même, à savoir la puissance de sentir.

Descartes et Malebranche faisaient une part bien plus grande que nos idéologues aux fonctions corporelles. Ce furent surtout l'école de Locke et celle de Condillac qui firent de l'idéologie une science entièrement séparée. Lorsque Condillac nous parle d'une statue « animée, » il ne nous dit pas ce qu'il faut entendre par animée. Il semble qu'il suffise d'ouvrir quelques portes, comme dans un automate, pour faire entrer du dehors des impressions et des idées. Mais pour sentir, il faut vivre, et dans la statue de Condillac rien ne vit, rien ne palpite, rien ne se meut. Rousseau, dans son *Pygmalion,* faisait vivre tout à coup sa statue, Galatée, et lui faisait dire en se touchant elle-même : « C'est *moi.* » Mais c'était un prodige, une métamorphose opérée par les dieux. La statue de Condillac n'avait pas plus de droit que celle de Pygmalion de dire : « C'est moi ; » elle n'avait pas même le droit de se dire « odeur de rose ; » car pour cela, il eût fallu d'abord vivre, et elle ne vivait pas plus que le canard de Vaucanson. Enfin, cette méthode abstraite qui sépare les sens les uns des autres n'est pas plus conforme à la réalité : car, quoiqu'on puisse concevoir un homme sans la vue, sans l'ouïe, sans l'odorat, on ne peut le concevoir au moins sans le toucher et sans une certaine sensibilité générale qui est peut-être le fond même de la vie. L'œil, le nez, l'oreille jouissent d'une merveilleuse sensibilité de tact : c'est ce qui explique même que l'aveugle-né, auquel on fait l'opération de la cataracte, rapporte au tact de l'œil les nouvelles impressions qu'il reçoit. Les sons agissent également sur le toucher et peuvent même ébranler différentes parties du corps ; les impressions savoureuses, si elles ne sont pas par elles-mêmes, comme dit Cabanis, des impressions tactiles, sont certainement associées d'une manière indiscernable à des impressions tactiles. Mais, outre cette connexion générale du toucher avec tous les sens, il y a encore d'autres connexions plus particulières. Le goût et l'odorat, par exemple, ne font presque qu'un seul et même sens : l'odorat est la sentinelle du goût. Aucune sensation n'est perçue isolée : toutes au moins sont jointes à une sensation générale, qui est la sensation vitale. Peut-on enfin croire qu'il y ait eu un moment où la statue de Condillac n'ait pas eu un sentiment d'extériorité, et se soit crue purement et simplement odeur de rose ou odeur

de jasmin? Et en supposant, comme le demandait Destutt de Tracy, que cette notion du dehors ne vînt que du mouvement empêché (1), n'est-ce pas encore une abstraction arbitraire de séparer l'usage des sens de la faculté du mouvement?

Non-seulement les sens externes sont inséparables et se modifient plus ou moins les uns les autres; mais, ce qui est plus important encore, ils subissent l'influence des organes internes et de la vie végétative. Ainsi les rapports du goût et de l'odorat avec l'état du canal intestinal ne sont ignorés de personne. Certaines maladies du système nerveux et même de l'estomac et du diaphragme modifient le sens de l'ouïe. La vue également peut être altérée par des désordres intestinaux, et la marche de la circulation en général peut activer ou émousser les sensations. Les sens ne sont donc pas indépendans du reste de l'organisme et en particulier du système nerveux et enfin, avant tout, du système cérébral.

L'erreur fondamentale de Condillac, suivant Cabanis, est donc de n'avoir connu et étudié que les sensations externes; c'est d'avoir cru qu'il suffit de combiner ces sensations tout adventices, pour en former des pensées. Il n'a pas vu une autre source plus profonde, plus intime, permanente et continue, qui exerce une influence invisible mais invincible sur la formation de nos idées en influant en même temps sur nos humeurs et notre caractère: c'est la sensibilité organique, celle qui est mêlée à tout le corps, attachée aux viscères, aux sécrétions, en un mot à la source de la vitalité elle-même.

Sans doute, il n'y a pas lieu d'espérer que l'on puisse analyser, décomposer, classer ces impressions internes comme Condillac l'a fait pour les impressions externes: car chaque sens extérieur a ses sensations propres, tandis que nous ne savons pas quelles sont les impressions particulières attachées aux organes de la nutrition, par exemple au foie, à la rate, à l'estomac; et cela nous serait d'autant plus difficile que nous n'avons guère, hors le cas de maladie, qu'une conscience très confuse de ces impressions ou même, pour la plupart du temps, nulle conscience. Mais ce qui nous autorise à supposer que ces impressions exercent à l'origine une certaine action sur les centres cérébraux, c'est que même dans l'état actuel nous voyons les organes internes, suivant leurs diverses dispositions, exercer

(1) Cabanis a modifié ou paru modifier son opinion sur l'extériorité, après la lecture des mémoires de Tracy, à l'Institut, sur *la Faculté de penser*. Celui-ci démontrait (ch. I) que « ce n'est pas au sens du toucher que nous devons la connaissance du corps. » (*Mémoires de l'Institut national, sciences morales et politiques*, t. I, p. 291; thermidor an VI.) Cabanis, dans son mémoire intitulé *Histoire physiologique des sensations*, § V, a substitué sur ce point dans l'ouvrage imprimé une phrase nouvelle à celle du mémoire primitif. (Voir les *Mémoires de l'Institut*, t. I, p. 124.)

leur influence sur l'organe cérébral et par conséquent sur la pensée; c'est ce que démontre la pathologie et même l'observation vulgaire. On sait que la folie a très souvent son origine dans les troubles des organes intestinaux. Les troubles, et même les révolutions naturelles qui ont lieu dans les organes de la génération ont également leur retentissement dans la pensée et surtout dans l'imagination; on sait leur influence sur les rêves; il en est de même de la nutrition : les phénomènes du cauchemar en sont un des effets les plus saillans. De même l'action des narcotiques, des liqueurs fortes sur l'esprit est des moins contestables; or, ces agens n'affectent directement que l'estomac et les intestins. Enfin l'état général de l'organisation donne naissance au sentiment fondamental de l'existence et à ces états de bien-être et de malaise vagues et diffus qui constituent notre humeur, qui interviennent dans le développement de notre intelligence, soit pour en faciliter, soit pour en contrarier le cours.

En conséquence, la philosophie de Condillac est insuffisante en ce qu'il a considéré seulement la sensibilité externe, les sens proprement dits. Il a complètement négligé, omis une autre partie de la sensibilité, non moins importante et supposée par l'autre, à savoir la sensibilité interne ou vitale, et toutes les impressions et déterminations qui en dérivent.

On voit quelle est l'importance de cette première modification introduite par Cabanis dans la doctrine condillacienne. Elle est beaucoup plus grave et plus profonde que celle de Destutt de Tracy, qui cependant avait aussi une sérieuse valeur. Celui-ci avait signalé l'importance du phénomène de mouvement dans la formation de nos perceptions. Il avait fait remarquer que, sans le mouvement, et surtout sans le mouvement voulu, et enfin sans le mouvement empêché, il n'y aurait pas de notion du monde extérieur. Cette part faite au mouvement dans la perception extérieure est une vue notable, et les psychologues anglais contemporains, par exemple M. Bain, lui attribuent avec raison une haute valeur. Ils ont seulement le tort d'ignorer, avec beaucoup d'autres choses, que cette vue appartient en propre à la psychologie française, et en particulier à Destutt de Tracy et à Maine de Biran. Ce fut là, évidemment, un progrès des plus sérieux dans la philosophie de Condillac. Néanmoins cette réforme ne portait que sur un point spécial. Au contraire, la réforme de Cabanis renouvelait et transformait le condillacisme de tous points. Il creusait plus avant que les idéologues, et au-dessous de la sensibilité externe, il dégageait la sensibilité interne, qui est la base de l'autre et qui cependant en est distincte. Locke, Condillac, Hume, enfin presque tous les philosophes du XVIII[e] siècle n'avaient considéré l'homme

que du dehors. Ils avaient fait abstraction de l'homme interne, j'entends de l'organisation interne, comme ne comptant pas dans la vie morale. Ceux même qui avaient essayé de faire la part du physique dans l'homme, comme Ch. Bonnet et Hartley, n'avaient vu dans le physique, comme Descartes lui-même, qu'un mécanisme d'automate, qu'ils démontaient artificiellement comme Condillac sa statue; aucun d'eux n'avait signalé, avec l'attention qu'il mérite, le fait capital de la sensibilité vitale. Pour retrouver l'origine de cette vue, il faudrait consulter les médecins et les physiologistes du XVIII[e] siècle, les Stahl, les Bordeu, les Haller, et parmi les philosophes Diderot et Maupertuis; mais ce n'est pas ici le lieu de se livrer à cette recherche. Contentons-nous de dire que, d'après ce principe qu'une idée en philosophie appartient à celui qui en a le premier une conscience distincte et qui en a vu les conséquences, c'est Cabanis qu'il faut considérer comme ayant introduit en psychologie le principe des sensations internes ou organiques; et ici encore, les psychologues anglais de nos jours qui, dans leur analyse des sensations, partent de la sensibilité interne, ignorent que c'est là aussi une vue de la psychologie française. Non-seulement, dans cet ordre de recherches, les Anglais ne dépassent pas Cabanis, mais ils sont loin de l'avoir égalé pour la profondeur et la précision.

Si c'était ici le lieu, nous aimerions à montrer comment la psychologie profonde de Maine de Biran se rattache à cette double racine, d'une part à Destutt de Tracy et de l'autre à Cabanis. C'est à Tracy que Biran doit son grand principe de l'effort volontaire, d'où il a tiré des conséquences si importantes que Tracy n'avait pas pressenties; c'est à Cabanis que Biran doit sa théorie de la « vie affective, » comme il l'appelle, c'est-à-dire de cette sensibilité sourde et diffuse, contemporaine de la vie, antérieure et étrangère au moi, et dont le siège est dans les organes internes. Le développement simultané de ces deux vues l'a conduit à une théorie nouvelle de l'*homo duplex*, qui, venue du condillacisme et du sensualisme, a été le renouvellement du spiritualisme dans la philosophie française, tant il est vrai que les contraires naissent des contraires, comme le disait Platon, et comme Hegel l'a dit après lui!

Non-seulement Cabanis, en opposant à Condillac le principe de la sensibilité interne, modifiait d'une manière grave le système de ce philosophe; mais de ce principe il tirait des conséquences qui allaient jusqu'au renversement total du système. C'est ici que nous touchons le point où la philosophie de Cabanis va se rencontrer avec celle de Schopenhauer.

L'une de ces conséquences les plus importantes, c'est que l'en-

fant, au moment de ce qu'on appelle la naissance, n'est pas une « table rase. » Nous sommes ici en présence d'une forme toute nouvelle de la doctrine de l'innéité. Il ne s'agit point sans doute d'une innéité absolue, métaphysique en quelque sorte, plongeant dans les profondeurs de la substance; il s'agit d'une innéité toute relative, mais que l'on peut faire remonter aussi haut que l'on voudra. Lorsqu'on dit que toutes nos idées viennent de l'expérience, de quelle expérience veut-on parler et à quel moment prend-on cette expérience? Est-ce au moment de la naissance? est-ce que l'enfant qui vient de naître est une table rase? n'a-t-il rien senti avant de recevoir l'impression du milieu externe? était-il donc une statue jusque-là? Non, sans doute; avant ce que nous appelons naissance, c'est-à-dire avant son apparition dans le milieu externe, il avait déjà senti. Mais jusqu'où remontera-t-on? à quel moment précis pourra-t-on soutenir que le fœtus, que l'embryon cesse d'être une table rase, mais qu'il l'était auparavant? On voit combien la théorie de la statue est incapable de répondre à de pareilles questions. Cabanis, par ses habitudes de médecin, devait être conduit à considérer l'homme d'une manière plus concrète et aborder des questions dont Condillac ne s'est pas douté. Il jetait ainsi les bases de ce que l'on peut appeler la psychologie intra-utérine (1).

Le fœtus a-t-il des sensations externes? C'est le premier point à décider. Cabanis incline à penser, que même avant la naissance, il doit y avoir déjà quelque impression des corps extérieurs : ce qui le prouve, selon lui, c'est le mouvement, qui est inséparable, dit-il, de la notion de résistance : tout au moins le fœtus doit-il sentir le poids et la résistance de ses propres membres, car aucun mouvement n'a lieu sans résistance des muscles et probablement sans quelque sensation correspondante. Il est probable aussi qu'il y a quelque sensation de température, ce dont on pourrait d'ailleurs s'assurer en appliquant un corps très froid sur le ventre de la mère. Mais s'il peut y avoir des doutes sur la sensibilité externe du fœtus, il n'y en a pas sur la sensibilité interne des organes vitaux, et de plus il y a sympathie avec la sensibilité maternelle. La sensibilité, en un mot, se confond pour Cabanis avec les origines mêmes de la vie : « Vivre, c'est sentir. » Le sentiment est essentiellement lié au mouvement, et peut-être même, dit-il, ces deux phénomènes n'en sont-ils au fond qu'un seul : « Sans doute, dit-il, les sensations et les impressions dépendent de causes situées hors des nerfs qui les reçoivent, il y a toujours un instant rapide comme l'éclair où

(1) On parle aujourd'hui de psychologie cellulaire (Hæckel); c'est remonter bien plus haut, mais l'une conduit à l'autre, car on ne sait où s'arrêter.

leur cause agit sur les nerfs sans qu'aucune espèce de mouvement s'y passe encore; on peut donc distinguer la faculté de sentir de la faculté de se mouvoir. Nous ne devons pourtant pas nous dissimuler que cette distinction pourrait bien disparaître dans une analyse plus sévère, et qu'ainsi la sensibilité se rattache peut-être par quelques points essentiels aux causes et aux lois du mouvement, source générale et féconde de tous les phénomènes de l'univers. » Ici encore nous avons à signaler dans Cabanis une des vues présentées par les écoles contemporaines comme une des plus avancées de la science philosophique, à savoir que le sentiment et le mouvement ne sont qu'un seul phénomène considéré sous deux points de vue différens.

Dans l'état actuel de nos connaissances, cette réduction est impossible. Néanmoins ces deux faits, distincts pour l'analyse, sont inséparables en réalité. Toute sensation détermine un mouvement; toute sensation continue doit amener des mouvemens continus qui deviennent de plus en plus faciles à force d'être répétés, et laissent après eux des tendances à les reproduire, en un mot, des habitudes, des appétits, et, pour dire le vrai mot, « des instincts. »

Condillac avait ramené tous les mouvemens et toutes les actions de l'homme à l'expérience réfléchie. Cabanis fait au contraire la part de l'instinct. Il y a sans doute des mouvemens combinés, réfléchis, calculés, fondés sur l'expérience et dont l'origine est dans les sens externes. Mais il y a aussi d'autres mouvemens dont l'origine est dans les sens internes. Or, comme le caractère des sensations internes est d'être accompagnées d'une conscience obscure, confuse, incertaine, et bien souvent, nous le verrons tout à l'heure, d'être sans conscience, il s'ensuit que les déterminations attachées aux sensations internes sont elles-mêmes des « déterminations sans conscience ; » les premières sont volontaires, les secondes sont dites « instinctives. »

De là deux principes d'action dont l'un avait été absolument méconnu par Condillac, l'instinct, et qui est antérieur à l'autre, qui est même la base de l'autre. Son origine se perd dans l'origine même de la vie. Cabanis abonde en exemples pour montrer que le fœtus, avant la naissance, a déjà contracté des habitudes, des instincts, des appétits, que ces habitudes ne peuvent s'expliquer par l'expérience puisqu'elles anticipent souvent sur ce qui sera plus tard, puisqu'on voit les animaux chercher à se servir des organes qu'ils n'ont pas encore, travailler pour des petits qu'ils ne connaissent pas et qu'ils ne connaîtront peut-être jamais : enfin ils anticipent même sur l'expérience externe, puisque le petit poussin picote des grains à distance sans se tromper, au moment même où il sort de sa coque.

Cette restauration de l'élément instinctif dans la doctrine de Condillac est un fait de la plus haute importance : c'est une sorte de retour à l'innéité, car il n'y a pas proportion ici entre la cause et l'effet, entre une sensation vague et obscure et un mouvement approprié. On pourrait pousser plus loin la question et se demander s'il n'y a pas là une véritable spontanéité, si la sensation ne serait pas seulement la cause occasionnelle et excitatrice, au lieu d'être la cause totale du mouvement, et enfin même, si le mouvement, au lieu d'être déterminé par la sensation, n'en serait pas seulement suivi ou accompagné ; enfin si ces deux phénomènes ne seraient pas deux signes corrélatifs, mais indépendans de l'activité vitale. Telle serait la doctrine que pourraient autoriser les principes de Cabanis ; mais celui-ci, toujours fidèle au fond, même en la combattant, à la doctrine de Condillac, persiste à voir dans la sensibilité l'antécédent nécessaire du mouvement.

Mais qu'entend-il par sensibilité ? Nous voyons paraître ici une doctrine très chère aux physiologistes contemporains et aux derniers philosophes allemands : c'est la doctrine d'une sensibilité non sentie, ou, comme nous dirions aujourd'hui, « inconsciente. » Plusieurs philosophes et surtout plusieurs physiologistes, dit Cabanis, ne reconnaissent de sensibilité que là où se manifeste nettement la conscience des impressions : cette conscience est à leurs yeux le caractère exclusif et distinctif de la sensibilité. « Cependant, ajoute-t-il, rien n'est plus contraire aux faits physiologiques bien appréciés. » A l'appui de cette thèse, Cabanis cite les faits suivans : la possibilité d'exciter encore les nerfs et les muscles après leur séparation d'avec le centre nerveux, soit par la ligature, soit par l'amputation, soit par la mort ; l'action continue et incontestable de la circulation, de la digestion, de l'absorption sur notre humeur, nos idées et nos affections. Ne serait-ce pas là, dira-t-on, une question de mots ? Ce que vous appelez ici sensibilité ne serait-il pas simplement ce que d'autres appellent excitabilité, *irritabilité ?* « Non, répond Cabanis, et voici la différence. L'irritabilité est la faculté de contraction qui paraît inhérente à la fibre musculaire (1). Mais dans les mouvemens organiques coordonnés, il y a plus que cela ». Or, il en est plusieurs de ce genre qui sont déterminés par des impressions dont l'individu n'a nullement conscience, et qui le plus souvent se dérobent eux-mêmes à son observation ; et cepen-

(1) Ici Cabanis confond l'*irritabilité* avec la *contractilité*, qui est une propriété particulière au système musculaire. Mais nous ne voyons pas pourquoi on ne donnerait pas le nom d'irritabilité à la faculté, soit générale, soit locale, de réagir contre les impressions externes, et pourquoi on ne réserverait pas le nom de sensibilité à la faculté de jouir et de souffrir avec conscience ; car autrement, comment appellera-t-on cette dernière faculté ?

dant, comme les mouvemens volontaires et consciens, « ils cessent avec la vie; ils cessent quand l'organe n'a plus de communication avec les centres; ils cessent en un mot avec la sensibilité. » Ainsi le caractère propre de la sensibilité, c'est de donner naissance non pas à des réactions mécaniques, mais à des mouvemens « coordonnés et appropriés. » Or, c'est ce qui peut avoir lieu sans conscience. Maintenant, s'il peut y avoir sensibilité sans conscience dans le système général rattaché au centre principal, c'est-à-dire à l'encéphale, pourquoi n'y en aurait-il pas également dans les systèmes subordonnés se rattachant aux centres inférieurs? Pourquoi un animal que nous considérons comme une unité, parce que nous ne considérons que le moi central, ne serait-il pas un ensemble de systèmes coordonnés et subordonnés, ayant chacun sa sensibilité propre? Par conséquent au-dessous de la sensibilité générale qui anime l'organisme entier, on peut admettre qu'il y a une sensibilité locale inférieure qui anime les différentes régions de l'organisme. On le voit, la doctrine, de plus en plus répandue dans la physiologie contemporaine, de la féodalité organique, soit qu'on y voie avec Hartmann, la série des degrés de l'inconscient, soit qu'avec d'autres, on admette une hiérarchie de sous-consciences, un emboîtement de petits moi, enveloppés les uns dans les autres à l'infini, une telle doctrine qui avait déjà sa source dans Leibniz et qui bien loin d'être l'introduction du matérialisme dans la psychologie, est au contraire la revanche du spiritualisme sur la physiologie, nous la trouvons en termes explicites dans Cabanis, et c'est là que Schopenhauer a pu trouver l'une des origines de son système. Voyez, en effet, l'analogie, non-seulement dans la pensée mais dans les termes, que présentent les passages suivans avec la doctrine du philosophe allemand. « Il faut considérer le système nerveux comme susceptible de se diviser en plusieurs systèmes partiels inférieurs qui ont tous leur centre de gravité... Peut-être, comme l'imaginait Van Helmont, se forme-t-il dans chaque système et dans chaque sens une *espèce de moi partiel*, relatif aux impressions dont ce centre est le rendez-vous... Nous ne pouvons nous faire une idée nette et précise de ces *volontés partielles*... Nous sommes donc portés à considérer *chaque centre* comme *une espèce de moi véritable*. »

Cabanis ne s'arrête pas encore à cette supposition des moi partiels, des volontés partielles; il s'élève jusqu'à la conception de la cause générale des phénomènes vitaux, et il la cherche dans un principe qui embrasserait à la fois tous les phénomènes de la nature. Il soupçonne qu'il y a « quelque analogie entre la sensibilité animale, l'instinct des plantes, les affinités électives et la simple attraction gravitante; » et dans tous ces phénomènes il voit un fait

commun, « la tendance des corps les uns vers les autres. » Mais quelle est la source à laquelle en doit rapporter l'origine de cette tendance? Cabanis, entraîné par les idées favorites de son siècle, et séduit par les merveilles alors tout récemment dévoilées par Volta et Galvani, est porté à croire que l'agent universel dont les phénomènes de l'univers seraient la manifestation, est l'électricité. Mais ce n'est encore là que l'apparence; c'est langage de physicien; le métaphysicien et le philosophe s'élèvent plus haut. Lui, le prétendu apôtre du matérialisme, c'est dans l'esprit, c'est à ce qu'il y a de plus élevé dans la nature, qu'il demande le secret du véritable fond des choses : « Est-il permis, dit-il, de pousser plus loin les conséquences? Les affinités végétales, les attractions chimiques, cette tendance elle-même de toute matière vers le centre, tous ces actes divers ont-ils lieu par une sorte d'*instinct universel* inhérent à toutes les parties de la matière?.. Et cet instinct lui-même, en se développant de plus en plus, ne peut-il pas s'élever jusqu'aux merveilles les plus admirées de l'intelligence et du sentiment? *Est-ce par la sensibilité qu'on expliquera les autres attractions*, ou *par la gravitation qu'on expliquera la sensibilité* et les tendances intermédiaires? Voici ce que, dans l'état actuel des connaissances, il est impossible de prévoir. Mais si l'on est un jour en état de réduire le système entier à une cause commune, il est vraisemblable qu'on y sera conduit plutôt *par l'étude des résultats les plus complets, les plus parfaits, les plus frappans que par celle des plus bornés et des plus obscurs:* car ce n'est pas ici le lieu de commencer par le simple pour aller au composé. Et n'est-il pas d'ailleurs naturel de penser que les *opérations dont nous pouvons observer en nous-mêmes le caractère et l'enchaînement sont plus propres à jeter du jour* sur celles qui s'exécutent loin de nous que ces dernières à nous faire mieux analyser ce que nous faisons et sentons à chaque instant? »

Cette page capitale contient en germe toute la philosophie de Schopenhauer, avec cette seule différence que Cabanis appelle sensibilité ce que celui-ci appelle volonté : encore ce terme même ne fait-il pas défaut, puisque nous avons vu plus haut qu'il parlait de « volontés partielles » attachées aux centres inférieurs; et comme il dit lui-même ailleurs « que le moi réside surtout dans la volonté, » il ne se fût pas sans doute refusé à appeler volonté le principe qui anime le moi universel résidant dans la nature, comme il appelle volonté le principe d'action qui anime les moi partiels résidant dans les organes subordonnés.

Lorsqu'on réfléchit sur cette doctrine par laquelle se termine le livre sur les *Rapports du physique et du moral*, on est moins étonné de la prétendue contradiction que l'on a cru voir entre cet ouvrage et la *Lettre à Fauriel sur les causes premières;* de même que, dans

les *Rapports*, Cabanis a fini par s'élever au-dessus du matérialisme, de même, dans la lettre à Fauriel, il s'élève au-dessus de l'athéisme de Lalande et de Naigeon; il prend décidément parti pour la finalité dans la nature, et par là encore sa philosophie a pu avoir quelque influence sur celle de Schopenhauer.

II.

Bichat appartient surtout à l'histoire des sciences comme fondateur de l'anatomie générale : c'est le titre que lui donne Claude Bernard. C'est lui qui a eu l'idée de pénétrer, dans l'étude du corps vivant, au-delà de ces composés apparens que l'on appelle les organes, pour rechercher les propriétés de l'étoffe même dont ces organes sont formés et qui porte le nom de *membranes* ou de *tissus*. « Ce qui caractérise l'œuvre scientifique de Bichat, dit Claude Bernard, c'est d'avoir étudié avec soin les propriétés de chacun de ces tissus et d'y avoir localisé un phénomène vital élémentaire. Chaque tissu élémentaire représentait une fonction particulière. Toutes les propriétés vitales étaient ramenées à des tissus, et c'était une révolution analogue à celle que Lavoisier venait d'opérer quelques années auparavant dans l'étude des corps inorganiques. »

Ce n'est pas à ce point de vue que nous avons à considérer Bichat. Ce qui nous intéresse et ce qui lui confère un rang distingué dans l'histoire de la philosophie, c'est son célèbre ouvrage sur *la Vie et la Mort*, si plein de vues originales et profondes et écrit avec une méthode et une clarté supérieures. Le besoin de précision que son esprit éprouvait au plus haut degré le porte quelquefois à des distinctions trop accusées, qui ne laissent pas assez de place aux phénomènes intermédiaires. Mais dans des matières si délicates et si complexes, on jouit tellement d'être conduit comme par la main, en suivant un génie si lumineux et si méthodique, qu'on se reprocherait de signaler l'excès d'une qualité qui est le trait caractéristique de l'esprit français.

On connaît la définition célèbre que Bichat a donnée de la vie : c'est, dit-il, « l'ensemble des fonctions qui résistent à la mort. » Cette définition semble au premier abord une tautologie, car elle ne paraît dire autre chose que ceci : c'est que la vie est le contraire de la mort, tandis que la mort à son tour ne nous est connue que comme le contraire de la vie. Mais ce serait se méprendre que de réduire la pensée de Bichat à des termes si frivoles. Claude Bernard lui donnait un sens bien plus sérieux, qui était le véritable, en disant qu'elle pouvait se traduire en ces termes : « La vie est l'ensemble des propriétés *vitales* qui résistent aux propriétés

physiques. » Ce que Bichat voulait exprimer, c'était l'antagonisme de la vie et du milieu inorganique. Tout ce qui entoure les corps vivans, disait-il, tend à les détruire, et ils succomberaient nécessairement s'ils n'avaient en eux « un principe de réaction ; » ce principe c'est la vie. Il y a constamment action et réaction alternative du corps environnant et du corps vivant, et les proportions de cette alternative varient avec l'âge. Dans l'enfance, c'est le principe de vie qui surabonde ; dans l'adulte, l'équation s'établit ; la faculté de réaction s'affaiblit sans cesse dans le vieillard ; lorsqu'elle cesse tout à fait, la vie cesse avec elle, et c'est ce qu'on appelle la mort. « On dit que Prométhée, ayant formé quelques statues d'hommes, déroba le feu du ciel pour les animer. Ce feu est l'emblème des propriétés vitales : tant qu'il brûle, la vie se soutient ; elle s'anéantit quand il s'éteint. »

On voit que Bichat défendait cet ordre d'idées que l'on appelle le *vitalisme.* Il ne définissait pas sans doute le principe de vie ; il n'en faisait pas comme Barthez ou comme Stahl un principe immatériel ; il semblait plutôt l'attacher aux tissus organiques comme une propriété ou un attribut ; enfin il approuvait cette sorte de vitalisme qui a régné longtemps dans l'école de Paris sous le nom d' « organicisme ; » néanmoins il établissait, comme on l'a vu, une opposition radicale entre les propriétés vitales et les propriétés physiques ; il paraissait croire à des forces spéciales suspendant l'action des forces inorganiques. Claude Bernard, qui lui-même oscillait assez souvent sur ces questions de principe, a combattu l'antagonisme de Bichat. La vie, disait-il, est une combustion ; et la combustion n'est au fond qu'un phénomène chimique. Les propriétés vitales, bien loin de faire équilibre aux propriétés physiques et chimiques et d'en suspendre l'action, sont au contraire d'autant plus actives que celles-ci le sont plus elles-mêmes. Cependant, lorsqu'à son tour Claude Bernard définissait la vie « une création, » ne signalait-il pas un trait bien nouveau et bien original qui manque à la matière brute? Le symbole de la vie, dit-il, c'est « un flambeau qui se rallume lui-même. » Mais cela même, n'est-ce rien? et où trouver quelque chose de semblable dans la matière inerte? N'y a-t-il pas là quelque chose qui résiste à la mort, et qui serait le *quid proprium* de la vie, selon l'expression même de Claude Bernard? Quoi qu'il en soit, nous en avons dit assez pour faire comprendre que la définition de Bichat est loin d'être une tautologie, et qu'elle touche aux points les plus profonds de la philosophie physiologique.

Au reste, ce n'est pas par sa théorie générale de la nature de la vie que Bichat a marqué sa trace, car il ne fait que suivre en ce

point les traces de Bordeu et de Barthez, c'est surtout par sa théorie des deux vies : la vie *organique* et la vie *animale*; celle-ci commune au végétal et à l'animal, celle-là propre à l'animal seul; l'une tout intérieure, l'autre extérieure; l'une bornée aux fonctions de nutrition et de reproduction, l'autre résidant surtout dans les fonctions de relation. Le végétal, dit-il, est comme « l'ébauche et le canevas » de l'animal. Il suffit, pour le transformer en animal, de le revêtir d'appareils extérieurs propres à établir des relations avec le dehors. En acquérant une vie supérieure, l'animal ne renonce pas à la vie du végétal; il réunit en lui-même les deux vies. De là un dualisme que Maine de Biran a souvent invoqué et dont il est parti pour pousser plus loin, en distinguant également deux vies en psychologie : la vie *animale* et la vie *humaine*.

Les deux vies, selon Bichat, se décomposent à leur tour chacune en deux ordres de fonctions. Dans la vie animale, par exemple, il y a celles qui vont de l'extérieur au cerveau, et celles qui vont du cerveau à l'extérieur, c'est-à-dire aux organes de la locomotion et de la voix. Dans le premier cas, l'animal est passif; dans le second, il est actif. Une proportion exacte règle ces deux ordres de fonctions : la vivacité du sentiment entraîne la vivacité du mouvement; la lenteur et l'engourdissement des sensations ont pour conséquence la suspension du mouvement : c'est ce qu'on voit dans le sommeil et chez les animaux hibernans. Il en est de même de la vie organique; là aussi deux sortes de fonctions et deux mouvemens en sens inverse : « l'un compose, l'autre décompose, » assimilation et désassimilation; d'une part, l'animal s'agrège les matières externes nécessaires à la conservation de son être; de l'autre, il restitue au dehors les substances devenues hétérogènes à son organisation. Parmi les fonctions assimilatrices, les principales sont la nutrition et la respiration; les fonctions de désassimilation sont : l'absorption, l'exhalation et la sécrétion. La circulation sert de passage entre les deux; « le système sanguin est un système moyen, centre de la vie organique, comme le cerveau est le centre de la vie animale. » Mais il n'y a pas ici entre les deux ordres de fonctions la même proportion qu'entre les deux fonctions de la vie animale; l'affaiblissement dans les fonctions nutritives n'a pas pour conséquence d'arrêter le progrès de la fonction excrétive : au contraire, l'animal meurt s'il ne répare pas ses pertes.

Bichat compare ensuite les deux vies, soit par rapport aux organes, soit par rapport aux fonctions. Quant aux organes, le caractère essentiel de la vie animale, c'est la symétrie, et celui de la vie organique, l'irrégularité. Voyez en effet; les organes des sens sont doubles : deux yeux, deux oreilles, deux narines; l'organe du

goût lui-même est divisé par une ligne médiane qui le sépare en deux parties semblables ou égales de part et d'autre; il en est de même du toucher. Le cerveau est également double, il est partagé en deux hémisphères qui se suppléent mutuellement. Les parties paires sont semblables de part et d'autre; les parties impaires sont symétriquement partagées par une ligne médiane qui quelquefois même est visible, comme dans le corps calleux; même règle pour les nerfs moteurs, pour les muscles volontaires, pour les nerfs de la voix. Au contraire, dans la vie organique les organes et le système nerveux offrent le caractère de l'irrégularité : par exemple, l'estomac, les intestins, la rate, le cœur, les gros vaisseaux, et les organes de l'exhalation et de l'absorption. Il n'y a d'exception que pour les organes de la respiration, car il y a deux poumons et deux appareils respiratoires symétriques; cependant là même il y a encore de grandes différences entre les deux poumons pour leur diamètre et leur direction. L'un a trois lobes, l'autre n'en a que deux; de même, les deux branches de l'artère pulmonaire ne se ressemblent ni par leur trajet ni par leur diamètre. Ainsi la vie animale est double : il y a une vie droite et une vie gauche; elles peuvent se suppléer réciproquement, c'est ce qui a lieu dans les hémiplégies. Au contraire, la vie organique forme un système unique, où les fonctions ne peuvent s'interrompre d'un côté sans cesser de l'autre; si les organes de gauche cessent leurs fonctions, ceux de droite sont interrompus; il n'y a d'exception que pour les poumons et pour les reins, qui peuvent se suppléer réciproquement. De la loi précédente résulte cette conséquence qu'il y a bien plus souvent des écarts de conformation dans les organes de la vie organique que dans ceux de la vie animale; ces écarts peuvent aller jusqu'à un bouleversement général du système.

Si des organes nous passons aux fonctions, nous trouvons que le caractère des fonctions animales est l'harmonie, et celui des fonctions organiques la discordance. L'harmonie tient à la dualité et à la ressemblance des organes; plus les organes sont semblables, plus les fonctions sont harmoniques : lorsque les deux yeux ont une conformation différente, la vue est altérée; si l'un est fort et l'autre faible, l'un cesse de regarder : de là le strabisme. De même pour l'oreille; le défaut de justesse vient de ce que les deux oreilles ne transmettent pas la même sensation. C'est ce que Buffon avait déjà remarqué. Bichat applique la même observation aux autres sens : l'inégalité d'action des deux narines donne des odeurs confuses; c'est ce qui a lieu dans le coryza, lorsqu'il n'affecte qu'une narine. Il est probable qu'il en serait de même pour le goût si la

langue était plus obtuse d'un côté que de l'autre. Un aveugle qui aurait une main immobile et une autre bien organisée aurait difficilement, à ce qu'il semble, des notions distinctes de grandeur, de situation et de formes : en effet, si une des deux mains lui donnait la sensation d'un corps sphérique, et l'autre d'un corps irrégulier, ces deux sensations se réduiraient à une sensation confuse. La voix est assujettie à la même loi. La voix fausse, qui peut se joindre à une oreille juste, tient au défaut d'harmonie des deux parties du larynx.

Même principe, selon Bichat, pour les sens internes. Si les deux hémisphères du cerveau ne sont pas parfaitement semblables, il doit y avoir confusion dans les idées; ce sont en effet deux esprits différens qui pensent à la fois et se confondent en un seul. Si la mémoire nous rappelle une image dans un des deux hémisphères et que l'autre nous en présente une autre, le souvenir peut-il être exact? La perfection de la fonction tient donc à la similitude des organes, et à leur identité d'action. Ainsi ce que l'on appelle la justesse de l'esprit ne serait que l'harmonie d'action entre les deux cerveaux: « Que de nuances dans les opérations de l'entendement? Ces nuances ne correspondent-elles pas à autant de variétés dans le rapport des forces des deux moitiés du cerveau? Si nous pouvions loucher de cet organe comme des yeux, et n'employer qu'un seul côté du cerveau, nous serions maîtres alors de la justesse de nos opérations intellectuelles; mais une semblable faculté n'existe pas.» C'est par la même hypothèse que Bichat explique ce fait, qu'il parait considérer comme exact, à savoir qu'un coup porté sur une des régions latérales de la tête a rétabli l'équilibre des fonctions détruit par un autre coup dans la région opposée.

Il est cependant une objection à la théorie précédente : c'est la supériorité d'action dans les parties du côté droit sur celles du côté gauche du corps. Mais il faut distinguer la force et l'agilité : la première vient de l'organisation; la seconde de l'exercice et de l'habitude. Or, c'est par l'agilité seulement que la droite l'emporte sur la gauche. On voit que Bichat explique par l'habitude cette singulière supériorité de la droite sur la gauche. Il paraît croire qu'il y a eu convention. On est convenu, dit-il, d'écrire de gauche à droite : on a dû prendre par là l'habitude de lire dans le même sens, et de là aussi l'habitude de considérer tous les objets de la même manière. La même règle s'est appliquée à tous les mouvemens. Comment combattrait-on avec ensemble, comment marcherait-on au combat, comment danserait-on avec mesure et harmonie, si une convention générale n'avait établi un certain ordre de mouvement? Ces considérations sont ingénieuses, mais elles n'ex-

pliquent pas comment il se fait que c'est le même ordre de mouvemens qui a été convenu chez tous les peuples. Il doit donc y avoir là quelque chose de naturel.

Si l'harmonie est le caractère de la vie animale, la discordance est celui de la vie organique. Dans cet ordre de phénomènes, l'inégalité d'action des deux parties n'altère pas la fonction : elles se cumulent et ne se troublent pas. Qu'un poumon respire mieux que l'autre, les deux actions réunies n'en exécutent pas moins la fonction : il s'agit, bien entendu, non pas des cas de maladie, mais d'une simple inégalité normale : il s'établit entre les deux actions une résultante, qui est la même que si on ôtait à l'une des parties ce qu'elle a eu en plus pour la donner à l'autre. Cela tient à ce qu'il n'y a ici qu'une question de quantité, tandis que, dans les fonctions animales, il y a une question de qualité. Bichat signale encore d'autres différences, mais plus contestables, entre la vie organique et la vie animale. Par exemple, il soutient que les fonctions organiques sont continues et les fonctions animales intermittentes. Il cite comme exemples d'un côté, la circulation, la respiration, l'absorption, la sécrétion; de l'autre, le sommeil. Mais ne peut-on pas opposer d'un côté la digestion, de l'autre les fonctions du cerveau, et même des sens (du toucher par exemple), de la fonction motrice? Bichat distingue, il est vrai, entre la rémittence et l'intermittence : l'une ne porte que sur l'intensité de la fonction, l'autre sur la fonction même; mais dans la digestion, il y a plus que rémittence, il y a véritablement interruption et reprise de fonction, et par conséquent intermittence : réciproquement on peut soutenir que les facultés sensitives et motrices ne sont jamais complètement interrompues. Il y a donc ici un certain excès dans la séparation des deux vies.

Une autre loi signalée par Bichat, c'est que l'habitude exerce son empire sur les fonctions animales, tandis que son influence est presque nulle sur les fonctions organiques. C'est Bichat qui a énoncé le premier cette loi que l'on attribue d'ordinaire à Maine de Biran (1) : « L'habitude émousse le sentiment et perfectionne le jugement; » loi qu'Hamilton a résumée depuis en ces termes : « La perception est en raison inverse de la sensation. » Dans ce chapitre sur l'habitude, Bichat fait preuve d'une grande finesse psychologique et fournit des données intéressantes à l'analyse des phénomènes internes. Par exemple, il remarque que le plaisir et la douleur naissent surtout de la comparaison de chaque état avec l'état qui précède : plus il y

(1) L'ouvrage de Bichat est de 1800. Le mémoire de Maine de Biran sur *l'Habitude* est de 1803; il a été couronné en 1802. Le sujet avait été mis au concours le 15 vendémiaire an VIII, c'est-à-dire en 1799.

a de différence entre deux états consécutifs, plus le sentiment est vif. Il s'ensuit que plus les sensations se répètent en se prolongeant moins elles font d'impression sur nous : « Il est donc de la nature du plaisir et de la peine de se détruire d'eux-mêmes, et de cesser d'être parce qu'ils ont été. » Faut-il conclure que la constance n'est qu'un rêve, et que le bonheur est dans l'inconstance? Bichat ne sait trop que répondre à l'objection et il dit vaguement : « Gardons-nous d'employer les principes de la physique à renverser ceux de la morale. » C'est une réponse insuffisante, car il semble que la même loi doive régir le sentiment aussi bien que la sensation, et ce ne serait plus alors que par devoir que l'homme serait tenu à la constance; la nature s'y opposerait. Mais Bichat n'a pas vu que si l'habitude émousse certains plaisirs, elle en provoque d'autres qui sont ceux de l'habitude elle-même. Le René de Chateaubriand, après avoir cherché le bonheur par toutes les voies, finit par dire qu'il n'est peut-être que dans l'habitude. Ainsi le principe qui dissout nos plaisirs porte avec lui son remède.

Une dernière différence plus profonde encore que les précédentes sépare les deux vies : celle-ci tient à ce que l'on appelle le moral ou l'âme. Or il y a dans l'âme deux parties : la partie intellectuelle et la partie passionnée. Suivant Bichat, la partie intellectuelle se rapporte à la vie animale, et la partie passionnée à la vie organique. C'est ici la théorie capitale de Bichat, et surtout, c'est le lien par où sa doctrine se rattache à celle de Schopenhauer.

Sur le premier point pas de contestation possible : nul doute que l'intelligence n'ait son *substratum* dans le système nerveux, c'est-à-dire dans ce que Bichat appelle la vie animale. Mais c'est le second point qui mérite surtout l'attention. Les passions, suivant Bichat, ont leur siège, non dans le système nerveux cérébral, mais dans le système viscéral, intestinal. C'est ainsi que Platon plaçait également dans les intestins ce qu'il appelait la troisième partie de l'âme, à savoir l'âme appétitive, source des désirs et des colères, τὸ ἐπιθυμητικόν. L'école de Descartes, au contraire, qui plaçait dans le cerveau le siège de l'âme, rattachait au même organe les passions et les pensées (1). Bichat revient à la pensée de Platon, et place dans les viscères l'origine des passions; le cerveau n'est affecté que sympathiquement. Il est sans doute étonnant, dit-il, que les passions qui occupent une si grande place dans notre vie intellectuelle et morale, « n'aient ni leur terme ni leur origine » dans les organes supérieurs du corps humain, mais dans

(1) C'est aussi la théorie de Bossuet : « De cette agitation du cerveau et des pensées qui l'accompagnent naissent les passions. » (*Conn. de Dieu*, ch. III, XI.)

ceux qui sont affectés aux fonctions internes. Et cependant c'est ce que les faits démontrent. L'état des viscères modifie profondément le mode des passions; et réciproquement les passions, dans leurs effets organiques, affectent en particulier les viscères. D'une part, on remarque que l'individu dont l'appareil pulmonaire est très prononcé et dont le système circulatoire jouit de beaucoup d'énergie, en un mot que l'homme à tempérament sanguin, a dans les passions une impétuosité qui le porte à la colère; le tempérament bilieux prédisposerait à l'envie et à la haine; le tempérament lymphatique à la paresse et à la mollesse. De même, dans l'état de maladie, les affections du foie, de l'estomac, de la rate, des intestins et du cœur déterminent une foule de passions diverses.

Mêmes conséquences pour les effets des passions. Elles produisent toujours quelques changemens dans la vie organique. La colère accélère la circulation; la joie également, mais avec plus de modération. La crainte agit en sens inverse. Ces affections peuvent produire des syncopes qui vont jusqu'à la mort ou qui laissent après elles des lésions organiques; la respiration est également altérée : oppressions, étouffemens, sanglots, paroles saccadées ; de même encore pour la digestion : vomissemens spasmodiques, interruption des fonctions; les sécrétions sont soumises à la même loi : la frayeur donne la jaunisse. Les fonctions assimilatrices ne sont pas moins troublées par les passions : le bonheur nourrit; le chagrin dévore. Ces locutions consacrées, *sécher d'envie*, *être rongé de remords*, *être consumé par la tristesse*, n'indiquent-elles pas combien les passions modifient le système nutritif? L'expression des passions est encore une preuve de la même loi : si nous voulons indiquer nos pensées, la main se porte involontairement à la tête; voulons-nous exprimer l'amour, la joie, la tristesse, la haine, c'est sur la région du cœur qu'elle se dirige. On dit une *tête forte*, et un *cœur sensible*; on dit que la fureur circule dans les veines, que la joie fait tressaillir les entrailles, que la jalousie distille son poison dans le cœur. Les passions violentes impriment au lait de la nourrice un caractère nuisible qui peut produire des maladies chez l'enfant.

Cependant, on ne peut nier l'action des passions sur les organes de la vie animale ; mais elle ne s'exerce que par sympathie et par l'intermédiaire du cœur. Le cœur agit sur le cerveau, qui donne naissance à des spasmes et à des mouvemens involontaires. Dans ce cas, le cerveau n'est que passif, au lieu qu'il est actif dans les mouvemens volontaires. Mais le cerveau reprend bientôt son empire et remplace les mouvemens spasmodiques par les mouvemens habituels. Un homme reçoit une lettre qui l'émeut : son front se ride, il pâlit, ses traits s'animent; ce sont des phénomènes sympathiques

nés de quelques troubles viscéraux, déterminés par cette passion. Il reprend possession de lui-même, son extérieur rentre dans l'état habituel ; c'est le mouvement volontaire qui l'a emporté sur le sympathique, c'est le cerveau qui réagit contre le viscère.

Revenons maintenant à Schopenhauer et à ses rapports avec Bichat. Lui-même résume sa propre doctrine dans cette proposition fondamentale : « Ce qui subjectivement et au point de vue de la conscience est intellect, se manifeste objectivement comme cerveau; ce qui subjectivement et au point de vue de la conscience est volonté, se manifeste extérieurement comme organisme tout entier (1). » C'est lui-même encore qui nous dit que cette doctrine n'est autre que celle de Bichat. Ces deux théories se soutiennent mutuellement l'une l'autre : c'est la même pensée exprimée d'une part au point de vue physiologique et de l'autre au point de vue philosophique; elles sont « le commentaire » l'une de l'autre. Ce que Bichat appelle opposition de la vie animale et de la vie organique, c'est, dit Schopenhauer, ce que j'appelle opposition de l'intellect et de la volonté. Il est vrai que Bichat lui-même rapporte la volonté à la vie animale, mais il faut considérer les choses et non les mots. Bichat prend le mot volonté dans le sens habituel de libre arbitre, d'arbitre conscient, et dans ce sens, en effet, la volonté dépend du cerveau; encore ne faut-il pas voir là une vraie volonté, mais seulement la comparaison et la pondération des motifs; mais ce que j'entends par volonté, poursuit notre auteur, c'est précisément ce que Bichat appelle la vie organique. Les oppositions sont les mêmes de part et d'autre, si ce n'est que l'un, l'anatomiste, part du point de vue objectif; l'autre, le philosophe, du point de vue subjectif : « Et c'est une vraie joie de nous voir tous les deux, comme deux voix dans un duo, marcher d'accord, tout en faisant entendre des paroles différentes. » Schopenhauer ajoute : « Que celui qui veut me comprendre le lise, et que celui qui veut le comprendre mieux qu'il ne se comprenait lui-même me lise aussi (2). » Ce que d'ailleurs il trouve de plus intéressant dans Bichat, c'est la théorie que nous venons de résumer et dont il résume lui-même les principaux traits : à savoir que la vie intellectuelle se rapporte à la vie animale, et au contraire la vie passionnée à la vie organique. Enfin, le passage capital que cite Schopenhauer comme étant l'expression même de sa propre philosophie, et que pour cette raison nous avons réservé jusqu'ici, est celui où Bichat trouve dans la vie organique

(1) Schopenhauer, *die Welt als Wille*, tome II (*Ergänzungen*), cap. 20.

(2) « Lese, wer mich verstehen will, ihn : und wer ihn gründlicher verstehen will als er sich verstand, lese mich. »

le fondement du « caractère » et le représente par là même comme immuable et inaltérable. Or le caractère est précisément ce que Schopenhauer appelle la volonté. C'est ce fond absolu de l'homme qui échappe à toute action de l'habitude et de l'exercice, car l'habitude agit sur la vie animale et n'agit pas sur la vie organique. Voici le passage de Bichat : « Le caractère est, si je puis m'exprimer ainsi, la physionomie des passions ; le tempérament est celle des fonctions internes ; or les unes et les autres étant toujours les mêmes, il est évident que le tempérament et le caractère doivent être soustraits à l'empire de l'éducation. Vouloir dénaturer le caractère, adoucir ou exalter les passions, est une entreprise analogue à celle d'un médecin qui essaierait d'abaisser de quelques degrés et pour toute la vie la force de contraction du cœur, ou de précipiter ou ralentir le mouvement naturel des artères... Nous dirions que la circulation, la respiration ne sont point sous l'empire de la volonté. Faisons la même observation à ceux qui croient qu'on change le caractère et par là même les passions, puisque celles-ci sont le produit de l'action de tous les organes internes (1). »

Après avoir ainsi élevé si haut la doctrine de Bichat, Schopenhauer réfute les objections que beaucoup plus tard Flourens a dirigées contre cette doctrine, dans son livre *de la Vie et de l'Intelligence :* « Tout cela, dit Flourens, est complètement faux. — *So?* — *Sic decrevit Florentius magnus!* » Flourens ne donne pas de raisons, mais il cite des autorités : Descartes et Gall. Descartes, suivant Flourens, est « le philosophe par excellence. » Sans doute, ce fut un grand homme, un initiateur (2). Mais se déclarer cartésien au XIXe siècle, c'est comme si on se disait ptoléméen en astronomie, stahlien en chimie ! Flourens soutient, d'après Descartes, que les « volontés sont des pensées. » Mais que chacun rentre en soi-même, il verra que la volonté et la pensée sont aussi différentes que le blanc et le noir. Selon l'oracle du sieur Flourens, les passions peuvent affecter le cœur, mais elles ont leur siège au cerveau : ainsi elles agissent dans une place, mais elles habitent en une autre. Les choses corporelles ont l'habitude de n'agir que là où elles sont; mais avec une âme immatérielle c'est une bien autre affaire ! Flourens distingue entre la « place » des passions et leur « siège. » Qu'est-ce que cela peut vouloir dire? L'erreur de M. Flou-

(1) Après avoir cité ce dernier passage, Schopenhauer ajoute : « Que le lecteur familiarisé avec ma philosophie juge de ma joie lorsque les opinions, acquises dans un tout autre champ d'étude, par cet homme extraordinaire, enlevé trop tôt au monde, apportaient une telle preuve à l'appui des miennes. »

(2) *Ein Bahnbrecher,* quelqu'un qui ouvre la voie, qui *brise* les obstacles devant lui. Schopenhauer affectionne cette expression, il l'a déjà appliquée à Cabanis.

rens et de « son Descartes » est de confondre les motifs du vouloir qui sont des représentations et qui reposent dans l'intellect, c'est-à-dire dans le cerveau, avec la volonté elle-même qui n'est autre que les passions. Flourens loue ensuite Gall d'avoir renoué la tradition de Descartes et d'avoir ramené « le moral à l'intellectuel. » Toute ma philosophie, dit Schopenhauer, est la réfutation de cette erreur : « Sans doute, dit-il, en terminant, M. Flourens est un homme d'un grand mérite et qui a rendu surtout des services dans la voie expérimentale. Mais les plus importantes vérités ne sont pas celles qui se trouvent par l'expérience, mais par la réflexion et la pénétration. Ainsi Bichat, par ses réflexions et son profond coup d'œil, a découvert une de ces vérités inaccessibles à toutes les expériences de M. Flourens, quand même il martyriserait jusqu'à la mort des centaines d'animaux. »

Quoi qu'en dise Schopenhauer, la doctrine de Bichat sur le siège des passions ne paraît pas avoir été confirmée par la physiologie moderne. Ce n'est pas seulement Flourens, c'est le grand physiologiste allemand Müller qui la contredit : « Aucune passion, dit-il, n'agit directement sur les viscères ; chez l'homme bien portant, leurs effets se propagent en rayonnant du cerveau à la moelle épinière et de celle-ci au système nerveux, tant de la vie animale que de la vie organique. Les personnes douées d'une complexion hépatique sont les seules chez lesquelles une passion violente provoque l'ictère ou l'hépatite. En un mot, les effets des passions ne fournissent aucune preuve à l'appui de l'hypothèse que les passions auraient leur siège en dehors de l'encéphale. » On cite les cas où des affections purement organiques, comme la suppression d'une sécrétion, déterminent le délire et la folie ; mais c'est prouver trop, puisque le délire porte sur les idées en même temps que sur les sentimens ; il faudrait donc en conclure que l'intelligence aussi bien que les passions ont leur siège dans les viscères. De plus, combien de fois de pareilles affections ne se produisent-elles pas sans amener la folie ? Si elles ont cette conséquence, n'est-ce pas lorsque le cerveau est prédisposé aux affections mentales et lorsqu'un trouble organique s'est porté de proche en proche par sympathie jusqu'au centre nerveux ? D'ailleurs la réciproque est vraie : c'est-à-dire qu'il arrive souvent que, sans aucun trouble organique, les passions soient altérées et modifiées par le seul état du cerveau. Sans doute Flourens a le tort de louer Gall d'avoir « ramené le moral à l'intellectuel » et Schopenhauer est dans le vrai quand il distingue l'intelligence de la volonté ; mais cette distinction n'exige pas et n'implique pas deux sièges différens ; il n'est nullement nécessaire de placer la source de la volonté dans la vie végétative et de

limiter la sphère de l'intelligence à la vie animale. La vie animale n'est que le développement de la vie organique; mais elle comprend aussi bien la volonté que l'intellect; ce qu'il y a d'inconscient en nous peut avoir son origine au-dessous, c'est-à-dire dans la vie viscérale et végétative; mais cela est aussi vrai de ce que nous appelons intelligence que de ce que nous appelons volonté.

Peu importe d'ailleurs ici la vérité intrinsèque de la doctrine; le seul point que nous ayons tenu à mettre en lumière, ce sont les origines françaises de la philosophie de Schopenhauer. Cette philosophie, dans sa partie objective, peut se ramener à deux propositions. La première, c'est que les différentes forces de la nature : gravitation, cohésion, affinité, instinct, sont, en essence, identiques à ce que nous avons appelé la volonté. Or nous avons retrouvé cette proposition fondamentale dans Cabanis. La seconde, c'est que la volonté est profondément séparée de l'intelligence et qu'elle est antérieure à l'intelligence; la volonté est la chose en soi, la substance qui s'apparaît à elle-même subjectivement sous forme d'intelligence. Or, cette seconde doctrine, Schopenhauer la retrouve lui-même dans la distinction des deux vies, vie organique et vie animale, qui est le fond du livre de Bichat : c'est la traduction physiologique de son système. Ce système, au moins dans sa partie objective, a donc sa double raison dans la physiologie française. Quelle que soit la valeur de ces idées, c'est de chez nous qu'elles sont venues; c'est à nos propres philosophes qu'il faut en faire honneur : c'est ce qu'oublient trop souvent les admirateurs intempestifs de tout ce qui vient de l'Allemagne. Nous exaltons Schopenhauer; nous avons oublié Cabanis et Bichat. Lui-même a été plus juste que nous.

Si c'était ici le lieu, nous pourrions faire voir que, dans l'engouement excité parmi nous par la psychologie anglaise contemporaine, il y a la même ingratitude envers nos propres penseurs. Quiconque voudra étudier avec soin l'école idéologique et physiologique française du commencement de ce siècle, Destutt de Tracy, Gérando, Maine de Biran, Ampère, et encore Cabanis et Bichat, et même Cardaillac et Garnier, y trouvera, comme on l'a vu plus haut, maintes propositions qui nous reviennent aujourd'hui d'Angleterre. Nos historiens de psychologie anglaise et de psychologie allemande devraient bien un jour découvrir qu'il y a eu une psychologie française. Est-ce trop que leur demander, lorsqu'ils auront fait le tour du monde, de vouloir bien s'intéresser quelque peu à leur propre pays?

PAUL JANET.

LE

PASSAGE D'HANNIBAL

A TRAVERS

LA GAULE ET LES ALPES

Histoire d'Hannibal, par le commandant Hennebert, deux volumes parus; Imprimerie nationale, 1870 et 1878.

I.

L'obscurité dans laquelle se déroule pendant bien des siècles la vie de notre vieille mère la Gaule n'est interrompue que par quelques faits éclatans qui mêlent ses destinées à l'histoire générale. L'un des plus célèbres et des plus curieux est le passage d'Hannibal à travers son territoire méridional dans des conditions qui firent de cette entreprise hardie un des succès les plus chèrement achetés, mais aussi les plus merveilleux de l'antiquité. Les Romains eux-mêmes, bien que plus disposés à maudire Hannibal qu'à célébrer ses prouesses, ne purent s'empêcher de rendre hommage à sa victoire sur les élémens et les hommes coalisés. Plus tard, la Gaule et les Alpes virent passer bien d'autres armées, et jusqu'à la fin du dernier siècle, ce fut toujours une tâche ardue que de faire franchir à une armée portant avec elle tout son matériel les cols abrupts qui nous séparent de l'Italie. Auparavant, des bandes de Gaulois, saisis de la fièvre des conquêtes, avaient su les traverser et tomber comme une avalanche sur les fertiles contrées de la Circumpadane. Mais l'expédition d'Hannibal eut toujours la place d'honneur. Ce n'étaient pas en effet des hordes à

demi sauvages, où chacun ne porte que son épée et son bouclier, qui avaient suivi le héros carthaginois, c'était une armée régulière, composée de soldats habitués au bien-être des pays civilisés, traînant à sa suite un immense attirail et même une quarantaine d'éléphans. D'autre part, Hannibal s'était lancé à peu près dans l'inconnu. L'orographie des Alpes était ignorée, les Romains n'avaient pas encore osé y pénétrer. En fait de routes, il n'y avait que des sentiers de chèvres. Entre les Pyrénées et les Alpes vivaient des populations nombreuses, belliqueuses, encore barbares, soupçonneuses, susceptibles, vite effarouchées. Le Rhône était sur la route, barrière effrayante et dont aucun pont ne joignait les rives. Hannibal, le chef prévoyant et calculateur par excellence, avait mesuré à distance, pour ainsi dire spéculativement, tous ces obstacles, et il était parti sûr de les vaincre. Bien qu'il en eût rencontré chemin faisant qu'il ne pouvait prévoir, il n'en avait pas moins rejoint sur les bords du Pô les légions stupéfaites, découragées par cette audace, qui semblait surnaturelle. Plus tard, et en comparaison, d'autres expéditions pourtant pénibles firent l'effet d'un jeu.

Les historiens de l'antiquité ont parlé en détail de ce passage à travers la Gaule et les Alpes qui avait si fortement frappé les imaginations. Nous en connaissons les principales péripéties. Rien pourtant n'est plus difficile que de reconstituer avec bonnes preuves à l'appui l'itinéraire d'Hannibal. Nous aurons lieu de voir combien les historiens modernes sont divisés sur la question des emplacemens qu'il convient d'assigner aux incidens les plus notables de ce fameux passage. Nous inclinons toutefois à penser que le jour commence à se faire, et qu'à force de recherches et de combinaisons on peut indiquer à peu près exactement les étapes successives de l'illustre capitaine.

L'un des ouvrages qui répandent le plus de lumière sur ces obscurs problèmes, c'est la biographie détaillée d'Hannibal, à laquelle travaille depuis plus de dix ans le commandant Hennebert, l'un de nos officiers les plus instruits et les plus laborieux. Son *Histoire d'Hannibal*, qu'il étudie avec la persévérance d'un érudit passionné pour son sujet et la compétence d'un soldat de profession, compte déjà deux forts volumes et n'en est encore qu'à la bataille de la Trebbie; c'est assez dire qu'elle est détaillée, bourrée de tous les renseignemens possibles. Peut-être aurait-il pu sans dommage resserrer un peu ses récits. Une conscience scrupuleuse des devoirs de l'historien lui a peut-être fait oublier les inconvéniens d'une histoire où tout est pesé, discuté, commenté, où les solutions sur chaque point de détail sont pour ainsi dire mises en batterie et flanquées de redoutables retranchemens sous forme de citations en

toutes langues. Il y a trop de digressions qui font parfois penser à ces petits romans que les écrivains de l'école espagnole aimaient à intercaler dans leur roman principal et qu'on était toujours tenté de sauter. Ajoutons que l'honorable commandant a une idée arrêtée qui n'est pas toujours sans danger au point de vue des conclusions historiques. Il croit avoir découvert qu'il existe des affinités mystérieuses entre les Kabyles, ou Berbères, ou Amaziren de l'Algérie et les plus anciennes populations établies en Espagne et en Gaule. Nous ne voulons rien nier d'avance. Le Kabyle est certainement notre parent à un degré bien plus rapproché que l'Arabe ou le Maure. Mais de là à voir en lui un cousin germain, il y a loin, et si nous n'avions pour estimer le degré de parenté que les rapprochemens fantaisistes et les étymologies décidément trop complaisantes de notre savant commandant, nous serions fort tenté de reléguer ce cousinage dans un lointain si brumeux qu'on n'y distingue plus rien.

D'autre part, il faut reconnaître la supériorité que le savoir militaire technique peut conférer à un biographe quand il s'agit de faire l'histoire d'un homme tel qu'Hannibal. Il est des difficultés que nous ne saurions jamais résoudre avec les seules lumières de l'érudition, et qu'un militaire de profession tranche immédiatement par des raisons péremptoires. En définitive, bien que le matériel de guerre ait singulièrement changé de forme, le problème du transport d'une armée à travers un pays de hautes montagnes et au milieu de populations mal disposées n'a pas essentiellement changé de nature. Les hommes de l'antiquité ne se nourrissaient pas plus de l'air du temps que ceux d'aujourd'hui. La cavalerie était relativement aussi nombreuse que de nos jours, et ses chevaux non moins gênans sur les sentiers escarpés. A défaut de canons, les anciens avaient des balistes, des béliers, des machines fort lourdes et qu'il fallait traîner partout avec soi. Quand on sait bien les exigences d'une expédition où le succès dépend de la rapidité des mouvemens, on sait aussi beaucoup mieux qu'un savant de cabinet suppléer à l'insuffisance des textes par la comparaison des lieux.

Nous avons à consulter deux sources principales pour rétablir l'itinéraire suivi par Hannibal, c'est Polybe et Tite Live. Les autres historiens ou poètes latins ne peuvent tout au plus fournir que des détails accessoires; aucun ne saurait pour le fond être mis sur la même ligne. Depuis longtemps, on s'accorde, non sans raison, à décerner la supériorité au récit de Polybe. En effet, Polybe est beaucoup plus historien, au vrai sens du mot, que Tite Live avec son goût du merveilleux, son chauvinisme romain, ses manies ora-

toires. Et puis Polybe était bien plus rapproché des événemens. Les guerres puniques avaient fait l'objet des études de sa vie entière. Il écrivait dans l'entourage des Scipions, dont il était l'ami et qui avaient pu lui fournir les renseignemens les plus précis. Lui-même, poussant jusqu'au scrupule la passion de l'exactitude, avait été dans les Gaules contrôler les informations qu'il avait recueillies. Son exposé se distingue par la sobriété, l'impartialité, le naturel, en même temps que par une admiration sincère pour le génie du grand capitaine que pourtant il déteste. Rien de tout cela ne peut se dire de Tite Live. Et pourtant, comparaison faite, j'incline à prendre un peu le parti de Tite Live en cette occurrence. D'abord les deux récits se confirment l'un l'autre sur tous les points essentiels. Ensuite, et toute justice rendue à Polybe, on ne peut s'empêcher de constater qu'il a été si avare de noms de lieux qu'il est en partie responsable des difficultés qui nous arrêtent aujourd'hui. On ne se douterait pas qu'il ait jamais visité les Alpes. Qu'on se représente deux combats sanglans livrés dans leurs défilés, une ville emportée, assez considérable pour que les vainqueurs y trouvent pour trois jours de vivres, un travail prodigieux exécuté en quelques heures pour livrer passage à une armée sur le flanc d'un rocher à pic s'étendant sur 300 mètres, tout cela décrit de la bonne manière, avec art, avec un agencement judicieux des détails et des lignes principales, — et pas un nom de lieu ! Tite Live, au moins, nous fournit quelques points de repère en nous citant les noms de quelques peuples dont Hannibal traversa ou longea le territoire. Ce n'est guère, mais, on le verra, c'est assez pour que nous ne perdions pas la piste.

Nous rappellerons succinctement les faits qui précédèrent immédiatement le départ d'Hannibal pour l'Italie à travers la Gaule. On sait que la conquête de l'Espagne par les Carthaginois fut inspirée à son père Hamilcar par le désir de compenser les pertes considérables que Carthage avait faites dans les îles de la Méditerranée. De plus, l'indomptable patriote avait voulu préparer ainsi la revanche. A cette distance de Rome, il pouvait assurer à la cité natale d'abondans revenus, un trafic des plus lucratifs. L'Espagne en effet était alors quelque chose de comparable aux Indes aujourd'hui. Il pouvait y lever, entretenir, aguerrir une armée nombreuse. Il pouvait enfin réunir méthodiquement les forces qui lui permettraient de tomber un jour sur Rome et de l'anéantir. Car les Barcas, de père en fils, étaient d'avis que, de Rome et de Carthage, il en était une de trop sur la terre. Ses campagnes ibériques furent le plus souvent heureuses. Hamilcar possédait le don, qui paraît avoir été de famille, de séduire aisément ceux qui entraient en rapport avec lui

et de s'attacher des soldats qui se seraient fait hacher pour lui plaire. Il étendit l'empire carthaginois en Espagne par les négociations au moins autant que par les armes. Quand il mourut, il avait légué le secret de sa politique, la profondeur de ses haines à son gendre Hasdrubal et surtout à son fils Hannibal. Celui-ci avait, comme son père, le patriotisme ardent, le coup d'œil prompt, la décision rapide, la vélocité des mouvemens, et peut-être plus encore qu'Hasdrubal la hauteur des vues et le génie politique. Comme lui, il possédait au suprême degré l'art de se faire aimer.

Le moment approchait où le duel entre les deux grandes cités allait recommencer. Les Romains avaient fini par s'inquiéter des progrès de la domination carthaginoise en Espagne. On le voyait bien aux efforts qu'ils faisaient pour prendre pied, eux aussi, dans la péninsule. Ils avaient accordé leur alliance à la ville de Sagonte, qui n'aimait pas les Carthaginois et qui crut, sous l'égide d'une telle protection, pouvoir les braver. Le traité de 228, conclu entre Carthage et Rome, désignait l'Èbre comme la limite extrême des possessions carthaginoises en Espagne et interdisait aux armées de chacune des deux cités l'agression des nations alliées de l'autre. Hannibal, qui voyait venir la guerre, n'hésita pas à attaquer Sagonte en 219. Cette ville commerçante et prospère était fière de ses traditions, qui faisaient d'elle un foyer d'opposition à Carthage. Située non loin de la mer, dans une position très forte, elle se prétendait à la fois grecque et italiote par ses origines. Une colonie grecque de Zacinthe, à laquelle s'adjoignirent plus tard des Rutules venus d'Ardée, en était, disait-on, la fondatrice première. Laisser les Romains s'y établir, c'était leur abandonner un avant-poste formidable qui leur eût permis de menacer constamment les possessions carthaginoises et de mettre à profit la première occasion favorable pour expulser d'Espagne les Africains. Hannibal, pour assiéger Sagonte, saisit le prétexte des différends qui avaient surgi entre elle et une peuplade voisine protégée par Carthage. Il s'ensuivit un des sièges les plus célèbres de l'histoire ancienne. Les Espagnols firent preuve de cet acharnement dans la défense dont ils ont donné depuis tant d'exemples. Le siège de Saragosse en 1809 forme le pendant héroïquement exact de celui de Sagonte l'an 219 avant notre ère. Sagonte enfin succomba. Son agonie fut tragique au plus haut degré. Les Sagontins mirent eux-mêmes le feu à leur ville et beaucoup d'entre eux se jetèrent dans les flammes pour ne pas subir la loi du vainqueur. La protection de Rome, sur laquelle ils comptaient, ne leur avait donc servi de rien. Aux représentations des Romains il fut répondu que Sagonte n'était pas encore leur alliée lorsqu'on avait conclu le traité de 228. Les en-

voyés de Rome furent poliment éconduits par Hannibal quand ils vinrent le sommer de renoncer à cette conquête. Le sénat de Carthage, invité à désavouer Hannibal et à le livrer aux Romains, refusa après une délibération orageuse. Il ne lui eût pas été facile, quand même il l'eût voulu, d'arracher un jeune général victorieux à une armée dont il était adoré. De plus, la popularité des Barcas, toujours très grande à Carthage, s'était accrue du prestige de la victoire et de l'immense butin qu'Hannibal, connaissant bien son pays, avait dirigé sur sa ville natale. Les envoyés romains revinrent sans avoir rien obtenu. C'était la guerre. Des deux côtés on s'y prépara avec ardeur.

Sagonte emportée, Hannibal revint prendre ses quartiers à Carthagène (*Carthago Nova*). Il avait une magnifique armée, nombreuse, aguerrie, disciplinée. De Carthaginois proprement dits, il n'y avait guère que les officiers supérieurs et un corps peu nombreux, mais d'élite. On sait que les Carthaginois, excellens marins, avaient peu de goût pour la guerre de terre. Mais les élémens de son armée de mercenaires étaient excellens. Elle se composait d'Espagnols, sobres, patiens, durs à la fatigue, de Gaulois recrutés un peu partout, portant à la guerre cet entrain et cette valeur brillante qui caractérisaient leur nation, de Libyens agiles et poussant jusqu'à l'ivresse la fureur du combat, de cavaliers numides qui montaient à nu des chevaux aux jarrets d'acier. Il avait de plus une belle division d'éléphans. Le tout se montait à quatre-vingt-dix mille hommes d'infanterie et douze mille cavaliers.

Telle était l'armée qu'il conçut l'audacieux projet de transporter en Italie, jusque sous les murs de Rome, à travers la Gaule et les Alpes, en passant par des contrées, des fleuves, des montagnes presque aussi mal connus que peuvent l'être de nos jours les régions comprises entre le Sénégal et le Congo. Trois points surtout sont à relever et, s'il se peut, à préciser dans cette expédition : la marche à travers la Gaule des Pyrénées jusqu'au Rhône, le passage de ce fleuve et la traversée des Alpes. Nous les étudierons successivement.

II.

Nous avons exposé, dans une étude générale des guerres puniques (1), les raisons qui déterminèrent Hannibal à préférer la voie de terre à celle de mer pour aller attaquer les Romains en

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier 1879.

Italie même. Rappelons seulement ici que l'un des principaux motifs de cette préférence fut l'espoir de déterminer une grande coalition des peuples asservis ou menacés par les armes romaines contre la terrible cité dont l'ambition prenait des proportions de jour en jour plus effrayantes.

Dès l'an 220, même avant le siège de Sagonte, Hannibal avait envoyé des émissaires en Gaule pour étudier les lieux, les populations, les ressources qu'on pouvait espérer d'en tirer. Ses envoyés avaient avec eux beaucoup d'argent et s'étaient concilié des amitiés tout le long de la route que devait suivre leur chef (1). On sait avec quelle défiance un peuple encore peu civilisé voit l'étranger pénétrer chez lui, même en ami. Absolument exempt de cette curiosité ou de cette haute ambition qui peut animer ses visiteurs, il les soupçonne toujours d'arrière-pensées dont il a tout à craindre. Il y a lieu de supposer que nos populations gauloises se défiaient presque autant de Carthage que de Rome. Le Carthaginois n'était pas aimé, on le savait commerçant rusé, cupide, peu scrupuleux. Les armées carthaginoises avaient subjugué l'Espagne presque entière, pays habité en grande partie par des Celtes. Une influence très puissante dans la Gaule méridionale, celle de Marseille, jalouse de Carthage, avait lié sa fortune à celle de la cité du Tibre et contrecarrait les négociations qu'Hannibal cherchait à nouer. Cependant les promesses, les cadeaux, l'argent d'Hannibal ne furent pas distribués en pure perte. Plusieurs chefs gaulois se dirent qu'après tout, puisqu'il payait si bien, il avait droit à être bien servi. Quant au ressentiment probable des Romains, ils n'en avaient cure. Rome avait aussi ses émissaires, qui parlaient bien, mais ne donnaient rien, et nos Gaulois se croyaient complètement à l'abri de ses atteintes. Le siège et la prise de Rome faisaient partie des traditions nationales de la Gaule, et ce souvenir inspirait une sorte de dédain pour les forces romaines. Sans qu'il y eût de rapports suivis, encore moins de solidarité entre la Gaule du midi et la Gaule italienne, ce n'était pas sans un certain déplaisir qu'on avait appris les progrès de la domination romaine aux dépens des pays gaulois de la Circumpadane. Milan (*Mediolanum*) avait succombé en 222. Les Romains s'installaient en maîtres définitifs de la belle Cisalpine et fondaient leurs colonies de Crémone, de Plaisance, de Vérone. Tout cela, bien que vaguement connu, n'était pas pour prévenir les Gaulois en leur faveur.

(1) Les missions secrètes doivent avoir été très employées par Hannibal. Un de ses agens parvint même à se faufiler dans Rome et y vécut plusieurs années avant d'être découvert.

Il se passa même, au rapport de Tite Live, un incident assez curieux dans cette période préparatoire où, des deux côtés, on usait de diplomatie avant d'en venir aux armes. Rome, avertie par Marseille, avait envoyé des agens auprès des Gaulois du midi pour les mettre en garde contre les Carthaginois et leur persuader qu'ils devaient leur barrer le passage. Il y eut chez les Volques, en présence des envoyés romains, un grand conseil auquel prirent part, selon la coutume gauloise, tous les guerriers venus tout armés. Et lorsque les envoyés eurent, avec toute la gravité romaine, tâché d'imposer à leurs auditeurs en leur parlant en termes superbes de la gloire et de la puissance du peuple romain, lorsqu'ils eurent conclu en leur demandant de s'opposer par la force aux Carthaginois s'ils s'avisaient de traverser leur territoire pour porter la guerre en Italie, la seule réponse qu'ils obtinrent tout d'abord, ce fut un éclat de rire retentissant, formidable, tonitruant, un vrai rire gaulois, que les anciens, les personnages sérieux, eurent toutes les peines du monde à calmer. Nos Gaulois n'avaient été sensibles qu'au ridicule de la proposition. Comment! quand ils n'avaient aucun grief réel contre Carthage, quand au contraire ils en avaient d'anciens, et même de récens, contre Rome, ils iraient faire de leurs corps un rempart à l'Italie! Il n'y avait que des Romains pour avoir de semblables idées! C'est seulement quand ce rire gaulois eut pris fin que les anciens traduisirent aux Romains, en termes polis, le sentiment qui l'avait fait éclater. Les envoyés romains partirent persuadés que l'on ne pouvait, dans cette région, compter que sur Marseille; que les Gaulois, sans être précisément enthousiastes d'Hannibal, étaient gagnés par ses largesses; que toutefois ils pourraient bien changer d'avis par la suite.

C'est précisément ce qu'Hannibal craignait aussi. Ses émissaires, à lui, tout en lui rapportant de bonnes nouvelles touchant les dispositions des principaux chefs gaulois, n'avaient pu lui garantir leur constance et Hannibal se défiait de leur mobilité d'esprit. Nous pouvons toutefois déduire de la suite du récit, — et le commandant Hennebert le fait ressortir très judicieusement, — qu'il y eut des cantons gaulois où d'avance Hannibal se concilia des amitiés solides et les utilisa pour s'assurer de bonnes et sûres étapes.

Nous verrons de plus que son plan n'était pas de franchir les monts sur le point le plus rapproché de la chaîne alpestre, mais, une fois le Rhône passé, de remonter vers le nord pour se frayer un passage par une voie quelconque où il n'aurait à craindre ni les intrigues ni les armes des Marseillais, aidés peut-être par quelques légions romaines. Il savait de plus que les Gaulois cisalpins n'attendaient que le moment de s'insurger contre les Romains. En effet,

dès que le bruit se fut répandu qu'il avait passé l'Èbre, les Boïens prirent les armes, sollicitant les Insubres à en faire autant, refoulèrent les Romains dans Modène, les en chassèrent et leur infligèrent des pertes cruelles. Hannibal était donc certain, s'il parvenait à franchir les Alpes, de tomber au milieu d'une population amie qui lui fournirait de nombreux auxiliaires. Cette perspective surtout l'encourageait. Ne devait-il pas se demander en effet, quand il passait en revue sa superbe armée réunie sur les bords de l'Èbre, combien de ces excellens soldats laisseraient leurs os sur les sentiers de la Gaule et dans les précipices des Alpes?

Il partit donc de Carthagène au printemps de l'an 218 avec ses cent deux mille hommes et commença par conquérir la contrée qui s'étend de l'Èbre aux Pyrénées, c'est-à-dire la Catalogne. Il dut, pour en arriver là, livrer plusieurs combats sanglans, mais il en vint à bout et laissa dix mille hommes avec mille chevaux à son lieutenant Hannon pour contenir le pays conquis et assurer sa ligne de retraite par les Pyrénées. Il semble que les vastes projets d'Hannibal aient excité quelques défiances parmi ses soldats. Il voulait les emmener si loin, par des contrées si sauvages, il était si probable qu'il n'y aurait pas moyen de nourrir une armée nombreuse dans ces pays incultes dont on disait toute sorte de choses effrayantes, que des signes de mécontentement ou tout au moins d'appréhension, se manifestaient dans les rangs. Pourtant Hannibal avait besoin, avant tout, d'hommes résolus ; peut-être voyait-il en effet quelque difficulté à porter ou à trouver des vivres suffisans pour tant de monde. On raconte que son homonyme Hannibal, surnommé Monomaque, officier de haut rang, lui conseilla d'habituer ses troupes, à tout hasard, à se nourrir de chair humaine. Hannibal lui répondit froidement qu'il craignait qu'alors elles ne s'entre-dévorassent, et cette aimable proposition n'eut pas de suite : ce qui n'empêche pas Tite Live, trompé sans doute par quelque tradition hyperbolique, mais aimant à la croire, d'accuser le héros carthaginois d'avoir, en effet, fait donner à ses soldats des leçons d'anthropophagie. Ce qui est du moins certain, c'est qu'Hannibal renvoya dans leurs foyers une douzaine de mille hommes. Il avait détaché aussi un corps d'armée pour l'envoyer en Afrique, des équipages pour la flotte destinée à surveiller les côtes d'Espagne. La guerre de Catalogne avait dû lui coûter, en deux mois, de trois à quatre mille hommes. Bref, c'est avec cinquante mille hommes et neuf mille chevaux seulement qu'il franchit les Pyrénées dans l'été de 218.

Ici commencent déjà les divergences d'opinion. Rien n'indique d'une manière positive par quels cols il passa d'Espagne en Gaule.

Il faut se défier, dans les Pyrénées comme dans les Alpes, des traditions locales qui font passer Hannibal par tant d'endroits qu'il aurait dû avoir le don d'ubiquité. Il n'est presque pas de vallée pyrénéenne qui ne prétende à l'honneur d'avoir vu défiler la grande armée carthaginoise. Les écrivains les plus compétens sont d'avis qu'il ne s'éloigna pas trop de la mer, et beaucoup d'entre eux désignent le col de Pertus. Mais le commandant Hennebert, pour raisons militaires, pense qu'il se rapprocha plus encore de la côte et qu'il passa en Gaule par les défilés de Massane et de Banyuls. Cette traversée paraît s'être opérée assez pacifiquement. Le premier grand campement de l'armée carthaginoise sur le territoire gaulois fut à Illiberis ou Elne (1).

La Gaule méridionale était possédée, en ce temps-là, des Pyrénées orientales jusqu'au Rhône et même au delà, par la puissante nation des Volques, venue du nord deux ou trois siècles auparavant, et qui se partageait elle-même en Volques Tectosages (*enfans de Tectos*) et en Volques Arécomiques (*habitans du pied des montagnes*, des Cévennes). Avant de s'engager sur leur territoire, Hannibal convia leurs principaux chefs à une entrevue. Ceux-ci n'acceptèrent pas sans défiance. Mais, déterminés par les avances d'Hannibal qui leur offrait d'aller les trouver lui-même à Ruskino, ville très ancienne, de fondation peut-être punique, située sur la Tet, ils se rendirent près de lui. On prétend qu'une des clauses de la convention qui fut alors passée entre eux et lui, portait que les plaintes des Carthaginois contre les Gaulois seraient déférées à un tribunal composé de femmes gauloises, et qu'Hannibal accepta volontiers cette juridiction.

Il traversa la Gaule des Pyrénées au Rhône sans rencontrer, que nous sachions, d'hostilité notable. On nous dit que tantôt il persuada, tantôt il intimida, mais nous sommes plongés dans la nuit noire pour tout ce qui se rapporte à cette partie de son grand voyage. Est-il présumable qu'une pareille armée ait traversé tout ce pays sans que nulle part il se soit élevé de conflit entre elle et les indigènes? Le fait que cette armée était déjà passablement réduite en arrivant au Rhône, que la rive gauche du fleuve, quand elle voulut le traverser, était couverte de Gaulois décidés à lui disputer le passage, mais venus eux-mêmes en grande partie de la région qu'elle venait de parcourir, tout cela pourrait faire supposer que, chemin faisant, il s'éleva plus d'une difficulté suscitée par la défiance, ou la versatilité, ou la cupidité des populations intermédiaires. La

(1) Le nom d'Elne est la contraction de celui d'Hélène, mère de Constantin, sous le règne duquel cette ville fut reconstruite.

désertion semble aussi avoir éclairci les rangs carthaginois. Deux circonstances doivent avoir compliqué les conditions de cet itinéraire. Marseille ne doit pas être restée inactive, elle a dû agir sous main par des promesses et des dons sur les dispositions des peuplades traversées. De plus, l'armée carthaginoise, défilant avec ses armures brillantes, ses superbes chevaux, de grandes quantités d'or, dut exciter les convoitises. Il y a chez tout barbare une sorte de mauvaise foi naïve qui fait qu'il se figure toujours les trésors de l'étranger comme de bonne prise. Il se pourrait fort bien que certains chefs gaulois aient pensé qu'après avoir reçu les beaux cadeaux du Carthaginois, il était ridicule de le laisser partir sans s'être approprié de gré ou de force tout ce qu'il possédait. Une si belle occasion ne se représenterait jamais, et c'est ainsi qu'on peut le mieux s'expliquer pourquoi Hannibal, arrivé sur la rive droite du Rhône, découvrit sur l'autre rive toute une cohue gauloise qui voulait lui barrer le passage et même l'anéantir, lui et les siens.

Mais à quel endroit Hannibal a-t-il passé le Rhône? C'est là que les divergences d'opinion s'accumulent de nouveau. On peut compter sur le cours du fleuve dix points au moins désignés par des historiens sérieux comme ayant servi de lieu d'embarquement. Le commandant Hennebert, après avoir comparé toutes ces hypothèses, se prononce définitivement pour l'endroit connu sous le nom de l'Ardoise, presque en face de Caderousse, à une lieue au-dessus de Roquemaure. Voici ses raisons principales. Ne voulant pas se diriger sur le Var, Hannibal dut passer au-dessus du confluent de la Durance et du Rhône. Désireux de se voir le plus tôt possible sur la rive gauche, il ne dut pas s'éloigner plus que cela n'était nécessaire des embouchures du fleuve, et au-dessus du confluent de l'Ardèche commence la chaîne des monts à pic dominant la rive droite. Le passage a par conséquent dû s'effectuer entre la Durance et l'Ardèche. De plus, Polybe compte 1,600 stades ou 296 kilomètres d'Ampurias, *les Marchés*, en Espagne, au campement d'Hannibal sur le Rhône; il fixe ce campement à 600 stades ou 111 kilomètres de l'embouchure de l'Isère et à égale distance de la mer. Le fleuve, toujours d'après le même grave historien, n'est point coupé d'îles là où Hannibal l'a passé. D'autre part, il faut qu'à 200 stades ou 37 kilomètres de là, il y ait une île qui ait facilité à Hannon, fils de Bomilcar, le mouvement tournant dont nous allons parler. Polybe dit aussi qu'à partir des Pyrénées, Hannibal fit route « en tenant toujours la mer à sa droite, » expression qui suppose qu'il ne s'en éloigna pas beaucoup. Il ajoute que, de son temps, cette route existait toujours et qu'elle avait été toisée, munie de bornes milliaires, sans doute améliorée par les Romains. C'était

donc à peu de chose près ce qui s'appela plus tard la *Via Domitia*, laquelle se confondait en grande partie avec une vieille voie ligure qui conduisait de Gaule en Espagne. Hannibal n'avait rien de mieux à faire que de la suivre. Narbonne, Béziers (*Beteræ*), Agde (*Agatha*), Saint-Ambroix furent donc ses principales étapes. Mais, à partir de Nîmes, il devait incliner sur sa gauche pour trouver un point favorable à la traversée du Rhône dans les conditions de sécurité qu'il souhaitait. Toutes ces données réunies mènent l'historien tout droit à Roquemaure ou aux alentours immédiats. Non loin de là, en face d'une plaine connue sous le nom de l'Ardoise, se trouvait un très vieux passage du Rhône, lieu de réunion de nombreux bateaux et canots servant aux communications entre les deux rives. C'est seulement depuis la construction des ponts Saint-Esprit et d'Avignon que ce passage a été délaissé. La configuration des lieux était fort avantageuse. Des deux côtés du fleuve les bords sont unis, permettent de s'embarquer et de débarquer aisément. Sur la rive gauche une belle plaine facilite le développement de la cavalerie dès qu'elle a débarqué. Il faut donc se décider pour l'Ardoise, près de Roquemaure.

III.

On avait compris à Rome les mouvemens d'Hannibal en Catalogne et la probabilité d'une pointe audacieuse à travers la Gaule sur l'Italie. Le sénat depuis lors n'avait plus songé qu'à hâter les préparatifs de guerre. On voulait opposer l'audace à la témérité, surprendre Hannibal, s'il se pouvait, en Gaule même, l'inquiéter en Espagne, porter la guerre jusqu'en Afrique. Il semblait que le temps ne manquerait pas, à la condition toutefois de ne pas en perdre. On ne croyait guère à un passage d'Hannibal par les Alpes centrales, pays inconnu du monde entier. On admettait plutôt qu'en se portant sur les bouches du Rhône et sur Marseille, ville détestée des Carthaginois, Hannibal tâcherait d'emporter par une brusque attaque la meilleure alliée de Rome et de se porter ensuite par les Alpes-Maritimes sur la Ligurie et l'Apennin. Il était donc d'une tactique habile de le devancer. On savait que la conquête de la Catalogne, qui lui prit en effet deux mois, ne s'opérait pas sans résistance. C'est donc sur l'Espagne que le consul Publius Cornelius Scipion se dirigea avec sa flotte de soixante navires et une armée de 30 à 32,000 hommes, qui n'était guère qu'une avant-garde. Mais il devait faire escale à Marseille, tant pour se ravitailler que pour prendre des informations plus fraîches. Quelle ne fut donc pas la stupéfaction du consul quand il apprit dans la ville phocéenne

qu'Hannibal, qu'il croyait encore occupé entre l'Èbre et les Pyrénées, était depuis quinze jours en Gaule et campait sur la rive droite du Rhône à quatre journées de son embouchure! Le consul en fut tout déconcerté, mais avec une décision toute romaine il voulut marcher à l'ennemi et surtout tâcher de se rendre compte d'un plan d'opérations qu'il ne comprenait pas bien. Il atterrit donc à la bouche orientale du Rhône, fit débarquer ses troupes qui souffraient du mal de mer et prit des mesures pour savoir ce qu'en réalité Hannibal comptait faire.

Celui-ci n'était pas sans avoir eu vent de l'arrivée des légions sur un point relativement rapproché de son camp. Si Publius Scipion eût immédiatement envoyé ses soldats prêter main forte aux Gaulois réunis sur la rive gauche en face de l'armée carthaginoise, la position d'Hannibal eût été fort critique. Les Gaulois seuls étaient déjà un obstacle très sérieux. Les Gaulois, on le savait, se battaient comme des lions. Ils se massaient sur les berges, poussant des cris qui intimidaient les Africains. Mais nos braves ancêtres n'étaient pas forts en stratégie, et ils se laissèrent prendre par une ruse de guerre.

Hannon, fils de Bomilcar, partit en silence pendant la nuit, fila en amont du fleuve, parcourut d'une traite 37 kilomètres, et arriva en face d'un entrecroisement d'îles qui facilitait le passage d'une troupe légère sans *impedimenta*. C'est vers l'emplacement actuel de Pont-Saint-Esprit qu'il s'arrêta. Le pays était boisé, des radeaux de troncs d'arbres furent vite construits, et le corps d'armée passa sans coup férir. La rive opposée était absolument sans défense. Trait caractéristique, les Espagnols trouvèrent trop pénible de scier des arbres et de construire des radeaux. Ils attachèrent leurs vêtemens sur des outres et traversèrent le fleuve à la nage en s'aidant de leurs boucliers. Hannon fit reposer ses soldats pendant vingt-quatre heures et redescendit la rive gauche. Le même soir, une fumée qui montait dans les airs annonçait à Hannibal, sans que nos Gaulois s'en fussent même aperçus, que le mouvement tournant avait réussi et qu'il pouvait tenter le passage en face de l'ennemi.

Il était prêt. Il avait réquisitionné ou acheté beaucoup de petites embarcations. On n'en manquait pas sur le fleuve déjà sillonné par le commerce. Ses soldats avaient équarri et creusé des troncs d'arbre en manière de pirogues. Les éléphans seuls devaient encore rester sur la rive droite; car il fallait bien des cérémonies pour les décider à passer. Les premiers détachemens carthaginois qui mirent le pied sur la rive gauche durent lutter corps à corps avec les Gaulois, qui les repoussaient dans le fleuve. L'instant était critique.

Tout à coup de grands cris se font entendre en arrière, des flammes s'élèvent. C'est Hannon qui a pris à revers le camp gaulois, qui y a mis le feu et qui perce vers le fleuve. Les Gaulois se voient cernés, courent à la défense de leur camp déjà occupé, se débandent, sont poursuivis, talonnés par les Carthaginois qui débarquent en nombre toujours plus grand; bientôt ils n'ont plus d'autre ressource que de s'enfuir sur les hauteurs. Hannibal prend possession de la rive gauche et y passe la nuit. Le lendemain il fit traverser les éléphans par d'ingénieux moyens que Polybe a racontés avec détail.

Les Carthaginois firent deux grands radeaux qu'ils accouplèrent et amarrèrent solidement sur la rive droite. Puis ils en ajoutèrent d'autres qui furent reliés par des câbles aux arbres de la rive gauche. Ils jetèrent de la terre et des broussailles sur les troncs d'arbres, de manière à leur donner l'apparence de la terre ferme. Deux éléphans femelles furent amenés sur cette chaussée flottante; les mâles suivirent. En plusieurs opérations du même genre, toute la division d'éléphans passa. Quelques-uns de ces animaux affolés se précipitèrent dans l'eau; mais l'éléphant sait nager en tenant sa trompe hors de l'eau, et il aime à suivre le troupeau. Tous arrivèrent sur l'autre rive. Hannibal pouvait enfin partir. Il était temps.

En effet, par des causes mal connues, mais que nous avons pu conjecturer, son armée était notablement réduite. Elle ne comptait plus que 46,000 hommes. Elle en avait donc déjà perdu 12,000 depuis les Pyrénées. Nous persistons à penser que la désertion surtout dut éclaircir les rangs, et peut-être que la vue du Rhône, toujours effrayant par la masse et la rapidité de ses eaux, les cris forcenés des Gaulois, la perspective d'un combat sanglant et douteux, peut-être que tout cela avait semé le découragement.

De plus on venait d'apprendre que le Romain n'était pas loin. Dès la première nouvelle, Hannibal avait envoyé en reconnaissance un détachement de cavalerie numide qui descendit la rive gauche en se rapprochant de la Durance. Ce parti numide tomba sur un détachement de cavalerie romaine que Publius Scipion avait aussi envoyé pour explorer la contrée, en lui adjoignant des auxiliaires gaulois et marseillais qui la connaissaient bien. Il s'ensuivit un engagement très vif, où les Romains perdirent plus de cent trente des leurs. Mais les Numides furent encore plus maltraités et tournèrent bride vers le camp carthaginois pour informer leur général. Celui-ci avisait précisément aux moyens de faire passer ses éléphans. De loin les cavaliers romains, qui avaient poursuivi les Numides durent croire que le passage du fleuve n'était pas encore

effectué. Ils revinrent donc à leur consul, qui se mit en marche avec l'espoir de surprendre encore son adversaire au milieu de cette pénible opération.

Une fois de plus Hannibal le trompa par la rapidité de ses mouvemens. Ses éléphans passés, au lieu de piquer droit sur les Alpes où il eût pu être inquiété par ses ennemis, il décampa en remontant le cours du Rhône, « comme s'il eût voulu, » dit Polybe, « s'enfoncer dans la région centrale de l'Europe, » et lorsque Publius Scipion arriva près des lieux témoins de la traversée du Rhône, les Carthaginois étaient déjà près de l'Isère, dans une contrée parfaitement inconnue, et où il eût été de la dernière imprudence de les suivre. Le général romain commença à soupçonner qu'Hannibal comptait franchir les Alpes par quelque défilé dont on lui avait révélé le secret, et il n'eut plus qu'une idée, retourner en Italie et l'attendre au débouché des Alpes, il ne savait trop où, quelque part dans la grande vallée du Pô.

IV.

En fixant le passage du Rhône à l'Ardoise, nous avons tranché d'avance une seconde question, résolue en sens divers et dont la solution influe sur la détermination du point où Hannibal s'est engagé dans les Alpes. Mais on va voir que cette seconde difficulté historique, discutée convenablement, aboutit à la confirmation de la thèse que nous venons d'établir.

Polybe et Tite Live sont en effet d'accord pour raconter qu'Hannibal, remontant la rive gauche du Rhône, arriva sur les confins d'un territoire qu'on appelait l'*Ile de Gaule*, parce que, renfermé presqu'entièrement entre deux cours d'eau qui se joignaient à son extrémité, il était muré sur une de ses faces par des monts abrupts et inaccessibles. Arrivé là, Hannibal prit parti pour un petit roi à qui son frère disputait le rang suprême, procura à son protégé un facile triomphe, et, cela fait, s'enfonça dans le massif des Alpes, aidé et guidé par ceux dont il avait épousé la cause. Donc, pour savoir par quel point il commença sa fameuse ascension, il est essentiel de déterminer la situation géographique de cette île de terre ferme, qui rappelait, dit Polybe, le delta d'Égypte par ses dimensions et sa forme.

L'un des fleuves qui contournent l'île est incontestablement le Rhône, Polybe et Tite Live l'affirment et d'ailleurs il serait difficile qu'il en fût autrement. Mais ne faut-il pas que des bévues de copistes aient, chez les deux auteurs, défiguré le nom du second fleuve qui la limitait? Les textes ordinairement admis portent chez

l'un et chez l'autre la mention de l'Isère (*Isaras, Isara*). Mais on trouve chez Polybe la variante *Scoras* ou *Scaras*, si bien que Casaubon conjectura, nous ne savons trop pourquoi, qu'il s'agissait de la Saône (*Araros, Arar*). Dans le texte de Tite Live des manuscrits ont la leçon *Bisarar*, fleuve inconnu, mais où les partisans de la Saône ont cru trouver une confirmation de leur opinion. Et pourquoi d'un côté tient-on pour l'Isère et l'autre pour la Saône? C'est que si c'est la Saône qui détermine l'Ile avec le Rhône, l'Ile doit comprendre la région limitée par ces deux fleuves, le Jura et les Vosges; si c'est l'Isère, l'Ile est formée par l'Isère, le Rhône et les Alpes. Or, si Hannibal s'est rendu dans le pays entre Rhône et Saône pour pénétrer de là dans les Alpes, il est clair qu'il les a escaladées sur un point plus septentrional que s'il est parti des bords de l'Isère. Dans le premier cas, il a dû descendre en Italie par le Mont-Cenis, dans le second par le Mont-Genèvre.

La première opinion a été soutenue avec beaucoup de savoir local par M. Jacques Maissiat, auteur d'un livre intitulé *Hannibal en Gaule* (1), et qui serait fort remarquable s'il n'était pas gâté par ce qui nous paraît un faux calcul. Déjà, forcé de se renfermer dans les limites de temps fixées par Polybe et Tite Live, il a dû faire passer le Rhône à l'armée carthaginoise en un point trop éloigné de la mer. De plus, il faut reconnaître que le pays d'entre Isère et Rhône, celui qu'occupait la puissante cité des Allobroges, est bien plus conforme à la définition donnée de l'Ile de Gaule que la vaste contrée comprise entre le Rhône, la Saône, les Vosges et le Jura. Comment admettre que l'on ait jamais donné le nom d'île à un pareil triangle dont le plus grand côté serait formé par deux chaînes de montagnes? Au contraire, le Rhône et l'Isère décrivent presqu'un carré, surtout si l'on tient compte du coude très marqué dessiné par le Rhône au-dessus de Lyon, quand il court de l'est à l'ouest avant de reprendre la direction du midi. Alors il s'allonge presque parallèlement à son affluent l'Isère, et il ne serait pas étonnant que le nom d'Ile de Gaule soit dû en partie à ce que le Guiers, autre affluent plus septentrional du Rhône, se jetant dans le coude, prenant sa source sur les flancs de l'Arpette, derrière laquelle Grenoble est assise, semble en compléter la ceinture aquatique. L'Isère même passe à Grenoble. Il n'y a donc plus en réalité qu'une montagne qui empêche ce territoire d'être entièrement circonscrit par des cours d'eau. Si l'on se rappelle que le delta égyptien était au temps de Polybe bien moindre qu'aujourd'hui et qu'il ne s'agit pas ici de mesures géométriques, on trouvera que le rapprochement de

(1) Paris, Firmin Didot, 1874,

l'Ile de Gaule et de ce delta, quant aux dimensions et même à la forme dont parle Polybe, n'a rien de paradoxal. M. Maissiat a négligé dans ses calculs cette observation pourtant très importante, et voulant absolument que son héros ait passé par Chambéry et le Mont-Cenis, il lui fait traverser une seconde et une troisième fois le Rhône, chose très invraisemblable, entièrement inconnue de ses historiens, et qui pourtant aurait dû les frapper beaucoup.

Nous nous rangeons donc sans hésiter, après comparaison, à l'opinion du commandant Hennebert. C'est par les emplacemens que marquent aujourd'hui les noms d'Orange, Montélimar, Livron, Châteauneuf-d'Isère et enfin Cularo ou Grenoble, que l'armée d'Hannibal dut passer en se rapprochant toujours plus du point où elle devait attaquer directement le massif des Alpes. L'Ile de Gaule est décidément le pays compris entre ces montagnes, l'Isère et le Rhône. Les variantes des textes de Polybe et de Tite Live sont des fautes de copistes qui ne préjugent rien en faveur de la Saône et qui s'expliquent aisément par les règles reconnues en paléographie. Hannibal n'a pas remonté le Rhône jusqu'à Lyon, et c'est la vallée de l'Isère qui lui a servi de vestibule pour pénétrer dans le mystérieux palais des Matrones ou divinités des montagnes. Les Dames blanches, graves et silencieuses, contemplaient leurs étranges visiteurs au teint bronzé et leur inspiraient certainement plus d'effroi que d'audace.

V.

Le lendemain du jour où il avait passé le Rhône, Hannibal avait vu arriver un petit chef de la Gaule italienne, Magil ou Magal, suivi d'un certain nombre de ses compatriotes, et qui venait lui apporter des nouvelles de ce qui se passait outre monts; en même temps il lui offrait le concours de son expérience et de sa connaissance du pays. Comme les Magelli, — car le nom propre de ce chef semble n'être qu'un nom ethnique, — habitaient la vallée du Chisone, c'est un indice qui nous fait prévoir la direction qu'Hannibal suivra pour descendre en Italie et venir camper aux alentours de Turin. Cet incident prouve aussi qu'Hannibal avait pris ses précautions. Évidemment cette rencontre avec le chef gaulois était préméditée. Nous allons voir une preuve nouvelle des efforts d'Hannibal pour diminuer toujours de plus en plus les chances du hasard dans son audacieuse expédition.

Dans l'Ile, il imposa la paix en replaçant au rang suprême le chef allobroge que Tite Live nomme Brancus et que son frère aîné voulait supplanter. Hannibal accomplit cette œuvre de médiation

d'accord avec le sénat et les principaux de la cité allobroge. Il en résulta que le chef rétabli dans son autorité lui voua une reconnaissance sans bornes et qu'Hannibal put longer ou traverser son territoire sans avoir rien à craindre. Brancus lui fournit même des guides et des auxiliaires pendant la première partie de l'ascension alpestre. Mais de plus Hannibal dut à cette alliance de pouvoir renouveler les armes, les vivres, les vêtemens, les chaussures de son armée dont une si longue route et les combats récens avaient détérioré le matériel. Il est probable que Grenoble ou Cularo (1), très ancien lieu fortifié des Allobroges, fut le point de concentration de ces approvisionnemens. Mais comment s'imaginer qu'une bourgade gauloise de ce temps fût en état d'équiper convenablement une armée carthaginoise de plus de quarante mille hommes? Et ce fait du renouvellement de tout le matériel portatif au moment de gravir les hautes montagnes ne suppose-t-il pas de toute nécessité qu'Hannibal avait depuis un certain temps donné des ordres et de l'argent pour emmagasiner tout cela sous la garde de son ami allobroge? Ce dernier peut bien avoir mis pour condition à ses services qu'il serait soutenu contre son compétiteur. Tite Live et Polybe parlent de cet incident remarquable comme d'une chose fortuite, résultant uniquement d'une heureuse coïncidence. Mais comment son protégé, même s'il l'eût voulu, eût-il pu avec ses ressources locales rhabiller et ravitailler du jour au lendemain une pareille armée? Cette observation est d'importance. Elle démontre qu'Hannibal n'a pas modifié son itinéraire à cause de la pointe exécutée sur le bas Rhône par Publius Scipion, mais qu'en se dirigeant sur l'Isère, il suivait une route arrêtée déjà dans son esprit, au moins dans ses grandes lignes.

Nous voici maintenant en face du grand problème qui domine tous les autres. Par quel point des Alpes le héros carthaginois a-t-il franchi ces monts redoutables? Il n'est peut-être pas une question dans l'histoire qui ait été plus discutée. On pourrait former une bibliothèque de tous les ouvrages qui ont essayé de la résoudre. On ne compte pas moins de sept systèmes, — en négligeant les variantes, — que l'on peut distinguer par le nom de la principale montagne dont les flancs auraient été sillonnés par les colonnes d'Hannibal. Il y a le système du Saint-Gothard fondé sur l'idée que, conformément à l'habitude antique, Hannibal aurait remonté le Rhône jusqu'à sa source pour passer sur l'autre versant : cette opinion est de celles qui supportent le moins l'examen. D'autres historiens se

(1) *Champ gras*, fertile, ou *champ de la pointe*, selon que l'on rapporte la première syllabe au celtique *Kûl* ou *Kol*.

prononcent, ceux-ci pour le Simplon et ceux-là pour le Grand Saint-Bernard. Cette dernière hypothèse est en quelque sorte la tradition artistique. Le grand tableau de David, représentant Bonaparte premier consul quand il gravit le Saint-Bernard en 1800, montre le nom d'Hannibal gravé sur un rocher. Mais le Petit Saint-Bernard et le Mont-Cenis ont aussi leurs nombreux et chaleureux partisans. Il ne reste plus que le Mont-Viso, qui a, lui aussi, ses défenseurs, et le Mont-Genèvre (*Mons Matrona*), qui a pour lui beaucoup d'anciens et de modernes, entre autres l'éminent géographe de la Gaule, M. Desjardins. Ce serait presque à renoncer à se faire une opinion sur un sujet aussi controversé. Pourtant, sous la conduite du commandant Hennebert, on peut faire une trouée victorieuse à travers ces rangs épais d'opinions contradictoires et s'emparer d'une position sûre.

D'abord les deux hypothèses du Saint-Gothard et du Simplon se brisent contre des impossibilités matérielles, qui se révèlent tout de suite à l'esprit d'un militaire. Le nombre seul des jours de marche assignés par le scrupuleux Polybe à Hannibal ne permet pas de s'arrêter un seul instant à l'une ou à l'autre solution. Quant au Grand Saint-Bernard (*Penninus Mons*), Tite Live réfutait déjà ses partisans, car il en avait qui prétendaient s'appuyer sur l'analogie de *Penninus* et de *Pœnus*. Il faisait observer avec raison que le nom de *Penninus* était tout local et n'avait rien à faire avec les Carthaginois; que de plus Hannibal eût débouché par cette voie chez les Salasses et les Libues, et non, comme il le fit, chez les Taurini. La route du Grand Saint-Bernard est d'ailleurs relativement moderne. Le Petit Saint-Bernard ne se recommande par aucune raison et ne se rattache à aucun plan d'ensemble qu'on puisse attribuer au général africain. Le Mont-Viso prête les flancs à des objections semblables. En réalité, il ne reste debout que deux systèmes possibles, celui du Mont-Cenis et celui du Mont-Genèvre.

Mais le Mont-Cenis, bien qu'habilement prôné par M. Maissiat, à la suite de vaillans défenseurs, est sujet, lui aussi, à de grandes difficultés. Aucun itinéraire romain des premiers siècles de notre ère n'indique de route alpestre suivant le col du Mont-Cenis. Les obstacles devaient être formidables avant que l'art humain les eût écartés ou amoindris. Pour faire arriver l'armée d'Hannibal au Mont-Cenis, il faut lui faire remonter la très pénible vallée de l'Arc, et on ne voit pas comment, en suivant cette route, il aurait gagné le pays des Tricorii et la haute Durance, double exigence imposée par les textes. Enfin ce système ne se comprend que si on fait remonter Hannibal le long du Rhône jusqu'à Lyon et en supposant que l'Ile e Gaule, où il rétablit la paix, désigne le pays entre Saône et Rhône.

Nous avons vu plus haut que cette supposition est inadmissible. Le Mont-Genèvre reste donc le dernier, victorieux sur l'arène, et cela non-seulement d'une manière négative, par l'élimination de tous les autres, mais encore parce qu'il se prête le mieux à l'ensemble des données historiques, soit avant, soit après le passage des Alpes, et qu'il fait arriver Hannibal en Italie précisément comme il y est certainement arrivé.

Il faut bien se garder d'accorder une confiance implicite aux traditions locales. L'expédition d'Hannibal frappa tellement les imaginations que tous les cols, ou à peu près, de la grande chaîne furent considérés comme ayant eu l'honneur de lui livrer passage. Cela est d'autant plus remarquable que les mêmes traditions ont perdu le souvenir des opérations de César, de Pompée, de Charlemagne et de bien d'autres. Nous avons vu qu'il en était à peu près de même aux Pyrénées. L'amour-propre local, la promptitude de quelques antiquaires à conclure ont été mainte fois perfides. Ainsi on a trouvé au Grand Saint-Bernard des médailles à l'effigie de Didon : Voilà, s'est-on écrié, une preuve parlante du passage d'Hannibal ! Mais ces médailles ne sont ni du temps d'Hannibal, ni même carthaginoises. On a déterré des ossemens d'éléphans dans certaines vallées ; il n'en a pas fallu davantage pour affirmer que l'armée d'Hannibal avait laissé par là des cadavres d'éléphans, et on le soutiendrait peut-être encore s'il n'avait été démontré que ces ossemens appartiennent à des pachydermes préhistoriques, à l'*elephas primigenius* ou à l'*elephas meridionalis*, qui n'étaient certainement pas représentés au IIIe siècle avant notre ère. Il y a par douzaines des *cercles* d'Hannibal, des *tables*, des *portes*, des *pertuis*, des *percées* d'Hannibal, et l'intérêt comme la vanité des petites localités alpestres, fréquentées par les touristes, trouvent leur compte à accentuer toujours plus devant les voyageurs la valeur de ces traditions complaisantes. Il convient de ne pas s'y arrêter. N'a-t-on pas cherché à construire des systèmes tout entiers sur la détermination du point culminant d'où Hannibal aurait, selon Tite Live, montré à ses soldats l'Italie se déroulant à leurs pieds et la direction précise de Rome pour les encourager à se précipiter sur cette proie tentante ! Comme si de pareilles démonstrations d'un général s'adressant à ses troupes ne devaient pas toujours s'entendre dans un sens figuré ! comme si, en pareille circonstance, les yeux de l'esprit n'étaient pas infiniment plus perçans que ceux du corps !

Il faut aussi renoncer à chercher des indications précises dans les descriptions topographiques des historiens, qui nous parlent tantôt de « régions semées d'obstacles, » tantôt « d'escarpemens, » ou de

« roches blanches, » ou de « défilés resserrés. » Dans quelle région des Alpes n'y a-t-il pas des escarpemens, des roches blanches et des défilés resserrés ? D'ailleurs nul ne peut dire les changemens que le temps, les eaux, les éboulemens, la végétation ont pu apporter, sinon aux lignes d'ensemble, du moins aux phénomènes de détail dans les itinéraires qui ont tour à tour capté les préférences des commentateurs.

Il est encore une méthode dont il faut se défier, parce que, sous son apparence rigoureuse, elle se prête docilement à toutes les théories. C'est celle qui consiste à préciser l'itinéraire de l'armée carthaginoise d'après le nombre de jours qu'elle mit à se rendre d'un point indiqué à un autre également nommé par les historiens. Ainsi, d'après Polybe, Hannibal a mis quatre jours pour se rendre de l'endroit où il a passé le Rhône à l'Ile de Gaule, dix jours pour gagner de là l'entrée proprement dite des Alpes, quinze jours pour franchir la chaîne. C'est fort bien, mais il ne faut pas en attendre grande lumière. Qu'est-ce au juste que l'entrée des Alpes? et avec quelle facilité les partisans des divers systèmes, excepté pourtant ceux du Saint-Gothard et du Simplon, n'ont-ils pas marqué le compas à la main les étapes les plus divergentes !

Tâchons plutôt de trouver quelques points de repère en interrogeant les quelques noms de territoires traversés ou touchés par l'armée d'Hannibal et que nous pouvons glaner dans Polybe, Tite Live et Strabon. Silius Italicus, dans son poème des *Guerres puniques*, Ammien Marcellin dans son *Histoire*, confirment ou éclaircissent ces trop rares indications.

Ainsi nous apprenons qu'après être arrivé à l'Ile, c'est-à-dire au territoire allobroge formé par l'intersection de l'Isère et du Rhône, Hannibal longea la frontière des Voconces, puis traversa le pays des Tricorii, puis retrouva la limite des premiers, et enfin remonta la vallée de la Durance supérieure (*ad Druentiam flumen pervenit*, dit Tite Live), à l'extrémité de laquelle se trouvaient les cols menant chez les Taurini. De là il descend dans la vallée du Pô et vient camper aux abords du chef-lieu de cette peuplade. Il y a là les élémens d'une direction de route qu'on pourra déterminer de façon plus précise et qui se justifie déjà par des raisons stratégiques.

Par exemple, on peut remarquer la mention très positive de la haute Durance comme l'un des points les plus clairement désignés, et l'on peut se demander pourquoi Hannibal, une fois le Rhône traversé, ne s'est pas enfoncé tout de suite dans la vallée arrosée par cette impétueuse rivière? La vallée de la Durance a bien des fois servi de lieu de concentration aux troupes destinées à agir en Italie. La raison en est qu'il risquait d'être attaqué en queue soit par les

Romains, soit par les Massaliotes, leurs alliés, soit par les tribus gauloises que ceux-ci cherchaient à animer contre lui. Il pouvait bien, de loin, s'attendre à quelque chose de semblable. C'est de propos délibéré qu'il remonta le cours du Rhône pour trouver un point d'accès dans le massif des Alpes, qui le mît à l'abri d'un tel danger. Il aurait peut-être pu s'acheminer sur sa droite par la vallée de l'Eygues et gagner près de Gap cette haute Durance qu'il cherchait à atteindre. Mais alors il fût tombé au milieu des Voconces, dont il préféra longer la frontière, parce que ce canton gaulois manifestait des dispositions hostiles. Reste donc la vallée ou plutôt le bassin de l'Isère.

Ce bassin en effet lui laissait le choix entre trois routes, ou bien la vallée proprement dite de l'Isère ou Tarentaise, ou bien encore la vallée de l'Arc ou Maurienne, ou bien enfin la vallée du Drac.

Mais la Tarentaise l'eût conduit au Petit Saint-Bernard; de là il serait descendu en Italie par la Dora Baltea, ce qui l'eût détourné considérablement et inutilement de Turin, son objectif. La Maurienne l'eût mené au Mont-Cenis. La vallée de l'Arc qui y donne accès est étroite, torrentueuse, dangereuse; elle ne permet de passer en Italie que par une route unique. Au contraire, la vallée du Drac menait droit les Carthaginois à la haute Durance, d'où une armée, pour descendre en Italie, peut disposer de sept vallées convergentes.

C'est bien dans cette direction que nous voyons se confirmer les rares indications topographiques des historiens. Si nous consultons les belles cartes de l'ancienne Gaule dues aux laborieuses recherches de M. Desjardins, nous trouvons très exactement les Voconces, ce peuple aux sentimens douteux, établis sur les contreforts qui s'abaissent peu à peu vers le Rhône entre l'Isère et la Durance. Hannibal longera leur territoire et n'y pénétrera pas. Voici les Allobroges, maîtres de l'Ile de Gaule, mais étendant aussi leur domination ou leur clientèle sur plusieurs tribus de la rive gauche de l'Isère; ce qui nous expliquera pourquoi l'appui de leur chef permettra à Hannibal de faire sans inquiétudes ses premières étapes à l'intérieur des Alpes. Voici les Tricorii, à cheval sur la vallée du Drac et dont Hannibal traverse le pays. C'est en les quittant qu'il va gagner la haute Durance et le pied du Mont-Genèvre, d'où il choisira naturellement la vallée qui le fera descendre le plus directement sur Turin, c'est-à-dire celle du Chisone. Si nous n'étions pas en garde contre les traditions locales, nous dirions qu'à l'origine de cette vallée on trouve précisément un défilé qui, dans l'antiquité portait déjà le nom de *Pas d'Hannibal*. Mais, sans attribuer plus d'importance qu'il ne faut à ce détail, nous pouvons dire que

c'est là un itinéraire conforme aux données historiques, répondant bien aux exigences de l'opération en elle-même. La sûreté et la rapidité de l'expédition y trouvent également leur compte.

Nous résumerons donc la direction de marche conformément aux lumineuses considérations du commandant Hennebert en disant qu'Hannibal, parvenu au confluent de l'Isère et du Rhône et s'étant assuré par son habile intervention l'alliance du parti dominant chez les Allobroges, remonta d'abord le cours de l'Isère jusqu'à Cularo (Grenoble), puis s'enfonça dans la vallée du Drac, qu'il remonta jusque près de ses sources, atteignit de là les régions de la haute Durance, puis les contours du Mont-Genèvre et descendit sur Turin par la vallée du Chisone. Il nous reste à raconter les incidens de cette pénible ascension.

VI.

Au moment de quitter les confins de l'Ile de Gaule et quand ils se virent directement en face de ces masses montagneuses qu'il s'agissait de franchir, les soldats d'Hannibal furent saisis d'une terreur indéfinissable, à laquelle se mêlait le sentiment d'une sorte de profanation, comme si c'eût été défier les dieux que de se lancer dans une pareille entreprise. Il y avait beaucoup de Gaulois dans cette armée, et les Gaulois éprouvaient une crainte religieuse à la vue des hautes montagnes. N'était-ce pas une impiété que de vouloir pénétrer en armes au fond de ces redoutables sanctuaires où trônaient les Matrones dans leur immuable majesté (1)? Les anciens s'exagéraient les dimensions des Alpes. Strabon leur attribuait une hauteur de 18 kilomètres et demi, le double de l'Himalaya. Pline, facilement ami de l'énorme, donne à quelques pitons une altitude de 50,000 pas ou 74 kilomètres. L'imagination de soldats ignorans et superstitieux pouvait donc bien se laisser gagner par l'effroi; Hannibal les rassura de son mieux. Il leur montra les guides qui étaient venus le trouver de par delà les monts. « Ont-ils des ailes? » demanda-t-il ironiquement à ses trembleurs, « et les Alpes n'ont-elles pas laissé passer jadis des colonnes entières d'hommes, de femmes et d'enfans? » Puis il fit faire des prières,

(1) Parmi les nombreuses inscriptions votives dédiées aux Matrones, dont le culte survécut à la conquête, il en est une très curieuse (coll. de Muratori, XCIV, 11) gravée au-dessus d'une pierre sculptée représentant en relief une chaîne de Matrones, au nombre de cinq, debout, se tenant par les mains deux à deux, mais de manière que chacune d'elles ait une main prise par sa voisine et l'autre main par celle qui suit celle-ci. Elles forment donc une barrière continue. Cet ingénieux symbole peint bien l'enchevêtrement des montagnes et l'impossibilité de trouver un passage sans leur faire violence et les irriter.

offrit des sacrifices aux dieux ; les soldats se sentirent rassurés et reprirent avec confiance leur ordre de marche. Pourtant là encore nous soupçonnons des désertions assez nombreuses, qui contribueront à expliquer la diminution de l'armée d'Annibal quand elle fut enfin de l'autre côté des Alpes.

Elle remonta donc la vallée du Drac, laissant la Romanche sur sa gauche comme offrant moins de sécurité. Elle traversa ainsi le pays des Tricorii. M. Hennebert fixe au passage du Pont-Haut, vers le confluent de la Bonne et du Drac, l'endroit où Hannibal découvrit pour la première fois quelques indices de dispositions hostiles de la part des montagnards jusqu'alors inoffensifs. Ce passage aurait pu être facilement disputé. C'est là que les autorités de Grenoble songèrent quelque temps à arrêter Napoléon lors du retour de l'île d'Elbe. Mais ces démonstrations n'eurent pas de suite. Les alliés allobroges étaient encore là, et ils étaient habitués à se faire craindre. Mêmes velléités de résistance au Pas d'Aspre, sorte de couloir ou de porte de fer qu'on rencontre vers le confluent de la grande Severaise, même prompte dispersion des bandes indigènes. Mais bientôt, sur le haut Drac, l'escorte allobroge prit congé de ses alliés d'Afrique. Les Tricorii s'étaient joints aux farouches Katoriges et à des partis de Voconces dont on effleurait le territoire. Le moment était critique. Les Carthaginois arrivés sur le torrent d'Ancelle, affluent du Drac, devaient passer de là dans la vallée de la Panerasse, affluent de l'Avance, qui se jette elle-même dans la Durance. C'est par l'étroit passage de la Pioly qu'ils allaient s'engager. Mais il fallut s'arrêter. Les montagnards occupaient en force le défilé, ainsi que les positions qui en commandent les rampes, et s'opposaient hardiment au passage des étrangers.

Hannibal savait déjà que les Gaulois se laissaient aisément surprendre. Il apprit que chaque nuit les défenseurs du défilé quittaient leurs postes d'observation pour se retirer dans un *oppidum* ou refuge voisin, ne croyant pas qu'on osât s'aventurer dans les ténèbres sur un pareil chemin et revenaient au point du jour reprendre leur faction. Il dessina donc vers le soir une fausse attaque. Naturellement les Carthaginois ne forcèrent pas le passage et campèrent sur les lieux mêmes qu'ils avaient feint de vouloir quitter. Leurs adversaires, heureux de ce succès apparent, se retirèrent comme de coutume dans leur refuge. A minuit, à la tête d'un fort détachement de troupes légères, Hannibal s'empare du passage et des positions qui le dominent. Immédiatement le gros de l'armée reçoit l'ordre de se mettre en marche. A l'aube, les montagnards revenant en masse jettent des cris de fureur. L'armée étrangère défilait le long de la gorge. Ils ne veulent pas reconnaître le fait accompli et

dans des attaques de flanc désespérées, où ils se faisaient aider de molosses qui paraissent s'être très vaillamment conduits, ils tâchent de couper la longue colonne carthaginoise. Un moment la position de celle-ci fut compromise. Le chemin était étroit, bordé de précipices. Les charges furieuses des Gaulois jetaient le désordre dans les rangs, les bêtes de somme roulaient dans les abîmes, entraînant des hommes avec elles. Alors Hannibal et son avant-garde revinrent sur leurs pas et s'occupèrent d'abord de balayer les flancs de la montagne. Accablés sous une grêle de traits et de projectiles, — et dans un engagement de cette espèce les frondeurs baléares durent rendre de grands services, — les montagnards se dispersèrent, l'ordre fut rétabli et le passage de la Pioly franchi.

Hannibal ne pouvait laisser sur ses derrières la position fortifiée qui avait servi de point de concentration et de refuge aux attaquans. Il se porta donc immédiatement sur l'oppidum des Katoriges, qu'il surprit sans défenseurs. Les habitans s'étaient enfuis à son approche. On y trouva nombre de chevaux et de mulets, des approvisionnemens de céréales et des viandes en quantité suffisante pour nourrir l'armée pendant plusieurs jours. Les historiens ne nous disent pas le nom de cette citadelle habitée, mais il n'est pas douteux, si du moins l'itinéraire que nous suivons n'est pas absolument erroné, que c'était Chorges (Katorimagen), aujourd'hui petite ville de deux mille âmes, jadis capitale des Katoriges, plus tard embellie par les Romains et où, de nos jours encore, l'église paroissiale n'est autre qu'un vieux temple de Diane, laquelle avait probablement succédé à quelque matrone celtique.

Ce coup hardi frappa de terreur les montagnards, et Hannibal put se flatter de mener à bien sa rude entreprise sans avoir à repousser de nouvelles attaques. Il arrivait enfin dans le bassin de la haute Durance. Là les torrens encaissés, grossis subitement par quelque fonte de neige, lui firent éprouver des pertes sensibles en hommes et en chevaux. La forte position d'Embrun, près de laquelle il dut passer, ne l'arrêta pas. On était encore dans ces parages sous l'impression du combat de la Pioly et de la prise de Chorges. Bien mieux, en amont d'Embrun, le général carthaginois vit arriver des chefs de clan qui s'approchèrent de lui portant à la main des couronnes et des rameaux de feuillage, symboles d'intentions pacifiques et signifiant la même chose, dit Polybe, que les rameaux d'olivier chez les Grecs. C'étaient probablement des Brigiani, cliens des Katoriges. Ils dirent à Hannibal qu'ils aimaient mieux l'avoir pour ami que pour ennemi, et qu'ils le priaient de recevoir de leurs mains des vivres, des guides et des otages. Les offres étaient si belles que, tout en les acceptant, Hannibal ne put se défendre

d'une certaine défiance que l'événement ne devait pas tarder à justifier. Il fit prendre les devans à sa cavalerie et aux éléphans, lui-même resta à l'arrière-garde avec sa meilleure infanterie.

On se demandera là encore le motif qui poussait ainsi les populations montagnardes à attaquer, même en usant de moyens déloyaux, une armée de passage qui ne pouvait en vouloir à leur indépendance et qui n'avait rien de plus pressé que de leur tourner le dos pour s'abattre sur l'Italie. Ce n'était certainement pas sympathie pour les Romains, encore inconnus dans ces parages, où ils n'avaient jamais pénétré. J'inclinerais plutôt à soupçonner des menées marseillaises dans ces mouvemens hostiles des peuplades alpestres. Nous avons déjà vu qu'Hannibal se défiait de Marseille, rivale commerciale et rivale envieuse de Carthage. Marseille voyait dans Rome sa meilleure cliente. Nous devions déjà soupçonner son action au moins indirecte dans le rassemblement de Gaulois qui disputa à Hannibal le passage du Rhône. Il y avait des Marseillais dans le détachement de cavalerie que Publius Scipion avait envoyé en reconnaissance le long du fleuve. Dès que l'on vit l'armée d'invasion s'enfoncer dans l'intérieur de la Gaule pour chercher un passage à travers le massif central des Alpes, n'est-il pas à présumer que Marseille envoya des émissaires dans les cités gauloises de la montagne avec lesquelles elle entretenait certainement quelques relations commerciales? Pour monter l'imagination des chefs et de leurs subordonnés, elle n'avait qu'à faire appel à deux sentimens très puissans dans ces tribus farouches, à peine sorties de la sauvagerie, bien plus arriérées encore que les populations gauloises d'entre Rhône et Garonne. C'était la défiance de l'étranger, et puis le goût du pillage. Jamais pareil butin ne s'était offert à leurs yeux avides. C'eût été pécher que de ne pas profiter d'une pareille aubaine. Carthage et tout ce qui en venait avait une vague renommée d'opulence. Peut-être, sans aucune excitation du dehors, ces deux mobiles eussent-ils suffi pour lancer les montagnards des Alpes dans quelque folle attaque contre l'armée d'Hannibal. Mais il nous semble voir plus de préméditation et de combinaison qu'il n'y en aurait eu dans les mouvemens tumultueux de quelques tribus presque sauvages. La grande quantité d'approvisionnemens trouvée à Chorges ne pouvait être réunie à l'improviste dans une région aussi pauvre. Le coup manqué des Katoriges va se répéter avec plus d'astuce. Tout cela suppose un plan concerté, des préparatifs, une action latente. L'ingérence romaine proprement dite ne peut même pas se supposer. Reste donc l'action vraisemblable de la politique marseillaise. On peut s'étonner que cette supposition n'ait pas frappé plus vivement les nombreux commentateurs de la célèbre expédition.

Vers la haute Durance convergent plusieurs vallées descendant vers la Cisalpine. Voulant arriver au chef-lieu des Taurini, Hannibal était déterminé par les considérations stratégiques à se diriger vers la vallée du Chisone, qu'il devait gagner par le col du Mont-Genèvre. Déjà plusieurs défilés dangereux, où les indigènes, s'ils l'eussent voulu, auraient pu facilement arrêter l'armée carthaginoise, avaient été franchis sans autre difficulté que celle de leur nature escarpée. Mais, près du val de Pragelas, il y avait un dernier et formidable étranglement qui s'appelle aujourd'hui le Pertuis Rostang (1). C'est une longue gorge à parois verticales ou plutôt surplombantes. Au fond de ce pertuis aux flancs dénudés roule la Durance qui, à cette hauteur, n'est encore qu'un gros torrent, mais qui se précipite en écumant. Hannibal, selon Tite Live, hésita avant de donner l'ordre d'entrer dans ce sombre couloir où la moindre trahison devait être si funeste.

Cependant il fallait avancer. La tête de colonne est engagée, rien ne paraît confirmer les appréhensions du général. Tout à coup un bloc se détache de la montagne, roule, bondit, écrase les soldats sur lesquels il s'abat. Bientôt un second, un troisième, un dixième quartier de roche font autant de trouées dans les rangs des Carthaginois épouvantés. Et voici qu'en un clin d'œil les crêtes se couvrent de barbares; des ravins, des grottes, de toutes parts surgissent des ennemis furieux. L'armée carthaginoise est attaquée en queue, en flanc, en tête. Le centre, où se trouvaient les chevaux et les mulets, est coupé du reste de la colonne. Le désarroi se répand partout. Les Brigiani, enivrés du succès de leur stratagème, commencent à piller.

Hannibal ne perdit pas son sang-froid. Il jugea qu'avant tout et à tout prix il lui fallait dégager son centre écrasé par les assaillans. Il se porta vivement par un ravin latéral sur un petit plateau calcaire que sa blancheur lui avait fait remarquer de loin. De là il put diriger contre l'ennemi, cette fois encore trop peu défiant, un jet de traits si nourri, si efficace, que les pillards durent abandonner la place et s'enfuir en toute hâte. Ce dernier détail donne à penser que les Gaulois, outre leurs épées mal trempées, étaient pauvres en armes de jet. Le centre une fois délivré des agresseurs, l'ordre de marche se rétablit et la longue colonne put défiler, toujours sous la protection de la Roche blanche, où Hannibal passa la nuit et qu'il ne quitta que lorsque l'arrière-garde fut enfin sortie de cette gorge fatale. Les pertes étaient grandes. Beaucoup d'hommes et

(1) Φαραγγά τινα δύςβατον καὶ κρημνώδη, Polybe, III, 52, une gorge d'accès difficile et aux flancs abrupts. Polybe ici est plus exact que Tite Live (XXI, 34), qui s'imagine qu'il s'agit d'un sentier à flanc de coteau, dominé seulement d'un côté par la montagne. Le φάραγξ est la fente, le pertuis étranglé entre deux murs de rochers à pic.

surtout de bêtes de somme avaient succombé sous les coups de l'ennemi ou bien avaient roulé dans le torrent. Pendant quelques jours encore il fallut être constamment sur le qui-vive, parce qu'à la moindre occasion favorable, des bandes de maraudeurs cachés dans les replis de la montagne se jetaient sur les traînards ou sur les détachemens isolés. Mais le grand péril était conjuré. Strabon parle du singulier emploi des porcs que les barbares auraient lancés sur le passage de la colonne. Il prétend qu'ils étaient aussi redoutables que des loups dressés au combat. On veut que l'éléphant ait peur du pourceau, que son grognement le terrifie. Mais les Gaulois pouvaient-ils savoir cela, et peut-on dresser cet animal dans un tel dessein? Sur la foi de quelque mauvais texte, Strabon n'aurat-il pas cru qu'il s'agissait de pourceaux (ὕες), tandis qu'il n'était en réalité question que de chiens (κύνες), comme au combat de la Pioly? Les chiens du Mont Saint-Bernard sont peut-être les derniers représentans de cette forte race de chiens alpestres qui paraît avoir servi de moyen d'attaque aux montagnards d'autrefois.

Une dernière épreuve attendait les Carthaginois.

Depuis qu'on avait quitté les bords de l'Isère, on avait toujours monté. On était arrivé à une altitude d'environ 1,800 mètres. Les soldats d'Hannibal commençaient à souffrir de l'air plus rare, du froid plus intense, du manque de vivres, de privations de tout genre. Ils en étaient à se demander s'ils verraient jamais la fin des Alpes. Pourtant leurs guides pouvaient leur dire qu'ils étaient presqu'au bout de leurs peines. C'est près de la station appelée Druentium, passablement au-dessus de Briançon dans les Alpes Cottiennes, là où les anciens voyaient les sources de la Durance, qu'il convient de placer le discours qu'Hannibal tint à ses compagnons pour leur donner un encouragement suprême : « Les Alpes, leur dit-il, sont l'acropole, le rempart de l'Italie; vous êtes à la veille de les avoir franchies; voici devant vous les plaines du Pô, voici dans cette direction Rome, que nous emporterons au prix d'une ou deux batailles. A vos pieds sont les Gaulois cisalpins, qui brûlent de se joindre à vous pour venger leurs outrages. » Telle est du moins la substance du discours qu'Hannibal tint à ses soldats pendant les deux jours pleins qu'il leur fit passer au pied du Mont-Genèvre pour qu'ils reprissent quelque vigueur avant de tenter le suprême effort de la descente. Ce temps d'arrêt permit du reste à bien des traînards et à bien des bêtes de somme de rejoindre le gros de la colonne. Des chevaux, des mulets tombés dans les torrens pendant les derniers combats, s'ils n'avaient pas été trop éclopés ou capturés par les montagnards, avaient suivi d'instinct les traces de l'armée et l'avaient rattrapée encore chargés de leur fardeau.

Du Mont-Genèvre à Turin l'armée d'invasion n'avait plus guère qu'à descendre une rampe d'une centaine de kilomètres dont Césanne, Fénestrelle, Pérouse, Pignerol, ou du moins les lieux que nous nommons de la sorte aujourd'hui, formaient les principales étapes. C'était une marche de quatre jours, mais la descente est rude. Souvent il faut remonter pour redescendre et remonter encore. Les sentiers sont étroits, raides, glissans. La neige les recouvre souvent sur une longue étendue. Le précipice béant menace de mort certaine le voyageur qui fait le moindre faux pas. Le guide Magil, qui était venu trouver Hannibal au lendemain du passage du Rhône, dut le faire passer par le col de Sestrière dans la vallée du Chisone habitée par ses compatriotes. C'était encore 700 mètres à remonter, mais pour redescendre ensuite sans interruption. Ce dernier obstacle fut enfin franchi, mais alors survint un incident inattendu qui faillit tout compromettre et qui a donné lieu à une étrange légende.

Le chemin ou plutôt le sentier courait à flanc de coteau le long des rocs abrupts. Tout à coup la tête de colonne dut faire halte. Il n'y avait plus moyen d'avancer. Les historiens et leurs commentateurs ont beaucoup varié sur la nature précise du phénomène qui suscita ce sérieux embarras à l'armée d'Hannibal. On a parlé d'avalanches, de torrent imprévu, de rochers écroulés qui encombraient la voie. Pourtant Polybe et Tive Live sont d'accord pour définir clairement ce qui était arrivé. Michelet l'a très bien compris. « C'était, dit-il, un éboulement de terre qui avait formé un précipice. » C'est ce que Polybe appelle un ἀποῤῥώξ, une déchirure; Tite Live un *lapsus terræ*. Une désagrégation partielle du flanc de la montagne avait déterminé un glissement de roches, qui s'étaient d'abord affaissées et qui avaient entraîné sous leur masse les roches sous-jacentes, de sorte qu'un large hiatus coupait le chemin, ne laissant d'un tronçon à l'autre que le vide entre deux murs à pic. D'après les deux historiens, ce hiatus n'était pas moindre de 300 mètres.

La première idée d'Hannibal fut de contourner l'obstacle en se frayant un chemin par le haut. Le hiatus se rétrécissait à mesure qu'on s'élevait. On pouvait espérer de le tourner au-dessus du sommet du triangle. Mais une nouvelle difficulté se présenta. La pente était couverte de neige. Sur celle de l'année précédente et qui était durcie, une couche récente s'était étendue; elle fondait sous les pieds des soldats, qui rencontraient alors la surface humide et glissante de la neige antérieure. C'est en vain qu'on s'aidait des mains comme des pieds. On glissait toujours plus rapidement et un certain nombre de soldats, ne trouvant rien pour se retenir, furent entraînés du côté du précipice et y tombèrent pour ne plus repa-

raître. Les bêtes de somme, plus lourdes, brisaient la surface de la couche congelée, leur quatre pieds s'encastraient; elles restaient immobiles, figées sur place.

Le général carthaginois vit clairement qu'il fallait renoncer à ce moyen de sortir d'embarras. Il se décida pour la confection d'un nouveau chemin sur les flancs mêmes du précipice creusé par l'éboulement. Il s'agissait de le tailler dans le roc vif. Hannibal comptait parmi ses Africains ou Numides de vigoureux et habiles pionniers. C'est à eux qu'il confia ce rude travail, et ici se place la légende. D'après Tite Live, dont bien d'autres se sont faits l'écho, c'est en employant le feu et le vinaigre que les sapeurs d'Hannibal auraient fendu le roc et taillé un chemin suffisant pour faire passer hommes, chevaux et éléphans (1). Ils auraient d'abord échauffé la pierre en dirigeant sur elle la flamme d'un immense bûcher; puis, quand la pierre eut été ardente, ils l'auraient désagrégée, pulvérisée en y versant du vinaigre.

Servius, Juvénal, Ammien Marcellin, Appien reproduisent ou confirment la version de Tite Live. On peut citer de curieux passages empruntés aux auteurs anciens qui ont traité de l'art militaire et qui tendraient à prouver que des jets de vinaigre comptaient parmi les moyens employés pour démolir les fortifications murales. Pline ne paraît pas mettre un moment en doute cette propriété du vinaigre. Il est vrai que ce bon Pline doute de très peu de chose. Que l'on ait cherché à rendre la pierre plus friable en la chauffant, c'est ce qu'on peut très bien admettre; cette méthode paraît même avoir été souvent employée dans l'antiquité. Mais ce qui est certain, c'est que le vinaigre ne dissout point la pierre, chauffée ou non, et que le fait attesté par Tite Live est matériellement impossible. Les anciens attribuaient au vinaigre, aux acides en général, et même à l'urine décomposée, des effets prestigieux purement imaginaires. Aussi les savans modernes, Gibbon, Letronne, Deluc, etc., ont-ils relégué dans le domaine de la fable cette partie du récit de Tite Live. D'autres, comme Dacier, ont fait à ce sujet du rationalisme vulgaire. Ils ont supposé qu'Hannibal, pour encourager ses sapeurs, leur avait fait distribuer de fortes rations de *posca*, espèce de piquette qui fut dans l'antiquité la boisson militaire par excellence. Non-seulement il n'est rien dit de pareilles distributions, mais de plus on peut se demander ce qu'elles auraient eu d'exceptionnel au point qu'on les énumérât parmi les hauts faits d'Hannibal. Le commandant Hennebert ouvre une ère nouvelle aux

(1) « Struem ingentem lignorum faciunt, eamque, quum et vis venti apta faciendo igni coorta esset, succendunt ardentiaque saxa *infuso aceto* putrefaciunt. »

commentateurs. Il pense que l'*oxos* ou l'*acetum*, dont il est question dans le passage de Tite-Live et dans les textes empruntés aux écrivains stratégistes, désignait, non du vin aigre, mais une substance détonante, explosible, une espèce de dynamite, peut-être même un corps analogue à la nitro-glycérine.

Nous croyons qu'ici la tendance de notre savant guide à rapprocher les procédés militaires de l'antiquité de ceux qui sont usités aujourd'hui l'a entraîné beaucoup trop loin. Ce n'est pas que nous tenions pour inadmissible en soi l'hypothèse de certains secrets de chimie purement empirique dont les Carthaginois, héritiers des vieux Phéniciens, auraient été les possesseurs. Le goût du mystère qui caractérise leur civilisation expliquerait suffisamment comment ces secrets se sont perdus. Mais une réflexion doit couper court à ces conjectures. Il est évident qu'un peuple qui aurait seul disposé d'une arme aussi redoutable qu'une substance explosible en eût fait à la guerre l'emploi le plus fréquent et lui aurait dû d'immenses avantages. Or pas une fois dans tout le cours des guerres puniques, — et l'on sait par combien de sièges de tout genre elles furent marquées, — pas une seule fois nous ne découvrons un recours quelconque à cet énergique moyen de destruction. La remarque a même été faite que ce n'est pas comme preneur de villes qu'Hannibal a conquis le plus de lauriers. Comment imaginer qu'il eût négligé, quand il fallait démolir des remparts de pierre, un procédé qui lui avait permis de venir à bout du granit des Alpes? Et puis, pourquoi appeler vinaigre, liquide parfaitement connu, quelque chose qui en différait du tout au tout?

Sur ce point, M. Maissiat, dont nous avons parlé ci-dessus, d'accord avec M. Sainte-Claire Deville, nous paraît avoir donné l'explication la plus rationnelle. En fait Polybe, Silius Italicus, Diodore de Sicile, Cornelius Nepos, Isidore de Séville ne parlent que d'une ouverture de route, pénible, exigeant beaucoup d'efforts, mais exécutée par les moyens ordinaires à l'aide du fer. Pourquoi le premier surtout, si rapproché des événemens qu'il raconte, aurait-il passé sous silence l'emploi du vinaigre ou de tout autre expédient frappant l'imagination? Il s'agissait donc simplement d'un travail qui étonna à bon droit les contemporains, qui fit le plus grand honneur aux sapeurs de Carthage et au chef intrépide qui avait su leur communiquer son ardeur, d'un travail qu'on aurait pu croire impossible, mais qui n'en fut pas moins exécuté avec une rapidité tenant du prodige. Le chemin fut taillé dans le roc vif, là où nul ne semblait pouvoir jamais poser le pied. Quand il fut percé de manière à laisser passage aux hommes et aux chevaux, il était encore trop étroit pour les éléphans; on l'élargit. Ce travail effrayant fut

terminé par les Numides en trois jours. Qu'il ait contribué à jeter un jour quelque peu magique sur une expédition dont on était tenté de rapporter la réussite à des interventions surnaturelles, ce n'est pas ce qui peut surprendre. Mais pourquoi s'est-on figuré qu'Hannibal ait employé le vinaigre comme s'il en eût roulé avec lui des tonneaux jusqu'au haut des Alpes? Tout simplement parce que le pic se disait en latin vulgaire *acutum*, peut-être même *acetum* (1), et qu'une fois lancées dans le merveilleux, les imaginations ne manquèrent pas de préférer l'interprétation la plus bizarre à la plus naturelle. Il est plus que probable que Tite Live n'a pas lui-même inventé la légende et qu'il l'a trouvée toute faite.

Enfin l'armée put passer et descendre sans difficulté la vallée du Chisone. Il était temps : les hommes, les animaux, les éléphans surtout n'en pouvaient plus. Gelés de froid, mourant de faim, se traînant à grand'peine, les hommes ressemblaient à des cadavres ambulans. Les rangs avaient en quelque sorte fondu en route. De quarante-six mille combattans que cette armée comptait encore au lendemain du passage du Rhône, elle n'offrait plus qu'un effectif de vingt-six mille hommes, dont six mille cavaliers. L'ennemi, le froid, les maladies, les accidens, les désertions l'avaient donc diminuée presque de moitié. Mais les survivans étaient désormais trempés à toute épreuve. Quelques jours de repos allaient suffire pour les remettre sur pied, et dans ces cadres aguerris Hannibal devait enrégimenter les Gaulois cisalpins, dont il connaissait les dispositions belliqueuses. Publius Scipion était encore loin. Ne pouvant deviner par quel passage inconnu son adversaire voulait franchir les montagnes, il avait craint de trop s'avancer dans la Cisalpine, et les éclaireurs d'Hannibal ne signalaient pas encore la présence des Romains sur les rives du Pô. Si donc le succès était coûteux, on peut dire qu'il était complet.

Il y avait cinq mois qu'Hannibal avait quitté Carthagène. La conquête de la Catalogne lui avait pris deux mois. Il avait mis un mois à se rendre du pied des Pyrénées à l'entrée des Alpes, quinze jours à les traverser. Mais il était enfin dans cette Italie où depuis si longtemps il rêvait de se voir à la tête d'une armée, et jamais sa confiance dans l'avenir n'avait été plus grande.

Nous savons que cette confiance n'était justifiée qu'en partie. Hannibal fondait de grandes espérances sur la probabilité d'une ligue des cités italiennes subjuguées contre l'ambitieuse ville qui leur avait imposé sa suprématie. Les Gaulois seuls ou à peu près

(1) Sans que ce rapprochement ait grande importance, il faut observer que dans notre langue aussi les mots *pic*, *piquant*, *piquette* sont de même famille.

seuls lui fournirent des renforts sérieux. L'hégémonie romaine était déjà trop bien établie et le Carthaginois trop suspect pour que la vieille Étrurie et le vieux Latium, l'Ombrie et le Samnium fissent cause commune avec lui. Voilà ce qui à la longue devait lui être le plus funeste. Hannibal, en définitive, est un vaincu. Mais il faut ajouter à l'honneur de l'esprit humain que la défaite finale ne ternit pas la gloire lorsqu'elle est précédée par l'héroïsme, et constamment ennoblie par la persévérance de l'effort. Pour un homme de guerre comme pour une nation, ce qu'il y a de plus terrible, c'est de succomber sans avoir combattu. Si la vraie grandeur ne devait se mesurer qu'à l'aune du succès final, il faudrait exiler du panthéon de l'histoire ceux qui sont les plus dignes d'y figurer. Il est bon que cela soit impossible. De quoi sommes-nous certains, nous tous qui, dans notre éphémère passage, prenons si souvent pour un succès définitif ce qui n'est que le prélude de la défaite, nous qui croyons si souvent avoir partie gagnée dans l'ignorance où nous sommes des cartes inattendues qui vont s'abattre sur le tapis du destin? Nous ne sommes assurés que de la grandeur de l'effort et du déploiement de vigueur qu'il suppose.

Il y aura donc toujours, quelle que soit l'issue finale, une respectueuse admiration pour les hommes qui ont fait preuve d'efforts gigantesques en vue d'une fin élevée. Au point de vue antique, et par bien des côtés ce point de vue antique est encore moderne, l'entreprise d'Hannibal est une des plus belles que l'on connaisse. Il voyait clairement que si Carthage n'écrasait pas Rome, c'était Rome qui anéantirait Carthage. Il se dévoua donc de toutes les forces de son cœur et de son génie à prévenir la ruine certaine de sa patrie. Pour cela il déploya des efforts qui purent passer pour surhumains. Et dans cette lutte désespérée, engagée, on peut le dire, par un homme seul contre la plus puissante des cités et contre la nature même, son expédition d'Espagne en Italie à travers la Gaule et les Alpes, par les difficultés vaincues, les merveilleuses ressources d'esprit qu'elle mit en évidence, la hardiesse et l'étrangeté du dessein, l'énergie et l'intrépidité du commandement, reste l'un des événemens les plus dramatiques de l'histoire et l'un des plus étonnans exploits de l'illustre vaincu de Carthage.

Albert Réville.

L'EXPÉDITION AU RIO-NEGRO

SOUVENIRS DE LA FRONTIÈRE ARGENTINE.

L'appétit, dit-on, vient en mangeant. Les beaux succès obtenus dans la guerre indienne avaient mis la République Argentine en goût de les pousser à fond. Il était donc vrai : ces nuées de cavaliers sauvages, fléau séculaire et humiliant des *estancias*, voilà à quelle extrémité les avaient réduites un ensemble de mesures bien conçues, vigoureusement exécutées (1). Mises hors d'état de nuire, les tribus se trouvaient hors d'état de vivre. Les dernières expéditions légères lancées par le docteur Alsina mourant avaient à cet égard convaincu les plus incrédules. L'opinion publique, longtemps hésitante en présence des innovations du hardi ministre, passa, comme c'est son habitude, à une confiance absolue en son système, et se préparait à se montrer particulièrement exigeante envers son successeur. Elle a eu lieu d'être satisfaite.

I.

Le nouveau ministre de la guerre, don Julio A. Roca, était le plus jeune colonel de l'armée argentine lorsqu'il en devint, vers la fin de 1874, le plus jeune général à la suite d'un brillant combat contre la dernière armée rebelle. Il avait vécu depuis lors à la frontière dans une retraite studieuse, observant le tour nouveau pris par la guerre indienne, élucidant les problèmes fort obscurs que présen-

(1) Voyez la *Revue* du 1er mars 1879.

tait la géographie de la *pampa* au sud des provinces de San Luis et de Mendoza. Il se montrait préoccupé de justifier après coup les faveurs que lui avait prodiguées la fortune, et mûrissait un plan dont il se sentait appelé un jour ou l'autre à diriger l'exécution. Quand il succéda au docteur Alsina, il ne reçut donc pas à l'improviste ce lourd héritage, et son siège, comme on dit, était fait. Très peu de jours après avoir pris possession du portefeuille de la guerre, il soumettait aux chambres un projet de loi qui ne visait à rien moins qu'à réaliser l'aspiration traditionnelle de tous les gouvernemens de la Plata, depuis les vice-rois espagnols, à faire mieux que de résoudre, à supprimer la question indienne, en un mot à occuper sur-le-champ les bords du Rio-Negro.

On avait beau, depuis quelque temps, en être venu à ne s'étonner de rien de ce qui se passait d'extraordinaire et d'heureux à la frontière, un projet aussi radical présenté sans préparation ne laissa pas de faire faire aux gens un haut-le-corps de surprise et d'inquiétude. L'exposé des motifs, très sobre sur les détails militaires, évaluait la surface du territoire à conquérir entre les Andes, le Rio-Negro et la mer, à 15,000 lieues carrées (1). Elles étaient habitées par des tribus nomades, fort découragées et endommagées depuis les derniers événemens, mais présentant encore un effectif respectable, douze ou quinze mille âmes, dispersées un peu partout sur cette immense surface. Il était clair que, dans cette battue décisive, il fallait prendre ou rejeter de l'autre côté du Rio-Negro jusqu'au dernier de ces malheureux, car un seul groupe de fugitifs resté en dedans des nouvelles lignes suffisait pour compromettre la sécurité de la zone tout entière, et même, une fois les cantonnemens des troupes transportés à 2 ou 3 degrés au sud, celle des établissemens aujourd'hui couverts par elles. Avait-on assez de soldats, connaissait-on assez à fond la *pampa* pour répondre que personne n'échapperait au coup de filet préparé?

Ce n'est pas tout : en supposant un si vaste espace rigoureusement purgé d'Indiens, ne serait-il pas bientôt parcouru par des bandes de maraudeurs de race blanche, ou plutôt mêlée, déserteurs de l'armée de ligne, *gauchos* en rupture de civilisation, réfractaires de toute sorte que le désert attire et accueille, qui ont pour lui, à l'égal des Indiens eux-mêmes, des affinités si décidées qu'on dirait qu'il les engendre spontanément, comme les jungles produisent le tigre et les environs des *ranchos* abandonnés la ciguë? La surveillance de ces hôtes incommodes, s'ils s'implantaient dans les nouveaux territoires dont on devenait responsable en en prenant officiellement possession et en y attirant, sous la garantie de l'état, les capi-

(1) Il est question ici de lieues espagnoles de cinq kilomètres environ.

taux et les habitans, ne serait-elle pas une charge plus lourde que la soumission des Indiens? Ces pauvres Indiens étaient si bien matés depuis quelque temps, si peu embarrassans désormais, que vraiment ils avaient presque mérité qu'on leur laissât le répit nécessaire pour mourir de leur belle mort. Pendant ce temps, la prospérité croissante de la république l'aurait mise à même de mener rondement le peuplement de ces 15,000 lieues, dont la possession théorique, en l'absence de bras pour les faire valoir, ne pouvait donner que des soucis. La réponse à ces deux objections, au premier abord spécieuses, se trouvait dans la topographie, alors très mal connue, du terrain à conquérir.

L'opinion publique, généralement faite par la majorité, c'est-à-dire par des ignorans, était passée à cet égard d'un extrême à l'autre. Au début des expéditions, au temps du docteur Alsina, une série d'incursions antérieures, toutes malheureuses, avaient fait admettre comme article de foi que la *pampa* était inhabitable et que les Indiens seuls pouvaient y vivre. C'est en vain que ceux qui en revenaient opposaient à une conviction aussi enracinée le témoignage, pourtant respectable, de leurs propres yeux; on les traitait de visionnaires. Quand ces visionnaires se comptèrent par centaines, il fallut bien en passer par ce qu'ils disaient. Or ce qu'ils avaient particulièrement vu, c'étaient des campemens placés dans les parties les plus fertiles du désert, dans des campagnes dont la perte avait suffi pour amener à bref délai la ruine irrémédiable des Indiens. On s'habitua sans transition à considérer la *pampa* sous les plus riantes couleurs. L'une et l'autre de ces appréciations sont également inexactes. S'il est peu de points où les prairies vierges ne puissent être assainies, fertilisées, domptées par le travail de l'homme, il en est peu en revanche où elles lui offrent d'elles-mêmes de quoi satisfaire aux besoins d'une tribu pastorale. En dehors de ces points favorisés, la tribu meurt de soif et de faim. Il suffisait de les bien garder pour dominer les contrées environnantes. C'était là toute la découverte du général Roca, mais elle avait sa valeur. Grâce à cette circonstance, la conquête et la surveillance d'un pays presque aussi grand que la France se réduisait au choix judicieux de quelques points stratégiques.

Il est permis de croire que, lorsque le ministre expliqua son plan devant la commission du congrès qui avait désiré connaître les dispositions adoptées par le gouvernement, celle-ci se trouva fort empêchée. Toute l'économie du système reposait sur la configuration de pays inexplorés, et suivant le plus ou moins de justesse des déductions du général dans la patiente enquête à laquelle il s'était livré, on se lançait dans une grande entreprise ou dans une grande aventure. On s'y lança, mais non sans hésitation. Au con-

grès, cette hésitation se manifesta par l'addition à la loi de cette clause singulière, qu'il était bien entendu que l'occupation du Rio-Negro ne s'effectuerait qu'après avoir chassé les Indiens de la zone intermédiaire. Traduite littéralement en langue militaire, une telle clause n'eût été que la constatation de cette vérité, vraiment trop évidente, qu'il ne fallait pas placer les troupes en l'air, avec leur avant-garde faisant face à la Patagonie, c'est-à-dire au vide, avec l'ennemi campé sur leur arrière-garde et maître de leur ligne de communications; mais en langue parlementaire, elle indiquait que la chambre éprouvait des doutes sur le prompt succès des opérations préliminaires, dont l'occupation du Rio-Negro devait être le couronnement, et qu'elle se réservait de rester juge de l'opportunité du changement de frontière. Avec ou sans réticences, c'était pour le général Roca l'autorisation d'aller de l'avant, et il ne demandait pas autre chose. Dans le public, ce sentiment de défiance se manifesta d'une manière plus significative et plus gênante. Les terres encore occupées par les sauvages et mises en vente pour subvenir aux frais de la compagnie destinée à les déloger trouvèrent fort peu d'acheteurs. Les conditions de la souscriptions étaient pourtant des plus libérales, 2,000 francs la lieue, soit 80 francs le kilomètre carré, payables par à-comptes. On vit rarement pour de petits rentiers occasion aussi propice de devenir grands propriétaires à peu de frais. Eh bien, les petits rentiers aussi bien que les capitalistes se tinrent sur la défensive. Ils trouvaient que le gouvernement vendait la peau de l'ours avant de l'avoir abattu.

Les préparatifs de l'expédition allaient pourtant leur train. La première chose à faire était de déterminer, non plus au jugé, mais par des mesures précises, la configuration de cette *pampa*, objet de tant de discussions où tout le monde restait vainqueur, car personne ne pouvait prouver son dire. Cette obligation se conciliait à merveille avec la nécessité non moins sentie de ne pas laisser souffler les Indiens, dont on connaissait l'effroyable dénûment, d'achever de les épuiser par une poursuite incessante, d'en avoir ainsi raison jusqu'au dernier, ce qui formait la première partie du programme. Depuis les Andes jusqu'à la mer, les colonnes s'ébranlèrent, chacune pourvue de son ingénieur, chacune courant sur la tribu qu'elle avait en face d'elle. Une fois cette tribu culbutée, on s'installait dans sa *tolderia*, et on faisait rayonner de là des détachemens bien montés qui, se subdivisant eux-mêmes, battaient l'estrade en tous sens jusqu'à venir donner la main aux détachemens des colonnes de droite et de gauche. Après quatre ou cinq années de ce régime, quand les troupes rentrèrent pour délasser leurs chevaux, il ne restait plus guère d'Indiens, ceux qui restaient étaient affolés de terreur, nous connaissions le désert sur le

bout du doigt, et la souscription pour l'achat des terres publiques présenta plus d'animation. Nous n'étions pourtant qu'au début; mais un pareil début laissait peu de place au doute sur le résultat final. On le verra par le récit de deux de ces expéditions, celles auxquelles j'ai pris part, et qui m'ont fait à la lettre passer à cheval les mois d'octobre, novembre et décembre 1878.

II.

Elles avaient toutes deux pour but de reconnaître, et de débarrasser de sauvages, les chemins qui conduisent à l'île de Choele-Choel, sur le Rio-Negro, objectif du corps d'occupation principal, centre et place d'armes de la ligne future. La première, sous les ordres du commandant Vintter, chef de la frontière de Bahia-Blanca, devait gagner le plus directement possible le Rio-Colorado et le remonter jusqu'au pic de Choyqué-Mahuida, à la hauteur de Choele-Choel. Le Rio-Colorado court presque parallèlement au Rio-Negro à distance d'une trentaine de lieues; mais en ce point, c'est-à-dire à 80 lieues environ de la mer, les deux fleuves décrivent des courbes en sens contraire, et la distance qui les sépare n'est plus que de 15 lieues. Le terrain intermédiaire est sans eau, et il faut avec des troupeaux le franchir en un jour. Aussi les Indiens ont-ils noté les avantages de cet étranglement, et plusieurs de leurs routes y viennent-elles converger. Nous devions reconnaître l'amorce du chemin de Choele-Choel et étudier les ressources que la contrée offrait pour la *caballada* d'un corps d'armée. Nous avions chance de nous trouver face à face durant cette incursion avec les restes de la tribu éclopée de Catriel, qui depuis un an errait à l'aventure, *quærens quid devoret*, et l'idée de lui porter le coup de grâce souriait au commandant Vintter : elle lui avait donné beaucoup de tracas, qu'il lui avait rendus avec usure.

Dès notre première journée de marche, nous avions eu déjà sous les yeux des échantillons de tous les terrains que nous devions rencontrer, et en vérité, pratiquée de cette façon équestre, dans des campagnes que la main de l'homme n'a ni fécondées ni déformées, la géologie est une science saisissante. On surprend sur le sol, encore toutes fraîches, comme on suit l'empreinte des doigts du sculpteur sur une maquette d'argile, les traces des forces qui en ont modelé la surface. On reconstruit le drame lent et majestueux de la formation de ces plateaux et de ces plaines émergeant par degrés de la mer; que dis-je, on le reconstruit? on y assiste.

Autour de petites chaînes, parfois de pics erratiques, de granit et de grès rouge, îlots d'un antique océan, s'étalent d'un jet de puis-

santes assises calcaires. Ces massifs rayonnent, comme les cercles concentriques que forme une pierre jetée dans un lac, autour des noyaux de roches primitives qui leur servent de point de départ et recouvrent 400 lieues carrées. L'action des eaux les a sillonnées de dépressions profondes, et les falaises qui bordent ces vallées offrent à la vue les formes, les remous, les courbes à la fois symétriques et capricieuses des courans qui en ont limé les parois escarpées. Du côté oriental, les pentes latérales aboutissent sans ressaut à la mer, et les vallées sont arrosées par de petites rivières claires et babillardes, bordées de bouquets d'un saule particulier, le saule rouge, comme on l'appelle dans le pays, qui paraît originaire de ces contrées, et contemporain des cours d'eau qu'il ombrage. Du côté de la terre, les vallons ne présentent plus que la fosse encore béante de rivières défuntes. Ces cours d'eau, barrés un beau jour par la rencontre d'un cercle d'exhaussement parti d'un autre centre que celui dont ils émanaient, se sont d'abord extravasés et ont fini par disparaître en encombrant leur lit d'amas de matières d'alluvion. Les patiens ouvriers qui ont édifié de leurs dépouilles accumulées ce morceau de continent, on peut les voir encore à l'œuvre sur plusieurs points de la côte patagonienne : ce sont les mollusques. Lorsqu'on veut étudier les abords de la rade de Bahia-Blanca, si l'on se laisse emporter par l'ardeur du travail, ou par son inexpérience, dans la zone périodiquement humectée par les marées, on se trouve soudain pris jusqu'à la ceinture dans une fondrière, et l'on voit aussitôt un nombre étonnant de crabes, effrayés de l'ébranlement produit dans ces couches gluantes par votre mésaventure, courir avec une gauche agilité sur cette surface unie, brillante et perfide. C'est ce qu'on appelle d'une façon expressive un *cangrejal*, une *crabière*, mot qui ne se prononce jamais sans un mélange de respect et de dépit. Le *cangrejal* ne constitue pas seulement un danger pour les imprudens qui seraient tentés d'aller rêver au bord de la mer, — les rêveurs sont si peu nombreux sous ces latitudes ! — il représente surtout, pour le chargement et le déchargement des marchandises, des difficultés et des frais décourageans. Sans lui, Bahia-Blanca, où l'art ne s'est pas encore décidé à corriger la nature, serait un des beaux ports du monde, il en est le plus incommode.

Cette inconsistance savonneuse du rivage, où l'on a déjà reconnu les fâcheuses propriétés de l'argile, montre que la tâche des mollusques s'est compliquée depuis le temps où ils exerçaient leur industrie au pied de la sierra de Curumalan ou du *cerro* de Cortapié. Là-bas, leurs innombrables carapaces, déposées sur des grèves rocheuses, y formaient des bancs de carbonate de chaux à peu près pur. A mesure qu'on s'éloigne du terrain primitif, la proportion de

sels terreux augmente. Les débris du granit, roulés, réduits en bouillie par les courans, s'incorporent aux sédimens calcaires et donnent une série de marnes de plus en plus pauvres en chaux. Il n'est pas besoin d'en aller prendre des échantillons pour s'en assurer, il n'y a qu'à observer le dessin moins ferme, les contours plus mous des collines : on sent qu'on a affaire à une matière que les agens atmosphériques attaquent et arrondissent aisément; mais continuons à nous avancer vers la mer. Voici à l'horizon, presque indistinctes et cependant frappantes d'allure, d'autres collines d'un caractère tout différent. Ce n'est pas un calcaire, si chargé d'alumine qu'on le suppose, ce n'est pas même une terre végétale qui pourrait présenter ces courbes ondoyantes comparables seulement aux profils des nuages ou aux croupes des flots. C'est en effet le vent qui est ici le sculpteur, et c'est une matière presque fluide, le sable, qu'il tourmente, déplace et modèle en forme de vagues subitement figées. Souvent l'analogie est complète, ces dunes moutonnent comme l'océan. C'est le dernier résidu du broyage des cailloux granitiques, la fine poussière de silice, qui en a fourni les matériaux. La marée la dépose à la surface des fondrières où s'élabore la marne; le soleil en sèche une mince couche, qui, soulevée par la brise, va former ces collines orientées suivant la direction des vents dominans. Dans cette rade de Bahia-Blanca, deux filets d'eau, le Sauce-Chico et le Naposta, continuent sur une petite échelle la série des phénomènes inaugurés par les fleuves qu'ils ont remplacés, et on peut saisir sur le fait les procédés de la nature. C'est une terre nouvelle qui sort des ondes comme la Vénus antique, avec laquelle elle n'a du reste que ce seul point de comparaison. Rien n'est moins beau que cet embryon de plage bordée de dunes pelées, ce *cangrejal*, vrai domaine de crabes, car il n'admet d'autres hôtes ni d'autres passans qu'eux, et les mouettes elles-mêmes ne s'y posent pas sans précautions.

On comprend combien une pareille configuration du sol a d'influence sur la répartition des eaux superficielles, et l'eau est l'élément essentiel dans une campagne au désert. Aussi les instructions relatives aux opérations militaires ont-elles été écrites, peut-on dire, sous la dictée de la géologie. Dans la région calcaire, l'eau est le fruit défendu. Nous abandonnions dès la première étape les bassins des rivières, car la direction générale de notre marche nous faisait tourner le dos à la mer; quant aux fleuves desséchés, ils étaient fort loin à l'ouest. Sur les plateaux, on aurait dû, pour avoir de l'eau, pousser à des 20 mètres de profondeur, à travers des roches compactes, des puits dont le débit, nous le savions d'avance, serait peu abondant; il n'y fallait pas songer. Dans les dunes, c'est autre chose : le liquide imprègne ces masses perméables et y reste

en dépôt à une faible profondeur, préservé de l'évaporation par le sable qui le recouvre. Il n'est pas difficile de s'y procurer une eau fraîche et limpide; mais où l'on trouve le plus de lacs et de sources, c'est le long de la bande de terre, d'ordinaire tracée très nettement, qui court entre le calcaire et les dunes.

On jugea prudent, en risquant un crochet de quelques lieues, d'aller toucher barre en un des points de cette ligne; on se dirigea vers Salinas-Chicas, et on y passa la seconde journée du voyage. L'endroit méritait cette halte; c'est un des coins bénis de ces solitudes. Tous les élémens de fertilité et de pittoresque s'y rencontrent. Comme c'est la partie la plus déclive d'un vaste bassin, c'est pour entretenir la fraîcheur de ce vallon qu'il pleut dans toute la contrée. Dans ce sol léger, poreux, disposé à souhait pour emprisonner l'air, l'eau et la chaleur du soleil, les plantes peuvent se gorger à l'aise de sucs nourriciers. Elles émigrent de fort loin pour profiter de cette aubaine; nous découvrîmes un champ de luzerne, il n'y en a pas à dix lieues à la ronde. Quelque graine y sera venue un jour dans les entrailles d'un cheval volé, elle a peuplé toute une prairie. Pourtant ce n'est que du sable, dira-t-on. C'est déjà beaucoup que du sable et de l'eau; mais lorsque cette eau apporte d'un côté, du côté des plateaux, de l'humus et des sels calcaires, de l'autre, du côté des dunes, les phosphates toujours abondans dans les sables d'origine marine, les résultats deviennent merveilleux. Quant au fer, je ne sais pas d'où il sort, mais il y en a à profusion : le sable se groupe en aigrettes aux deux pôles d'un aimant. On ordonnera un jour aux anémiques la viande des bœufs qui s'élèveront dans ces campagnes.

Deux grosses sources qui sortent en bouillonnant du flanc des dunes vont se perdre dans un lac salé qui occupe le centre du vallon. Ce lac, d'un joli ovale et d'un peu plus d'un kilomètre de longueur, est dominé au sud par des roches à pic et des bois, à l'est par des collines dont les silhouettes originales indiquent seules la composition sablonneuse, mais qui ont été envahies et fixées par la végétation. Il avait à cette époque de l'année la délicate teinte rose qui indique, pour parler le langage de nos paludiers de l'Ouest, que « la saline va saliner, » et dont les savans n'ont pas plus réussi à donner une explication satisfaisante que de la production, dans ces réservoirs naturels d'eaux pluviales, tantôt de nitrates, tantôt de chlorure de sodium. On explique bien la formation d'un continent, mais quand il s'agit d'un grain de sel, c'est une autre affaire. Le sel qui se recueille à Salinas-Chicas est très beau et facile à raffiner. Dans un pays dont l'industrie nationale est précisément la salaison des viandes, et qui fait venir son sel de Cadix, le riche dépôt formé là par la nature est encore inexploité. Les Indiens

venaient de temps à autre en chercher quelques poignées pour leur consommation. Il est vrai que le transport de Salinas-Chicas à Bahia-Blanca et de Bahia-Blanca au navire coûterait plus cher que celui de Cadix à Buenos-Ayres.

Deux jours après, nous arrivions au Rio-Colorado un peu avant l'aube : — on arrive toujours un peu avant l'aube dans les lieux où il y a la moindre chance de rencontrer des Indiens, et on marche toujours de nuit quand l'eau est rare, pour ne pas altérer inutilement les chevaux. Le chemin était meilleur que nous ne pensions. Un second crochet nous avait fait rencontrer à moitié route une ligne de dunes inespérée ; elle dessinait les contours d'un golfe qui jadis s'enfonçait profondément dans les terres. On remonta le Colorado durant une soixantaine de lieues, cherchant des sauvages et étudiant le fleuve. Il n'y avait jamais eu beaucoup de sauvages dans cette vallée, et il n'y en avait plus du tout. Quelques *tolderias* étaient abandonnées depuis plusieurs mois ; elles appartenaient à un cacique sagace qui avait eu à temps la prudente inspiration de gagner les Andes et de mettre toute la largeur du continent entre lui et nous : bien lui en prit. D'autres avaient été évacuées il y avait à peine quelques jours ; c'était Catriel, toujours inquiet, et dont la vie était un déménagement incessant, qui nous glissait encore une fois des mains. Quant au fleuve, il justifiait peu les espérances qu'on s'était plu à mettre en lui ; comme voie de navigation, c'est un cours d'eau détestable. En hiver, c'est un ruisseau, en été un torrent. Les abords offrent cette succession de terrains qui est si caractéristique dans toute la contrée : des dunes près de la mer, du carbonate de chaux ensuite, enfin des roches primitives au delà desquelles la même série se reproduit dans l'ordre inverse ; aussi les irrégularités du lit ne sont-elles pas moindres que celles du régime. A Choyqué-Mahuida, il s'est frayé un passage dans le granit et bouillonne à travers des rochers aigus ; plus bas, courant le long d'une muraille calcaire qu'il a entamée à grand'peine, il continue de lutter contre les racines de pierre de la montagne, jetées en travers de son cours, et n'a pu encore en avoir raison ; enfin quand la plaine s'élargit, quand il peut y tracer ses immenses méandres, il s'obstrue de bancs de sable déplacés à chaque crue. C'était au temps des Indiens, ce sera encore une route précieuse, mais une route terrestre. La vallée, formée d'alluvions, est des plus fertiles ; les pâturages y sont admirables. Il y a bien quelques points marécageux, mais ils sont exhaussés et raffermis à chaque inondation par le colmatage que leur font éprouver ces eaux limoneuses. On trouve à chaque pas d'anciens canaux de dégorgement devenus de simples rides sur la surface de la prairie. A droite et à gauche, à une grande distance, l'eau manque sur les plateaux qui du côté du sud remontent en

longues ondulations jusqu'à mi-chemin du Rio-Negro, et du côté du nord viennent tomber sur la vallée à plis droits, taillés en forme de tours, comme les bastions d'une forteresse cyclopéenne. Toutes ces conditions font du Rio-Colorado l'abreuvoir obligé des troupeaux sur une largeur de 7 ou 8 lieues, et paraissent assurer à ses rives une rapide prospérité agricole. Elles deviendront un centre actif d'échanges si la baie Union, excellente rade un peu au sud de la très mauvaise barre du fleuve, reçoit promptement les améliorations nécessaires pour devenir un vrai port.

Nous étions un peu penauds, et, pour avouer toute la vérité, passablement surpris, le commandant Vintter et moi, de ne pas avoir mis la main sur Catriel. Nous nous étions trouvés ensemble pendant trois ans dans toutes les circonstances où il y avait eu maille à partir avec la tribu, depuis le jour du soulèvement, où j'avais indiqué la route qu'elle suivait et où le commandant l'avait battue, jusqu'à Treyco, où nous l'avions chargée botte à botte. Nous avions si souvent répété en riant qu'elle ne mourrait que de notre main, que cela avait fini par nous paraître parole d'évangile. Catriel, en se dérobant à nos recherches, nous faisait tort de notre dû. La providence y mit bon ordre; vraiment il était écrit que c'était nous qui le prendrions. Le retour s'était opéré sans incident et nous n'étions plus qu'à 7 ou 8 lieues de la frontière, quand les éclaireurs donnèrent la chasse à deux Indiens poussant devant eux trois chevaux de bât. Les Indiens détalèrent; les chevaux conquis, assez maigres du reste et qui formaient un médiocre butin, étaient chargés de deux chevreuils et d'une douzaine de ces agoutis, fort communs sur les plateaux, et que l'on nomme des lièvres de Patagonie. Il était sans doute singulier de voir ces chasseurs s'aventurer aussi près de nos lignes; mais une pareille audace s'expliquait d'une façon plausible par la famine d'un côté, par notre absence de l'autre, évidemment connue des sauvages, car leurs espions avaient dû dès notre départ découvrir notre *rastrillada*, la foulée que nous laissions. On n'attacha pas grande importance à l'aventure. Qui se fût douté que c'était le déjeuner d'une tribu que nous venions de confisquer? On campa, car c'était l'heure de camper, non sans prendre les précautions d'usage, puisqu'il y avait Indiens sous roche, pour préserver les chevaux d'un coup de main. On doubla les gardes, on couronna de vedettes les hauteurs environnantes, et on déroba la colonne aux regards derrière les hautes berges d'une rivière profondément encaissée. Nous venions de rentrer dans la région des rivières; celle-ci s'appelait le Chassicó. Au bout de quelques heures, une vedette signala du monde dans un bas-fonds. Grand émoi comme on pense, et tout le monde à cheval sans prendre le temps de seller : ceci devenait tout à fait intéres-

sant. En arrivant en vue des ennemis, on s'aperçut qu'ils n'étaient que cinq ou six, fuyant à toute bride. On les courut, on les prit, et aussitôt circula dans les rangs cette nouvelle inattendue : Marcelino Catriel, le frère du cacique, est prisonnier. C'était lui en effet; il avait l'air calme, mais était très pâle, il ne doutait pas que sa dernière heure ne fût venue. Le commandant Vintter avait son plan. « Comment vas-tu? lui dit-il en lui tendant la main. Tu venais te rendre enfin? C'est une bonne idée. Ne regarde donc pas à droite et à gauche, personne ici ne te veut du mal. Et ton frère, où est-il? Pourquoi diable ne vient-il pas aussi? Il serait temps qu'il finît ses manéges, ou il nous forcera à le traiter plus sévèrement que nous ne voudrions. » — Marcelino n'en croyait pas ses oreilles; on rentra au camp, et il n'en crut pas ses yeux quand on lui rendit les lièvres et les chevaux enlevés le matin. Il expliqua alors ou plutôt fit expliquer par son interprète, — il entend l'espagnol, mais évite de le parler, — que, dès qu'il avait eu réuni ces provisions exiguës, il s'était empressé, la tribu vivant d'herbes depuis deux jours, de les lui envoyer; puis il avait dormi la sieste, ne se sachant pas si près de nous. — « Et la tribu, où est-elle? — En galopant demain tout le jour, répondit l'interprète, qui était une fine mouche, nous arriverions après-demain avant que le soleil soit au zénith. » Au moment même où il articulait cet officieux mensonge, nos avant-postes s'ébranlèrent : une ligne de cavaliers, la lance en arrêt, venait de se montrer dans les derniers rayons du couchant sur une colline prochaine.

Rien ne pouvait nous être plus agréable que l'apparition de ces cavaliers. Ce n'est pas que nous pussions avoir la moindre espérance de les prendre. Ils venaient montés sur leurs chevaux de guerre, c'est-à-dire de fuite : on n'atteint pas ces chevaux-là; mais l'aspect de ce groupe en disait long. Ils portaient des lances, ce n'étaient donc pas des chasseurs; c'était une reconnaissance militaire envoyée sur les rapports alarmans des fugitifs du matin. On pouvait aller à la *tolderia* et en revenir en moins d'une journée; en calculant largement, elle n'était pas à plus de dix lieues. — « Brave Catriel! murmura le commandant en souriant, il m'envoie des guides! » Et appelant le major du 5e de cavalerie : « Prenez cent hommes, trois cents chevaux, des meilleurs, et suivez-moi ces gens-là, pas à la vue, ils vous feraient essouffler toutes vos bêtes pour rien, à la trace. Amenez quelques Indiens de Bahia-Blanca, pour ne pas perdre la piste de nuit, et un des prisonniers de ce soir comme guide, afin de tout prévoir. Vous savez le moyen de le faire marcher droit. Vous arriverez aux *toldos* à deux heures du matin; cernez-les, et ramenez tous leurs habitans, jusqu'aux chiens. Je vous attends ici. » — Ainsi fut dit, ainsi fut fait. Rien ne se

sauva que les éclaireurs, qui se gardèrent bien de repasser par leur domicile, et Catriel, parti en même temps qu'eux le matin avec quelques intimes, mais dans une direction opposée.

Le commandant Vintter avait envoyé chercher en toute hâte au fort un troupeau de moutons, et quand la tribu prisonnière arriva, fidèle à son programme, il en remit le commandement à Marcelino en lui disant simplement : « — Puisque nous voilà tous d'accord, et que nous revenons ensemble au Fuerte Argentino, mets-toi donc à la tête de ton monde, qui ne m'a pas l'air, depuis qu'il voit des vivres, d'avoir envie de s'en aller. — Je vous le jure bien! » se hâta de dire l'interprète. Marcelino salua gravement, sortit d'un bissac qu'une de ses femmes avait religieusement apporté, une chemise blanche, un veston noir, un beau *poncho* indien et des bottes montantes, se dépouilla des misérables cuirs de lièvre cousus avec des tendons d'autruche qui lui servaient de vêtemens et de coiffure, et fièrement campé sur une selle aux étriers d'argent, maniant son cheval avec une bride ruisselante d'argent, il apparut au milieu des siens, donnant des ordres comme un empereur. Il va sans dire qu'il dépêcha un courrier à son frère Juan-José pour lui annoncer que la politique argentine avait subi une évolution heureuse, qu'il n'avait qu'à faire sa soumission, que le tour était joué et que les jours de bombance de l'Azul étaient revenus. Ces pauvres Indiens en étaient tous convaincus en retrouvant revêtu de la dignité des attributs dynastiques un chef que, le sachant pris, ils avaient pleuré comme mort, en entendant les bêlemens plaintifs et depuis longtemps oubliés des bêtes savoureuses qu'on égorgeait de tous côtés à leur intention. Ils célébrèrent l'événement par une fête moitié musicale, moitié religieuse, religion et musique vraiment primitives. Les femmes se rangèrent sur une seule ligne, debout, les yeux tournés vers le soleil couchant, et entonnèrent une mélopée d'une saveur toute pampéenne. Les hommes étaient à quelques pas, assis en cercle, car les cérémonies même du culte ne les décident pas à prendre une attitude gênante, et répondaient à chaque couplet par un grognement rythmé. Marcelino et son état-major dominaient l'assemblée. Les ombres du crépuscule qui enveloppaient peu à peu cette scène, les reflets des feux de bivouac lui prêtaient une majesté hiératique, atténuaient les détails grotesques, et donnaient du caractère aux sordides haillons, à la laideur difforme des vieilles sorcières qui menaient le chœur.

Juan-José Catriel vint se rendre peu de jours après sans conditions au Fuerte-Argentino. Il n'avait pas autre chose à faire après la capture de sa famille et de ses sujets, et s'il tarda quelque temps, c'est qu'une idée profonde avait germé dans sa tête. Il était fort humilié comme ex-potentat, et un peu inquiet en sa qualité de fin

politique qui savait bien que l'on traitait les gens selon ce qu'on en avait à craindre, de se présenter en ce simple appareil, avec quelques lances et quelques chevaux maigres. Il alla donc, à la tête de ses derniers fidèles, trouver un cacique appelé Cañumil, dont les affaires n'étaient pas non plus brillantes en ce moment, et, moitié éloquence, moitié intimidation, le décida à livrer sa tribu du même coup. « C'est un cadeau que j'ai voulu vous faire, » dit-il au commandant Vintter. Le commandant accepta le cadeau, et le même jour les deux tribus, caciques en tête, étaient dirigées sous bonne escorte vers Bahia-Blanca, d'où le vapeur *Santa-Rosa* les amenait à Buenos-Ayres. Catriel médite aujourd'hui dans l'île de Martin-Garcia sur le néant des grandeurs humaines.

III.

C'est à Carhué que j'appris ce dénoûment prévu. Les chefs des frontières de Guamini, Carhué, et Puan, y étaient réunis pour concerter une action commune contre Namuncurá. Aussitôt après la conférence, on se mit en route; le rendez-vous était fixé à Salinas-Grandes, d'où les colonnes devaient repartir en divergeant pour embrasser le plus de champ possible. Je marchais avec la colonne du centre placée sous les ordres du colonel Levalle. Salinas-Grandes est un lac salé charmant alimenté par de nombreuses sources d'eau douce, et forme à l'ouest des plateaux calcaires, le pendant exact de ce qu'est Salinas-Chicas à l'est. C'était jadis le quartier-général du grand Calfucurá, le fondateur de cette dynastie des Curá, qui durant quarante ans a exercé une suprématie incontestée de Carhué jusqu'aux Andes (1). Le choix du lieu fait honneur à la sagacité de ce Louis XI des caciques, qui avait songé et qui en d'autres temps eût réussi peut-être à convertir en monarchie unitaire la turbulente confédération des tribus. Cette résidence contribua autant que ses talens politiques et militaires au rapide accroissement de son autorité. C'était la clé des diverses routes qui conduisent au Chili et précisément le centre du demi-cercle, d'ailleurs maladroit, que

(1) Les Indiens n'ont pas de noms patronymiques, chacun se forge le sien, et en change suivant son caprice. Les enfans du vieux Catriel, longtemps en contact avec les chrétiens, sont les premiers qui aient adopté comme nom de famille le nom propre de leur père. Ils trouvaient sans doute cela plus dynastique. Calfucura, probablement dans le même dessein, conseilla aux siens d'adopter comme terminaison de leur nom le substantif *cura*, qui veut dire pierre, en souvenir d'une pierre dont la forme rappelait un buste qu'il avait rapportée des Andes, et qui était le talisman de la maison. Il paraît que récemment elle a été perdue dans une déroute et que dès lors tout a mal tourné. Il est curieux de surprendre là l'origine des noms propres et quelque chose qui ressemble à des armes parlantes.

formait alors la frontière de Buenos-Ayres. Pour le point d'attaque aussi bien que pour le débouché du butin, il n'avait que l'embarras du choix et pouvait en chaque cas s'inspirer des circonstances. Or ce n'étaient pas les inspirations opportunes qui lui manquaient; un seul fait en donnera une idée, celui qui le mit hors de pair. Quand il vint s'installer à Salinas-Grandes, petit cacique chassé de la Cordillère par des dissensions intestines et par la faim, les chefs voisins, qui avaient méconnu l'importance de cette position et dédaigné l'intrus qui venait y camper, ne tardèrent pas à se raviser et à revendiquer à qui mieux mieux ce territoire. Calfucurá était le plus faible, il négocia. Pendant qu'il sollicitait et obtenait du gouvernement argentin une sorte d'investiture pour ce coin de prairie, en se prévalant des hostilités dont il était l'objet de la part de gens en guerre avec la république, il représentait à ses compétiteurs quelle folie c'était de s'entre-déchirer pendant que l'ennemi commun avançait. Il fit si bien qu'il parvint à les réunir à un banquet de réconciliation où il les empoisonna tous. Il s'empara ensuite tout naturellement de leurs tribus, que la vigueur et l'habileté de cette manœuvre avaient frappées d'admiration. Du reste, ce n'était pas seulement un politique de cabinet : à quatre-vingt-cinq ans, il commandait en personne sa dernière invasion et sa dernière bataille, où il fut défait, mais où il ne se retira qu'après sept charges infructueuses contre les carrés chrétiens. Le fils de ce grand homme, Namuncurá, qui continuait, sans y avoir les mêmes droits personnels, à prendre le titre de cacique général de la *pampa,* n'était plus à l'heure présente qu'un pauvre diable en fuite que nous nous étions promis de suivre aussi loin qu'il lui plairait de nous mener.

La route qu'il avait choisie dans sa retraite avait été la plus fréquentée par les troupeaux passant au Chili. Le désert a aussi ses voies de grande et de petite communication faciles à distinguer par le nombre, la profondeur et l'aspect des sentiers sinueux qu'y a creusés le sabot des animaux. Celle-ci justifiait la préférence visible qu'on lui avait accordée de temps immémorial. Tracée sur la lisière de la formation calcaire et de la formation arénacée elle ressemblait à une allée de parc. Sur la droite s'étendait une rangée régulière de dunes, sur la gauche une forêt de caroubiers séculaires dont les derniers rejetons, à l'intersection du sable et de la pierre, étaient alignés aussi droit que les arbres d'un boulevard. La petite vallée enserrée entre ces deux belles décorations naturelles présentait cette richesse de végétation et cette abondance d'eau qui donnent aux vallées de même origine une si grande importance : les lacs succédaient aux lacs. C'était un fort joli paysage saus doute; mais il avait le tort de se poursuivre sans variations sur 40 lieues de longueur. Peut-être aussi la manière que nous

avions adoptée pour le parcourir n'était-elle pas la plus propre à nous en faire apprécier les beautés. On entrait dans le mois le plus chaud de l'année, le mois de décembre, et il n'y avait pas un seul de ces lacs où l'on n'espérât surprendre quelque groupe d'Indiens attardés. Aussi fallait-il non-seulement se mettre en selle après le coucher du soleil, mais encore arriver juste au moment où il se lève. Les neuf dixièmes du chemin, entremêlé de haltes que la défense de fumer faisait paraître interminables, se firent dans les ténèbres. On cerna de la sorte, aux douteuses lueurs de l'aube, cinq ou six *tolderias*; on y entra avec précaution, elles étaient vides. Il y avait de quoi nous gâter pour tout le jour le vallon où elles étaient abritées. Nous ne laissions pas pourtant de faire quelques prises et de compléter nos renseignemens. On trouvait en battant les bois des sauvages étiques qui, faute de chevaux, n'avaient pas suivi la tribu dans son dernier exode. On ne put malheureusement les prendre tous, car ils mettaient à se cacher dans les halliers autant d'habileté que les soldats à les y découvrir, et l'on est saisi de compassion en songeant au sort de ceux qui restèrent là, isolés, à pied, sans vivres, au sein de cette immensité.

La détresse leur avait enseigné un peu tard les avantages de l'agriculture, et les avait décidés, comme début, à y consacrer leurs femmes. Il y avait quelques coins de champ ensemencés de blé, d'orge et de lin. Je ne comprenais pas trop ce que le lin venait faire en cette affaire; mais un Indien auprès de qui j'allai m'en enquérir me demanda avec surprise si j'ignorais que la graine de lin, accommodée en bouillie, était un aliment des plus délicats. Les récoltes presque mûres s'annonçaient comme magnifiques dans cette terre de promission. Nous eûmes soin de mettre le feu à celles qui commençaient à jaunir et de lâcher nos chevaux dans les autres. C'était une cruelle nécessité : il y avait des prisonniers sur lesquels on trouvait une poignée d'épis d'orge encore verts qu'ils faisaient légèrement rôtir sur des braises et mangeaient grain à grain; c'était la ration d'un jour, quelquefois de plusieurs. Au reste, l'effet moral de cette rigueur fut immense et bien supérieur à l'importance du dégât matériel. Il n'y avait pas en tout 30 hectares mal cultivés; mais l'imagination des Indiens s'était habituée à y voir des ressources indéfinies. Un peu d'orgueil et de superstitieux enthousiasme s'en mêlait, l'enthousiasme qui s'attache à toutes les nouveautés, l'orgueil qui accompagne tous les progrès. Eh! mon Dieu! ce tronc de caroubier aux entailles singulières que je retrouvai, — le soldat respecte peu ces curiosités historiques, — servant à faire cuire un filet de jument pour le déjeuner d'un cavalier du 1er, ce n'était rien moins que le rudiment de charrue qui fit mettre Triptolème au rang des dieux. Ces infortunés n'avaient fait que le

copier sans doute, et de la façon la plus grossière, ce ne sont pas des inventeurs; mais ils avaient senti confusément la portée de ce passage de la vie errante à la vie agricole. Ils savaient qu'il y avait des tribus dans les Andes qui, préservées par leur isolement de cette gangrène du pillage aisé, étaient arrivées à s'assurer une vie paisible et un bien-être relatif en labourant; ils avaient voulu les imiter. Quand cette tentative, dont ils s'exagéraient le mérite, fut si brutalement découragée, ils reconnurent clairement que la fatalité les poursuivait.

Au terme de cette interminable vallée, un petit lac porte le nom significatif de Tripahué : Reste ici; c'est un conseil charitable. La route, qui jusque-là va droit au sud-ouest, direction du vent *pampero* et par conséquent des dunes, s'infléchit en ce point vers le sud pour aller rejoindre le Colorado à une quinzaine de lieues en amont de Choyqué-Mahuida, et s'engage dans une contrée désolée. De Tripahué à Lihué-Calel, où devait être Namuncurà, il y avait, d'après les Indiens, deux jours de marche au trot et au galop, ce qui eût représenté une quarantaine de lieues. En réalité, il n'y en avait que vingt-trois, mais sans eau; deux mares insignifiantes échelonnées sur le trajet devaient être sèches à cette heure : on était en été, et tout ce qui restait de la tribu venait d'y passer. Cependant des mares indiquaient un bas-fond; dans un bas-fond il devait être possible de creuser des puits. Pendant que la division Guamini rendait visite sur notre droite à des *tolderias* disséminées à une vingtaine de lieues de nous, la division Puan gagna la seconde et la plus importante de ces mares pour ouvrir des citernes. Nous la suivions de près, et nous fîmes une courte halte de nuit près de la première, qui n'était qu'un amas de vase putride. Un détail dramatique l'a gravée dans mon souvenir.

Les Indiens, entre autres fléaux, étaient décimés par la petite vérole. C'est une maladie qui fait chez eux de grands ravages; il paraîtrait même qu'ils ont enrichi la science d'une variété nouvelle, extrêmement maligne, et sur laquelle, d'après certaines observations recueillies dans les villages chrétiens où elle se répandit à notre retour, la vaccine aurait peu d'effet. Elle leur inspire beaucoup de terreur, et quand un des leurs est atteint, ils le transportent à une grande distance, lui dressent à la hâte une hutte de branchages, mettent à sa portée quelques alimens, une cruche d'eau, et s'enfuient sans tourner la tête. Quelquefois ils appliquent sur le visage des patiens un emplâtre fait de crottin de cheval et d'argile; mais c'est là un traitement réservé aux personnes privilégiées, aux femmes de haute extraction par exemple. Précisément une de ces huttes se trouvait là; l'Indien qu'on y avait abandonné, hideusement tuméfié et vraiment effroyable, venait d'expirer. Les

soldats se pressaient à l'entrée pour le contempler à la lueur de quelques allumettes. L'horrible ne leur déplaît pas, surtout quand ce sont leurs ennemis qui leur en offrent le spectacle, et il ne manqua pas un loustic pour adresser au défunt un ironique adieu. Pourtant y a-t-il beaucoup d'eaux-fortes de Callot plus poignantes que ce cadavre gisant sur quelques peaux de bêtes sauvages auprès de son écuelle vide? L'aspect de cette hutte, cette clairière où planait la mort, la lumière de la lune à chaque instant voilée par des nuages orageux, les formes revêches des caroubiers, l'ombre qu'ils projetaient sur cette flaque luisante et empestée, les silhouettes des soldats glissans sur les bords sans bruit, tout semblait calculé pour accentuer l'horreur mystérieuse qui se dégage la nuit de la solitude et des forêts. S'il y avait des Indiens par là, et s'ils sont sensibles au langage des choses inanimées, ils durent penser que la nature se mettait contre eux, après la famine, la peste et la guerre, et qu'elle se faisait complice de l'œuvre terrible que nous accomplissions, la suppression d'une race.

Il y en avait, du reste : un soldat resté en arrière pour ressangler son cheval, disparut, massacré par des rôdeurs invisibles. Quand vint le jour, on rencontra quelques cadavres de sauvages sur la route qu'avait suivie la division Puan. Les chevaux rabrouaient et passaient outre sans trop de façons, sentant l'eau de loin. Le lac vers lequel ils se hâtaient ainsi ne méritait pas tant d'empressement. Il était aux trois quarts sec, et une quinzaine de puits creusés la veille sur le pourtour et poussés avec une grande énergie n'avaient fait que prouver l'impossibilité d'arriver à la couche aquifère avec les moyens dont nous disposions, et qui étaient ceux qui convenaient à une campagne de ce genre, où tout doit s'emporter à dos de cheval. Le moindre véhicule ne nous aurait pas suivis 10 lieues. Ici la pioche enfonçait dans un banc de sable rouge et d'argile dont plusieurs jours de travail n'eussent peut-être pas fait voir la fin, et pour le salut des chevaux aussi bien que pour le succès de l'expédition il n'y avait plus une heure à perdre. Le télégraphe indien jouait; on distinguait sur la route la fumée d'incendies régulièrement espacés; c'étaient les éclaireurs de Namuncurá qui lui faisaient part de notre mouvement. La colonne du commandant Garcia était déjà en selle quand nous la rejoignîmes; nous prîmes nos dispositions pour repartir aussitôt; il fallait sortir de cette plaine endiablée. On fit rondement boire les bêtes, chacun remplaça par un cheval frais celui sur lequel il avait passé la nuit; en moins d'une heure tout fut prêt.

Nous allions au trot à travers d'épaisses broussailles, grillés par un soleil torride, mais en somme pleins d'espoir. Le pic de Lihué-Calel, parfaitement distinct, ne pouvait être à plus de 12

lieues. Nos yeux étaient habitués à apprécier avec sûreté une distance d'après la teinte que l'éloignement donne aux objets. Les Indiens avaient exagéré, comme toujours, les difficultés de ce passage; elles n'avaient rien d'alarmant pour une cavalerie éprouvée et dure au mal comme la nôtre. On démêlait aussi sur la poussière à travers les sabots des chevaux de l'avant-garde d'autres traces plus anciennes; des pattes de moutons, des pieds de femmes, facilement reconnaissables à la largeur de l'empreinte, car chez les Indiens, au rebours de ce qui se passe chez les civilisés, ce sont les hommes qui ont les extrémités fines, et les pauvres femmes, déformées par les rudes corvées qu'on leur impose, qui les ont massives. Le sentiment de supériorité de cavaliers poursuivant des piétons et l'ardeur d'affamés poursuivant des moutons se joignaient pour donner du montant et presque de l'attrait aux fatigues de la route. Une bonne pluie d'orage qui vint rafraîchir à point l'atmosphère accablante de la nuit et de la matinée acheva de mettre en belle humeur les animaux et les hommes. Il y eut cependant un moment cruel; les éclaireurs déjà engagés dans les défilés de Lihué-Calel envoyaient dire que rien n'y apparaissait et que la sierra semblait vide. Enfin! ce serait pour le lendemain; une tribu entière, des femmes à pied, des moutons, ne s'enfoncent pas sous terre, et nous saurions bien les trouver. Avant tout, il fallait abreuver et restaurer les chevaux, et pour cela reconnaître les vallées intérieures de la montagne qui se trouvait devant nous. La division Puan reprit sa marche à l'avant-garde et disparut derrière les imposans rochers de grès rouge qui fermaient l'entrée du premier ravin.

On attendit une demi-heure de ses nouvelles; celles qui arrivèrent étaient grandes et imprévues. Toute la tribu, surprise et cernée au fond d'un entonnoir où elle se tenait blottie, était prisonnière. Quelques Indiens seuls avaient pu sauter à cheval; on les suivait de près, on supposait que Namuncurà en était, ils allaient au sud. On lança dans cette direction quelques escadrons bien montés; mais le commandant Garcia, terriblement expéditif en ces occasions, tenait la tête et la garda. C'est un officier de sa colonne, le capitaine Ruybal, qui, à une heure avancée de la nuit, ramena le dernier groupe de prisonniers, celui dont on avait supposé que Namuncurà faisait partie. On l'avait atteint à 8 lieues de Lihué-Calel: 8 lieues de chasse à courre, de nuit, à travers les broussailles, voilà qui fait également honneur aux chasseurs et aux chevaux. Ce n'était pas d'ailleurs Namuncurà qu'il ramenait, ce n'était qu'un des membres importans de son conseil privé, le *capitanejo* Nancucheo, superbe Indien, madré compère, qui eut à quelques jours de là une piètre fin. Après s'être enfermé d'abord dans un

silence plein de dédain et surtout de courage, au retour il devint jaseur, offrit de livrer des tribus entières réfugiées dans des parages de lui connus, et obtint de la sorte quelques douceurs et un relâchement de surveillance. Il en profita pour piquer des deux dans une marche de nuit, où il se sentait entre les jambes un cheval dispos, tandis qu'un Indien dévoué qu'il avait endoctriné s'élançait dans une direction opposée pour diviser la poursuite. Ce n'est que dans les ballades que les balles vont moins vite que les chevaux; tous deux y restèrent. Quand on releva le cadavre de Nancucheo, on trouva sur lui un poignard et une ceinture de cuir assez bien garnie de pièces d'or, peut-être la cassette particulière du cacique. Soustraire au flair de soldats argentins de pareils objets pendant plusieurs jours, c'est un des beaux traits d'habileté que j'aie vus. Nous avions d'abord l'espoir, sur le rapport des chrétiennes captives, d'avoir surpris Namuncurà au gîte; nous n'avions pas tardé à recevoir là-dessus les révélations d'une personne des mieux informées, d'un des ornemens de sa cour, de la devineresse attachée à sa personne. Ces captives, cette devineresse, formaient, avec les moutons bien entendu, qui étaient plus de deux mille, et le cadre grandiose des roches abruptes et rouges de Lihué-Calel, toute l'originalité de la journée, semblable pour le reste à bien d'autres que j'ai eu l'occasion de décrire.

Les captives étaient une vingtaine, chargées d'enfans métis pour la plupart, enlevées à leur famille à des âges différens, et chez lesquelles on pouvait suivre les gradations de l'inoculation de la sauvagerie chez de malheureuses femmes. C'était tout ce qui restait de chrétiens dans la tribu. Des déserteurs qui avaient voulu en d'autres temps partager la vie de la *tolderia*, les uns avaient réussi à repartir en s'appropriant les meilleurs chevaux, les autres avaient été massacrés, ainsi que les captifs, afin de couper court aux velléités d'évasion postérieures. Deux petits prisonniers avaient pourtant été épargnés à cause de leur jeunesse, un Italien de quinze ans et un joli bout d'homme blond dans lequel je ne reconnus pas sans émotion un compatriote. Il y avait près de trois ans qu'il avait été pris. Durant le voyage de retour, qu'il fit à mes côtés, les langues de son enfance lui revenaient peu à peu, l'espagnol d'abord, puis des lambeaux de français. Recueilli à la légation de France dès son arrivée, il a fini par être rendu à sa famille, qui avait eu aussi une odyssée compliquée, et habitait une province de l'intérieur. Voilà un gamin qui revient de loin. Quant aux captives, on leur avait signifié la veille que, vu la rareté des chevaux et des vivres, elles n'étaient plus que des meubles embarrassans, et qu'on les égorgerait le lendemain avant d'entreprendre l'émigration vers les Andes. Une d'elles avait été déjà mise à mort

par un propriétaire pressé d'en finir. Elles étaient livrées à toutes les angoisses du *dernier jour d'un condamné* quand elles virent briller les sabres de notre avant-garde. Leur raison, qu'il fallut une semaine à raffermir, n'y avait pas résisté; elles étaient à moitié folles et nous donnaient avec une sorte de délire, en espagnol et en indien indistinctement, car elles n'avaient plus conscience de la langue qu'elles parlaient, des explications sur la fuite de Namuncurá qui, si on les eût écoutées, nous l'eussent fait poursuivre tout de travers. — « Vous pouvez me croire, nous criait l'une d'elles, je suis chrétienne! Ne le voyez-vous pas à mon visage? » — La pauvre créature se faisait cruellement illusion : la vie sauvage avait tellement déteint sur ses traits qu'elle ne différait des femmes indiennes que par son exaltation. C'était la fille d'un *estanciero*, homme à son aise, possesseur d'une lieue carrée de terrain et d'un millier de vaches. Puissent les enfans qu'elle ramène du désert et que voilà désormais, car c'est le cas d'appliquer l'antique maxime que « le ventre anoblit, » des citoyens de la confédération argentine, être un jour de braves gens!

La devineresse nous donna des renseignemens plus précis. Namuncurá l'avait appelée de grand matin, au moment où nous abandonnions la mare aux puits secs, lui avait fait égorger un jeune poulain et consulter son cœur et ses entrailles afin de savoir si nous franchirions cette lande et si nous arriverions jusque-là. Elle affirma intrépidement que non; elle avait fait le chemin à pied, et en avait conservé un cuisant souvenir. Sur quoi le cacique, moins confiant, était monté à cheval et était parti pour Choyqué-Mahuida. Son intention était de gagner de là les Andes et de demander asile à son oncle Reuquecurá. C'est ce qu'il a fait; le régiment qui le poursuivait a dû, faute d'eau potable et de sentiers, renoncer à franchir les fourrés inextricables qui le séparaient du Rio-Colorado. J'avais remarqué en errant à travers les rochers le poulain du sacrifice sacré pendu à un arbre. Ces aveux me le rendaient intéressant; je remontai à cheval pour aller le contempler. C'était l'origine d'un culte que j'avais devant les yeux... L'origine? pas tout à fait. Comme les prêtres primitifs ont toujours préféré lire les secrets du destin dans le sang d'animaux comestibles, c'est un petit enfant ou quelqu'une de ces infortunées captives qui eût fait jadis les frais de la cérémonie. Qui sait si la belle légende du sacrifice d'Abraham, reste d'une tradition très ancienne, n'est pas tout simplement un vestige, plus tard poétisé, de l'époque anthropophagique? Qui sait si le sacrifice d'Iphigénie?.. Ah! il serait cruel de penser que les beaux vers qu'il a inspirés dans toutes les langues sont dus à un ressouvenir de la plus abominable coutume de nos premiers ancêtres! Parlons géologie, c'est plus consolant. Du moins les débuts de la matière inerte

n'exhalent pas cette odeur de sang qu'on respire aux débuts de l'humanité.

Nous n'avions pas seulement pris une tribu, nous avions découvert une montagne, la sierra de Lihué-Calel, parfaitement inconnue jusque-là des géographes. C'est peu qu'une montagne, surtout quand elle n'a guère plus de quatre lieues de long; nous avions aussi découvert une mer, ou plutôt les vestiges d'une ancienne mer, de celle qui baignait jadis toute la contrée, et que l'exhaussement du sol a dès longtemps rencoignée au pied des Andes. Nous étions les premiers yeux chrétiens appelés à contempler le fameux lac salé de Urre-Lauquen, que toutes les cartes plaçaient un bon degré plus au nord. Il n'a plus qu'une quarantaine de lieues carrées de surface et diminue tous les jours. On a déjà reconnu les matériaux qui forment Lihué-Calel dans la couleur et la composition du banc de sable argileux qui a nivelé le bas-fonds des « Puits de Garcia; » c'est le nom qu'on donne désormais par antiphrase à ce parage malheureux. La foi n'est pas seule capable de transporter les montagnes; les pluies s'en chargent d'une manière peut-être plus efficace. Elles continuent à charrier au loin le sable qu'elles arrachent à Lihué-Calel, et couchent peu à peu la sierra dans la plaine. Quand on gravit, et ce n'est pas aisé, le pic le plus élevé du massif, et qu'on regarde le paysage à vol d'oiseau, le phénomène saute aux yeux. Au nord-est, du côté par lequel nous étions venus, Urre-Lauquen est séparé du lac de Cupara, qui en dépendait jadis, par une digue naturelle qui à la sortie de la montagne a déjà 2 lieues de large.

Cette digue qui nous avait servi de chemin, s'ouvre en éventail comme devaient s'ouvrir par la diminution de la pente les courans qui l'ont formée, et recouvre plus de 150 lieues carrées. A l'ouest, une chaussée de même origine, s'exhaussant en prolongement d'un des thalwegs secondaires de la chaîne, a coupé en deux le vaste fer à cheval que le lac formait encore après cette première amputation. C'est sur le sommet de ce dos d'âne que passe la grande route qui va au Chili. Enfin du côté nord, où s'ébauche sur ses rives un ourlet de dunes, Urre-Lauquen est mis en communications avec d'autres tronçons de l'ancienne mer intérieure par le Rio-Salado et la rivière Atuel, venus l'un de San Luis, l'autre de Mendoza, et qui se réunissent à une trentaine de lieues de là.

Ces cours d'eau viennent de pays civilisés, et il y a peut-être là les élémens d'une route fluviale débouchant dans le Rio-Colorado à 15 lieues du Rio-Negro. La province de Mendoza, formée par des couches de matières d'alluvion de plus de 20 mètres d'épaisseur, préservée des vents glacés de l'ouest par les Andes, est de

plus irriguée par de nombreux torrens dont les eaux, parfaitement aménagées, suppléent à l'absence complète de pluies; c'est un des beaux et fertiles coins du monde. La question a donc son importance, et voici sur ce sujet des détails inédits. Le Salado, grossi de l'Atuel, est une rivière de 30 mètres de large et de près de 2 mètres de profondeur en basses eaux, ne courant pas plus de 2 à 3 milles à l'heure. Le terrain qu'il baigne est exécrable; quand ce ne sont pas des marais, ce sont des sables salins et boursouflés où les chevaux enfoncent jusqu'au ventre. De pareils terrains se raffermissent promptement par le piétinement des animaux; on peut le voir par les routes indiennes qui les traversent et qui sont très solides, bien que bordées de fondrières. Le canal central conserve des dimensions et un courant uniformes; il est seulement coupé de temps à autre par des bancs calcaires faciles à supprimer. Le Rio-Salado, et c'est ici un problème géographique longtemps discuté et qui attendait notre expédition pour être résolu, ne se perd point dans cette mer en miniature de Urre-Lauquen; il en ressort à l'autre extrémité, forme un second lac, le franchit encore, et sous le nom de Curacò s'ouvre résolûment, pour aller se jeter dans le Colorado, un passage à travers les calcaires qui rayonnent autour de Choyqué-Mahuida.

La manière dont il y a fait brèche est digne d'attention. Il a taillé le calcaire à pic, et son lit semble creusé à la pioche; les zigzags qu'il décrit ne présentent pas les courbes onduleuses qui sont si frappantes dans les falaises du Sauce-Chico et du Colorado. On est forcé d'admettre une autre influence que la force d'érosion. C'est probablement l'action que l'eau salée exerce sur le carbonate de chaux. Ces marnes ont dû être attaquées chimiquement. Voilà un autre mode de transport très actif; la nature a varié ses moyens pour accomplir cette œuvre gigantesque, remblayer une mer. Elle s'est amusée à dessiner le cours capricieux du Curacò à l'eau-forte; on dirait qu'elle a eu conscience qu'il ne s'agissait pas ici d'un paysage gai. Véritablement il ne l'est point : aux abords de Choyqué-Mahuida surtout, au point de jonction du terrain primitif et des premiers dépôts calcaires, c'est une image du chaos. Namuncurá connaissait bien ces taillis rébarbatifs quand il essaya de s'évader au travers. C'est le seul point de la *pampa* où j'aie vu des sangliers. Comme tout dans le désert a une explication, ils ont certainement gagné ce refuge parce que les cavaliers indiens eux-mêmes ne pouvaient les y poursuivre. Ce seul trait vaut une description. Choyqué-Mahuida veut dire montagne de l'autruche. Les sauvages sont généralement plus heureux dans le choix des noms des lieux remarquables. L'autruche habite de préférence les plaines, et ses pattes s'accommodent

d'un sol rocailleux. Ces maquis devraient s'appeler la montagne des sangliers.

J'étais revenu à Choyqué-Mahuida par une autre route en décrivant une courbe immense. Je connaissais tout le pourtour de ces vastes plateaux édifiés par les mollusques et les eaux pour exercer un jour l'esprit d'entreprise des hommes civilisés. Quant à la partie centrale, j'avais eu dans des excursions antérieures l'occasion d'y pousser des reconnaissances; mais cette fois il fallait lui arracher ses derniers secrets. Il y avait surtout une vallée qui coupait en écharpe cette région pauvre en eau et qu'il était indispensable de connaître. Nous résolûmes avec le commandement Garcia de revenir à Puan par ce chemin. C'était un détour d'une trentaine de lieues; on n'en était pas, après une pareille traite, à 30 lieues de plus ou de moins. D'ailleurs des renseignemens qui paraissaient véridiques nous faisaient espérer de rencontrer des *toldos*. Nous les trouvâmes bien, mais ils étaient abandonnés; c'étaient ceux de Cañumil. Catriel, en l'engluant dans ses intrigues, n'avait fait qu'avancer pour lui d'un mois une catastrophe inévitable.

Il ne faudrait pas croire que les plateaux calcaires dont il a été souvent question, et qu'il est temps de décrire, présentent un aspect de désolation. La couche de terre végétale qui les recouvre est peu épaisse, mais formée d'un humus très riche. Outre les résidus des plantes qui s'y sont séchées et désagrégées en paix depuis des siècles, il contient un élément qui fait trop défaut aux plaines argileuses de Buenos-Ayres, la chaux. Malgré le *substratum* de marne sur lequel elles reposent, les terres des environs de la capitale sont pauvres en sels calcaires; ici au contraire ils empreignent tout. On le reconnaît bien à l'allure des plantes et surtout, près de Bahia-Blanca par exemple, aux qualités des animaux d'élevage. Ils sont plus vigoureux, et leur chair est plus succulente. Dans le nord de la province, le vieux proverbe aragonais : « En Andalousie, la viande est de l'herbe, l'herbe de l'eau, » vient naturellement à la pensée. Il faut aborder des terrains plus anciens pour trouver de vrais animaux de boucherie. Aujourd'hui que l'on s'occupe de l'importation en France des viandes de la Plata et que la conservation par le froid est essayée en grand, c'est une considération dont les organisateurs de cette industrie doivent sérieusement tenir compte. Les plateaux élevés que nous traversions n'ont qu'un défaut, la difficulté d'y procurer à de grands troupeaux la quantité d'eau dont ils ont besoin. Comme les *estancieros* ont peu de goût pour ce qui augmente les frais d'installation et qu'ils aiment les besognes toutes faites, il est probable que c'est d'abord sur les vallées qu'ils se rabattront.

Les lacs y sont assez souvent salpêtrés; mais la pioche a vite fait

de mettre le liquide souterrain à découvert. Il est vrai que l'eau de ces puits doit être renouvelée sans cesse; au contact de l'air, elle se corrompt promptement, dans une terre chargée de matières organiques. Ces vallées, ombragées pour la plupart de superbes forêts de caroubiers, ont un charme agreste très vif et offrent toutes les conditions désirables pour présenter quelque jour des agrémens plus solides. C'est un raccourci de la région entière, et elles en accumulent dans un espace étroit les richesses agricoles. On aime en y errant à se figurer un domaine où la culture et l'élevage seraient intelligemment pondérés, où l'on tirerait parti des aptitudes de ces terrains contigus et si variables, depuis le sol léger et peu profond des pentes jusqu'aux amas d'humus entassés dans le creux du vallon. Cela finira par venir, on n'en doit point douter, dans un siècle ou deux. Il faut espérer que, lorsque cela viendra, les premiers qui vont prendre possession de ces bois, les gros *estancieros* et les spéculateurs, n'auront pas encore fait disparaître tous ces arbres vénérables, et qu'il en restera au moins quelques bouquets.

On se demande d'abord pourquoi les caroubiers affectionnent tellement ces grasses vallées. Ce n'est pas un arbre douillet, le travail de s'enraciner dans la pierre et de la fendre pour s'y accrocher n'est pas pour lui faire peur. Quand on en rencontre un groupe dans les rochers, on voit bien à leur bonne mine, ou plutôt à leur mine fière, quoique toujours maussade, qu'ils se sentent là chez eux. On ne tarde pas à s'expliquer qu'ils se soient acclimatés dans les lieux humides. C'est tout à fait comme pour les sangliers de Choyqué-Mahuida battant en retraite devant les Indiens : les arbres ont battu en retraite devant le feu. Le feu a détruit tous ceux qui avaient élu domicile sur les plateaux. S'il en est resté dans une plaine ouverte, soyez assuré qu'en cherchant bien vous découvrirez non loin de là et sur le vent l'affleurement d'un banc calcaire ou une dépression marécageuse qui contrarient la marche des flammes. En thèse générale la *pampa* brûle au moins une fois par an. Les Indiens, à qui on reporte en général tout l'honneur de ces dévastations, y ont bien sans doute leur part de responsabilité : ils mettent le feu aux prairies à propos de tout et de rien, pour transmettre des signaux, pour préparer les pâturages de l'année suivante, pour en enlever un à l'ennemi, pour suivre une direction la nuit, pour purifier l'air, pour le plaisir. Les soldats font exactement de même, et il est probable que le ciel s'en mêle quelquefois. Les incendies sont surtout fréquens à l'époque où les herbes sèches et amoncelées sont soumises à des alternatives de pluie et de soleil; la fermentation suffit dans ces conditions pour les enflammer, et il serait difficile d'expliquer d'une autre manière des incendies que j'ai vus s'allumer à la fois aux quatre points cardinaux dans des lieux où il n'y

avait ni sauvages ni soldats. Il n'y a pas d'arbre ni d'arbuste qui résiste à un pareil régime. J'en connais un néanmoins qui a trouvé un expédient, il pousse tout en racines. Au dehors, il ne présente qu'un maigre bouquet d'épines calcinées; sous le sol, il étend ses ramifications à 10 et 12 mètres de distance. Par malheur pour une plante aussi ingénieuse, les soldats en quête de bois notèrent cette particularité. Comme ces racines, où se concentre toute la vigueur de la végétation, sont plus grosses que le bras et forment un très beau combustible, ils lui firent autour de leurs campemens une guerre à outrance. Dans les plaines livrées aux troupeaux, les incendies deviennent plus rares. L'herbe, incessamment tondue, est trop courte pour les propager; mais ce sont alors les bestiaux eux-mêmes qui détruisent les jeunes arbres au moment où ils sortent de terre.

IV.

Nous pouvions dire à notre retour que la partie du désert située au sud de la province de Buenos-Ayres était nette ou peu s'en faut. En face des provinces de Cordoba et de Mendoza, la route du Rio-Negro n'avait pas été moins brillamment déblayée. Le colonel Racedo avait rayé de la liste des tribus la plus puissante agglomération de la *pampa* centrale, les Ranqueles; leur principal cacique, Epumer, était à Martin-Garcia, où il avait été rejoindre Catriel et le fameux Pinzen, qu'entre temps le colonel Villegas y avait envoyé. A l'extrême ouest, le commandant Uriburu avait purgé de pillards, jusqu'à 60 lieues en avant de sa ligne, les vallées orientales des Andes. L'expédition au Rio-Negro était mûre, si bien mûre qu'on n'attendit pas le printemps pour la réaliser et qu'on se mit en route en automne, au mois d'avril 1879. Il est vraisemblable qu'il y avait dans cet empressement un peu de fièvre électorale. Il ne restait qu'une année à courir avant la nomination d'un nouveau président de la république, et le général Roca, décidé à se mettre sur les rangs, voulait résoudre d'abord la question indienne. En tout cas, si l'occupation de la ligne définitive s'accomplit avec quelque hâte, on peut dire à l'honneur de ceux qui l'ont dirigée que ce ne fut pas une campagne d'apparat, que ce fut une campagne pratique. La guerre de police entre les deux frontières, plus minutieuse et moins en vue que les opérations sur le Nauquen et le Negro, ne leur fut pas sacrifiée. Elle a été étudiée et conduite avec la sollicitude que réclamaient également l'extrême importance du résultat à obtenir et les difficultés opposées, par le désert et par les distances, aux manœuvres combinées des corps nombreux qui agissaient à la fois. Les régimens arrivaient à heure

fixe à des rendez-vous pris à des cent lieues, repartaient, se croisaient, étaient partout. Les forces de quatre frontières, environ deux mille cinq cents hommes, avaient été consacrées à cette pénible besogne de ne pas laisser un lac, une mare, un ruisseau sans les visiter à l'improviste et à chaque instant dans toute l'étendue de la *pampa*. Elles la couvraient comme d'un filet entre les mailles duquel il était impossible de se glisser. Il n'y avait qu'à fuir à mesure qu'il avançait, à gagner l'ouest, les Andes. Cette partie de la campagne est celle dont la préparation a demandé le plus de travail et dont l'exécution sur le terrain a été la plus méritoire. Elle a mis en lumière d'une façon frappante les solides qualités du soldat argentin, qui n'est jamais plus remarquable que lorsqu'il manque de tout, et l'obstination réfléchie de ses chefs. Aussi a-t-elle été couronnée d'un succès complet. Il fallait qu'il ne restât pas un seul Indien en arrière du Rio-Negro, il n'en est pas resté un seul. Des deux chefs de quelque importance qui ont réussi à s'évader, l'un, Namuncurà, n'a sauvé que sa personne; le second, Baigorrita, une des fortes lances des Ranqueles, conduisait à travers les plaines arides du Rio-Salado sa famille à califourchon sur des vaches laitières et de vieux bœufs apprivoisés. Des Indiens montés sur des bêtes à cornes, c'est le dernier degré de la désolation. Là était la difficulté, là est le côté solide des opérations entreprises. La translation de la frontière n'a pas été une action de guerre, une conquête de vive force, elle a été la constatation d'un fait.

Le Rio-Negro est la grande route naturelle appelée à desservir un vaste bassin. Les Espagnols ne s'en étaient pas avisés jusqu'à la fin du XVIIIe siècle. A cette époque, Falkner, Anglais de naissance et membre de la compagnie de Jésus, attira l'attention sur ce magnifique instrument de commerce et de conquête. Dans un livre publié à Londres après de longues excursions dans les terres australes, il donnait à ses compatriotes le conseil et leur indiquait les moyens de s'implanter en Patagonie. Le cabinet de Madrid s'émut et s'empressa de faire sur ces territoires acte de propriétaire. La ville de Patagones fut fondée à l'embouchure du fleuve, et le pilote Villarino fut chargé d'en remonter le cours. Villarino était de cette énergique race de marins de la côte cantabrique aussi têtus que dévoués. Son exploration, qui le brouilla du reste avec le titulaire de la nouvelle intendance de Patagonie, son chef immédiat, et ne lui valut que des amertumes, est un modèle des expéditions de ce genre; sa relation de voyage, bourrée d'observations précises et d'aperçus judicieux, est encore utile à consulter. Il arriva, malgré mille obstacles, au confluent du Limay et du Nauquen, dont la réunion forme le Rio-Negro, remonta quelque temps le Nauquen, qu'il prit au premier abord pour l'Atuel, se berçant de l'espoir d'ouvrir

un débouché aux produits de Mendoza, s'engagea ensuite dans le Limay et arriva très près du grand lac de Nahuel-Huapi, où les jésuites, qui ont laissé leurs traces dans tous les points remarquables de la création, avaient eu, paraît-il, un établissement. Il était à trois ou quatre jours de marche de la ville chilienne de Valdivia sur le Pacifique; les hostilités des Indiens l'obligèrent à revenir. On perdit du temps à persécuter l'homme au lieu de profiter de ses découvertes, et la guerre de l'indépendance, qui survint peu après, paralysa tout. Le dictateur Rosas reprit la question en 1833. Une armée argentine remonta jusqu'au Nauquen, et une petite expédition de savans et de marins étudia le lit du Rio-Negro jusqu'à un point que Descalzi, qui la dirigeait, surpris en plein enthousiasme de découvertes par l'ordre de retourner à Buenos-Ayres, appela *vuelta del dolor*, le coude douloureux. Cette campagne de Rosas avait surtout pour but de former en peu de temps à la rude école du désert une armée disciplinée et aguerrie avec laquelle il pût imposer ses volontés à toute la république. Ce but atteint, on ne songea plus au Rio-Negro. Dans ces dernières années, depuis que les questions de frontières ont joui d'une grande faveur, il faut citer les études du commandant Guerrico, de la marine argentine, qui remonta avec un petit vapeur jusqu'à l'île de Choele-Choel et y passa plusieurs mois, ainsi que les voyages très méritans de l'explorateur don Francisco P. Morena, qui a poussé jusqu'au « pays des pommiers, » en a indiqué l'importance et en a décrit les beautés.

Ce « pays des pommiers, » — c'est le nom du vaste triangle compris entre le Nauquen, le Limay et la Cordillère, — est aujourd'hui le refuge de tout ce qui reste de la race pehuenche. Il a été laissé en dehors de la nouvelle ligne de frontière qui suit le Rio-Negro et le Nauquen depuis l'Océan jusqu'à la ligne de partage des eaux dans les Andes; ce sera l'objet d'une campagne prochaine. Le Nauquen devait être occupé par les forces de la frontière de Mendoza, sous les ordres du commandant Uriburu. Cette colonne a eu une marche pleine de difficultés et d'incidens. Elle avait en face d'elle le seul parage où il y eût encore des Indiens et où tous les fugitifs de la *pampa* s'étaient donné rendez-vous. Elle devait traverser un pays montueux, en tout temps peu commode, et devenu à l'entrée de l'hiver presque impraticable. Non-seulement elle a eu à se battre, ce qui en pareil cas est une distraction, mais elle a eu à lutter contre les torrens, la neige et le froid. Une autre circonstance a donné à ses opérations un surcroît d'imprévu et en a rehaussé l'importance. Elle a trouvé de ce côté-ci des Andes une colonie chilienne tranquillement occupée de l'achat et de l'engraissement de bestiaux volés. C'est le dernier vestige de ce vaste et immoral com-

merce avec les sauvages qui a fait longtemps passer entre les mains d'aventuriers du Chili le plus clair des bénéfices des éleveurs argentins. L'endroit choisi pour asseoir l'établissement principal était digne de l'habileté des spéculateurs adonnés à ce genre de transactions. C'était une vallée fertile de 12 lieues de long sur 4 ou 5 de large, et si profondément encaissée que durant six mois de l'année elle était isolée du reste du monde, aussi bien à l'est qu'à l'ouest, par l'amoncellement des neiges. Les premiers occupans de ce beau domaine n'avaient pas dans la morte saison à se garder de leurs dangereux alliés; mais il faut croire que pendant la saison active ils n'avaient qu'une foi médiocre dans la loyauté de leurs fournisseurs, car ils avaient réuni et équipé une petite armée de trois cents hommes pour protéger contre eux les achats qu'ils leur faisaient. Il va sans dire que les chefs de la colonie s'empressèrent d'envoyer au commandant Uriburu les témoignages de leur dévoûment au gouvernement de Buenos-Ayres. On les traita bien, mais on leur laissa une garnison et des autorités argentines. C'est le noyau d'une ville : pour prospérer, elle aura d'abord à oublier ses traditions originelles.

Le corps d'occupation principal, celui qui devait s'établir à Choele-Choel, était composé des forces qui garnissaient Trenque-lauquen, Puan et Bahia-Blanca; il était sous les ordres du général Roca; c'est celui dont je faisais partie. La route adoptée était celle qui avait été reconnue peu de temps auparavant par le commandant Vintter : le lecteur la connaît déjà. Le 25 mai 1879, jour anniversaire de la révolution de 1810, à laquelle la république argentine doit son indépendance, la tête de la colonne prenait possession des rives du Rio-Negro en face de Choele-Choel. Nous n'avions vu d'autres Indiens en route que les prisonniers faits sur notre droite par les détachemens chargés de battre l'intérieur du plateau que nous côtoyions. A Choele-Choel, on ne tarda point à se mettre en communication avec les corps qui agissaient à notre arrière-garde et avec le commandant Uriburu, solidement établi sur les bords du Nauquen; les nouvelles qui arrivaient de tous côtés étaient décisives : la république argentine possédait 15,000 lieues de plus.

Conter par le menu les marches, les contre-marches et les combats qui ont amené cette conquête, ce serait forcément tomber dans des redites. La guerre à l'Indien, malgré l'ardent intérêt qu'elle inspire à ceux qui la font, roule toujours, vue à distance, sur le même fonds d'incidens peu variés. Il est préférable de supprimer les détails et d'envisager les résultats de cette féconde campagne. La sécurité de ces vastes établissemens d'élevage, la possession d'un pays vierge et immense, tels sont les avantages immédiats qu'elle rapporte à la confédération argentine. Les terrains récem-

ment annexés ont sans doute des capacités de production très diverses, et ils seront exploités au début de la manière la plus arriérée, dépecés en domaines de 10 et 20 lieues carrées où les bestiaux et leurs gardiens vivront à l'état demi-sauvage. Malgré tout, à mesure que les troupeaux vont croître et multiplier dans ces savanes selon le précepte biblique, voilà les sources de la fortune générale et des revenus de l'état ravivées pour longtemps. C'est la première fois que le gouvernement national aura des territoires directement soumis à sa juridiction. Hier encore, au nom de la constitution, il ne possédait pas un pouce de terre. C'est une des nouveautés de la loi qui a autorisé l'expédition de lui avoir attribué l'administration en même temps que la garde des contrées à conquérir, jusqu'à ce qu'elles puissent être érigées en provinces autonomes. Il va faire là ses débuts comme organisateur ; il est de son honneur d'y créer promptement des provinces modèles. La nature même semble le convier à aborder résolûment le peuplement et l'exploitation agricole des vallées de son nouveau domaine. C'est surtout le long du fleuve qui en marque la limite méridionale que d'impérieuses considérations économiques, administratives et militaires le poussent à installer une population laborieuse et serrée, dont l'activité réchauffe les extrémités de cette immense république, multiplie ses points de contact avec la mer et élargisse ses relations commerciales.

Le Rio-Negro pour le moment ne laisse pas d'avoir ses inconvéniens et ses caprices, comme tout fleuve en liberté à qui on n'a pas encore enseigné à être utile. Son régime est très variable : il a deux crues, l'une à la fin de l'automne, lorsque les premières neiges mêlées de pluie fondent en touchant terre sur les croupes inférieures des Andes ; la seconde au printemps, quand arrive le dégel sur les hautes cimes. Il déborde alors avec violence, et pendant longtemps disputera aux agriculteurs les parties les plus fertiles de ses rives, celles qu'il enrichit de son limon. En basses eaux, il présente deux ou trois hauts-fonds gênans, dans des points où il se divise en une foule de bras ; il suffira d'augmenter le volume de liquide qui passe par le canal principal pour les faire disparaître. Ils sont formés de bancs de sable peu consistans qu'ont déterminés et qu'exhaussent sans cesse les troncs d'arbres charriés par les crues. En grandes eaux, la force du courant est considérable et opposera un obstacle assez sérieux aux navires qui auront à le remonter. Les vapeurs commandés en Angleterre par le gouvernement argentin pour faire de Patagones au Nauquen des voyages réguliers sont calculés de façon à donner 14 milles de vitesse. Il n'y a pas là une seule difficulté dont il ne soit aisé d'avoir raison dès que les avantages de la navigation du Rio-Negro justifieront la

peine et les frais nécessaires pour en améliorer le cours. Ce moment ne peut tarder, on en a pour garans la fécondité des terres qu'il baigne et l'importance des points où il conduit.

De la vallée du fleuve il suffit de dire que ce sont des terres d'alluvion; tout le monde sait ce que cela signifie. Les plateaux qui la bordent, composés de dépôts plus anciens, présentent un aspect peu engageant. Ils appartiennent au terrain patagonien, c'est-à-dire que le sable y domine, et comme les pluies sont rares, l'impression d'aridité et de sécheresse est saisissante. Il y a là des mimosées qui ne parviennent pas, faute d'eau, à se couvrir de feuilles, et dont tout l'effort n'aboutit qu'à hérisser d'épines au printemps leurs rameaux pelés. Pourtant, si on examine ce sol, on s'assure qu'il est extrêmement riche, et que l'irrigation transformerait ce désert maussade en un jardin. C'est là le secret de la prospérité de la province de Mendoza et de bien d'autres plaines remarquables que les Arabes ou leurs imitateurs immédiats ont fertilisées. Quelques canaux renouvelleront ici ce miracle; ce n'est certes pas la pente qui manque dans le Nauquen, le Negro et le Colorado pour en faciliter le tracé.

Là n'est pas néanmoins dans l'avenir le principal mérite du Rio-Negro. Ce qui le rend surtout intéressant, c'est qu'il est l'unique voie pour pénétrer dans la région andine. Il est à remarquer que les Andes s'abaissent notablement en cet endroit, et que c'est par là que les aborigènes des deux pentes de la Cordillère d'abord et plus tard les Chiliens d'un côté, les Indiens du versant argentin de l'autre, maintinrent des relations. Selon l'attitude que prendra le Chili, ce sera une route commerciale également favorable aux intérêts des deux pays, ou une brèche par laquelle une armée d'invasion pénétrerait sans difficulté au cœur de ses provinces. Le gouvernement de Santiago a senti déjà combien la disparition des Indiens et l'occupation du Nauquen rendaient sa frontière orientale plus vulnérable. Cela donne lieu d'espérer que, malgré l'antagonisme des deux peuples, la guerre n'éclatera pas entre eux, et que le Rio-Negro n'aura pas à jouer un rôle stratégique. Les occasions ne manquent pas pour l'utiliser à des besognes de paix et de progrès sans aller le faire servir à des entreprises meurtrières. Il n'est pas seulement le chemin des Andes, il se trouve être par ricochet la clé de la Patagonie, que l'on n'occupera efficacement qu'en la prenant à revers, en l'abordant par l'ouest.

Un peu de géologie est encore ici nécesaire, c'est un facteur qui n'est jamais à dédaigner dans l'éclosion d'une civilisation. Le Rio-Colorado est la limite de la formation crétacée; au-delà, le continent a été bâti avec du sable; les stratifications inférieures, reposant sur des cailloux roulés, commencent à se souder par un de ces

phénomènes que présente la silice comprimée en présence de bases alcalines, et forment des grès encore mous sans doute, mais de véritables grès; les parties superficielles sont plus ou moins chargées d'humus suivant l'ancienneté du dépôt et l'activité de la végétation. La différence qu'on observe entre les deux terrains se retrouve dans les races qui les peuplent. Les Pehuenches ou Araucans, qui habitaient le nord du Colorado et les Andes, n'ont rien des Tehuelches, qui habitent le sud du Rio-Negro. Ils ne se comprennent pas entre eux, et leurs mœurs, leur physionomie, sont aussi différentes que leur vocabulaire. Les Tehuelches ou Patagons sont beaucoup moins avancés que leurs voisins; ils ont l'air de sortir à peine de l'âge de la pierre. On retrouve dans l'île de Choele-Choel et tout le long de la côte du Rio-Negro les cimetières et les ateliers d'outils de silex et d'obsidienne des premiers habitans; ils paraissent dater d'hier. Les promontoires sur lesquels ils étaient installés à l'abri des inondations sont encore environnés de marais en temps de crues. Il y a un rapprochement qui s'impose à l'esprit : entre les Tehuelches et les habitans de la Terre-de-Feu, dont les hameçons reproduisent, d'après le savant M. Nilsson, les formes et les dessins des hameçons norwégiens de l'époque du silex, il y a, au point de vue du développement intellectuel, tout juste la distance qui sépare les deux races riveraines du Rio-Negro. L'espace qui s'étend de celui-ci au Colorado aurait été, entre Patagons et Pehuenches, ce qu'est le détroit de Magellan entre Fuegiens et Patagons, la limite de deux races d'âges différens et de deux civilisations successives.

Ces indications, sur lesquelles il n'y a pas à insister à propos d'une excursion militaire, font voir du moins quel jeune continent, quelle terre à peine ébauchée c'est encore que la Patagonie. Les parties les plus récemment formées n'ont pas eu le temps de devenir productives. En dehors des vallées de deux ou trois fleuves, tout est à l'état de rudiment. La terre végétale manque : quelques herbes coriaces, des arbustes de bonne volonté, des bandes d'autruches et de *guanacos* voyageurs, l'élaborent sans se presser; les eaux pluviales ne se sont pas creusé de lit, elles s'étalent, croupissent, se chargent de sels de soude et de chaux; tel est l'aspect de toute la côte. Voilà pourquoi les Anglais, qui ont rôdé longtemps autour de cette possession, se sont arrêtés découragés à la porte; voilà pourquoi les Espagnols eux-mêmes, dans leurs explorations par mer, ne sont parvenus à fonder que des établissemens aux noms éloquens : Port-Désiré, Port-Famine, qui n'ont pas tenu. Depuis quelques années, un village créé avec des colons venus du pays de Galles a fini par vivoter auprès du ruisseau de Chubut.

Tout change d'aspect quand on se rapproche des Andes. Ce que j'ai pu voir du cours supérieur du Rio-Negro, les descriptions du Haut-Nauquen, du Limay, avec leurs eaux vives, leurs forêts de pommiers, de chênes, de pins, donnent l'idée d'une Suisse américaine, mais d'une Suisse plus tempérée, s'étageant en gradins aux abords du 39e degré de latitude et orientée de manière à être respectée par les vents. Les vents de sud-est et de sud-ouest sont le principal élément de la température dans ces plaines indéfinies ouvertes du côté de l'océan et du pôle. On sent déjà, dans la vallée du Rio-Negro, qu'ils prennent de flanc et franchissent d'un bond sans y pénétrer, l'influence du moindre abri sur la douceur du climat et la régularité des saisons. La colonisation, au rebours de toutes les traditions coloniales, est forcée d'aller ici des montagnes vers la mer. Le peuple conquérant doit imiter l'exemple des races autochtones, il doit rayonner autour du massif géologique le plus ancien. Pour songer seulement à une pareille entreprise, il fallait mettre ce massif en communication avec l'océan. C'est ce que permet de faire la possession paisible du Rio-Negro, en attendant que vienne le tour du Rio Santa-Cruz, qui est l'autre grande artère de la Patagonie.

Ce sont de belles perspectives et qui doivent paraître au lecteur de beaux songes. C'est le point de vue qui fait le tableau : quand je repassai par l'Azul à mon retour du Nauquen, quand je me retrouvai dans ce village où j'avais fait mes débuts d'homme de frontière, j'eus un élan de fierté. Je me disais que j'avais été des plus rudes fêtes de cette guerre, à côté des infatigables commandans, aujourd'hui colonels, qui ne prenaient pas plus de repos qu'ils n'en accordaient à l'ennemi : occupations de fantaisie, temps perdu, me répétaient les officieux donneurs de conseils; perdu, soit! mais bien employé. Je me souvenais que j'avais vu les Indiens maîtres de ces campagnes; ils avaient tué du monde sur les bords de ce ruisseau, ils livraient aux troupes des batailles rangées de l'autre côté de ces collines, et cela paraissait chose naturelle. Les uns prétendaient qu'il faudrait un siècle, les autres qu'il en faudrait trois pour les soumettre. On peut aller maintenant jusqu'aux confins du Chili sans en rencontrer. Combien de temps a-t-on mis pour opérer cette transformation? Un peu plus de trois ans. De pareils rapprochemens, faits sur les lieux, prédisposent à l'optimisme, et l'on me pardonnera sans doute, après tant de plaines, tant de bois, tant de lacs reconnus et conquis, de « voir grand » quand il s'agit de l'avenir de la république argentine.

ALFRED EBELOT.

LE

FILS DE PIERRE LE GRAND

I.

L'ENFANCE ET LA JEUNESSE D'ALEXIS. — SON MARIAGE ET SA FUITE.

Il eût fallu le drame d'Eschyle ou de Sophocle pour raconter sa vie. Égaré dans l'histoire moderne, le fils de Pierre le Grand appartient à la lignée fatale qui hantait les vieux tragiques grecs; devant ce prince supplicié, on ne sait par quelle main, Clytemnestre se serait écriée une fois de plus : « C'est le Destin qui a commis le crime! » — Nous dirons autrement aujourd'hui : dirons-nous mieux? L'histoire hésite éternellement devant le problème moral que lui posent certaines destinées. Un homme ordinaire naît dans un rang et une époque extraordinaires; il ne demandait qu'à être médiocre dans une fortune médiocre; réduit à la condition commune, il eût passé tranquille et inaperçu, ni pire ni meilleur que tant d'autres. Voici que la loi, inconnue pour nous, de la distribution des âmes, assigne à cette faible créature une œuvre disproportionnée avec ses forces; elle se trouve jetée dans un tourbillon de volontés puissantes et d'événemens grandioses : ne pouvant se hausser jusqu'à sa tâche, l'être infirme retombe et disparaît, broyé par elle. Il souffre et proteste : pourtant l'œuvre historique qui devait s'accomplir par lui s'accomplit malgré lui et contre lui : son mal est le bien d'un grand peuple. Qui répondra de cette infor-

tune nécessaire? Comment juger le faible qui succombe plutôt que d'avancer, les forts qui le foulent en marchant, quand la marche est le salut de tous? — Fatalité, disait l'antiquité païenne; — prédestination, répond le moyen âge chrétien; — lutte pour l'existence, affirme la science moderne. Ces diverses formules des opinions humaines ne sont que la constatation du fait; elles réservent le jugement de la conscience, qui flotte, indécis.

Nous n'aurons pas la hardiesse de nous prononcer dans un si grand débat. Nous retracerons les faits : le lecteur jugera. Rarement l'intérêt philosophique de l'histoire a été relevé par de plus attachantes péripéties. Nos romans judiciaires rivaliseraient à peine d'imprévu et de passion avec le procès du tsarévitch Alexis; nos plus ingénieux faiseurs n'ont pas imaginé d'aventures plus étranges que celles de ce jeune prince, fuyant sa couronne et emportant ses amours sur les routes d'Europe, caché dans des retraites obscures, poursuivi, dépisté, repris par une diplomatie subtile comme une police, ramené de la baie de Naples à la chambre de torture de Moscou, disparaissant mystérieusement dans le décor d'une tragédie barbare et léguant une énigme insoluble aux historiens. Tenté à notre tour par cette énigme, nous suivrons docilement nos devanciers, MM. Oustrialof, Solovief et autres; leurs recherches érudites ont ranimé les traits de cette pâle figure qui passe comme une ombre et s'évanouit de même dans l'éclat glorieux du règne de Pierre le Grand (1).

I.

Pierre n'avait que seize ans quand il épousa, en 1689, Eudoxie Lapouchine, fille d'un des boïars qui avaient marqué à la cour du feu tsar Alexis Michaïlovitch. L'année suivante, un fils naissait de ce mariage et recevait le nom de son aïeul Alexis. L'enfant entrait

(1) Pour ne pas multiplier les citations au bas de ces pages, nous indiquerons ici les sources de ce travail : — Oustrialof, *Histoire du règne de Pierre le Grand*, tome VI, consacré en entier au procès du tsarévitch, avec les documens originaux en appendice; — Solovief, *Histoire de Russie depuis les origines*, tome XVII; — Essipof, *Documens pour le procès du tsarévitch Alexis Pétrovitch;* — Pogodine, *le Jugement du tsarévitch A. P.*, dans la *Rousskaïa besièda*, 1860; — Guerrier, *la Princesse Charlotte* (*Messager d'Europe* de mai et juin 1872); — Weber, *Nouveaux mémoires sur l'état présent de la Moscovie*, édition française de 1725; — Correspondance des résidens étrangers dans les *Publications de la société historique de Russie;* en particulier, tome XV.

Cette étude était achevée, quand a paru à Heidelberg le livre de M. Bruckner, *der Zarevitsch Alexei;* nous serons heureux de nous rencontrer avec le savant professeur, qui a puisé comme nous son récit aux sources russes.

dans sa neuvième année quand sa mère fut répudiée par le tsar et enfermée au couvent de Souzdal; il avait vingt-deux ans quand Pierre se décida à légitimer son union avec sa seconde femme, Catherine Skavronski, en 1711.

Pour comprendre le drame de famille que nous voulons raconter, il est indispensable de faire plus ample connaissance avec ses principaux acteurs.

Il ne devrait pas être besoin de présenter au public une personnalité historique comme celle de Pierre le Grand. Pourtant, si le souverain a donné son nom à plus d'un livre en Occident, l'homme y est encore mal connu, croyons-nous, faute d'avoir été bien regardé dans son cadre. Cela tient au peu de lumières que nous avions jusqu'à ces derniers temps sur la vieille Russie; le moyen âge moscovite n'avait pas trouvé place dans nos histoires classiques, elles ignoraient de parti-pris ce monde barbare, et la Russie ne commençait pour elles qu'à l'arrivée de son réformateur. C'était déjà un bel hommage rendu à Pierre de ne compter avec son pays que du jour où il y parut. L'hommage serait plus complet si, sachant ce qu'il a fait, nous savions avec quoi il l'a fait. L'homme est grand dans la mesure où il crée : mais pour assigner à un créateur sa vraie place, le philosophe s'inquiète plus encore des élémens dont il disposait que du résultat obtenu. Quand Louis XIV fait un grand siècle avec notre grande France et nos grands aïeux, nous saluons en lui un guide intelligent plutôt qu'un créateur. Quand Napoléon construit l'édifice administratif et civil qui nous abrite encore aujourd'hui, il fait preuve d'un merveilleux génie d'ordre plutôt que de création : les matériaux étaient là, bruts et mal assemblés sans doute, mais déjà réunis par la révolution. Pierre, lui, crée de toutes pièces, presque du néant, suivant la leçon divine. A l'étude des élémens informes, réfractaires, d'où il tira en quelques années un grand empire, on est pénétré d'admiration pour cette immense figure; au calcul des résistances, actives ou inertes, dont il dut triompher, on reconnaît que la force d'âme n'eut peut-être jamais une plus haute expression dans l'histoire. Ceux qui sont arrivés, — et n'est-ce pas la leçon de la vie? — à priser entre toutes les qualités de l'âme le don rare et superbe de la volonté, ceux-là avoueront sans peine qu'excepté peut-être ce même Napoléon, nul homme dans les temps modernes n'a jamais plus fortement voulu.

Regardons-y de près. Au déclin du XVIIe siècle, en dehors de cette Europe déjà en possession de son équilibre, organisée, policée, mûre pour la vie moderne, il y a un état immense dans l'espace, insignifiant dans l'histoire. Le monde civilisé l'ignore; on ne sait même comme il faut le nommer, Moscovie ou Russie, Asie ou

Europe. Ses voisins immédiats, la Turquie, l'Empire, la Prusse, tous grands facteurs de l'ordre européen, ne comptent guère plus avec lui qu'avec ces khans tatars dont on le distingue confusément. Quand Dolgorouki, le premier ambassadeur de Pierre, arrive à Versailles en 1687, il y obtient le même succès de curiosité qu'un envoyé chinois ou birman; il faut, dans ce centre des lumières, recourir aux géographes, et aux académies, pour savoir d'où sortent ces barbares. — « L'Académie des inscriptions, nous dit Voltaire, célébra par une médaille cette ambassade comme si elle fût venue des Indes. »

Quel était le secret de cette faiblesse d'un peuple nombreux? Ses voisins l'ignoraient parce qu'il s'ignorait lui-même. Depuis de longs siècles il dormait dans sa torpeur polaire. Le gouvernement, les mœurs, les arts, le commerce, le costume, tout chez lui était oriental, disons même asiatique, partant immobile. Il tirait toutes ses racines de l'Orient byzantin et de l'Asie tatare : de Byzance, son clergé avait gardé une tradition religieuse étroite, matérialisée, qui pesait sur toute la vie nationale : des Tatares, auxquels il fut si longtemps soumis, ses souverains avaient pris l'étiquette, les procédés de gouvernement, la tactique militaire, l'esprit violent et rusé. A Moscou comme à Damas ou à Ispahan, la femme était recluse au *térem*, on l'épousait sous un voile ; son action éducatrice sur les mœurs était nulle. Les seuls instituteurs de ce peuple, plongé dans une noire ignorance, étaient des moines dont rien ne pouvait égaler l'indigence intellectuelle. Une noblesse grossière et anarchique combattait à la manière mongole, avec des levées de vassaux, pour le souverain ou contre lui. La mer, le grand lien des nations civilisées à cette époque, le véhicule des richesses et des idées, n'était connue des Moscovites que dans les légendes : aucun de leurs princes, avant Pierre, ne l'avait vue de ses yeux. Quant à franchir la frontière, nul n'y songeait à moins de force majeure : les langues, les arts, les sciences de l'Occident, autant de choses maudites, repoussées par l'exclusivisme religieux et national; les rares commerçans étrangers étaient parqués dans un faubourg de Moscou, le quartier allemand, sorte de ghetto réprouvé qu'on sabrait sans scrupule aux jours de sédition populaire. Le costume même témoignait des origines et des mœurs du Russe : c'était le long et flottant vêtement oriental, signe extérieur de l'indolence asiatique.

Avec le père de Pierre le Grand, ce tableau n'est déjà plus rigoureusement exact. Dès le règne d'Alexis Michaïlovitch, quelques hommes intelligens sentent leur infériorité nationale, en souffrent, et font effort pour en sortir. Des regards curieux se tournent vers l'Europe, hésitans encore et sans suite. Le patriarche Nicon essaie la réforme du clergé, des lettrés polissent la langue, tra-

duisent les livres étrangers. Nathalie, l'épouse du tsar et la mère de Pierre, quitte la première le voile et se hasarde dans la société des hommes. Alexis Michaïlovitch a l'esprit ouvert, il appelle à lui des marchands d'Occident, des chanteurs d'Italie, des diplomates. Il passe dans ce ciel du Nord des clartés vagues, une aurore qui annonce le grand jour de la transformation. Il en devait être ainsi; les phénomènes de l'histoire, comme ceux de la nature, sont régis par la grande loi de l'évolution; ils n'admettent pas les chutes subites du passé dans l'avenir, les brusques miracles; c'eût été miracle si un Pierre le Grand fût apparu sans préparation. Est-ce à dire, comme l'ont avancé certains érudits russes, dans un courant de réaction très marquée contre l'œuvre de Pierre, que le grand tsar n'ait été qu'un continuateur, et son père le véritable initiateur de la réforme? Nous croyons que les savantes recherches dont le règne d'Alexis Michaïlovitch a été l'objet ont quelque peu exagéré la valeur de ce règne. Le tsar Alexis nous représente assez bien un de ces souverains orientaux, curieux de choses nouvelles, amusés plutôt qu'instruits par les merveilles de la civilisation, qui ont plus d'une fois de nos jours fait prendre le change à la crédule Europe. L'Europe s'émerveille, applaudit aux réformes et s'apprête à traiter de pair avec le barbare si rapidement assimilé; l'observateur prudent qui passe derrière le décor s'aperçoit que le barbare a pris de la civilisation juste ce qu'il fallait pour emplir un théâtre et amuser son ennui. — Avec plus de bonne foi sans doute, Alexis Michaïlovitch n'obtint pas des résultats mieux assurés : il ne sortit pas d'Asie. Tout se réduisit à quelques plaisirs de cour moins grossiers, à une extension des relations commerciales, à un travail dans les idées religieuses qui n'avait rien à démêler avec le progrès occidental. Le poids d'ignorance était trop lourd à soulever pour les hommes de cette génération; l'honneur de l'effort doit être rendu à Pierre le Grand.

C'est dans ce milieu qu'il naît, à un moment de crise politique et de confusion. A dix ans, on le place conjointement avec son frère aîné, l'imbécile et maladif Ivan, sur ce célèbre trône à deux siéges qu'on voit encore au Musée des Armes. Une sœur plus âgée y tient les deux enfans en lisière, intrigue et gouverne sous leur nom. L'éducation du petit prince est pire encore que celle de ses pareils; il grandit dans la rue de Moscou, mêlé aux polissons de son âge, livré à toutes les influences perverses, à l'ignorance, à la débauche précoce. Soudain une lumière se fait, comme une révélation, dans les ténèbres de cette petite âme; elle devine qu'à la place de ce qui est, il faut mettre autre chose qu'elle pressent et qu'elle ignore. Dès lors cet esprit s'agite d'un effort obscur et

constant vers une vie nouvelle, comme l'enfant au sein de la mère. Dans les jeux des gamins du quartier allemand, Pierre apprend qu'il y a un autre monde par delà le sien, il y rêve sans cesse, et sur ce rêve il façonne déjà en imagination son futur empire. A dix-sept ans, avec ses compagnons d'aventure, il balaie la cour caduque de son frère et de sa sœur. Libre et seul, il court d'instinct à la mer : elle est triste et rebutante, dans ce port glacé d'Arkhangel; pourtant il la salue avec amour, reconnaissant la maîtresse mystérieuse qui le mènera au monde nouveau et ramènera ce monde avec lui. Au risque de perdre sa couronne mal assurée, il se précipite en Occident, poussé par une force irrésistible, avec la curiosité ardente d'un sauvage; il voit des flottes, des armées, des fabriques, des académies, de la justice, de la puissance et de la gloire, il veut tout cela pour son pays; mais les autres monarques ordonnent et des instrumens exécutent au-dessous d'eux : lui devra être à la fois l'ordonnateur et l'instrument; il devra tout apprendre pour tout enseigner aux siens. Il veut une flotte et n'a pas même un calfat dans son empire : il saura le premier ponter une barque, gréer une mâture, gouverner à la barre du premier vaisseau construit de ses mains. Il veut une armée régulière et n'a pas un sergent instructeur; il instruira lui-même les soldats de son premier régiment. Et pour tout ainsi. Qu'on mesure maintenant, si l'on peut, l'ouverture d'esprit et la force de volonté nécessaires à un homme pour passer brusquement d'un monde moral dans un autre, pour se faire tour à tour l'apprenti universel des arts de la civilisation, l'instituteur de ces arts près d'un peuple nombreux, le souverain chargé d'en régler l'emploi, pour vaincre les résistances de tous ceux que ces arts scandalisent, pour changer les consciences, les idées, les formes de trente millions d'êtres humains! Figurons-nous, pour prendre des distances qui nous sont familières, un génie du XVIIe siècle, un Colbert ou un Vauban, apparaissant soudain en plein XIIIe siècle, dans le monde de saint Thomas et de Raymond Lulle, et transformant ce monde à son image. Il semblerait qu'un pareil travail ait dû être l'œuvre de plusieurs siècles; vingt ans après, au lendemain de Poltava, l'empire qu'avait rêvé l'enfant était une réalité, ses escadres couvraient la Baltique et la Mer-Noire, ses armées avaient vaincu la Suède, la Turquie, la Pologne, inquiétaient la Prusse et l'Autriche; l'Europe comptait une grande puissance de plus, une capitale et des ports nouveaux, la Russie célébrait son avènement à la civilisation, civilisation timide encore, mais assurée désormais de ne pas périr dans la moitié du vieux monde.

Faut-il ajouter que cette révolution se fit par les moyens vio-

lens et brutaux auxquels toute révolution est condamnée, par des moyens tels qu'on pouvait les attendre du temps, du pays, de l'éducation première du réformateur? Le contraire n'eût pas été dans les possibilités humaines. Pierre forgea la civilisation avec les instrumens de la barbarie. Acharné à son œuvre de salut, exaspéré par les résistances qu'elle rencontrait de toute part, il frappa furieusement autour de lui et tout près de lui. Comme il prenait la hache dans les chantiers pour donner l'exemple à ses matelots, il la prit peut-être sur les places, suivant la légende, pour donner l'exemple à ses bourreaux. Les strélitz, un corps de janissaires à la turque, se mutinent contre l'armée nouvelle; il les massacre. Des fanatiques jettent l'anathème à la réforme, au tsar antechrist; il couvre Moscou de potences et fait d'effroyables justices. Son excuse, c'est qu'il ne travaillait pas pour lui, mais pour le bien de la patrie, visible au bout de sa tâche. Sans doute la patrie ne fut pas heureuse, ni reposée, durant l'heure de l'enfantement; les charges étaient lourdes, on peinait partout, on se tuait de labeur, on s'épuisait de sang et d'argent. Le règne de Pierre, suivant la juste expression de M. Solovief, fut un immense éveil de forces; comment le concilier avec un idéal de prospéritéet de sécurité? Nul rêveur ne renversera la grande loi de ce monde, qui est de souffrir pour entrer en pleine possession de l'existence. Nous ne sommes pas, nous l'avouons, de ceux qui admirent les peuples sans histoire, heureux en gagnant beaucoup d'argent; les nations, comme les individus, commandent le respect et l'admiration à la condition d'être une force en travail, une école de sacrifice au profit de la génération du lendemain. Pierre prit la Russie au moment critique où, devant l'expansion de l'Europe moderne, elle hésitait, indécise, forcée de choisir entre le passé et l'avenir, entre l'Asie et l'Europe, entre la mort et la vie. De sa main puissante, il la jeta à l'Europe et l'appela à la vie. Par ce coup de génie, il devançait son temps et son peuple; par la façon dont il l'exécuta, il rentre dans ce temps et dans ce peuple.

C'est qu'il était bien de sa race, cet homme que nous cherchons ici dans le souverain. Lui, l'apôtre de l'Occident, lui que ses ennemis appelaient l'Allemand, il avait l'âme toute slave, une âme de la steppe, qui allait sans cesse à l'illimité, à l'impossible, aux horizons sans bornes. S'il veut agrandir son empire et renouveler son atmosphère morale, c'est qu'il étouffe presque physiquement dans les limites que les faits et les idées lui assignent, c'est qu'il lui faut prendre des jours sur l'espace, dans tous les sens. La première fois qu'il voit la mer, objet de crainte jusqu'alors, il tressaille d'aise devant cet infini nouveau et s'y lance comme un fou. Plus tard, retenu dans les montagnes à Carlsbad, il éprouvera ce senti-

ment d'angoisse commun à tous les fils de la plaine russe en pareil cas, il écrira à sa femme : « C'est une vraie prison que ce lieu, il est situé entre de telles montagnes qu'on n'y voit pas le soleil. » — Il ignore la mesure dans le plaisir comme dans le travail; il passe de la vie frugale de l'ouvrier et du soldat à ces orgies de Péterhof, où l'on vidait des brocs d'eau-de-vie comme à la cour d'un roi nègre d'Afrique : législateur ou débauché, il nous apparaît de même, un *monstre* au sens antique du mot, assemblage de vertus et de défauts extrêmes, les unes et les autres si en dehors de l'humanité moyenne, que celle-ci récuse également de tels défauts et de telles vertus. Pierre ne supporte guère la contradiction, parce qu'il ne croit pas à l'impossible; malade, il rosse ses médecins en les traitant d'ânes; généreux et bon d'ailleurs pour qui ne contrarie pas son œuvre sacrée. Deux qualités maîtresses commandent dans son âme : l'activité et la sincérité. Elles sont nées du contraste des deux vices nationaux qui l'irritèrent le plus : la paresse, naturelle au tempérament de son peuple; le mensonge, fruit des habitudes serviles contractées sous le joug tatare. Simple et sans faste, bien qu'élevé dans un cérémonial byzantin, il n'aime pas le pouvoir pour lui-même : il se refuse longtemps à l'exercer avant de s'en être rendu digne, il le délègue sans marchander aux ministres qu'il croit plus habiles que lui. Aucune des petitesses du despote, aucune jalousie, aucune crainte de voir sa part de gloire diminuée par le mérite d'autrui. Bien au contraire, sa vie se passe à chercher des hommes; il les prend partout, les élève, les supplie d'agir pour lui, sans lui, à leur guise; il écrit à Menchikof : « Je ne peux donner des ukases pour tout : voyez et décidez par vous même. » — Il s'est fait de la patrie future un idéal grandiose, auquel tout doit être sacrifié, lui d'abord, les autres ensuite; tout ce qui sert cet idéal est bien, tout ce qui le menace est condamné; c'est la seule règle morale de Pierre. Il châtie parce qu'il aime, il broie beaucoup d'hommes en cherchant le bonheur de tous; et dans cet instinct du sacrifice, il pense si peu à lui, que ce justicier cruel trouvera la mort en sauvant d'obscurs matelots de Finlande qui se noient devant sa porte.

On comprendra maintenant ce qu'un tel homme dut être dans les relations de famille. Comme tous les fondateurs, il eût pu dire, lui aussi : « Mes frères et mes sœurs sont ceux qui font la volonté d'en haut. » — Il ouvrit son cœur à ceux qui comprirent et aimèrent son œuvre; ceux qui la méconnurent et l'entravèrent, si proches fussent-ils par les liens du sang, lui parurent des ennemis d'autant plus dangereux qu'ils étaient plus intimes. Après la révolte des strélitz, ses sœurs vont rejoindre au couvent des Vierges de Moscou

leur aînée la tsarévna Sophie. Aux barreaux de leurs cellules, ces malheureuses filles voient pendre durant cinq mois les corps des rebelles suppliciés; ces cadavres gardaient dans leurs mains les pétitions adressées avant la révolte aux princesses complices. Bientôt après, les rigueurs du tsar s'appesantissent sur sa femme. La puissante famille des Lapouchine, à laquelle appartenait l'impératrice Eudoxie, voyait avec douleur la transformation de l'empire. C'étaient des espérances caressées de longue date qui s'effondraient pour ces ambitieux. Jadis la famille qui avait eu la bonne fortune de fournir une épouse au tsar entrait en partage de la souveraineté, dominait dans les conseils de la couronne, usait et mésusait de la faveur. En lisant la chronique orgueilleuse des maisons alliées au trône sous les règnes précédens, on comprend bien la stupéfaction, puis la colère des Lapouchine se voyant évincés par des aventuriers, des Allemands, des strélitz. Ils se rapprochèrent alors de ceux qui menaçaient leur gendre d'une résurrection du passé. Après la conspiration de Sakovnine, en 1697, le père et deux frères de la tsarine furent exilés dans des provinces reculées. Eudoxie, dont le goût pour l'ancien régime n'était pas douteux, se compromit-elle ouvertement avec les siens? On ne sait, ce point du drame de famille est resté obscur. L'année d'après, au retour du voyage de Hollande, Pierre ordonne à sa femme de se retirer à Souzdal, dans le célèbre monastère de la Protection de la Vierge; quelques mois plus tard, l'impératrice prenait la robe sous le nom de sœur Hélène.

Cette séparation, commandée par la politique, ne coûta guère au cœur du tsar, devenu fort indifférent à sa première femme. Sa morale n'avait jamais été scrupuleuse. Deux ans après, il est en liaison avec une belle personne du quartier allemand de Moscou, Anna Mons. Cette favorite se donna les mêmes torts que l'épouse; elle voulut prendre avantage de sa faveur, mêla ses proches à ses malversations, et après quelques années, sentant son pouvoir décliner, elle intrigua pour se faire épouser par Kaiserling, l'envoyé de Prusse. Un couvent referma ses portes sur la belle Allemande. Celle qui lui succéda n'avait, au témoignage des contemporains, ni beauté ni grâce; mais par ses hautes qualités d'âme, elle sut mériter une tout autre fortune. En 1701, après le sac de Marienbourg, quand tous les habitans de la ville poméranienne furent emmenés en captivité, Menchikof garda dans sa part de butin une pupille, disent les uns, une servante, disent les autres, du pasteur Gluck. Catherine Skavronski vécut quelque temps dans le *térem* du prince; vers 1704 ou 1705, il céda sa captive à son ami et souverain. Elle sut rester humble et discrète, comprendre les grands desseins de Pierre et affermir chaque jour son pouvoir sur ce maître changeant.

Cette inconnue du moins ne traînait pas derrière elle une famille hostile, enracinée au passé; elle suivait le tsar dans ses expéditions, partageait ses fatigues, l'encourageait aux nouveautés hardies. En 1711, durant la désastreuse campagne du Pruth, Catherine donna la mesure de l'énergie de son esprit; elle vendit ses bijoux pour solder les troupes, releva leur moral et aida Pierre à sortir de cette épreuve; dans l'élan de sa reconnaissance, il célébra publiquement son mariage avec la captive de Marienbourg, la fit reconnaître impératrice, lui garda jusqu'à son dernier jour un attachement inébranlable et justifié. Après la mort du réformateur, Catherine Ire régnera sur la Russie, continuera la pensée de Pierre et la sauvegardera de son ferme génie contre toutes les réactions conjurées.

En 1699, après la déchéance d'Eudoxie, qui pouvait attendre de l'avenir cette auxiliaire imprévue? A ce moment critique, dans cette famille détruite par les soupçons et les colères de son chef, tout l'espoir du trône se reportait sur le fils de la recluse de Souzdal.

II.

On imagine avec quelle anxiété Pierre devait épier le développement de cet enfant, destiné à achever après lui la grande œuvre. L'attente n'était pas moins vive dans tout le vieux Moscou hostile à la réforme; Alexis était l'enjeu de la partie décisive qui se jouait entre le passé et l'avenir; par le futur tsar, l'édifice nouveau serait couronné ou anéanti, suivant le pli que sauraient imprimer à son âme les novateurs ou les traditionnels; on le sentait de part et d'autre, on s'efforçait en conséquence. Pierre, sans cesse appelé aux confins de son empire par les travaux et les guerres, ne pouvait veiller lui-même sur son fils. L'enfant resta livré jusqu'à l'âge de neuf ans à sa mère, à ses tantes, à son grand-père Abraham Lapouchine, à tous les ennemis de la révolution. On ne tarda pas à s'apercevoir que les lois mystérieuses de l'hérédité lui avaient transmis le caractère maternel; M. Solovief va plus loin; cet historien veut voir dans le jeune prince un cas d'atavisme et retrouve en lui la personnalité de son aïeul, le tsar Alexis. L'enfant, grandissant dans cette famille déchirée, s'habituait à prendre parti pour une mère tendre et opprimée contre un père redouté, qui lui apparaissait de loin en loin entre des supplices et des batailles. Eudoxie quitta son fils pour entrer au cloître. On le confia alors à Nicéphore Viazemski, pédant ampoulé et timide, qui lui apprenait à lire dans un livre d'heures, adressait au tsar des rapports triomphans sur les progrès de son élève et recevait de cet élève des coups de bâton quand il

essayait de l'appliquer au travail. Les vrais maîtres d'Alexis furent les hauts dignitaires du clergé moscovite. Ce clergé, menacé dans son influence, dépouillé d'une partie de ses biens, décapité par l'ukase qui supprimait la dignité patriarcale, était attaché de tout cœur à l'ancien régime; la réforme n'avait pas d'adversaire plus violent et plus dangereux. Un prêtre à l'esprit rude et dominateur, le protopope Iakof Ignatief, se chargea d'être auprès du prince l'instrument des rancunes et des espérances de ses supérieurs. Directeur spirituel du jeune homme, il prit sur son âme une influence absolue; il adressait à son pénitent des admonitions terribles dont quelques-unes nous ont été conservées, lui faisant jurer sur l'Évangile d'obéir à son confesseur comme à Dieu même, le menaçant des colères célestes s'il cachait une seule de ses pensées.

Alexis versa dans la dévotion étroite et matérielle des vieux Moscovites. Très sensible à la pompe des cérémonies, à l'attrait mystique des cloîtres, il ne se plut qu'à l'ombre des églises du Kremlin, dans la société des religieux et des théologiens. On crut revoir dans le parvis du couvent du Miracle ce tsar-moine Féodor, dont nous avons conté l'histoire à cette place, qui sonnait les cloches et chantait au chœur, tandis que Boris Godounof régnait sous son nom. La cour de l'héritier se reformait pareille à celle des grands-ducs du XVI[e] siècle, pleine de chantres, de moines, de faiseurs de miracles, de pieux mendians qui portaient en cachette les messages de l'exilée de Souzdal aux matrones voilées du *térem* de Moscou. Toujours à la mode du vieux temps, une licence grossière et de hâtives débauches se mêlaient à ces dévotions, énervant la santé débile d'Alexis, trop faible pour les traverser impunément, comme avait fait son père.Tout ce monde suranné, haïssant et craignant Pierre, conspirait à mots couverts, du geste, du regard. Parfois le tsar terrible accourait à l'improviste de la frontière, de la Hollande, de ses chantiers de Pétersbourg; chacun composait son visage et sa parole, se prosternait devant le maître, devant les étrangers maudits qui le suivaient; dès qu'il avait repassé les portes du Kitaï gorod, le sourd murmure reprenait, les cellules et les bazars se renvoyaient de nouveau des paroles équivoques. L'enfant était ainsi dressé à la dissimulation, au mensonge, à toutes les servilités de la terreur. On lui enseignait qu'il est méritoire de résister à un père qui use de son pouvoir pour le mal. Un jour, il s'accuse aux pieds de son confesseur d'avoir souhaité la mort de ce père : « Dieu te pardonne! répond Iakof, nous la souhaitons tous, car il pèse sur le peuple. » Indolent, bien que d'un esprit ouvert, Alexis avait l'horreur du mouvement; il n'était à l'aise que renfermé dans son palais de Moscou, comme ses ancêtres, sous les pelisses fourrées et le haut bonnet

lourd de pierreries. A l'exemple de son entourage, il avait une répugnance superstitieuse pour la mer et tremblait quand son père le traînait vers cet élément réprouvé. Dès que son âge l'appelle à suivre les armées, il trouve mille prétextes pour se dérober aux appels de Pierre. Il a vingt ans l'année de Poltava, et la grande victoire se gagne sans lui. Peut-être, s'il eût vu de près ces choses glorieuses, son âme se fût-elle éveillée à des sentimens plus généreux; mais dans la triste Moscou, où chacun souffrait des charges et des lois nouvelles, l'écho des entreprises paternelles lui arrive affaibli et dénaturé; il n'en voit que les plus douloureux effets, il ne peut en comprendre les bienfaits éloignés.

Pierre sentait croître cette opposition sourde; il était averti des relations secrètes d'Alexis avec sa mère, dont le tsar craignait sur toute chose l'influence. Ne pouvant réaliser dès lors son désir d'envoyer son fils à l'étranger, il remplace l'incapable Viazemski par un Allemand, le baron de Huyssen. Ce savant homme arrive avec un superbe programme, une « éducation d'un prince » telle qu'on les réglait alors dans toute l'Europe, sur les modèles donnés par Bossuet et Fénelon. Le *Télémaque* y figure, et Puffendorf, et le *Mercure historique;* le français et l'allemand y tiennent une large place, Huyssen assure bientôt que son élève, qui avait déjà lu cinq fois toute la Bible en slavon, vient de la lire une sixième fois dans la version allemande; mais le prudent précepteur, se voyant perdu seul dans un milieu hostile, épié et combattu par tous, se tient modestement à l'arrière-plan et ne tente pas une lutte impossible avec la cour du tsarévitch. Pierre aurait voulu surtout élever son fils comme il s'était élevé lui-même, à l'école de l'action; à diverses reprises, il lui confie des missions, des transports de recrues, des inspections de forteresses; en 1707, retenu par la guerre de Suède, il investit de la régence le prince âgé de dix-sept ans. Alexis répond à ces efforts par une désolante inertie, proteste de son obéissance, et se dérobe dès qu'il peut à ses fonctions. Le tsar commence à perdre patience devant cette indifférence obstinée. Un jour qu'il a traîné son héritier au siège de Narva, il lui adresse sur la brèche conquise ces belles paroles: « Mon fils! rendons grâces à Dieu pour cette victoire. Les victoires viennent du Seigneur, mais nous devons appliquer toutes nos forces pour les obtenir. Je t'ai appelé à l'armée pour que tu voies que je ne crains ni la peine ni le danger. Homme mortel, aujourd'hui ou demain je peux périr : tu dois te convaincre que la vie te gardera peu de joie, si tu ne suis mon exemple. Tu dois, dès ton jeune âge, aimer tout ce qui procure le bien et la grandeur de la patrie, les conseillers et les serviteurs fidèles, qu'ils t'appartiennent ou qu'ils soient étrangers: tu dois

n'épargner aucune peine pour le bien commun. Si, comme je l'espère, tu suis mes conseils paternels et prends pour règle de ta vie la crainte de Dieu, la sincérité et la justice, la bénédiction du Seigneur sera sur toi; mais si le vent emporte mes paroles, si tu ne fais pas ce que je désire, je te renie pour mon fils: ma prière demandera au ciel qu'il te châtie dans cette vie et dans l'éternité. »

De cette harangue l'enfant sauvage et défiant ne retint que la menace; il baisa en pleurant les mains du tsar, promit d'être fidèle à ses leçons et s'enfuit dans sa retraite de Moscou, gardant son cœur fermé, en défense contre son père. Ses rapports avec lui continuent d'être ceux d'un esclave révolté et tremblant avec un maître redouté. Un trait montrera bien l'entêtement résolu et la terreur qui se disputaient cette jeune âme. A une autre époque de sa vie, un jour que Pierre demandait à son fils, alors âgé de vingt-trois ans et hors de pages, s'il n'avait pas oublié les enseignemens de ses maîtres, Alexis répond qu'il n'a rien oublié. Sur ce, le tsar l'engage à dessiner un plan et à l'apporter. Certain de ne pouvoir sortir à son honneur de cette épreuve, Alexis rentre chez lui, prend un pistolet de la main gauche et le décharge sur sa main droite. Puis il reparaît devant son père avec un bandage sur la main blessée, prétextant un accident. Il reconnut plus tard ce fait devant la commission d'enquête, et l'on retrouva dans le mur de la chambre la balle qui avait déchiré le poignet du prince.

Une douceur intelligente aurait peut-être eu raison de ce caractère buté; mais c'était là un secret inconnu à l'âme violente du grand tsar. Cet homme qui s'était discipliné lui-même par les plus rudes efforts, dont la vie était une lutte de chaque heure contre les résistances brutales de la matière et de la barbarie, cet homme n'imaginait guère d'autre éducation; il ne savait donner à son fils que de nobles exemples et de sévères conseils. M. Solovief définit avec un grand sens le malentendu croissant dès lors entre le père et son enfant: « Le fils chérissait le repos, haïssait tout ce qui veut de la peine, tout ce qui sort de la routine et du cercle accoutumé; le père, à qui rien n'était plus odieux que l'indolence et la fainéantise, exigeait de ce fils, au nom de la Russie future, une activité constante, un mouvement fiévreux. Par suite de ces exigences d'une part, de l'invincible répugnance à les contenter de l'autre, les rapports s'aigrissaient entre le père et le fils, entre le bourreau et le patient, car il n'y a pire supplice que de se voir contraint à changer sa nature, et c'est à quoi Pierre contraignait son fils. »

Oui, sans doute, et nous ne savons pas de plus curieux enseignement: le souverain qui réussit à transformer un peuple, à vaincre les élémens, ne parvint pas à modifier la nature morale d'un enfant.

Un seul espoir restait au tsar : se souvenant de tout ce qu'il devait à ses voyages, il voulut donner la même leçon à son fils et l'arracher à un milieu dangereux. A la fin de 1709, Pierre ordonna à son héritier de se préparer à partir pour l'Allemagne, où il se perfectionnerait dans l'étude des langues et des sciences exactes. Alexis gagna du temps, suivant son habitude ; ce ne fut qu'au mois de mars 1710 qu'il se mit en route pour Dresde. C'était trop tard. Il avait alors vingt ans. Cet esprit mûri par la dissimulation et concentré était déjà tout fermé ; il ne pouvait plus s'ouvrir à des jours nouveaux. Son seul souci, en arrivant à Dresde, est de se procurer un prêtre selon son cœur, qui soit un lien entre l'exilé et les moines de Moscou. Il écrit secrètement à son guide spirituel, Iakof Ignatief; voici cette curieuse lettre : — « Je n'ai pas de prêtre avec moi ! Je ne sais où en prendre un ! Il serait dangereux d'en faire venir un de Moscou ouvertement sans y être autorisé ; je prie votre sainteté de me trouver un prêtre capable de garder le secret. Qu'il soit jeune et partant inconnu de tous. Dites-lui qu'il se rende par devers moi en grand mystère, qu'il dépouille tous les insignes de son état, qu'il rase sa barbe, ses moustaches, sa chevelure, qu'il mette une perruque et l'habit allemand. Il doit partir comme courrier et pour cela cherchez-en un qui ait l'habitude du cheval. Il ne doit pas être marié ; il passera pour un de mes serviteurs et personne, sauf Nicéphore Viazemski et moi, ne sera dans le secret. Qu'il ne prenne ni ornemens, ni missel : j'ai tous les livres sacrés. De grâce ! de grâce ! ayez pitié de mon âme, ne me laissez pas mourir sans pardon. Il me le faut, si je venais à être en danger de mort. Qu'il n'ait pas de scrupule à raser sa barbe ; il vaut mieux commettre ce petit péché que de perdre une âme. » — Le tsarévitch ajoutait de mystérieuses recommandations sur les précautions à garder dans les rapports avec sa mère et son grand-père Lapouchine, « à cause des nombreux espions. » On le voit, l'étudiant de Dresde avait laissé toute son âme dans l'intrigue moscovite.

En regard de la lettre que nous venons de reproduire, il faut en citer une autre, adressée à ce même confesseur, et que notre Rabelais n'eût pas désavouée : elle peint bien ces hommes et ce temps. — « Très révérend père, salut à toi et à tes enfans. Nous mandons à votre sainteté que nous avons fêté ici la commémoration du saint martyr Eustache par les exercices spirituels, vêpres, complies, matines, liturgie ; après quoi nous nous sommes gardés en joie l'âme et le corps, en buvant à votre santé ; et sur cette lettre nous avons répandu du vin, afin qu'il vous soit donné, après l'avoir reçue, de vivre longuement et de boire solidement, en vous souvenant de nous. Que Dieu nous réunisse au plus vite. Tous les chrétiens orthodoxes qui sont ici avec nous signent la présente : Alexis

le pécheur et le prêtre Jean Slonski ont certifié ces signatures avec des verres et les paraphent avec des pots; et nous avons fêté votre santé non à l'allemande, mais à la russe. Tous vident leurs tasses à votre santé. Pardonnez si vous avez peine à nous lire, mais pour de vrai, nous avons écrit ceci étant ivres. »

Tel était notre pauvre héros, mystique et grossier, timide et volontaire: tel il nous apparaît dans ses portraits, avec le front bombé, l'œil rond et fixe, un pli d'obstination sur la bouche, une expression inquiète et tenace; l'ensemble de la physionomie n'était pas dépourvu d'intelligence; on ne pouvait dire qu'Alexis fût borné. Parfois ses jugemens sur les hommes et les choses accuseront un état du cerveau très fréquent chez le Russe, une philosophie clairvoyante, mais toute spéculative, ennemie de l'action, qui n'intervient jamais dans le train de la vie pour le guider. En étudiant cet étrange prince, il nous est arrivé plus d'une fois de penser à cet autre prince du Nord, absent de l'histoire et pourtant si vivant dans la mémoire de chacun, à cet héritier de Danemark qui eût été, s'il eût jamais existé, le digne voisin de l'héritier de Russie. Alexis pourrait prêter des mots à Hamlet; il a, comme Hamlet, beaucoup parlé d'aller au cloître, tant la vie est mauvaise; il n'a pas mieux traité la triste Ophélie que nous allons voir passer un instant dans cette tragédie, dont toutes les lignes semblent ordonnées par la fatalité. — Le dessein de Pierre, en envoyant son fils en Allemagne, était de lui ménager une alliance princière qui resserrât les liens de la Russie avec les monarchies d'Europe. C'était encore une victime qu'il fallait sacrifier à la grandeur du jeune empire; ce fut la plus innocente et la plus touchante, figure si douloureuse, si pressée d'échapper à la vie, que la pitié de l'historien hésite à l'y rappeler comme on hésite à rouvrir une tombe close : le poète qui transfigure et console devrait seul ressusciter de telles ombres; mais l'histoire est une justice; ainsi que la justice, elle a droit de citer à sa barre tous les témoins des causes qu'elle entend.

III.

Il y avait de par l'Europe, aux deux derniers siècles, toute une classe de diplomates sans nationalité définie, qui faisaient métier

(1) Nous avons suivi, pour cette partie de notre récit, l'intéressante étude publiée par M. Guerrier dans le *Vestnik Evropi* de 1872, d'après la correspondance de la princesse Charlotte.

de conclure des mariages royaux. Agens reconnus et patentés pour cette industrie politique, ils passaient d'une cour à l'autre, élaborant sur les almanachs princiers toutes les combinaisons possibles, les suggérant aux cabinets, et s'employant avec passion à leur réussite. En 1707, un de ces condottieri de la diplomatie, le baron d'Uhrbig, représentait à Vienne le Danemark; c'était là son moindre souci, il s'occupait en réalité de négocier le mariage de Charles VI d'Espagne, le futur empereur, avec une fille de la maison guelfe de Brunswick-Wolfenbuttel. A ce moment, Huyssen, le gouverneur du tsarévitch Alexis, passait par Vienne. Uhrbig, qui avait encore deux filles à placer pour la maison de Wolfenbuttel, s'ouvrit à lui et fit ressortir l'avantage qu'il y aurait pour tous à voir deux sœurs sur les trônes d'Autriche et de Russie. Pierre le Grand, sondé à ce sujet, accueillit avec empressement l'idée d'une alliance qui mettrait son fils de pair avec l'empereur des Romains. Le vieux duc de Brunswick devait à l'ancienneté de la race guelfe le privilège de choisir entre les trônes pour y placer ses petites-filles. L'aînée, Élisabeth, allait devenir impératrice : la seconde, Charlotte, était élevée à la cour du roi de Pologne, Auguste de Saxe; Antoinette, la troisième, n'était encore qu'une enfant. Le duc caressait l'idée d'unir Charlotte au héros sur qui toute l'Europe avait les yeux fixés depuis dix ans, à Charles XII de Suède; mais tous les plans étaient devenus incertains depuis qu'un duel à mort était engagé entre le roi de Suède et le tsar de Russie pour la domination du Nord. Les conseillers de Brunswick cherchèrent à gagner du temps. Ce fut un curieux et mélancolique spectacle de voir cette jeune fille ballottée, au gré des bulletins de victoire, entre deux capitaines qui ne pensaient guère à elle. Le canon de Poltava, qui ne savait pas ajouter cette victime à tant d'autres, décida de son sort : Wolfenbuttel n'hésita plus. Son agent Schleinitz s'aboucha à Eisenach avec Uhrbig, qui devait rédiger le contrat au nom du tsar. Il fut stipulé que la princesse garderait la foi luthérienne, qu'elle emmènerait une cour tout allemande, et nommément sa cousine et amie d'Ost-Frise, « afin que S. A. S. madame la czarowise ait quelque compagne dans ce pays-là. » Sur tous les articles, les deux compères jouèrent au plus fin : il y eut de grandes prétentions entre eux. Uhrbig écrivait d'un ton piqué à son ami Leibniz : « Ce cavalier prétend trop et il ne fait pas bien de faire tant de bruit avant maturité. »

On faisait trop de bruit en effet, et les gazetiers d'Allemagne s'occupaient déjà ouvertement du mariage. Le mécontentement du tsarévitch fut grand en apprenant son sort par les journaux avant qu'il l'eût décidé lui-même. On devine les perplexités d'Alexis. Son père lui avait communiqué ses volontés, qui n'admettaient

guère de réplique : il devrait donc donner le premier ce scandale d'un prince russe ramenant une étrangère, une hérétique dans la sainte Moscou ! Comment annoncer cette impiété à ses pères spirituels de là-bas ? Rien ne pouvait troubler plus profondément cette âme enracinée aux choses du passé. Alexis atermoya, espérant quelque événement qui le rappellerait dans la patrie et lui permettrait de choisir dans le *térem*, comme ses ancêtres, une fille de la vraie foi. — L'enfant dont la politique disposait si librement n'était pas moins effrayée. On ne concevrait guère aujourd'hui toutes les images funestes que l'expatriation en Russie pouvait évoquer devant les yeux d'une fille de seize ans, élevée dans les élégances des cours raffinées de Saxe et de Pologne. C'était peu de l'éloignement, de la rupture irrévocable avec tout le passé, de l'abîme creusé alors entre les âmes par les différences confessionnelles, abîme si profond que le pasteur de Wolfenbuttel disait sans ménagement : « Une de nos filles s'en va chez les païens. » Charlotte ne pouvait se figurer son fiancé que sous les traits de ce tsar Pierre dont les singularités venaient de scandaliser toutes les cours d'Europe où il avait passé. Les chroniqueurs du temps parlent de l'étrange voyageur comme nous parlons aujourd'hui des potentats d'Asie, qui viennent parfois nous visiter et étaler chez nous des habitudes que tout réprouve dans notre civilisation. Nous avons sous les yeux un rapport de M. de Manteuffel, envoyé de Saxe à Berlin, qui raconte un dîner du tsar chez le roi de Prusse : l'ambassadeur tient bonne note à Pierre de s'être abstenu durant tout le repas de certaines énormités auxquelles les convives s'attendaient sur sa réputation : notre langue moderne ne se prête pas à reproduire les étonnemens du diplomate saxon.

Les désirs ambitieux de Wolfenbuttel et les volontés du tsar ne s'arrêtèrent guère à ces répugnances réciproques. On convint d'une entrevue à Carlsbad, où le tsarévitch devait prendre les eaux durant l'été de 1710. La première rencontre ne fut pas séduisante pour le prétendant malgré lui : Charlotte n'était point jolie ; elle avait un air plein de majesté, disent ses biographes ; on sait que la courtoisie du grand siècle consolait avec ce brevet les filles laides. Alexis, d'un extérieur agréable, fit meilleure impression. Vivement endoctrinée par ses parens, la jeune Allemande, avec la résignation des filles royales et la mobilité de son âge, se prit à désirer ce qu'on voulait si ardemment autour d'elle ; l'inconnu a deux faces, suivant le pli de joie ou de tristesse pris par l'imagination ; pour celle d'un enfant de seize ans, l'étranger barbare put devenir soudain un prince des pays du rêve, accourant à elle de l'Orient comme du fond d'un conte.

Lui pourtant essayait encore de se dérober au destin. Son père avait jadis promis de le laisser libre dans son choix, pourvu qu'il se fixât sur une étrangère. Revenu à Dresde, il manœuvra assez habilement en feignant des assiduités près d'autres héritières. Le prince Furstenberg, lieutenant du roi Auguste en Saxe, convoitait cette proie impériale pour sa propre fille ; il n'épargnait aucune avance, faisait dîner sans cesse le tsarévitch à côté d'elle, et soudoyait des laquais de la suite russe pour servir ses intérêts auprès d'Alexis. De là grandes intrigues, durant l'automne de 1710, foule de femmes qui s'agitent, correspondance fiévreuse des ambassadrices, si fort passionnées pour cette partie de leur art : « Je tremble pour nos intérêts, écrit celle de Wolfenbuttel ; Furstenberg a donné deux fois la comédie en français à son altesse, qui d'ailleurs n'entend pas cette langue ; cependant le tsarévitch, à ce qu'il me semble, est d'une indifférence absolue à l'égard des femmes. » Sans doute, le héros qu'on se dispute reste froid : il est d'un autre monde, son cœur est au couvent du Miracle, là où sonnent les cloches saintes du Kremlin. — Pierre ne se laissa pas amuser longtemps à ces atermoiemens : à la fin de septembre, Alexis reçut l'ordre formel d'aller demander à la reine de Pologne la main de sa pupille. Il obéit, mais en déguisant mal son ennui. La fiancée écrit à sa mère qu'elle est heureuse d'un dénoûment qui comble les vœux de ses parens ; elle ajoute, elle aussi : « Il paraît bien indifférent à toutes les femmes. » Si nous ne nous trompons, cela veut dire, dans le langage féminin, qu'il était indifférent pour elle. De son côté, le tsarévitch écrit à son directeur Iakof Ignatief sur un ton de résignation triste : « Puisque mon père ne veut pas que j'épouse une des nôtres, mais une étrangère, autant celle-ci : c'est une bonne créature, je ne trouverai pas mieux. » Alexis retourna à ses études. Le contrat ne fut rédigé dans tous ses détails qu'au printemps de 1711. Schleinitz le porta au tsar, qu'il trouva à Yavorof, prêt à entrer en campagne contre les Turcs, et célébrant lui-même la déclaration publique de son mariage avec Catherine. Tandis que le négociateur débitait quelques complimens officiels sur le bonheur qui attendait les deux époux, Pierre considérait attentivement de nouveaux instrumens de mathématiques ; c'était bien ainsi qu'il lui seyait d'entendre parler des choses du cœur. Schleinitz plut au souverain, qui le retint à son service et lui confia sur l'heure une mission en Hanovre ; ainsi il prenait les hommes utiles comme ils lui tombaient sous la main, et leur mettait brutalement son harnais de fatigue et de grandeur.

La cour de l'électeur de Saxe, roi de Pologne, se tenait à Torgau, sur l'Elbe, à portée des opérations militaires en Mecklembourg. Le

14 octobre 1711, dans ces jours où l'année du Nord s'assombrit prématurément, Charlotte sortit de la cathédrale où repose la femme de Luther. Le vieux château de Torgau ferma ses fenêtres au jour, comme pour une action mauvaise; des torches s'allumèrent dans la grand'salle, aveuglée et assourdie par des tentures de velours; le tsar, la reine de Pologne, les Wolfenbuttel entourèrent les fiancés; un prêtre russe dit les prières sacramentelles, selon le rite d'Orient; il s'adressa en latin à l'épouse; elle se prêta au sacrifice sans comprendre. Suivant la coutume des orthodoxes, le chancelier de Russie, Golovkine, soutenait la lourde couronne impériale, inclinant sous son faix cette frêle tête de dix-sept ans. — On donna deux jours aux réjouissances : le troisième, Pierre, toujours impatient d'agir, partit en laissant à son fils l'ordre de se rendre à Thorn pour y préparer les quartiers de trente mille Russes qui arrivaient en Poméranie. Alexis ramena sa femme à Wolfenbuttel : la petite cour se mit en fête, on y célébra bruyamment ces joies politiques; le grave Leibniz, qui avait été un peu trop mêlé, pour un philosophe, aux intrigues matrimoniales de son ami Uhrbig, ne dédaigna pas de composer des acrostiches latins et de mauvais vers français. Le 7 novembre, le tsarévitch, sur une lettre pressante de son père, rejoignait son poste à Thorn ; un mois après Charlotte quittait son bon foyer allemand pour aller chercher son mari en Poméranie.

Alors commence la noire destinée, pour cette brillante épousée, la gêne, l'abandon. Bien malgré lui, Alexis a dû suivre son père dans les camps de Mecklembourg, au siège de Stettin. La première année du mariage, l'année des rians souvenirs où les heureux de ce monde vont au soleil, Charlotte la passera dans l'ennui, suivant les fourgons d'armée à travers les moroses citadelles de la Vistule. Nulle terre n'est plus mélancolique que ces plaines marécageuses de la Prusse orientale, aux horizons gris et bas, mourant dans les lagunes de Dantzig aux grèves d'une mer froide, sans grâce et sans lumière. La Vistule roule ses boues ou charrie ses glaces entre des berges nues, des solitudes sans villages, reflétant de loin en loin la silhouette de quelque place de guerre, Thorn, Elbing, Marienbourg : rudes remparts, donjons en défense, amas de briques rouges resserrés par les épaulemens des bastions. A cette époque, après les longues guerres de Suède et de Pologne, c'étaient des bourgades ruinées, habitées par le peuple sordide des trafiquans juifs, foulées par les reîtres et les Kosaks, bruyantes seulement du passage des canons russes qui les traversaient sans répit. La princesse écrit de Thorn : « Je vis dans un couvent; en face une maison à demi brûlée, vide; des seigneurs polonais de la campagne me visitent parfois. » Dans ce triste cadre, elle subit l'assaut de

bien des misères, même de celles qu'on aurait le moins attendues pour la belle-fille du tsar. Sa pension n'est pas payée; elle est réduite aux expédiens pour vivre. Elle ne peut obéir aux ordres de son beau-père, quand il lui écrit de suivre à Elbing les réserves de son armée, faute d'avoir un carrosse et des chevaux. Sa cour allemande, aigrie par la gêne, s'agite et intrigue; tous les milieux d'exilés se ressemblent : ceux-ci n'ont déjà d'autre distraction que les brigues de rang, les sourdes calomnies. Un jeune chambellan est élevé en grade : les propos perfides circulent aussitôt parmi les envieux. Charlotte tremble que ces contes de laquais ne parviennent jusqu'au tsarévitch et ne suscitent des tragédies barbares. Elle aime son époux, sans illusion d'ailleurs, et par devoir; durant les quelques jours qu'il a vécus près d'elle à Thorn, il a passé ses nuits à boire. Que de douloureuses épreuves pour une enfant de dix-sept ans, seule, sans conseils, sans secours, entourée de courtisans égoïstes et avides, ne sachant comment parer aux dangers, faisant preuve d'esprit, de prudence et de raison pourtant! Ses lettres à sa mère peignent bien l'état de la pauvre âme. D'Elbing où avril la trouve, son premier avril d'épouse, elle écrit ainsi : « Il n'y a pas de doute que ce monde est plein de tristesse et que la destinée me garde de plus grandes douleurs dans l'avenir. Depuis ma tendre enfance, je ne sais pas ce que c'est qu'un vrai contentement. Si quelque joie me vient d'aventure, elle est bien vite pervertie. Je suis épouvantée en considérant ce qui m'attend, et mon chagrin me vient d'une personne trop chère pour que la plainte me soit permise. Tous les exemples que j'ai sous les yeux, de quelque condition de la vie que je les prenne, m'instruisent qu'il n'y a pas à lutter contre la destinée, car chacun souffre tant qu'il demeure dans ce triste monde. » Six mois plus tard, les aveux sont moins retenus, les situations mieux précisées : « Je suis mariée à un homme qui ne m'a jamais aimée, qui m'aime moins que jamais : pourtant je lui suis attachée parce que c'est mon devoir. Le tsar est bon pour moi, sa femme aussi en apparence, mais sous main elle me hait. Ma situation est terrible. »

Les troupes russes évacuent Elbing : Charlotte reçoit de son beau-père l'ordre de les suivre à Riga. Avant de s'enfoncer plus avant et pour toujours en Russie, la pauvre Allemande, prise d'un accès de nostalgie, s'enfuit à Wolfenbuttel et y passe l'hiver de 1712-1713. Au printemps, le tsar accourt du Hanovre, relance brusquement sa belle-fille, lui donne quelques milliers de florins pour ses équipages, et la voilà en route pour Pétersbourg. — « Ma petite fille quitte l'Europe, » écrit naïvement le vieux duc Antoine à Leibniz. La princesse arriva au mois de juin 1713 dans sa future

capitale. On lui fit un accueil pompeux; les grands officiers de la couronne vinrent à sa rencontre sur le fleuve : elle traversa la Néva dans une barque tendue de pourpre et de drap d'or. La tsarine lui offrit, suivant le vieil usage, un plat de vermeil empli de perles. Charlotte eût préféré sans doute trouver un époux absent. Alexis était en mission au Ladoga, il ne revint qu'à la fin de l'été. Fatigué des travaux et des courses auxquels son père l'avait condamné depuis un an, heureux de jouir enfin d'un repos qui était sa seule ambition, le tsarévitch fêta la bienvenue de sa femme par une cordialité de rapports inattendue. Il suffit de ce pâle rayon pour réchauffer une âme transie, préparée à toutes les souffrances; pendant une heure elle croit à l'avenir, du droit de ses dix-neuf ans; elle court aux extrêmes de l'illusion. « Je l'aime à la fureur, » écrit-elle alors à sa mère, et elle se loue par surcroît de toute sa nouvelle famille. Une joie plus sûre lui venait bientôt, elle sentait approcher cette grande justice que le ciel fait aux malheureuses, la maternité. Ce fut la seule espérance qui ne mentit pas. Après quelques semaines, Alexis retombait dans sa sauvagerie d'humeur et ses grossières débauches. Ce triste jeune homme, effrayé de tout ce qu'il pressentait de sombre dans sa vie, cherchait l'oubli brutal, continu, que la boisson donne à l'homme du Nord. Il s'y abandonne tout entier, passe ses nuits à festoyer avec les seigneurs de son âge, ne rentre que pour terrifier sa femme par des scènes de violence. Écoutons la déposition que son valet de chambre fit plus tard : elle peint bien l'existence du prince, ses aspirations secrètes, la destinée de son épouse.

« Le tsarévitch avait été prié dans une maison; il rentra chez lui ivre et passa chez la princesse héritière; de là il revint dans son appartement, m'y appela et commença à parler avec animation. — « C'est Golovkine (le grand chancelier) et ses fils qui m'ont enchaîné à cette diablesse de femme; chaque fois que je vais chez elle, elle se met en colère et refuse de s'entretenir avec moi; que je meure si Golovkine ne me le paie pas! Quant à son fils Alexandre et à Troubetzkoï, qui ont écrit à mon père pour conseiller ce mariage, je planterai leur tête sur des pals. » — Je lui dis alors : « Seigneur tsarévitch, tu es hors de toi; si on t'entendait, on rapporterait tes paroles à ces boïars; ils s'en affligeraient, et ni eux ni d'autres ne viendraient plus chez toi. » — Sur quoi il s'écria : « Je crache sur eux et je fais plus de cas de la populace; quand le temps viendra où je n'aurai plus de père, je soufflerai un mot aux évêques, les évêques le rediront aux prêtres, les prêtres à leurs paroissiens : qu'ils le veulent ou non, alors on me fera souverain. » Je me tus. — « Pourquoi es-tu muet? » ajouta-t-il, et il me regarda long-

temps dans les yeux. Puis il alla prier dans son oratoire et je me retirai. Le lendemain matin, il m'appela et me dit d'un ton caressant : « Ne me suis-je pas fâché contre quelqu'un, hier au soir? N'ai-je pas bavardé étant ivre? » — Je lui répétai ce qu'il m'avait dit. — « Eh! fit-il, qui ne s'enivre pas à ses heures? et de l'ivrogne il sort toujours des paroles inutiles. Ce qui me chagrine, c'est que j'ai le vin colère et bavard, et après je le regrette. Je t'engage à ne pas répéter ces paroles en l'air. D'ailleurs, si tu les répètes, on ne te croira pas. Je te désavouerai et on t'appliquera à la question. » — Ce disant, il se mit à rire. »

Tel était le mari de Charlotte. Les querelles de ménage naissaient fréquemment d'un motif singulier dans une maison royale, les embarras d'argent. La princesse avait les plus grandes difficultés à faire subsister sa cour allemande. Son cœur saignait en voyant les souffrances des fidèles expatriés pour la suivre : souffrances réelles, car la vie était rude et difficile, parfois bien courte, dans les conditions anormales que Pierre imposait aux siens. Pétersbourg n'était alors qu'un chantier dans un marais : on habitait une ville encore à naître; les princes et les grands s'y disputaient quelques maisons, leurs serviteurs campaient parfois sous le ciel nu, sous un ciel meurtrier. Ainsi le voulait le tsar, payant lui-même d'exemple, et bâtissant sa ville, comme les conquérans de l'ancien monde, sur les cadavres de ses ouvriers. Les courtisans, qui gelaient dans les boues de la Néva pour y attirer les colons à leur suite, maudissaient tout bas cette folie : à plus forte raison les étrangers. Charlotte la première y recueillit les germes de la maladie qui la minait dès cette époque. Elle est toute froissée des habitudes grossières de son nouveau milieu : pendant les fêtes de Noël, un nombre infini de gens viennent boire et manger chez son époux, elle doit servir tout ce monde, ainsi le veut la vieille coutume, et rester sur pied trois heures et demie de suite tandis qu'ils soupent bruyamment. Peu de semaines avant les couches de sa femme, le tsarévitch part pour Carlsbad sans l'avoir avertie; c'est quand la voiture de poste est devant la porte qu'il prend congé de la princesse avec ces quatre mots : « Adieu, je vais à Carlsbad. » Pierre et la tsarine étaient en Finlande. Charlotte reste seule, livrée aux soins soupçonneux de trois matrones russes qu'on lui impose contre sa volonté formelle pour veiller à ce qu'il n'y ait pas de substitution d'enfant et authentiquer la naissance impériale. Alors les lettres à sa mère redeviennent désespérées, elle écrit ces lignes qui résument éloquemment son existence : « Je suis bien en effet une pauvre victime de notre maison, sans qu'elle en ait le moindre avantage, et moi je meurs d'une mort lente à force de chagrin. »

— La naissance de la petite Nathalie, en juillet 1714, vint lui apporter quelques consolations; le retour du tsarévitch, après six mois passés à l'étranger sans donner signe de vie, lui rendit un de ces éclairs de tendresse qu'Alexis semblait rapporter seulement de ses courses lointaines. Celui-ci dura moins encore que le premier : dans l'hiver de 1715, au cours de la seconde grossesse de la princesse héritière, la séparation entre les deux époux devint irrévocable et publique. Alexis recueillit dès lors chez lui, dans la maison de l'épouse, sa maîtresse, la serve Euphrosine, qui jouera un si grand rôle dans la suite de cette histoire. Charlotte soutint avec courage cette dernière épreuve. Weber, l'envoyé de Hanovre, dit à cette date dans ses Mémoires : « Cette pauvre princesse supporte son malheur avec fermeté; les murs seuls voient ses larmes. »

Pourtant les peines s'étaient accumulées trop lourdes sur cette enfant; elle ployait sous leur poids et ne devait plus se relever. Le 12 octobre 1715, elle mit au monde un fils qui reçut le nom de Pierre; ce fut sa courte et suprême joie d'avoir donné un héritier à l'empire : elle le croyait du moins alors. Presque à la même heure, sa sœur l'impératrice d'Autriche accueillait avec quelque tristesse la naissance d'une fille : celle-ci devait être Marie-Thérèse. Comme le destin se jouera de ces espérances aveugles et de ces berceaux inégaux! — Charlotte ne devait plus rien à sa nouvelle patrie, ni à ce monde : quatre jours après ses couches, d'atroces souffrances la prirent et empirèrent rapidement; elle les vit croître avec sérénité, comme la délivrance des autres. Le 20, les médecins envoyés par son beau-père la trouvent sans connaissance, *in mortis limine*, dit leur consultation pédantesque. La mourante fut admirable de fermeté et de douceur; elle supplia qu'on laissât auprès de ses enfans, comme une seconde mère, son amie la princesse d'Ost-Frise; elle régla le sort de ses serviteurs allemands, écrivit une lettre touchante au tsar, remercia tous ses proches et pardonna à tous. Pierre, fort malade alors, se fit porter au lit de sa bru; il avait toujours été bon pour elle sous ses dehors de brusquerie et de despotisme; elle en rend constamment témoignage. L'âme forte du grand homme comprenait la résignation courageuse de cette jeune âme : il disait souvent que son fils n'était pas digne de la femme que le ciel lui avait donnée. — Quand elle eut pourvu au sort de tous les siens, elle sentit un grand calme et se retourna confiante vers la mort qui approchait. Le 21, les médecins lui présentèrent une drogue salutaire; elle la repoussa doucement, disant : « Ah! laissez-moi en paix, je ne veux plus vivre! » Dans la nuit, elle cessait de souffrir, à vingt et un ans.

Les résidens étrangers écrivirent à leurs cours que le chagrin

l'avait tuée; chacun le répétait tout bas en revenant des funérailles. On les fit solennelles comme il convenait à son rang, stérile récompense de la mort hâtée par l'ennui d'une couronne. Le tsar, ce curieux obstiné de toutes les choses de la science, assista à l'autopsie de sa belle-fille et suivit les détails de l'opération avec l'attention qu'il portait à tout. Le 27, on exposa le corps dans la grand'salle du palais, tendue de velours rouge, comme était celle de Torgau, quatre ans avant, au jour du mariage. Mais ce ne fut pas, comme naguère, la barque ornée de pourpre et d'or qui promena la princesse sur la Néva; une frégate noire attendait avec des crêpes sur tout le gréement; elle porta le cortège au delà du fleuve, à cette église de la citadelle où Pierre voulait reposer avec les siens, et que devait consacrer la première une victime étrangère. La basilique n'était pas encore achevée, ni les caveaux funèbres; la ville du tsar n'était prête ni pour les vivans ni pour les morts. La pauvre Charlotte dut attendre encore ce qu'elle avait tant désiré, l'oubli et le repos; sa dépouille resta quelque temps en détresse sous ce ciel glacé.

Tout cela parut si triste aux contemporains que la légende s'empara bientôt de cette mémoire. Dans sa pitié intelligente, l'opinion populaire sentit comme un vague besoin de réparations radieuses, de chaleur et d'amour pour cette jeunesse ensevelie dans les neiges du pôle. Dans la seconde moitié du siècle, il parut en France des mémoires racontant la fuite romanesque de la princesse héritière de Russie; elle aurait gagné la Louisiane sur les pas d'un officier français qu'elle aimait et vécu longtemps heureuse dans les savanes de la Floride; sa trace se serait perdue à l'île de France, où elle aurait suivi son nouvel époux.

IV.

Alexis montra une vive douleur de la mort de sa femme. On y vit le remords, l'épouvante d'une âme faible devant les coups brutaux du sort, surtout une grande part d'inquiétudes personnelles. Il sentait qu'une influence tutélaire abandonnait sa vie à une heure critique et le laissait seul en face de son père, sur les dispositions duquel il ne pouvait plus se faire d'illusions. Déjà l'année précédente, à son retour de Carlsbad, il disait un soir après boire à ses compagnons : « On me rasera la tête; que je le veuille ou non, on me rasera la tête; quand je serai moine, on me jettera en prison, comme Chouiski; ma vie ne vaut pas cher. » Tant qu'il avait été le seul héritier du trône, il s'était senti moins menacé; à cette heure, tout changeait; un fils lui était né, sur qui Pierre pou-

vait reporter tout son espoir; chose plus grave encore, Catherine, l'épouse toute-puissante sur l'esprit du tsar, allait devenir mère, peut-être donner un rival dangereux au fils et au petit-fils d'Eudoxie. — En rentrant des funérailles de sa femme, le soir même du 27, le tsarévitch trouva chez lui une lettre de son père datée du 11 octobre, jour de la naissance du petit Pierre. Voici le sens général et quelques passages de cette missive, tout imprégnée de la force d'âme et de la hauteur de vues du grand tsar.

« Avertissement à mon fils. — Après de longues campagnes, nous avons appris à vaincre nos éternels ennemis les Suédois. C'est une grande joie pour la patrie; mais mon chagrin surpasse ma joie quand je considère celui qui doit me succéder, inutile au gouvernement de l'empire, sans goût pour la guerre. Je ne te demandais pas de guerroyer sans cause juste, mais d'aimer l'art militaire et de t'y instruire; c'est l'une des deux parties du gouvernement, qui sont la bonne administration et la défense du pays. Ne t'imagine pas que tes généraux suffiront à commander pour toi : chacun a les yeux fixés sur le maître et se règle sur ses préférences; on aime ce qu'il aime, on néglige ce qu'il néglige; et puisqu'on quitte si vite jusqu'aux plaisirs dont il ne veut plus, combien plus vite on se dérobera à la dure servitude des armes! Comment pourras-tu juger et punir tes généraux si tu ne connais pas à fond leur métier? Prétexteras-tu ta faible santé? C'est là une mauvaise raison. Je ne te demande pas des travaux au-dessus de tes forces, je te demande le goût de la chose militaire. Vois que de princes, sans payer de leur personne, ont préparé ainsi le succès de leurs armes! Rappelle-toi le feu roi de France; il paraissait peu dans ses armées, mais il s'en occupait avec amour; que de grandes choses il a accomplies! comme il a glorifié son royaume par-dessus tous les autres!

« Voici ce qui me trouble. Je ne suis qu'un homme sujet à la mort; à qui laisserai-je le champ que j'ai ensemencé avec l'aide du ciel, et la moisson déjà grandissante? A celui qui, comme le serviteur fainéant de l'Évangile, a enfoui son talent dans la terre?.. Rappellerai-je ton mauvais naturel et ton entêtement? J'ai eu beau te gronder, te battre, rien ne m'a réussi, rien ne t'a amendé; tu ne veux rien faire, sinon festoyer dans ta maison, tandis qu'auprès de toi tout va de mal en pis... Je pense à tout cela avec douleur, et voyant que je ne puis te ramener au bien, j'ai résolu de t'écrire ce dernier testament et d'attendre encore un peu que tu te réformes. Si tu t'y refuses, sois bien certain que je te rejetterai comme un membre gangrené; ne te fie pas sur ce que tu es mon seul fils, ne crois pas que je veuille seulement t'effrayer; je ferai comme je dis; moi qui n'ai plaint ni mes peines ni ma vie pour le bien de

mon pays, comment plaindrais-je un être inutile comme toi? Plutôt un étranger méritant qu'un fils indigne! »

Le lendemain du jour où Alexis avait reçu cette lettre, un événement menaçant pour lui venait en augmenter l'effet: l'impératrice mettait au monde un fils. Sans tenir compte des dates, quelques historiens ont voulu voir dans l'acte du tsar l'influence d'une épouse ambitieuse pour son propre enfant; il suffit, pour détruire cette allégation, de remarquer que la lettre avait été écrite le 11, remise le 27, et que Catherine ne devint mère que le 28 (1). D'autres ont cru trouver dans ce premier avertissement la résolution, déjà arrêtée dans l'esprit du tsar, de sacrifier son fils. Il nous semble que le langage de Pierre n'autorise pas ces suppositions. On y sent bien l'effort pour réveiller dans une âme endormie quelques étincelles d'énergie, le désir ardent de susciter un homme plutôt que la volonté froide de le condamner. Les sentimens qui éclatèrent chez le souverain en recevant la réponse de son fils démontrent clairement sa bonne foi.

Surpris par cet éclat, le tsarévitch se méprit le premier sur les intentions paternelles et se crut perdu. Il se concerta à la hâte avec ses conseillers habituels, les Lapouchine, Nicéphore Viazemski et un certain Kikine; ce dernier fut son âme damnée et lui souffla ses plus funestes inspirations. Fallait-il se rendre aux désirs de son père, essayer du travail et du métier de roi tel que le comprenait Pierre? Alexis ne se sentit point capable de cet effort; sa mollesse était excédée des épreuves et du mouvement qu'on lui avait imposés depuis son mariage. Ses amis lui conseillèrent de feindre un renoncement hypocrite, en se fiant au temps du soin de l'annuler. Alexis répondit à son père en ces termes :

« Gracieux sire, mon père! Aujourd'hui 27 octobre, après l'enterrement de ma femme, j'ai lu la lettre de toi qu'on m'a remise; je ne puis répondre autre chose sinon qu'il te plaise me priver de la couronne de Russie pour mon incapacité et que ta volonté soit faite. Je t'en fais l'humble prière, sire; je me sens inégal à ma tâche; la mémoire me fait défaut, ce qui est un grand empêchement pour toutes choses; je suis faible de corps et d'esprit par suite de diverses maladies, incapable de gouverner un grand peuple, à la tête duquel il faut un homme plus fort que je ne le suis. Donc je ne prétends ni ne prétendrai jamais à l'héritage de votre majesté, puisqu'aussi bien le ciel m'a donné un frère. J'en prends Dieu à

(1) Nous avons laissé toutes les dates selon l'ancien style pour ne pas créer de confusion avec les auteurs russes que nous suivons. On sait qu'il faut avancer chaque date de douze jours pour rentrer dans notre calendrier.

témoin sur mon âme, en foi de quoi j'écris ceci de ma main. Je confie mes enfans à votre (1) garde et vous demande seulement de quoi subsister jusqu'à ma mort. Sur ce je m'abandonne à votre discrétion et miséricorde. — Votre très humble esclave et fils. — Alexis. »

La lecture de cette humble missive irrita le tsar. Il avait espéré sinon la soumission de son fils à ses désirs, du moins une explication, une discussion, une lutte, quelque chose d'une volonté vivante. Il ne trouvait devant lui qu'un roseau courbé, un fantôme d'âme insaisissable. Rien ne pouvait être plus odieux à ce tempérament d'action. — Sur ces entrefaites, Pierre tomba gravement malade en janvier 1716; un moment ses jours furent en danger et ce danger tourna plus vivement encore son esprit vers la nécessité d'assurer les résultats de la réforme après lui. Il ne put ignorer les sourdes espérances qu'avait fait naître sa maladie, les propos vagues qui avaient circulé, malgré la prudence de son fils et des opposans, persuadés que cette maladie était simulée pour les éprouver. Aussitôt rétabli, il adressa une seconde lettre au tsarévitch.

« Dernier avertissement à mon fils. — ...... Tu ne me parles que de mon héritage et tu ne réponds pas à ce qui me préoccupe... Je t'ai longuement entretenu de ton incapacité, de ton indifférence pour la chose publique; tu sembles ne pas t'en souvenir... Si tu ne me crains pas maintenant, comment respecterais-tu mon testament après moi? Comment croire à tes sermens? L'homme n'est que mensonge, a dit le roi David, et quand même tu serais sincère aujourd'hui, les longues barbes (2) n'auront pas de peine à te persuader après moi. Nul n'ignore que tu hais mon œuvre, que tu détruiras après moi tout ce que j'ai fait pour le bien de mon peuple. Il est impossible que tu restes ainsi, ni chair ni poisson (*sic*). Change ton naturel, montre-toi mon digne héritier, ou sois moine : sinon mon esprit ne connaîtra plus de repos, surtout maintenant que ma santé est chancelante. Réponds-moi sans retard par lettre ou de vive voix. Si tu ne m'obéis pas, je te traiterai comme un malfaiteur. »

Alexis assembla de nouveau ses amis. On décida qu'il devait entrer au cloître et y attendre l'avenir en gardant ses espérances. — « Renonce au trône et tiens-toi en paix, disait Viazemski. — Accepte la robe, ajoutait Kikine, pour ne pas trouver pis; aussi bien, on vous attache le *klobouque* (3), on ne le cloue pas sur la tête. » Dol-

(1) Dans la lettre originale russe, les formes *tu* et *vous* sont employées ainsi l'une après l'autre.

(2) Signe distinctif du vieux parti réactionnaire, qui protestait contre l'ukase de Pierre ordonnant de se raser à l'occidentale.

(3) Coiffure des moines russes.

gorouki, l'un des chefs des mécontens au sénat, murmurait: « Une lettre, mille lettres n'empêcheront pas ce qui doit être; chaque chose vient en son temps. » — Le plan du tsarévitch et de ses amis était juste: laisser passer l'orage au fond d'un de ces monastères, d'où tant de princes russes étaient sortis à l'heure propice, s'armer de patience et de silence, attendre le cours naturel des choses; appuyée sur le temps, qui mène avec lui la mort, la plus imbécile jeunesse lutte à coup sûr contre le plus redoutable politique à son déclin. — Alexis ne répondit que ces quelques mots : « Sire, mon père. J'ai reçu ce matin votre lettre, à laquelle je ne puis répondre plus longuement étant malade. Je souhaite entrer dans les ordres et je vous demande pour ce faire votre gracieuse permission. — Alexis. »

Ce billet laconique porta à son comble l'exaspération du tsar. Il devinait sans peine le secret de cet anéantissement; il sentait combien était vaine la menace du cloître. Toutes les sévérités du père, tous les vœux arrachés au fils ne protégeraient pas l'œuvre sacrée contre une réaction inévitable; cette œuvre était condamnée par un enfant faible et obstiné, qu'on ne pouvait plus se flatter de réformer, que le cloître garderait un temps et rendrait sûrement au trône, plus tenace et plus aigri. Que faire donc? Cette interrogation déjà sinistre dut se poser dès lors dans l'esprit du tsar. A ce moment, il se disposait à entreprendre une campagne en Mecklembourg. La veille de son départ, il entra chez son fils. Alexis était couché sous prétexte de maladie. A la question de son père : quelle décision il avait prise, le tsarévitch répondit qu'il était résolu à revêtir l'habit. — « Réfléchis, interrompit Pierre, ne te hâte pas; il serait mieux de revenir dans le droit chemin; tu es jeune, penses-y bien; j'attendrai encore six mois. » — Et il quitta Pétersbourg, laissant Alexis tout réconforté d'avoir gagné un nouveau délai.

Une idée qui avait déjà hanté cet esprit inquiet du vivant de la princessse Charlotte revint l'obséder et bientôt le dominer. Un seul refuge lui restait contre les persécutions de son père, la fuite dans quelque pays lointain. Alexis avait d'abord pensé à se cacher sous les haillons d'un de ces pieux mendians qui parcouraient les lieux saints de Russie, errans de monastère en monastère. Il s'en était ouvert à Iakof Ignatief; ce projet avait paru peu pratique; il n'y aurait de sécurité pour le prince qu'au-delà des frontières russes. Kikine le poussait vivement à la fuite et lui écrivait alors d'Allemagne : « Je te trouverai un asile. Ne connais-tu pas quelqu'un à la cour de France? Le roi est un homme magnanime; il couvre des rois de sa protection; ce serait peu de chose pour lui que de

te défendre. » — Alexis ayant objecté qu'il n'avait aucune intelligence de ce côté, Kikine revint à la charge. — « J'ai travaillé pour toi à Vienne; va chez l'empereur; ils ne te livreront pas. » — Au milieu de ces indécisions, une lettre du tsar arriva, dans les derniers jours d'août 1716; les six mois étaient écoulés, Pierre rappelait à son fils qu'il attendait sa résolution et l'engageait à venir le rejoindre pour s'en expliquer en personne. — Relancé de nouveau, le sauvage et timide jeune homme se décida brusquement, comme un lièvre affolé par le chasseur, qui part devant lui, au hasard. Le souverain l'appelait, c'était une occasion unique de franchir la frontière sans entraves. Il se rendit chez Menchikof, lieutenant de l'empire, et demanda des passeports et de l'argent pour rejoindre son père en Mecklembourg. Une seule attache le retenait.

On a vu plus haut que, du vivant même de sa femme, Alexis avait recueilli chez lui une fille de basse condition. C'était une serve, née sur les terres de Nicéphore Viazemski et nommée Euphrosine Fédorova; une Finnoise, ronde, rousse, à la lèvre sensuelle, avec le type un peu bestial de sa race. Le tsarévitch l'avait trouvée un jour chez son gouverneur; le caprice était devenu une liaison durable. Euphrosine avait les qualités de volonté et de décision qui faisaient défaut à son amant; elle prit sur lui un empire grandissant chaque jour et l'achemina par ambition aux résolutions extrêmes. A l'heure de la fuite, elle fut pour beaucoup dans les hésitations du prince, qui ne pouvait se résoudre à la quitter; un mot de Menchikof vint à point dissiper ces hésitations. — « Que feras-tu d'Euphrosine? » demanda le ministre au tsarévitch, quand ce dernier lui annonça son départ. — « Elle m'accompagnera jusqu'à Riga, d'où je la renverrai. — Prends-la plutôt avec toi, » dit Menchikof, dont la morale n'était pas farouche. — Fort de cet assentiment, Alexis ne balança plus; il se mit en route le 26 septembre, accompagné seulement de la Fédorova, d'un frère de cette femme, et de trois domestiques; tous croyaient se rendre auprès du tsar, en Mecklembourg. A Riga, le voyageur emprunta au juif Isaïef, fournisseur des armées, quelques milliers de florins. En approchant de Libau, il rencontra sa tante, la princesse Marie Alexeiévna, qui revenait de Carlsbad. Cette sœur de Pierre le Grand tenait ouvertement le parti de la tsarine répudiée, mère d'Alexis. — « Où vas-tu? demanda-t-elle à son neveu. — Chez mon père. — Tu fais bien, qu'adviendrait-il de toi si l'on t'enfermait au couvent? — Je ne sais, je perds la tête de chagrin; j'eusse été heureux de me cacher quelque part. — On te trouvera partout, fit la princesse. Puis elle interrogea son neveu sur le compte d'Eudoxie. — Tu l'as oubliée, tu ne lui écris ni ne lui envoies de l'argent. —

Je tremble d'écrire. — Et quand même il t'en arriverait des ennuis, c'est ta mère! — Ce sera du malheur sur moi sans aucun profit pour elle; et d'ailleurs est-elle encore en vie? demanda le tendre fils. — Elle vit, répondit Marie, et elle ajouta d'un ton mystérieux : — Elle et d'autres ont une révélation que le tsar la reprendra, et voici comment : ton père tombera malade, une sédition éclatera; il se rendra au couvent de Troïtza, au tombeau de saint Serge, ta mère sera là, le tsar la recevra dans ses bras, et la sédition s'apaisera. Pétersbourg nous est hostile; qu'il soit abandonné, c'est le vœu de beaucoup de gens. » — Ce singulier entretien, tel que le firent connaître plus tard les aveux recueillis au cours du procès, donne bien l'idée de ce qu'était cette famille, courbée sous l'épouvante, travaillée par mille intrigues, tramant de vagues complots sous la forme de prophéties qu'on jetait en pâture au populaire.

A Libau, le tsarévitch trouve son confident Kikine et se concerte avec lui. Ce brouillon rend compte des préparatifs qu'il dit avoir faits en Allemagne et qui sont une invention pure; puis il imagine de savantes manœuvres pour se disculper plus tard d'avoir trempé dans la fuite du prince; il fait écrire à de tierces personnes des lettres composées pour être montrées à Menchikof, afin de pouvoir au besoin compromettre le favori. Venise, au temps du conseil des Dix, ne vit jamais ourdir de machinations plus ténébreuses; tous les hommes que nous allons rencontrer ont étudié l'art de jouer du soupçon, la grande arme de cette époque de terreur. — De Libau, on suit la trace du voyageur jusqu'à Dantzig; un courrier d'état, venant de Pétersbourg, l'y voit pour la dernière fois et annonce au tsar, qui se trouvait alors à Lubeck, l'arrivée prochaine de son fils. Pierre attend. Un mois, deux mois se passent, aucune nouvelle. En décembre, l'impératrice Catherine écrit à deux reprises de Schwérin, à Menchikof, qu'on s'étonne de ne rien apprendre du tsarévitch. On n'en sait pas plus à Pétersbourg; un valet de chambre du prince, parti pour le rejoindre, revient sans l'avoir trouvé. A Moscou on s'inquiète; Iakof Ignatief écrit lettres sur lettres à son pénitent pour s'informer de son sort. Au milieu de toutes ces correspondances politiques, on rencontre une lettre, rédigée par quelque gouvernante, au nom des deux petits enfans d'Alexis; appel touchant des deux orphelins qui pleurent après leur père disparu.

Quand il eut compris que son fils lui échappait, Pierre agit vigoureusement, sans perdre une minute. D'Amsterdam, où il se trouvait en décembre 1716, le tsar envoie à son lieutenant en Mecklembourg, le général Veïde, l'ordre de dépêcher des officiers dans toutes les directions à la poursuite du fugitif. Les rapports de ces

officiers signalent quelques indices de son passage à Kœnigsberg et à Dantzig ; après, tous s'égarent sur de fausses pistes, celles d'inoffensifs marchands russes. Pierre avait sous la main, à Amsterdam même, un plus fin limier, son ambassadeur à Vienne, Abraham Vessélovski. Il le lança à la recherche de son fils avec des instructions détaillées, des réquisitions pour l'arrestation où besoin serait de « quelques cavaliers russes de distinction, » et une lettre autographe pour l'empereur Charles VI, prié d'appuyer ces recherches. Vessélovski arriva sans débrider à Piritz, à cinq postes de Francfort-sur-l'Oder, le 1er janvier 1717. Là il apprit qu'un officier russe, avec une femme et quatre serviteurs, avait passé récemment : on l'avait également remarqué aux postes suivantes. Aux portes de Francfort, Vessélovski interrogea les agens qui tiennent le registre des entrées ; sur la feuille du mois d'octobre, à la date du 20, il trouva cette mention : « Le lieutenant-colonel Kochanski, de Moscou, avec sa femme et ses serviteurs ; descendu à l'auberge de *l'Oie d'or*, hors la ville. » Vessélowski courut à *l'Oie d'or :* l'hôtelier ignorait le nom de l'officier, mais il se rappelait ses moustaches noires à la française et sa petite femme rondelette ; après avoir dîné et reposé deux heures, ces voyageurs étaient repartis en poste sur la route de Breslau. L'agent du tsar tenait désormais un fil ; il prit la route indiquée, recueillant des dépositions concordantes à tous les relais. A Breslau, à Neisse, à Prague, on se souvenait du colonel russe Kochanski dans les tavernes ; dans la capitale de la Bohême, il avait demandé des chevaux pour la poste de Vienne. Vessélovski craignit un moment de perdre de l'avance ; brisé par la fatigue de cette course, sans un instant de repos depuis Amsterdam, le malheureux ambassadeur fut pris de fièvre et d'un flux de sang. Les médecins voulaient le retenir deux semaines à Prague ; il s'y refusa et repartit après vingt-quatre heures pour Vienne.

Dans cette ville, c'était le cavalier polonais Kréménetzky qui avait jeté son nom aux préposés de la barrière le 9 novembre. On l'avait hébergé un jour à *l'Aigle noir* ; il y avait acheté un vêtement d'homme pour sa femme, qui avait aussitôt endossé le costume masculin ; le lendemain, il avait fait prendre ses effets par une voiture, payé sa note, et s'était éloigné seul, à pied, sans laisser d'indications. Vessélovski fouilla toutes les auberges de la capitale sans succès. Un maître de poste lui avait dit, à quelques milles avant Vienne, que le voyageur qui l'intéressait s'était informé de la distance jusqu'à Rome et du prix d'un équipage. Notre ambassadeur crut pouvoir porter ses recherches dans cette direction. Tout diplomate digne de ce nom, au siècle dernier, avait dans son jeu

un petit abbé de la cour romaine, sur les services duquel il pouvait compter à l'occasion. Vessélovski s'était pourvu depuis longtemps de ce rouage indispensable dans la politique européenne, et le petit abbé de l'envoyé russe avait ses libres entrées chez le secrétaire d'état cardinal Paulucci. Une estafette lui porta une lettre en toute hâte : mais on ne savait rien à Rome. Vessélovski, désespéré, fit lui-même deux relais sur la route d'Italie; aucun postillon n'avait souvenir de l'officier russe et de la femme déguisée. — Devson, un aide de camp du général Veïde, qui avait poussé jusqu'à Vienne, travaillait pour son propre compte; il s'alla loger à *l'Aigle noir* et se familiarisa avec un garçon de l'auberge : ce garçon assura qu'il avait soupçonné dans le Polonais le fils du tsar de Moscovie, dont les traits ne lui étaient pas inconnus, mais il ne savait ce que ce personnage était devenu en quittant le Gasthaus. — Cependant Vessélovski sondait adroitement toutes les personnes de l'entourage impérial; il ne trouvait partout que des visages étonnés ou fermés. Janvier se passa, puis février; les recherches n'amenaient aucun indice : la police diplomatique de Pierre le Grand dut s'avouer vaincue ; elle avait perdu la piste du fugitif.

V.

L'histoire confesse tôt ou tard les diplomates les plus secrets. Les archives de Vienne ont enfin livré à M. Oustrialof la clé de cette énigme que les agens du tsar s'efforçaient vainement de deviner; nous en apprendrons les curieux détails en devançant les démarches de l'ambassadeur russe chez le chancelier de l'empire. Le soir du 10 novembre 1716, le vieux comte Schœnborn travaillait dans son cabinet. Vers dix heures, un officier qui sortait de chez lui avec des dépêches rencontra sur l'escalier un inconnu, parlementant en mauvais allemand pour être introduit chez le chancelier. Comme on lui faisait observer que l'heure était mal choisie, l'inconnu se précipita vers la porte pour la forcer; retenu et interrogé par l'officier, il déclara qu'il ne parlerait qu'au ministre et sur l'instant même. On l'annonça : Schœnborn s'était déjà mis au lit et fit dire au solliciteur qu'il le recevrait le lendemain : celui-ci insista de plus belle, menaçant, si on l'éconduisait, de courir chez l'empereur, son affaire étant de telle nature que sa majesté devait en être instruite sur-le-champ. Le chancelier parut alors, en robe de chambre; l'étranger l'entraîna dans le cabinet, avec ces paroles : « Monseigneur le tsarévitch est en bas, sur la place, et veut voir votre altesse. » — Schœnborn crut avoir affaire à un fou : comme il se récriait, l'homme ajouta que le tsarévitch, nouvellement arrivé à Vienne,

désirait se présenter au comte, suivant l'habitude de tous les voyageurs de distinction, qu'il ne pouvait le faire qu'en grand secret et sans être vu de personne; qu'à cet effet, il était descendu depuis la veille à l'auberge voisine et avait attendu la nuit. Le chancelier voulut aussitôt s'habiller pour se rendre chez le prince, mais l'impétueux ambassadeur, qui n'était autre que le frère d'Euphrosine, s'écria que son maître était déjà là, dans le vestibule, attendant d'être annoncé. Le comte l'envoya prier par son officier et courut reprendre ses vêtemens; avant qu'il eût achevé sa toilette, le tsarévitch entra brusquement dans le cabinet.

Le digne Schœnborn croyait rêver; jamais, de mémoire de diplomate, un fils de roi n'avait surpris un conseiller aulique dans ce costume et à cette heure. Le vieux chancelier n'était pas au bout de ses étonnemens et des offenses à l'étiquette autrichienne. Aussitôt resté seul avec lui, le visiteur se mit à arpenter la chambre en donnant tous les signes de l'épouvante et d'un grand trouble moral. « Je suis venu, dit-il, prier l'empereur mon beau-frère de me protéger, de sauver ma vie. On veut me tuer, on veut me priver du trône, moi et mes pauvres enfans! Je ne suis nullement coupable envers mon père! Je suis un homme faible, mais c'est Menchikof qui a détruit ma santé par la boisson. Mon père dit que je ne vaux rien, ni pour la guerre ni pour le gouvernement; mais j'ai toujours bien assez d'esprit pour régner! On veut me jeter dans un couvent: je ne veux pas aller au couvent! L'empereur doit me sauver! qu'on me mène chez l'empereur! » Et ce disant, il s'affaissa sur une chaise, hors de lui, en demandant de la bière; on lui apporta un verre de vin.

Schœnborn, lui aussi, avait peine à rassembler ses idées; il se refusa d'abord à croire que son interlocuteur fût le tsarévitch; puis, en examinant le personnage, il dut s'avouer que son extérieur répondait au signalement du prince russe. Il s'efforça de le calmer, lui répétant qu'on n'avait jamais ouï rien de pareil, qu'un père ne pouvait nourrir d'aussi noirs desseins contre son fils, que d'ailleurs il était en parfaite sûreté à Vienne. Les consolations du langage diplomatique ne parvinrent pas à refroidir cet agité, qui répétait avec emportement: « Qu'on me mène chez l'empereur! » Le chancelier représenta qu'on n'arrivait pas ainsi jusqu'à l'empereur, que c'était chose impossible à cette heure indue, et il engagea le tsarévitch à lui raconter en détail son histoire. Alexis se répandit longuement en récriminations contre son père, contre l'impératrice Catherine, contre Menchikof, assurant toujours qu'on voulait sa mort et qu'on l'avait abruti à dessein par l'ivresse. Schœnborn, après avoir écouté attentivement son récit, le sermonna de son

mieux; il lui promit en tout cas aide et assistance, l'engagea à se tenir coi dans le plus grand mystère et à attendre la décision de l'empereur. Une crise de larmes calma l'agitation du fugitif mieux encore que les bonnes paroles du chancelier; Alexis renonça, non sans peine, à son projet de forcer cette nuit même les portes du palais et retourna à son gîte avec toutes les précautions de la peur.

Le lendemain, après le rapport du ministre à son souverain, le conseil privé s'assembla pour aviser à cette difficulté imprévue: d'une part la terreur qu'inspirait déjà le tsar de Russie, d'autre part les obligations qu'imposaient à Charles VI l'humanité et les liens du sang, tout rendait l'affaire délicate. Cependant les politiques autrichiens acceptèrent comme une heureuse chance le hasard qui leur livrait, avec un précieux otage, le moyen de s'immiscer dans les affaires russes et de peser sur l'avenir du jeune empire. Au sortir du conseil, Schœnborn reçut le tsarévitch et lui fit part de la décision de son maître; l'empereur consentait à donner secrètement asile au fugitif et à s'employer en sa faveur auprès du tsar. Il semblait préférable qu'Alexis ne vît pas son beau-frère, pour ne pas ébruiter sa présence à Vienne; on trouverait un lieu sûr où le cacher jusqu'à la réussite des négociations qui devaient le réconcilier avec son père. Alexis consentit à tout, sous la promesse qu'on ne le livrerait pas à ce père; c'était, jurait-il, le livrer au supplice, car aucune réconciliation n'était possible entre eux. Effrayé lui-même de l'audace qui l'avait poussé à fuir, le malheureux tremblait à la seule idée de la colère que Pierre avait dû ressentir de cette fuite.

Deux jours après on le mena, « par ordre souverain et dans le plus grand secret, » à Weïerburg, à six milles de Vienne. Là un des conseillers de l'empereur vint lui faire subir un nouvel interrogatoire. — Quand le tsarévitch eut répondu à toutes les questions qui lui furent posées, son interlocuteur lui déclara que, pour le mieux céler et protéger, Charles VI avait résolu de l'interner dans une des forteresses de l'empire, sous le couvert d'un prisonnier d'état. Alexis n'y fit aucune objection; il se borna à demander instamment l'assistance d'un prêtre de rite grec. Il lui fut objecté qu'il serait impossible de satisfaire à cette exigence sans compromettre le secret de sa retraite. Le 27 novembre, le fugitif et sa petite suite quittèrent Weïerburg avec l'attelage d'un paysan, escorté de deux drabans. Ils se dirigèrent vers Salzburg; de là ils s'engagèrent dans les montagnes et traversèrent le Tyrol septentrional jusqu'à la vallée de la Lech.

Les rares voyageurs qui se rendent de Bavière dans le Vorarlberg ou à Inspruck par cette vallée sauvage doivent franchir près du

village de Reutte un étroit défilé, l'Ehrenberg Klause; sur la montagne isolée, couverte de pins, qui commande cette passe, ils peuvent encore apercevoir des ruines de vaillante mine; c'est le burg d'Ehrenberg, jadis l'une des plus fortes places du Tyrol, vieil invalide des guerres allemandes, tout mutilé de siècles et de boulets, démantelé en 1800 par les soldats de Masséna. C'était ce donjon solitaire que Charles VI avait choisi pour prison à son beau-frère. Tandis qu'Alexis se reposait à Milbach, sa dernière étape, le secrétaire d'état Kühl, chargé de l'accompagner, prit les devans et vint remettre au général commandant la forteresse des instructions détaillées. Cet officier avait ordre de recevoir et de garder à Ehrenberg, dans le plus profond secret, un haut prisonnier d'état dont le nom ne lui était pas confié. Pour éviter toute indiscrétion, on ne devait pas changer la petite garnison ni permettre aux soldats de s'éloigner du château durant tout le temps qu'y passerait le captif. Les fenêtres de sa chambre devaient être armées de barreaux de fer, précaution bien superflue, vu l'impossibilité de fuir de ce nid d'aigle sans se rompre le cou. Le général devait traiter son prisonnier avec respect, veiller à ce que sa table fût convenablement servie aux frais de l'empereur, qui assignait 300 florins par mois pour son entretien. En cas de maladie grave, un médecin ne pouvait être admis qu'en présence du commandant; les lettres écrites ou reçues par l'inconnu devaient être transmises directement à la chancellerie impériale; nul étranger ne devait, sous les peines les plus sévères, approcher des portes ou interroger les sentinelles. Le général répondrait sur sa tête de l'hôte mystérieux dont l'empereur lui confiait la garde. Comme on voit, les instructions de Charles VI ne différaient guère de celles données par Louis XIV à Saint-Mars, quand le gouverneur de Pignerol reçut le Masque de fer. — Ces ordres transmis, Kühl revint chercher ses compagnons de voyage et les ramena à Ehrenberg : les portes du cachot d'empire se refermèrent derrière Alexis le 7 décembre au matin.

Alors il respira librement, le pauvre inquiet. Ses lettres au comte Schœnborn témoignent de sa reconnaissance et de sa joie d'être si bien caché. Il se plaint seulement des difficultés de la vie matérielle dans cette solitude et persiste à réclamer un prêtre de son rite; nous savons d'ailleurs qu'il avait pris soin de se pourvoir de consolations d'un autre ordre. Il ne semble pas qu'à ce moment l'officier chargé de le surveiller ait soupçonné le sexe et la véritable qualité du jeune page d'Alexis. Schœnborn, en répondant au prisonnier, lui mande sous une forme détournée les nouvelles qui peuvent l'intéresser : « J'annoncerai au noble comte, en fait de nouvelles, qu'on commence à raconter de par le monde que

le tsarévitch a péri. Suivant les uns, il a fui les rigueurs de son père; suivant d'autres, il a été mis à mort par ordre de ce dernier; d'aucuns affirment qu'il a été assassiné en voyage par des bandits. Personne ne sait au juste où il se trouve. J'ajouterai ici, à titre de curiosité, ce qu'on écrit à ce sujet de Pétersbourg. On conseille au gracieux tsarévitch, dans son intérêt, de se tenir bien caché, car on fera d'actives recherches quand le tsar son père sera de retour d'Amsterdam. Si j'apprends quelque autre chose, je le ferai savoir. On prie le bon ami pour lequel M. le comte demande un prêtre de prendre patience : c'est chose impossible pour le moment. »

C'étaient les dépêches de Pleyer, l'envoyé autrichien à Saint-Pétersbourg, que Schœnborn résumait ainsi. Cet agent à l'imagination un peu prompte informait sa cour que l'effet produit en Russie par la disparition du tsarévitch était immense, que tout s'apprêtait pour une sédition et que des régimens de la garde complotaient d'égorger le tsar en Mecklembourg. Alexis ne cachait pas la joie qu'il ressentait de ces nouvelles; son rêve de chaque jour, une révolte populaire en sa faveur, semblait près de se réaliser; en attendant rien ne pouvait mieux le servir que les bruits qui le disaient mort; la mort fait le silence sur le proscrit, et le silence est un meilleur gardien que la retraite la plus reculée. Le fugitif se croyait sauvé des recherches paternelles dans cette gorge ignorée du Tyrol, à l'abri des verrous, des tours, des montagnes de l'empereur romain, sous la protection de sa parole et de ses diplomates. Ces derniers allaient pourtant avoir affaire à forte partie.

Nous avons laissé Vessélovski, l'ambassadeur du tsar, cherchant désespérément la piste évanouie encore à la fin de mars 1717. Durant ces quatre mois, le burg d'Ehrenberg avait fidèlement gardé son secret; ce secret était d'ailleurs resté longtemps entre quatre personnes, l'empereur, le chancelier comte Schœnborn, le secrétaire d'état Kühl et le prince Eugène de Savoie, président du conseil aulique, directeur suprême des affaires de l'empire. Mais si rares et si impénétrables que soient les initiés, les gros mystères d'état laissent transpirer à la longue, dans l'atmosphère d'une cour, certaines émanations subtiles; un vétéran des campagnes diplomatiques les sent d'instinct quand il a le don du métier; et l'agent russe avait le don au plus haut degré. Il ne s'était pas laissé distraire un instant aux fables qui couraient sur la mort du tsarévitch: son sentiment obstiné l'avertissait que sa proie était près de lui, à Vienne ou non loin de Vienne. Longtemps ses attaques se heurtèrent aux physionomies courtoises et impassibles de la solide diplomatie autrichienne. Enfin un éclair luit dans les té-

nèbres où il se débat; le 29 mars, un petit référendaire de la chancellerie aulique, gagné depuis longtemps à son service, laisse négligemment tomber ces mots dans une conversation confidentielle : « Kochanski ne serait-il pas sous la protection de l'empereur, quelque part, dans le Tyrol ? » — Le fil est ressaisi; c'est plaisir de voir, dans la correspondance quotidienne de Vessélovski avec le tsar, comment l'habile agent le renoue, le développe; comment les soupçons se changent en certitudes; comment les certitudes se complètent et forment un corps.

Fort du renseignement qu'il a obtenu, Vessélovski court chez le chancelier et chez le prince Eugène : « — Kochanski est au pouvoir de l'empereur, dans le Tyrol... » L'ambassadeur plaide le faux pour savoir le vrai ; il se plaint amèrement du mauvais procédé dont on use vis-à-vis de son maître. Les deux ministres répondent avec étonnement qu'ils ne savent rien et qu'ils consulteront l'empereur, seul instruit sans doute de cette grave affaire. Quelques jours après, on les retrouve désolés : l'empereur ne sait rien. A ce moment, le Moscovite reçoit du renfort. Pierre lui envoie d'Amsterdam un capitaine de ses gardes, Roumiantzof, accompagné de trois officiers déterminés; ces émissaires ont l'ordre formel et la ferme volonté de s'emparer du fugitif, s'ils le découvrent, sur les terres mêmes de l'empereur, et de vive force s'il le faut. L'ambassadeur reçoit en même temps des instructions menaçantes, dont il n'était pas besoin pour stimuler son zèle; il a charge de remettre à Charles VI une lettre autographe du tsar, conçue en termes hautains et exigeant l'extradition immédiate de son fils. Ne jugeant pas le moment venu, Vessélovski garda la lettre en poche, jusqu'à plus ample informé; il dépêcha immédiatement Roumiantzof en reconnaissance dans le Tyrol, sous un faux nom. Le capitaine fouille les montagnes et reparaît à Vienne le 22 avril; il a découvert Ehrenberg; les braves gens du pays se doutent de quelque chose; suivant leurs dires, un grand seigneur hongrois ou polonais doit être détenu dans la prison d'état. Vessélovski n'hésite plus ; il demande une audience à l'empereur, lui remet la lettre du tsar et laisse entendre qu'il sait tout, qu'on ne peut continuer plus longtemps à se jouer de son maître, à se dérober aux justes demandes d'un père. Charles répond en souriant que ses ministres l'ont mal informé, qu'il va conférer avec eux et éclaircir ce mystère. Cependant l'ambassadeur renvoie Roumiantzof en Tyrol avec les passeports d'un officier suédois; lui et ses compagnons doivent s'établir à Reutte, au pied du burg d'Ehrenberg, guetter le prisonnier et tenter à l'occasion un coup de main sur sa personne. Roumiantzof croit la chose possible, la garnison de la forteresse ne se composant que d'une

vingtaine de soldats. Le faux Suédois entreprend son siége; troublé plus d'une fois par les tracasseries des autorités impériales, renvoyé à Inspruck, surveillé de près, il revient toujours rôder autour d'Ehrenberg, reconnaît Alexis, renseigne exactement l'ambassadeur sur les faits et gestes du détenu et attend l'occasion. Armé des lettres de cet officier, Vessélosvki multiplie ses démarches à Vienne auprès du prince Eugène et du souverain. Déjà on n'ose plus nier ouvertement; la tactique est maintenant d'éconduire l'agent en assurant que l'empereur écrira directement à son frère de Russie pour le satisfaire au sujet d'un fils égaré, en plaidant la cause de ce dernier. Tout cela n'avançait guère notre diplomate; heureusement le petit référendaire, si utile à l'ambassade russe, y vient causer de temps en temps; ce personnage a surpris une conversation entre le comte Zinzendorf et le prince Schwarzenberg; ces hauts dignitaires sont d'avis qu'il ne convient pas d'entrer en lutte avec le tsar pour une affaire de cette nature et qu'il serait sage de lui céder moyennant quelques promesses. Évidemment le conseil est divisé. Vessélovski mande ces détails à Pierre en lui suggérant de parler haut, d'écrire de nouveau à l'empereur sur un ton de menace.

Le cabinet de Vienne répugnait en effet à s'engager dans des embarras graves pour protéger Alexis. Tant qu'on avait pu céler sa présence ou recourir à de vagues défaites, on s'était estimé heureux de posséder un otage de ce prix; il devenait gênant le jour où il fallait risquer pour lui une rupture avec le tsar. On eut un moment la pensée de recourir au roi d'Angleterre, George Ier, qui était apparenté à la maison de Brunswick : l'envoyé du saint-empire fut chargé de lui exposer confidentiellement la situation du tsarévitch. « Ne laissez pas voir, portaient les instructions de Schœnborn, combien nous craignons le tsar, mais représentez à sa majesté les devoirs que lui imposent, conjointement avec nous, les liens du sang qui nous rattachent tous à ce malheureux prince. » — Alexis, au courant de tout, faisait agir simultanément à Londres le boïar Bestoujef-Rioumine, passé au service anglais. Le roi George, peu désireux de se mettre de nouveaux soucis sur les bras, ferma l'oreille à ces ouvertures. On résolut alors à Vienne de dérouter les Russes par un nouveau coup de théâtre. Dans le courant de mai, le précieux référendaire apprend à Vessélovski qu'un courrier est parti du cabinet même de l'empereur pour Ehrenberg; ce courrier n'est autre que le secrétaire Kühl, le convoyeur ordinaire de notre infortuné voyageur. Kühl arrive au burg tyrolien avec une note de Schœnborn avertissant le prisonnier des mauvais côtés de la situation et lui laissant pressentir les hésitations de la cour.

Alexis, replongé dans ses épouvantes, se jette aux genoux de l'Autrichien et s'écrie en sanglotant : « Au nom de Dieu et de tous les saints, je supplie l'empereur de sauver ma vie, de ne pas m'abandonner dans le malheur ; — je vais périr, ne me livrez pas à mon père ! » Kühl lui déclara alors que le seul moyen de salut était de fuir plus loin, en toute hâte, seul et sans même emmener ses gens. Alexis consentit à tout : il ne demandait qu'à fuir au bout du monde ! Il insista seulement pour garder avec lui son inséparable page. Ce point essentiel accordé, on résolut de partir sur l'heure. Un matin de la première quinzaine de mai (aucune lettre ne donne la date exacte), le burg d'Ehrenberg rouvrit sa herse au prisonnier qu'il avait loyalement gardé durant cinq mois : Alexis quitta cette dure et froide bastille du Tyrol avec plus de regret qu'il n'avait quitté ses palais de Pétersbourg et de Moscou. Kühl et ses deux compagnons prirent la route d'Italie. De Trente, le secrétaire d'état écrit au chancelier : « Tout va bien, mais j'ai grand'peine à empêcher *notre société* de s'enivrer et de faire du tapage ; j'ai remarqué à nos trousses des figures suspectes. »

Ces figures suspectes, c'étaient celles de Roumiantzof et de ses hommes. Prévenu par Vesselovski, l'officier des gardes était aux aguets. A ce moment même, il avait été dérangé par la police impériale, mal édifiée sur ses passeports trop changeans. Pourtant il avait pu se rapprocher d'Ehrenberg à temps pour avoir vent du départ : il prit la poste d'Italie et brûla les routes à la poursuite de son prince. Il le rejoint à Mantoue, d'où il renseigne l'agent de Vienne. La chasse continue sur les vastes territoires de l'empire : de Florence, de Rome, Roumiantzof écrit à l'ambassadeur qu'il est sur les talons des fugitifs. Poursuivis et poursuivans arrivèrent ainsi jusqu'aux portes de Naples. On sait qu'après la guerre de la succession d'Espagne, les traités avaient laissé à l'empereur ses conquêtes d'Italie, y compris le royaume de Naples. Dans le tumulte de cette capitale, Roumiantzof perdit la trace du tsarévitch. Peu importait d'ailleurs ; il le savait arrivé à ce point extrême des frontières impériales, où on ne pouvait dissimuler longtemps sa retraite. Le capitaine revint droit à Vienne rendre compte de sa mission à Vessélovski ; celui-ci le renvoya sur l'heure à Pétersbourg avec un rapport détaillé à son maître. Le coup était manqué pour cette fois : la proie, un moment serrée de si près à Ehrenberg, échappait aux limiers ; c'était une campagne à recommencer.

EUGÈNE-MELCHIOR DE VOGÜÉ.

LES

ÉLECTIONS ANGLAISES

I.

« Samson, les Philistins avancent! tel est le cri qui se fait entendre de toutes parts. Que Samson se montre donc et qu'il fasse encore une fois sentir la force de son bras. » Ainsi s'exprimait à Huddersfield, dans les premier jours de janvier 1874, un député ministériel, M. Leatham, traduisant par un de ces emprunts que les Anglais aiment à faire au langage biblique la confiance des amis de M. Gladstone dans l'éloquence et la popularité de leur chef. Aucun avertissement, aucun revers électoral, n'avaient affaibli cette confiance présomptueuse. Trois semaines plus tard, la dissolution du parlement était prononcée, et c'était en vain que le Samson du parti libéral multipliait ses efforts; c'était en vain qu'il faisait luire aux yeux des contribuables la perspective de la suppression de l'*income-tax*, il échappait péniblement à un échec personnel, et une défaite accablante venait dissiper les illusions de son parti. Libéraux et radicaux réunis atteignaient à peine à 250 voix, et même en ajoutant à leur nombre tous les *home rulers*, ou autonomistes irlandais, le parti conservateur avait encore une majorité de 60 voix sur l'ensemble de la chambre des communes.

Les élections générales de 1880 ont été la contre-partie complète des élections de 1874. Cette fois, c'est le chef du parti conservateur qui a fait appel au corps électoral avec une confiance destinée à la déception la plus cruelle. Les conservateurs ont été décimés, ils ne reviennent à la chambre qu'au nombre de 240, tandis que leurs adversaires réunissent 350 voix et disposeront ainsi d'une majorité assurée, indépendamment des votes des autono-

mistes irlandais. La proportion des forces est donc absolument renversée.

Ce résultat cause en Angleterre une émotion d'autant plus profonde qu'il était tout à fait inattendu. Aucun symptôme précurseur ne l'avait fait prévoir. Les élections de 1874 avaient été précédées d'une série d'élections partielles qui avaient presque toujours tourné au détriment du ministère. Rien de semblable ici ne s'était produit, et l'accueil que les députés conservateurs avaient reçu de leurs commettans dans les réunions extra-parlementaires de l'automne n'avait pu leur inspirer aucune inquiétude sur le renouvellement de leur mandat. La reconnaissance de la nation pour les hommes d'état qui avaient rétabli au dehors le prestige du nom anglais ne semblait point s'être encore affaiblie. Loin de contester l'action que ce sentiment devait exercer sur les élections futures, on paraissait plutôt disposé à craindre qu'il ne fît perdre de vue toute autre considération. Quelque temps avant la dissolution, le *Times*, comme s'il eût appréhendé que l'opposition ne sortît trop décimée de l'épreuve électorale, était revenu, à diverses reprises, sur l'inconvénient d'avoir dans la chambre des communes une opposition numériquement trop faible pour exercer sur le gouvernement un contrôle efficace. L'étonnement qui s'est manifesté au sein de toutes les cours du continent, quand la défaite du ministère a été connue, a fait voir que les ambassadeurs étrangers, observateurs attentifs et désintéressés de tous les mouvemens de l'opinion publique, avaient prévu et annoncé à leurs gouvernemens une issue toute différente des élections générales.

On s'accordait à penser que l'hostilité des non-conformistes ferait perdre aux conservateurs les sept ou huit sièges qu'ils avaient gagnés en Écosse aux élections de 1874, et que le même nombre de voix pourrait bien être enlevé en Irlande par les autonomistes, dont le nouveau chef, M. Parnell, avait déclaré au ministère une guerre à outrance. En Angleterre, quelques sièges dont la conquête avait été due à l'animosité des radicaux contre les libéraux modérés, pouvaient également être reperdus, si une coalition réunissait les adversaires du gouvernement; mais si on admettait généralement que la majorité ministérielle pouvait être réduite de 25 ou 30 voix, personne ne supposait qu'elle pût disparaître complètement. On était d'autant moins disposé à le croire que des libéraux éprouvés, comme M. Cowan à Newcastle, M. Walter dans le comté de Berk, M. Yeaman à Dundee, et d'autres encore, tout en se déclarant fidèles à leurs principes et à leurs amis politiques, n'hésitaient pas à exprimer une opinion favorable sur la politique extérieure du cabinet.

Loin qu'on envisageât un changement de ministère comme possible, le monde de la finance et des affaires regardait le maintien

du cabinet comme indispensable tant que toutes les questions qui se rattachaient à la politique extérieure n'étaient pas définitivement résolues. Avec lord Beaconsfield à la tête du gouvernement, il n'y avait point à douter de l'exécution complète du traité de Berlin : aucune difficulté nouvelle ne pourrait être soulevée par la Russie, surveillée avec vigilance et réduite à l'isolement : la sécurité était donc absolue quant aux relations internationales. Un changement de ministère, en faisant passer la direction de la politique anglaise aux mains d'hommes animés d'un esprit différent, pouvait tout remettre en question et susciter des complications imprévues. Ce sentiment était si général et si vif au sein des classes élevées que les chefs de l'opposition se sont vus dans la nécessité de calmer par des déclarations catégoriques les appréhensions dont ils rencontraient partout l'expression.

Quelles sont donc les causes qui ont agi sur la masse du corps électoral et amené un résultat aussi contraire à l'attente générale ? Il est malaisé de les démêler. Le suffrage est devenu presque universel dans les grands centres de population, où le nombre des électeurs inscrits atteint quelquefois et même dépasse 50,000 : le scrutin secret, qui vient d'être appliqué pour la seconde fois, couvre d'un voile épais les mystères de l'urne électorale. A entendre les lamentations des vaincus qui se plaignent des nombreux manques de foi et des défections inattendues dont ils ont été victimes, il semble que beaucoup d'électeurs auraient voté dans un sens différent de celui qu'ils avaient annoncé. Qui peut dire à quelle influence ils ont obéi ?

Essayons, cependant, d'indiquer quelques causes dont l'action s'est étendue sur l'ensemble des élections et ne nous paraît pas contestable.

Les conservateurs se plaignent aujourd'hui, comme les libéraux en 1874, que le moment des élections a été mal choisi. Il est certain qu'il y a dix-huit mois, lorsque lord Beaconsfield et lord Salisbury, à leur retour de Berlin, étaient l'objet d'ovations enthousiastes, un appel aux électeurs n'aurait pas manqué d'être très favorable au ministère ; mais quel motif lord Beaconsfield avait-il d'abréger l'existence du parlement? Une dissolution ne peut avoir que deux causes : ou l'expiration prochaine du mandat de la chambre, ou un conflit entre les pouvoirs qui rende nécessaire un recours à la nation. La chambre avait alors plus de deux années d'existence devant elle ; l'accord le plus parfait existait entre le ministère et le parlement, et l'adhésion donnée par celui-ci à la politique du gouvernement était sanctionnée par l'approbation éclatante de l'opinion publique. Rien n'appelait donc et n'eût justifié une dissolution. Les conservateurs eux-mêmes auraient reproché au premier

ministre d'obéir à une préoccupation exclusivement personnelle et d'imposer à ses amis les risques et les dépenses d'une élection pour assurer d'une façon plus certaine la prolongation d'un pouvoir qu'aucun danger ne semblait menacer. Lord Beasconfield était loin de soupçonner qu'une popularité aussi légitime que la sienne, et fondée sur d'aussi grands résultats, serait d'aussi courte durée, et il croyait avoir encore une tâche à accomplir. Plus la majorité dont il disposait était compacte et fidèle, plus elle se montrait animée par le succès, et plus lui-même se croyait tenu de mettre à profit cette force dans l'intérêt de son parti. Il voulait résoudre cette question irlandaise qui avait été pour tous les gouvernemens une source d'embarras sans cesse renaissans; il se flattait d'y parvenir en constituant en Irlande l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur sur les bases les plus larges et les plus libérales, et en donnant ainsi satisfaction au seul grief légitime que les Irlandais raisonnables pussent encore faire valoir. Des réformes importantes et utiles étaient encore à accomplir en Angleterre: la réorganisation des tribunaux inférieurs, la codification de la procédure et des lois criminelles, la réorganisation administrative des comtés; des projets de loi étaient tout prêts. Ces sages et prévoyantes résolutions ne purent être exécutées, hormis en ce qui concerne l'Irlande: les discussions passionnées, incessamment soulevées par l'opposition, au sujet de l'Afghanistan, de la guerre contre les Zoulous et de l'exécution du traité de Berlin absorbèrent le temps de la chambre des communes, et c'est à peine si un petit nombre des mesures préparées par le gouvernement ont pu franchir avec succès les longues étapes de la procédure parlementaire.

Si l'on s'explique sans peine que le ministère n'ait point songé à une dissolution après le congrès de Berlin, on comprend moins aisément pourquoi il n'a pas fait les élections dans l'automne de 1879, ainsi que tout le monde s'y attendait. Il est probable que lord Beaconsfield aura craint d'ajouter aux souffrances de l'agriculture en apportant une interruption aux travaux des champs déjà fort retardés par l'intempérie de l'été, et qu'il aura redouté l'influence que la perspective d'une famine pouvait exercer sur les électeurs irlandais. Il se flattait peut-être que le temps, en amenant une heureuse solution dans l'Afrique méridionale et une pacification de l'Afghanistan, enlèverait aux adversaires de sa politique leurs derniers argumens; mais, si cette conjecture est exacte, pourquoi n'a-t-il pas persévéré jusqu'au bout dans cette pensée d'ajournement?

Les partisans du gouvernement se trompèrent complètement sur ses intentions. En voyant l'automne s'écouler sans qu'aucun membre du ministère parût se préoccuper sérieusement de la campagne que les orateurs de l'opposition avaient commencée et pour-

suivaient avec ardeur, ils demeurèrent convaincus que lord Beaconsfield attendrait le terme légal de l'existence du parlement; que la session de 1880 serait de courte durée et que les électeurs seraient convoqués à la fin de l'été ou dans les premiers jours de l'automne, suivant que les moissons seraient en avance ou en retard. On doit croire que telles étaient, en effet, les intentions du premier ministre, et qu'elles furent modifiées par quelques succès électoraux qui lui firent illusion. La mort de M. Roebuck, un radical de vieille roche, qui s'était rallié à la politique du gouvernement, après avoir fait, pendant plus de trente ans, une guerre personnelle à lord Beaconsfield, fit vaquer inopinément un siège à Sheffield. Cette ville, centre de l'industrie du fer, était considérée comme une des forteresses du radicalisme : néanmoins, l'opposition crut ne pouvoir prendre trop de précautions pour s'assurer la victoire : un avocat de Londres, qui représentait le bourg de Barnstaple, M. Waddy, poussa le dévoûment jusqu'à donner sa démission pour pouvoir se présenter à Sheffield. Malgré son talent de parole, malgré une campagne des plus actives et malgré l'appui des ouvriers irlandais dont il acquit les votes par des engagemens que son concurrent conservateur refusa de prendre, M. Waddy ne l'emporta que de moins de 500 voix sur plus de 28,000 votants. Ce résultat fut considéré comme un succès par les conservateurs, et l'on ne peut les accuser de s'être mépris sur la signification du vote, car avant que deux mois se fussent écoulés, aux élections générales, M. Waddy a été battu par le candidat conservateur, M. Wortley, qui est rentré en lice contre lui. Quelques semaines plus tard, à Liverpool, le candidat de l'opposition, lord Ramsay, malgré l'hospitalité qui lui était donnée à Knowsley-Hall et l'appui très ostensible de lord Derby, se tournant contre ses anciens collègues; malgré les engagemens qu'il avait pris vis-à-vis du comité irlandais, était vaincu par le candidat conservateur, M. Whitley, qui l'emportait à une majorité de 2,500 voix. La semaine suivante, la mort d'un des vétérans de l'opinion libérale, M. Locke King, faisait vaquer un siège à Southwark, c'est-à-dire dans Londres, et ce siège était conquis sur l'opposition par un avocat de grand talent, M. Clarke, qui promettait un orateur de plus à la chambre des communes.

L'élection de Southwark produisit une grande impression dans le monde parlementaire, et il est probable que cette succession de petits avantages fit croire à lord Beaconsfield qu'il aurait tort de retarder plus longtemps les élections. Il pensa sans doute que l'effet de la campagne organisée pendant l'automne par les orateurs de l'opposition était déjà effacé et qu'il était de l'intérêt des conservateurs de hâter l'épreuve des élections sans laisser à leurs adversaires le temps de renouveler leurs attaques. Toujours est-il

que la détermination du gouvernement fut aussi soudaine qu'elle était imprévue. Un conseil de cabinet fut réuni, le 23 mars, dans la matinée; le résolution de dissoudre le parlement avant Pâques y fut arrêtée, et la décision prise fut annoncée, le même soir, à la chambre des communes. Les bancs de la chambre étaient déjà dégarnis, beaucoup de députés ayant devancé les vacances. Dès que le chancelier de l'échiquier eut fait connaître la détermination du gouvernement, les députés abandonnèrent à l'envi la salle des séances pour courir au télégraphe, dont ils assiégèrent le bureau pendant trois ou quatre heures, pour prévenir leurs amis et leurs correspondans de province. Tel député expédia, pour sa part, plus de quarante dépêches dans la soirée. Le marquis de Hartington était en province; le chef des autonomistes irlandais, M. Parnell, était aux États-Unis. Leurs amis les rappelèrent en toute hâte: grâce au télégraphe et à la vapeur, tout le monde fut de retour à son poste pour le jour du combat.

Ce n'était pas du côté de l'opposition que le désarroi était le plus complet. Sir George Bowyer, qui nous a fait connaître que la résolution du cabinet fut prise et annoncée le même jour, et qui a ainsi disculpé les ministres du reproche d'avoir usé d'une dissimulation profonde, constate la surprise que cette détermination soudaine fit éprouver aux conservateurs et l'état de désorganisation dans lequel elle les trouva. Beaucoup de députés ne s'étaient pas encore occupés de reconstituer leurs comités; ceux qui songeaient à se retirer de la politique avaient cru prématuré d'annoncer leur résolution et de se chercher des successeurs : les candidats qui se proposaient de disputer quelqu'un des sièges occupés par des libéraux n'avaient pas encore commencé leurs démarches. Plus d'un, se voyant pris de court, renonça à faire campagne, et la plupart engagèrent la lutte dans des conditions où le succès était presque impossible.

En même temps qu'il créait à ses amis une situation des plus difficiles, le gouvernement se donnait tous les désavantages. La période la plus critique de l'hiver était passée; mais il fallait attendre encore deux mois pour que l'Irlande fût au terme de ses souffrances. L'agriculture ne pouvait reprendre courage qu'autant que les semailles de printemps se feraient dans de bonnes conditions et que les blés d'hiver auraient bonne apparence. Enfin, le ministère était contraint de présenter le budget sans avoir aucun des bénéfices de la reprise qui se manifestait dans les affaires. Le chancélier de l'échiquier était en face d'un déficit assez considérable, conséquence inévitable de la crise qui avait frappé à la fois le commerce, l'industrie et l'agriculture. Loin de pouvoir réduire aucun impôt, il se voyait obligé d'augmenter diverses taxes et, par un choix malencontreux, il faisait peser l'augmentation la plus sen-

sible sur le tabac, qui est pour un grand nombre d'ouvriers un article de première nécessité. Il aliénait ainsi une classe nombreuse d'électeurs, en même temps qu'il donnait prise aux critiques de M. Gladstone, qui avait beau jeu à comparer l'état florissant des finances sous son administration avec les déficits contre lesquels sir Stafford Northcote se débattait depuis trois ans.

II.

Dans une lettre adressée au duc de Marlborough, vice-roi d'Irlande, lord Beaconsfield détermina lui-même le terrain sur lequel la lutte électorale allait s'engager. Il plaçait naturellement au premier rang les questions de politique étrangère. Il ne faisait, en cela, que suivre l'exemple de l'opposition qui, dans les deux dernières sessions, avait complètement négligé la politique intérieure pour soulever sur les questions extérieures des discussions aussi fréquentes et aussi acharnées qu'infructueuses. Lord Beaconsfield était en droit d'invoquer l'approbation constante que le parlement avait donnée aux actes du ministère, et il demandait seulement aux électeurs de confirmer le jugement de leurs mandataires.

La lettre-manifeste touchait sommairement aux questions intérieures. A en croire le premier ministre, le maintien du parti conservateur au pouvoir pouvait seul garantir l'intégrité de l'empire britannique mise tout à la fois en péril par les radicaux, qui veulent rompre tout lien entre l'Angleterre et les colonies, et par les agitateurs irlandais, qui voilent, sous le nom d'autonomie, l'indépendance qu'ils réclament pour l'Irlande. En réveillant, par une allusion transparente, le souvenir des plaintes que les hommes de l'école de Manchester ne manquent jamais de faire entendre chaque fois qu'un crédit est demandé ou qu'une dépense est encourue dans l'intérêt de quelqu'une des colonies, lord Beaconsfield se flattait de jeter une pomme de discorde entre les radicaux et les libéraux, dont les idées sont en désaccord sur cette question. Il croyait ne courir aucun risque en prenant directement à partie les autonomistes dont la récente conduite au sein du parlement et les manœuvres en Irlande avaient été sévèrement jugées par l'opinion; il espérait que les Irlandais modérés et raisonnables, touchés de ce que le gouvernement avait fait pour leur pays, lui viendraient en aide afin de mettre un terme à une agitation dangereuse. Ce qui s'était passé dans les élections de Sheffield et de Liverpool le portait à penser qu'en Angleterre même, l'amour-propre national serait blessé de l'existence et des prétentions des comités irlandais, organisés dans tous les grands centres avec l'intention avouée de peser sur les élections anglaises.

Il faut reconnaître que l'événement a trompé tous ces calculs. Le ministère a déconcerté l'attente de ses amis; il n'a point pris au dépourvu des adversaires qui avaient cru que les élections auraient lieu six mois plus tôt, qui s'étaient préparés en conséquence, et dont la vigilance ne s'était pas un seul instant démentie. Aucun des hommes importans de l'opposition n'avait songé à s'éloigner de l'Angleterre pendant l'hiver; aucun n'avait suspendu les préparatifs d'une lutte qu'il savait inévitable et dont l'issue était incertaine.

Les chefs de l'opposition ont accepté la lutte sur le terrain où se plaçait lord Beaconsfield. Leur premier soin a été de rassurer les intérêts commerciaux en protestant contre la crainte qu'un changement de ministère n'entraînât un changement dans la direction de la politique extérieure. Lord Granville, en sa qualité de ministre des affaires étrangères dans le dernier cabinet libéral, a pris l'initiative de ces déclarations nécessaires. Dérogeant à l'usage qui interdit aux lords d'intervenir de leur personne dans les élections pour la chambre des communes, et sous prétexte d'inaugurer un club libéral à Hanley, il a prononcé une longue apologie de la politique extérieure de son parti et protesté qu'il ne pouvait être question de sacrifier à une doctrine abstraite ni l'honneur ni les intérêts de l'Angleterre. Ses anciens collègues l'ont suivi dans cette voie. A l'exception de M. Gladstone et de M. Bright, qui ont continué à reprocher au ministère d'avoir sauvé l'existence de l'empire turc, les autres chefs de l'opposition ne se sont point fait scrupule de retirer ou d'atténuer avec plus ou moins de franchise et de dextérité les critiques qu'ils avaient adressées à la politique ministérielle. Lord Hartington, qui n'a pas prononcé moins de dix ou douze discours pendant la période électorale, a commencé par soutenir que l'opposition avait différé avec le ministère sur le choix des moyens, mais qu'elle était d'accord avec lui sur le but à poursuivre. « Le gouvernement, disait le noble lord aux électeurs du North-East Lancashire, le 1er avril, prétend qu'il s'est surtout proposé de maintenir l'honneur du pays, d'accroître l'influence de l'Angleterre et de protéger les intérêts anglais. Eh bien, c'est là aussi ce que nous nous proposons. » Cette prétendue identité de vues était assez difficile à concilier avec le langage que le chef de l'opposition avait tenu pendant la session de 1879, et avec les intentions qu'il avait attribuées au gouvernement; mais lord Hartington ne s'en est pas tenu là : à mesure que la lutte électorale s'est prolongée et que les chances de succès se sont accrues pour les libéraux, le chef de l'opposition a pris un ton plus affirmatif. Ce ne sont plus seulement les intentions du ministère qui ont été mises hors de cause; ce sont les résultats obtenus par lui qui ont été déclarés inattaquables; ce sont les engagemens qu'il a consentis qui, de périlleux et d'insensés

qu'on les avait qualifiés, sont devenus inviolables. « Non, a dit quelques jours plus tard lord Hartington à Padiham, nous ne considérerons ni la situation du peuple turc ni la conduite du gouvernement ottoman vis-à-vis de ses sujets chrétiens comme des questions intéressant uniquement la Russie et la Turquie, et dont nous n'aurions nous-mêmes à nous occuper qu'autant que certains intérêts anglais d'une nature déterminée y seraient engagés. » En rapprochant ces paroles de la déclaration précédemment faite par lord Hartington que tout traité au bas duquel était la signature de l'Angleterre engageait l'honneur national et devait être respecté, il est impossible de n'y pas voir tout à la fois le désaveu de la politique de non-intervention, si souvent mise en contraste par l'opposition avec la politique de lord Beaconsfield, et la promesse implicite de ne revenir sur aucun des engagemens contractés vis-à-vis de la Turquie.

Toutes les habiletés du ministère, toutes les questions et tous les sarcasmes de la presse conservatrice, n'ont pas réussi à jeter la division parmi les adversaires du cabinet. L'union de tous les libéraux sans exception : tel avait été, pendant toute la durée de la campagne d'automne, le thème invariable des orateurs de l'opposition ; il fallait mettre en oubli les dissentimens passés, écarter ou ajourner toute dissidence nouvelle, ne demander compte à personne ni de ses antécédens ni de ses intentions pour l'avenir ; il fallait, en un mot, tout sacrifier à la seule pensée de réunir dans un même vote toutes les voix libérales et de renverser le ministère. Tels avaient été les conseils donnés par M. Bright et par lord Hartington dans une grande réunion tenue à Manchester, et où l'on s'était étonné de voir le fils et l'héritier présomptif du duc de Devonshire en si complet accord avec l'adversaire déclaré de la pairie : tel avait été le langage tenu par M. Goschen et par M. Childers aussi bien que par M. Chamberlain, le chef des républicains de Birmingham. Ce mot d'ordre a été fidèlement suivi. Les radicaux n'ont pas protesté quand lord Hartington a pris l'engagement de maintenir les traités souscrits par l'Angleterre et, par conséquent, le traité du 1er juillet 1878 qui garantit à la Turquie l'intégrité de son territoire asiatique. Ils n'ont pas protesté davantage quand d'autres chefs de l'opposition ont désavoué dans les termes les plus énergiques toute pensée d'abandonner les colonies à elles-mêmes. Ils avaient présent à la pensée le souvenir des mésaventures que leur intolérance leur avait values en 1874. Dans maint collège, à Nottingham, à Southwark, à Chelsea, à Marylebone, les radicaux avaient opposé des concurrens à des libéraux qu'ils jugeaient trop tièdes et trop modérés; et à la faveur de cette division, des conservateurs avaient été élus. Cette fois, loin de retomber dans la même faute, on avait

prévenu toute compétition par une répartition préalable des sièges, calculée sur le nombre de votes dont chaque section disposait, et les radicaux, comme compensation de leurs concessions sur les principes s'étaient fait attribuer la bonne part. Électeurs et candidats ont fait preuve de l'accord le plus parfait; et l'on a vu à Bradford un ancien ministre qui avait refusé en 1874 de prendre aucun engagement vis-à-vis des radicaux, et qui avait dû sa réélection à l'appui spontané des conservateurs, M. Forster, se porter côte à côte avec le radical Illingworth; à Northampton, M. H. Labouchère, héritier d'une vieille famille whig, donner la main au socialiste Bradlaugh; et à Stoke-upon-Trent, M. Woodall accepter l'alliance de l'ouvrier maçon, M. Broadhurst, le secrétaire du comité des *Trade-Unions*, dont le nom a figuré si souvent dans les grèves de ces dernières années.

Les espérances que le ministère avait fondées sur la réaction produite en Irlande par les écarts de la propagande autonomiste et sur l'intervention modératrice de l'épiscopat catholique ne se sont réalisées qu'en partie. Les conservateurs ont conquis un petit nombre de sièges; mais le mouvement dont ils ont profité a servi les libéraux dans la même proportion; pertes et gains se sont compensés. Dans plus d'une circonscription, la voix du clergé n'a pas été écoutée, et si les autonomistes n'ont pas obtenu l'accroissement de forces qu'ils avaient espéré, ils n'ont pas été affaiblis par le résultat des élections irlandaises. Ils ont pris leur revanche en Angleterre, où leurs comités ont donné l'appui le plus énergique aux candidats de l'opposition et où ils ont incontestablement fait pencher la balance dans un assez grand nombre de circonscriptions.

Dans un pays où la parole joue un si grand rôle, et où les réunions publiques exercent sur les élections une influence décisive, il ne saurait être indifférent pour un parti d'avoir des défenseurs habiles et sûrs d'être écoutés. Or, il faut reconnaître que, sous le rapport oratoire, les conservateurs avaient une infériorité marquée. Leurs meilleurs orateurs, lord Beaconsfield, lord Cairns, le marquis de Salisbury, lord Cranbrook, sont dans la chambre des lords, et l'usage leur interdisait toute intervention dans la lutte électorale. Sir Stafford Northcote, chancelier de l'échiquier, M. Cross, ministre de l'intérieur, M. Smith, premier lord de l'amirauté, sont des hommes d'affaires éprouvés, des administrateurs habiles, fort en état de défendre leurs actes au sein de la chambre des communes; aucun d'eux n'a ce talent de parole qui suspend les foules aux lèvres d'un homme et qui commande l'attention d'un pays tout entier. Du côté de l'opposition, au contraire, les orateurs abondent, et l'on n'a que l'embarras du choix. Vous faut-il la passion, la chaleur communicative : voici M. Bright. Préférez-vous l'invective amère, les

personnalités et les sarcasmes : écoutez M. Lowe, qui mettrait en pièces son meilleur ami, plutôt que de ne déchirer personne. Voulez-vous une discussion grave, méthodique, où les argumens se pressent et s'enchaînent avec une inexorable logique : donnez la parole à M. Forster. Vous piquez-vous d'être un esprit pratique et de ne vous point payer de mots : qui sait plus de choses et qui les sait mieux que M. Childers? Aimez-vous la clarté, le bon sens et le bon goût : quelle parole est plus lucide, plus mesurée, plus persuasive que celle de M. Goschen? Au-dessus de tous est M. Gladstone, qui à lui seul vaut toute une armée. M. Gladstone peut-il parler sans que les moindres mots qui tombent de sa bouche soient recueillis et publiés par tous les journaux sans distinction d'opinion et sans qu'ils soient lus de toute l'Angleterre? Ceux-là mêmes qui détestent ses opinions et qui les combattent sont obligés de le lire, ne fût-ce que pour pouvoir le contredire. Quelle puissance que cette parole retentissante qui éveille tous les échos des trois royaumes!

Lord Beaconsfield, qui ne craint jamais de rendre justice à un adversaire, a proclamé M. Gladstone le plus grand orateur de l'Angleterre. Ce jugement eût-il besoin d'être confirmé, que personne ne songerait à le contester, après la prodigieuse campagne que M. Gladstone vient de faire et qui a décidé des élections. Rien de semblable ne s'était vu depuis les luttes mémorables de Fox et de Sheridan contre le second Pitt.

La versatilité de M. Gladstone, la soudaineté de ses changemens d'opinion, son humeur atrabilaire ne lui ont jamais permis de contracter avec aucun collège électoral ces relations solides et durables qui naissent de l'affection et de la confiance mutuelles. Aucun homme politique n'a promené de collège en collège une candidature plus vagabonde. Il a successivement représenté l'Université d'Oxford, le bourg de Newark et une des sections du Lancashire. Aux élections générales de 1868, où son parti triompha et qui devaient faire de lui un premier ministre, il était demeuré sur le carreau, lorsque Greenwich le recueillit et le fit rentrer à la chambre. Ses amis l'avertirent, au printemps dernier, qu'il ne devait pas songer à se représenter à Greenwich parce qu'il n'y serait pas réélu, et l'événement a justifié cette prévision, car Greenwich vient d'élire deux conservateurs. Il fallut donc se mettre en quête d'un nouveau collège pour que cette comète voyageuse ne disparût pas du firmament politique. On n'en trouva point dans toute l'Angleterre, car Leeds ne s'est offert qu'après la dissolution; et on fut tout heureux de se rabattre sur un collège écossais.

La représentation du Mid-Lothian semblait un apanage héréditaire de la maison ducale de Buccleuch, dont les immenses do-

maines couvrent la plus grande partie du comté, et dont les fermiers se comptent par centaines. Le Mid-Lothian avait donc pour député l'héritier présomptif du duc, le comte de Dalkeith, homme aimable et de bonne compagnie, mais qui n'avait eu, comme dit Figaro, que la peine de naître. Le comte prenait un médiocre souci du mandat parlementaire qu'il tenait de la volonté paternelle, il donnait plus de temps à son écurie et à sa meute qu'à l'étude des questions politiques, et, chose rare même parmi les grands seigneurs, il n'avait aucune habitude de la parole. Les façons hautaines du duc de Buccleuch et l'espèce de despotisme qu'il prétendait exercer sur l'administration du Mid-Lothian avaient froissé un autre grand propriétaire du comté, lord Rosebery, qui fit proposer à M. Gladstone de se porter contre lord Dalkeith. L'entreprise était hasardeuse, mais moins difficile qu'elle ne paraissait l'être. Le duc de Buccleuch était un presbytérien zélé; lord Rosebery garantissait l'appui de tous les dissidens, de tous les adversaires de l'église établie. Le duc était un propriétaire rigoureux, fort jaloux de ses chasses, n'accordant point de baux, accordant encore moins de réductions de fermage : nombre de fermiers étaient mécontens et satisferaient leur mauvaise humeur à l'ombre du scrutin secret. Les faubourgs d'Édimbourg débordent sur le Mid-Lothian et fourniraient des électeurs libéraux, indépendamment de l'influence qu'une capitale exerce toujours sur ses alentours : la grande renommée de M. Gladstone, le pouvoir de son éloquence, son immense supériorité sur son concurrent feraient le reste.

M. Gladstone accepta la proposition de lord Rosebery, et la guerre éclata aussitôt entre Dalmeny-Castle et Dalkeith-Palace. Elle eut l'Angleterre entière pour spectatrice. Malheureusement pour la maison de Buccleuch, on ne s'attaquait plus avec le mousquet et la claymore : l'éloquence de M. Gladstone renversa tout devant elle. Installé au château de Dalmeny avec sa famille, M. Gladstone employa la fin du mois d'octobre non-seulement à parcourir le Mid-Lothian, mais à visiter la plupart des villes importantes d'Écosse. Chaque journée fut marquée par une ovation nouvelle : des multitudes l'attendaient dans chaque gare pour l'acclamer au passage du train spécial qui l'emmenait; et s'il fallait s'arrêter quelques instans pour prendre de l'eau ou changer de machine, force lui était de faire de son wagon une tribune et de haranguer ces auditoires improvisés. Deux et trois discours par jour n'épuisaient ni ses forces ni sa verve. Une ardente jalousie de lord Beaconsfield, le ressentiment de sa défaite de 1874, l'espoir de ressaisir le pouvoir, s'accroissant avec chaque succès oratoire et avec chaque ovation, donnaient à ce vieillard de soixante-douze ans une vigueur véritablement extraordinaire et presque surhumaine. Les discours que M. Glad-

stone a prononcés dans ces quinze jours n'ont pas seulement été reproduits par tous les journaux des trois royaumes, ils ont été réunis et ont formé un volume de deux cent cinquante pages d'une impression très serrée, qui a été répandu à plus de cent mille exemplaires en Angleterre, et qui est devenu comme le bréviaire de tous les orateurs et de toute la presse de l'opposition. Cela n'a point satisfait M. Gladstone; il s'est tenu en haleine tout l'hiver par une série de discours, de lettres aux journaux et d'articles de revues, et dès que la dissolution a été annoncée, il est reparti pour l'Écosse. Cette fois, il n'a pas laissé un seul village du Mid-Lothian sans le visiter, sans en réunir les habitans, et sans dresser pour leur édification un véritable acte d'accusation contre le ministère. Il ne se bornait pas, — il suffit d'ouvrir les journaux anglais pour s'en convaincre, — à de simples allocutions : la moindre bourgade avait droit à un discours d'au moins deux heures, et l'on pourrait compter les journées où l'infatigable orateur s'en est tenu à deux discours seulement. On reste confondu devant cette prodigieuse dépense de forces physiques et morales ; jamais la puissance de l'ambition, comme ressort de l'âme humaine, ne s'est attestée par un semblable effort. Sir Stafford Northcote a dit plaisamment pendant la lutte électorale, que M. Gladstone était en train de faire apprécier par les électeurs du Mid-Lothian tout le mérite de la brièveté. L'épigramme n'était pas sans malice, mais qui pourrait méconnaître l'impression profonde que devait produire sur les masses ignorantes l'incessante répétition du même acte d'accusation par un homme d'autant de talent et d'autorité que M. Gladstone? Quelle force n'acquéraient pas à être sans cesse reproduites, sans rencontrer jamais de contradiction, les erreurs, les assertions inexactes, les imputations malveillantes et quelquefois calomnieuses auxquelles l'orateur se laissait entraîner par son aveugle passion, et qu'il arrivait à croire sérieuses et vraies à force de les avoir répétées! Combien d'auditeurs, de lecteurs même, étaient en état de démêler le vrai du faux, d'apercevoir les sophismes et les contradictions qui abondent dans ces longues harangues? Tout était passé en revue : politique étrangère, affaires intérieures, finances, et tout était condamné sans merci : l'Angleterre avait été déshonorée, avilie, opprimée, ruinée par le gouvernement; sa dignité, son repos, son salut exigeaient le renvoi immédiat du cabinet. Tel était le thème développé plusieurs fois par jour par M. Gladstone avec une intarissable faconde et une vigueur toujours renouvelée. Les foules, d'abord hésitantes, étaient bientôt subjuguées par l'accent de conviction de l'orateur, par sa parole chaude et colorée, et elles se laissaient entraîner à ce torrent d'une irrésistible puissance. L'effet produit se répercutait de proche en proche, et comme

la nature humaine incline plus volontiers à la censure qu'à l'approbation, les masses électorales se laissaient gagner.

Hâtons-nous de dire, toutefois, que M. Gladstone n'eût pas obtenu le même succès s'il n'avait pas trouvé le terrain aussi bien préparé. La crise que l'Angleterre traverse depuis bientôt quatre ans touche probablement à son terme et on commence à entrevoir des jours meilleurs, mais les souffrances n'ont encore rien perdu de leur intensité. L'industrie du fer a seule retrouvé quelque activité : toutes les autres continuent à languir. Les ouvriers, après une lutte qui a épuisé les ressources de leurs associations, ont dû accepter une réduction d'au moins 10 pour 100 sur les salaires : la gêne extrême qu'ils éprouvent s'est traduite par une diminution de 20 pour 100 dans la consommation du vin et des spiritueux : leurs achats n'alimentent plus le commerce de détail, qui ne se soutient que par des crédits chèrement payés. Quant à l'agriculture, l'année la plus calamiteuse que l'Angleterre ait traversée depuis 1816 est venue épuiser les ressources des fermiers, déjà éprouvés par trois mauvaises récoltes successives : foins, blés, avoines, pommes de terre, tout a manqué à la fois, pendant que les importations étrangères avilissaient le prix du bétail et de toutes les denrées. Il a fallu demander aux propriétaires du sol des remises et des réductions qui n'ont pas toujours été accordées. Rien ne dispose à changer de médecin comme la souffrance. Combien d'esprits superstitieux, à voir cette succession de mauvaises années, n'ont-ils pas dû croire le ministère poursuivi par une malchance obstinée ? Combien, sans rendre le cabinet responsable des intempéries des saisons, se sont laissés aller à l'idée d'essayer d'un autre régime ? Combien, à force d'entendre M. Gladstone censurer la politique financière de ses successeurs, en rappelant qu'il avait laissé le trésor plein et qu'il avait projeté la suppression de l'*income-tax*, ont dû se dire qu'après tout, l'homme qui a la réputation d'être le premier financier de l'Angleterre, pouvait bien avoir un secret

Pour vendre le blé cher et le pain bon marché ?

C'est en vain que sir Stafford Northcote a fait observer que le ministère avait allégé de 2 millions 1/2 de livres les charges qui pesaient sur l'agriculture, quel bienfait reçu peut lutter de séduction avec un bienfait qu'on espère ? Comment les fermiers et le petit commerce auraient-ils résisté à la perspective de voir supprimer l'impôt sur le revenu ?

Quand M. Gladstone, s'adressant à tous les petits contribuables, leur demandait s'ils pouvaient attendre des économies et des réduc-

tions d'impôt du ministère qui avait jeté le pays dans cette guerre de l'Afghanistan qui causait tant de préoccupations et qui pesait si lourdement sur les finances, combien y en avait-il parmi eux qui pussent apprécier les motifs de prévoyance qui avaient rendu cette guerre nécessaire? Manquait-il d'hommes politiques parmi ceux qui étaient réputés les plus importans et les plus capables pour blâmer cette guerre et pour tourner en ridicule l'idée que l'Inde eût rien à redouter des entreprises de la Russie? Comment des esprits mécontens n'auraient-ils pas été disposés à penser de même? Comment des gens ignorans et peu éclairés se seraient-ils élevés jusqu'aux considérations politiques qui avaient déterminé l'approbation du parlement, et l'adhésion du monde des affaires, plus capable d'apprécier l'importance de l'Inde pour le commerce anglais et les conditions de sécurité de cet empire indien? Lord Beaconsfield devait faire à ses dépens l'expérience des inconvéniens du suffrage presque universel qui remet la décision aux mains des multitudes ignorantes, et qui fait prévaloir les passions et les entraînemens de l'heure présente sur les calculs de la sagesse et sur les règles de la raison d'état.

La guerre contre les Zoulous était encore moins populaire que la guerre de l'Afghanistan. Elle avait eu pour origine l'annexion du Transvaal, préparée de longue main par le ministère précédent, et approuvée hautement par lord Kimberley et par les principaux chefs de l'opposition. Elle avait été déterminée par l'initiative de sir Bartle Frère, qui, dominé par sa propre conviction, avait pris sur lui d'envoyer un ultimatum à Cettiwayo. Le ministère aurait pu dégager sa propre responsabilité en désavouant le commissaire général; mais lord Beaconsfield avait refusé de frapper un homme d'une haute valeur, qui avait rendu de grands services à l'Angleterre. Il avait également refusé de sacrifier lord Chelmsford, un brave soldat et le fils d'un de ses anciens collègues, et d'en faire la victime expiatoire du désastre d'Isandlana. Il avait eu raison puisque lord Chelmsford, tant accusé et tant décrié, avait remporté la victoire d'Ulundi, fait Cettiwayo prisonnier et mis fin à la guerre. Le cabinet n'en portait pas moins toute la responsabilité d'événemens qui avaient douloureusement ému l'Angleterre et entraîné une dépense de 6 millions sterling. La guerre contre les Ashantees, commencée et poursuivie sous le ministère de M. Gladstone, avait coûté plus d'hommes et plus d'argent; mais qui s'en souvenait encore, tandis que le nom d'Isandlana était dans toutes les bouches? C'était l'esprit téméraire de lord Beaconsfield, c'était sa recherche des coups de théâtre qui entraînait l'Angleterre dans toutes ces aventures, et les caricaturistes de l'opposition le représentaient

entouré de feux d'artifice dont John Bull était invité à payer les frais.

III.

Telles sont, autant qu'il est possible de pénétrer les mystères du scrutin secret, les causes qui paraissent avoir exercé la principale influence sur les élections. Il n'y avait pas à hésiter sur les motifs qui déterminaient les électeurs en 1874 : les souffrances de l'amour-propre national étaient cuisantes et elles étaient rendues plus vives par l'attitude des cours continentales vis-à-vis de l'Angleterre; la lassitude causée au pays par une administration tracassière qui ne laissait rien en repos, n'était pas moins évidente. Cette fois, toutes les apparences étaient favorables au ministère, et les influences qui ont réellement déterminé sa défaite se dérobent au regard par leur multiplicité et leur caractère complexe : si l'on s'en tient au résultat d'ensemble qui a porté de 250 à 350 les voix des libéraux et abaissé dans la même proportion le chiffre des voix conservatrices, on doit nécessairement penser qu'un déplacement aussi considérable des forces parlementaires ne peut correspondre qu'à un grand et décisif mouvement de l'opinion. Si, au contraire, on décompose le résultat général pour en examiner de près les détails, on est frappé de certaines contradictions, on hésite et l'on se prend à douter que le mouvement de l'opinion ait eu la puissance et l'universalité qu'on lui avait d'abord attribuées. Qui ne se souvient du temps encore peu éloigné où lord John Russell tenait invariablement la tête du poll dans la Cité et où sur les vingt-huit députés élus par Londres, les faubourgs et les comtés voisins, un seul, M. Masterman, appartenait au parti conservateur? Cette situation a bien changé. En 1880, les candidatures conservatrices ont eu plus des deux tiers des voix dans la Cité; Westminster et Greenwich leur ont également donné des majorités considérables, Tower Hamlets s'est partagé ; à Southwark, à Chelsea, à Marylebone, les conservateurs ont serré de très près leurs adversaires. Les comtés sur lesquels débordent les faubourgs de Londres, Middlesex, South Essex, East et Mid-Surrey, West Kent, ont élu exclusivement des conservateurs; à Liverpool, l'opposition instruite par son récent échec n'a même pas osé tenter la lutte. On peut donc dire que les circonscriptions les plus éclairées et les plus considérables par leur importance et leur richesse se sont presque unanimement prononcées en faveur du gouvernement.

En regard de ces circonscriptions et en complète opposition avec elles, se placent naturellement les grands centres d'industrie : Birmingham, Manchester, Nottingham, Bradford, Newcastle, où l'élec-

tion est entre les mains des meneurs de la classe ouvrière et des agitateurs socialistes. Là, ce ne sont pas seulement les conservateurs qui sont impuissans : les libéraux y sont frappés de la même exclusion : il n'y a de place que pour les radicaux les plus avancés. Sheffield seul fait exception, il a élu un conservateur en même temps qu'un radical.

Une centaine de bourgs, d'importance moyenne, nomment également deux députés. Dans presque tous, un candidat de chaque opinion a passé, et l'écart des voix a été très faible entre le premier des deux élus et le candidat qui est arrivé le quatrième. Ce fait ne peut recevoir qu'une seule explication, c'est que les forces des deux partis se balançaient très également dans ces circonscriptions et que le moindre incident pourrait y déplacer la majorité. Comme le nombre des votans a été partout plus considérable qu'en 1874, cette distribution presque égale des suffrages ne permet pas de conclure que les forces du parti conservateur aient décliné.

On ne saurait tirer une conclusion différente de ce qui s'est passé dans les petits bourgs qui n'élisent qu'un seul député : l'opposition y a obtenu presque partout l'avantage, et c'est de là que lui viennent la plupart des recrues qui ont renforcé ses rangs; mais la majorité y a varié entre 2 et 25 voix et n'est arrivée presque nulle part à dépasser 100 voix. Un journal conservateur a établi, par un relevé des chiffres des scrutins, qu'il eût suffi de déplacer 3,500 voix sur plus de 800,000 votans pour changer le résultat dans soixante ou soixante-dix élections, c'est-à-dire pour donner au gouvernement la majorité que l'opposition a obtenue. Il est curieux de rapprocher de ce fait une allégation de M. Chamberlain qui a revendiqué tout l'honneur de la victoire de l'opposition pour le *Caucus system*, c'est-à-dire pour l'organisation électorale américaine dont il s'est fait l'importateur. Cette organisation n'est autre chose que l'embrigadement régulier des électeurs par dizaines, centaines et sections; chaque section se faisant représenter par un délégué au sein d'un comité qui arrête un programme obligatoire pour tous les prétendans à l'élection et choisit parmi ceux-ci le candidat définitif en faveur duquel il exige le vote de tous les affiliés. M. Chamberlain fait remarquer que cette organisation a été introduite par ses soins et ceux de ses amis dans soixante-sept circonscriptions et que dans soixante-six l'avantage est demeuré à l'opposition. Il est permis en effet de penser que le principal avantage de la création de ces comités a été de prévenir les compétitions qui auraient divisé les votes de l'opposition.

La principale force des conservateurs réside dans les comtés : néanmoins, ils ont fait de ce côté des pertes assez sensibles que l'on s'accorde à attribuer à l'influence exercée sur les électeurs par

les victoires que l'opposition avait remportées dans les bourgs. Le *Times* a rappelé, à ce propos, le dicton bien connu, qu'on se porte volontiers au secours du vainqueur. Si, malgré la persévérance et la ténacité du caractère anglais, le succès et la défaite ont une action contagieuse en fait d'élections, que se passerait-il en France, si nos élections générales, au lieu de s'accomplir toutes le même jour, étaient espacées comme en Angleterre, sur une période de plus de quinze jours? Évidemment, le système français est préférable; il offre plus de garanties pour l'expression libre et spontanée de l'opinion publique; et nos voisins qui ont déjà abrégé la durée de leurs élections seront conduits à faire de nouveaux pas dans cette voie. Outre l'effet moral des élections des bourgs, les conservateurs ont eu encore contre eux, dans certains comtés, des influences qui s'étaient jusqu'ici exercées en leur faveur. Lord Derby, par exemple, a pris ouvertement parti contre ses anciens collègues. Il ne s'est pas borné à adresser à lord Sefton une lettre dans laquelle il se rangeait parmi les adversaires du ministère et à communiquer cette lettre aux journaux, il l'a fait imprimer à part et l'a fait adresser par ses intendans, sous pli cacheté, à tous ses fermiers et à tous ses tenanciers du Lancashire. Le caractère impérieux de lord Derby est si bien connu et les ordres donnés par lui étaient si notoires que le ministre de l'intérieur, M. Cross, qui représente une des circonscriptions du Lancashire, a cru devoir y faire allusion, à Ormsby, pour rassurer les électeurs. « Beaucoup d'entre vous, a-t-il dit, font en eux-mêmes cette réflexion : on voudra savoir, on saura comment Ormsby a voté. Rassurez-vous : la loi protège efficacement le secret de vos votes. On ne comptera point à part les votes d'Ormsby : la loi veut qu'avant de les compter, on mêle ensemble les bulletins de vote de la circonscription tout entière; il n'y aura donc aucun moyen de savoir comment Ormsby aura voté. » M. Cross, qui, en 1868, l'avait emporté avec l'appui de lord Derby sur M. Gladstone, a conservé le siège qu'il avait alors conquis; mais d'autres députés du Lancashire ont été moins heureux : lord Hartington, que lord Derby avait fait échouer en 1874 et qui avait dû chercher asile à Radnor, dans le pays de Galles, a recouvré son ancien siège et un libéral a passé avec lui; le frère cadet de lord Hartington, lord Cavendish, a dû également un siège au même patronage. Quel fruit, en dehors de la satisfaction d'une misérable rancune, lord Derby peut-il attendre de sa défection? La victoire des libéraux est assez complète et leurs forces sont assez grandes pour qu'ils n'aient aucun besoin de son assistance et pour qu'ils bornent leur reconnaissance à une vaine démonstration.

En Irlande, les élections ont amené une sorte de chassé-croisé : les grands propriétaires, whigs et tories, contre lesquels le parti

qui s'intitule national avait dirigé tous ses efforts, ont presque tous été battus dans les comtés ; c'est ainsi que le marquis d'Hamilton ne reviendra point au parlement ; les autonomistes, à leur tour, ont été vaincus dans un certain nombre de bourgs, et la répartition des forces parlementaires n'a point changé. Les conservateurs, pertes et gains compensés, demeurent maîtres de vingt-cinq sièges ; les libéraux en occupent dix-huit, les soixante-trois autres appartiennent aux autonomistes. C'est parmi ceux-ci qu'ont eu lieu les changemens les plus nombreux : la fraction modérée a été écrasée par celle qui prétend mettre en pratique ce que feu M. Butt appelait la politique de l'exaspération. M. Parnell, qui est le chef de ces intransigeans, n'a point vu réaliser le rêve qu'il avait formé ; il s'était flatté que les élections porteraient à quatre-vingts le nombre de ses adhérens et qu'il tiendrait la balance entre les libéraux et les conservateurs. Il s'est aliéné le clergé catholique en suscitant des compétiteurs à quelques-uns des membres les plus anciens et les plus estimés de la députation irlandaise, comme O'Connor Don ; il n'a pas accru sensiblement le nombre de ses propres partisans, et l'appui que les électeurs irlandais ont donné à l'opposition en Angleterre a valu aux libéraux une majorité assez forte pour qu'ils n'aient pas besoin de compter avec les autonomistes. M. Parnell a trop réussi en Angleterre et pas assez en Irlande.

La défaite des conservateurs en Écosse était prévue, mais elle a dépassé toute attente et pris les proportions d'un désastre. La cause qui a produit ce résultat mérite d'être signalée : un esprit sceptique pourrait en tirer la conclusion que toute réforme n'est pas bonne à faire. Il y a une trentaine d'années, un ministre presbytérien, le docteur Chalmers, a ébranlé jusque dans ses fondemens l'église d'Écosse, en s'élevant contre les abus du patronage, en stigmatisant le commerce simoniaque que certains propriétaires faisaient de leur droit de désigner les titulaires des bénéfices ecclésiastiques. A sa voix, plusieurs centaines de ministres presbytériens se séparèrent de l'église dont ils faisaient partie pour fonder ce qu'ils appelèrent l'église libre d'Écosse, subsistant du produit de cotisations volontaires. Le ministère conservateur, à son arrivée au pouvoir, fit voter un bill qui abolissait le droit de patronage en Écosse, coupait ainsi à sa racine le mal contre lequel Chalmers s'était élevé et faisait disparaître tout obstacle à une réunion des deux églises. Rien ne peut sembler plus louable qu'une pareille pensée ; elle était cependant une faute politique : tous ceux qui avaient pris part à l'établissement de l'église libre, qui s'en étaient fait un moyen d'influence et qui jouaient un rôle dans ses synodes, ont su très mauvais gré au gouvernement d'une initiative qui retirait à cette église son principal prestige, et ils se sont dès lors rangés

parmi ses adversaires les plus ardens. Partout leur appui a été assuré aux candidats de l'opposition.

IV.

Que va faire le gouvernement? Telle est la question que tout le monde s'est posée en Angleterre, dès que le résultat des élections n'a plus été douteux. D'après la tradition ancienne, le cabinet aurait dû demeurer à son poste jusqu'à la date indiquée pour la réunion du nouveau parlement, se présenter devant la chambre des communes et attendre, pour se retirer, ou l'élection aux fonctions de *speaker* d'un autre candidat que celui qu'il aurait présenté, ou le vote d'une motion de refus de confiance. C'est ainsi que les choses s'étaient toujours passées jusqu'en 1868. Après les élections générales de cette année, qui avaient donné une grande majorité à l'opposition, lord Beaconsfield, qui n'était encore que M. Disraeli, ne voulut pas attendre un vote hostile et donna immédiatement sa démission. M. Gladstone critiqua cette détermination comme une nouveauté et comme un acte irrespectueux vis-à-vis de la chambre des communes, à qui cette démission anticipée enlevait l'occasion de faire connaître son sentiment sur la situation politique; mais lui-même suivit à son tour, après sa défaite de 1874, l'exemple de lord Beaconsfield. Il y a donc maintenant deux traditions : à laquelle le premier ministre allait-il se conformer? Si les élections n'avaient donné à l'opposition qu'une faible majorité, ou même si cette majorité n'avait pas été suffisante pour dépasser les voix réunies des conservateurs et des autonomistes, il est extrêmement probable que le ministère aurait attendu un vote de la chambre, dans l'espoir que la majorité nouvelle, composée d'élémens hétérogènes, se diviserait dès les premiers jours : les libéraux, en assez grand nombre, qui ont approuvé la politique extérieure du cabinet, auraient été dans la pénible alternative de se donner un démenti à eux-mêmes ou de maintenir leurs votes antérieurs, et il n'eût pas été impossible de faire éclater la discorde entre les libéraux et les autonomistes. Le ministère libéral aurait été affaibli avant même d'avoir pu prendre le pouvoir. Le chiffre de la majorité, qui est assez élevé pour que les chefs de l'opposition n'aient pas à tenir compte du vote des autonomistes, n'a point permis ces calculs. Néanmoins, il s'est trouvé bon nombre de conservateurs pour conseiller aux ministres d'affronter la discussion de l'adresse, malgré la certitude d'un vote hostile, afin d'avoir l'occasion de défendre leur politique et de réfuter les critiques violentes et injustes dont elle a été poursuivie. Les journaux conservateurs, le *Standard*, le *Post* et surtout le *Globe* dans un article intitulé : *Combattre ou fuir*, ont soutenu avec insis-

tance l'utilité d'éclairer l'opinion publique par un débat solennel où les chefs de l'opposition trouveraient en face d'eux, au lieu d'auditoires ignorans et crédules, des contradicteurs prêts à faire justice de toute assertion hasardée. Lord Beaconsfield paraît avoir hésité, et c'est le 22 avril seulement qu'il a remis entre les mains de la reine la démission du cabinet.

Une question plus importante était de savoir quel serait le successeur de lord Beaconsfield : cette question est devenue un sujet de préoccupation pour les libéraux, dès que la chute du ministère a été certaine. M. Forster a confessé que l'opposition avait à sa tête trois hommes, lord Granville, lord Hartington et M. Gladstone, qui pouvaient, tous les trois, être appelés à former le nouveau cabinet : il ne leur assignait pas de rang, et déclarait les libéraux prêts à servir indifféremment sous celui des trois qui serait appelé à la première place. Une préférence marquée pour lord Granville a été immédiatement manifestée par tous ceux qui désirent que la direction des affaires demeure en des mains modérées et qui connaissent le peu de sympathie de la reine pour la personne de M. Gladstone. C'est d'ailleurs à lord Granville, depuis longtemps le chef accrédité des libéraux dans la chambre des lords, que M. Gladstone écrivit officiellement en 1875 qu'il renonçait à la direction de l'opposition dans la chambre des communes, et cette démarche fut considérée comme une abdication en faveur de cet homme d'état. Lord Granville a reçu de la reine, en 1859, la mission de former un cabinet: un refus de lord John Russell fit échouer ses efforts : il n'a donc pas encore occupé les fonctions de premier lord de la trésorerie; mais il a été ambassadeur et ministre des affaires étrangères; il est fort considéré dans le monde de la diplomatie, et nul ne méconnaît que, dans les circonstances actuelles, il n'y aura point pour les futurs conseillers de la reine de tâche plus délicate et plus importante que la direction du *Foreign-Office*. Seulement, lord Granville est un whig de la vieille école : son libéralisme, tempéré par l'expérience et par la modération naturelle de son caractère, paraît singulièrement tiède aux radicaux qui forment la fraction la plus nombreuse et la plus active de la nouvelle majorité.

L'appel de lord Granville aux fonctions de premier lord de la trésorerie ne faisait d'ailleurs que déplacer la difficulté. Qui aurait la direction du parti ministériel au sein de la chambre des communes? Il semble que les droits de lord Hartington à occuper ce poste ne pouvaient faire l'objet d'un doute après le rôle qu'il a joué dans le dernier parlement; mais il manque à cet homme d'état la consécration d'une longue possession. Malgré sa haute naissance, il est demeuré longtemps un membre assez obscur de la chambre des communes. Il a fait partie du dernier cabinet libéral, mais il y

occupait le poste secondaire de secrétaire pour l'Irlande : on ne peut donc pas dire qu'il ait l'expérience des grandes affaires. Il n'est devenu le chef de l'opposition qu'après la retraite volontaire de M. Gladstone, et bien qu'il ait fait preuve de beaucoup de prudence et de tact dans la conduite des débats parlementaires, son autorité n'a pas été acceptée sans contestation et elle a été plusieurs fois méconnue par quelques-uns des libéraux, dès que M. Gladstone a reparu à la chambre des communes. Lord Hartington lui-même s'est montré disposé à abdiquer toute prétention plutôt que d'être discuté et de courir le risque d'un échec. M. Cross avait pris acte de l'aveu de M. Forster pour dire qu'il était bien malaisé de savoir où l'opposition conduirait le pays puisqu'elle hésitait entre plusieurs chefs dont chacun imprimerait une direction différente à la politique. Lord Hartington répondit à ce sarcasme dans un discours prononcé à Cranshaw, près de Burnley : « M. Cross, dit-il, se déclare de plus en plus désireux de savoir quel est le véritable chef du parti libéral, de M. Gladstone ou de moi. C'est une question qui ne vaut pas la peine d'être débattue. M. Cross apprendra assez tôt ce qu'il en est. Ni M. Gladstone ni moi ne songeons à revendiquer la direction de notre parti : c'est une question qu'il appartient au parti lui-même de trancher. D'ailleurs, M. Cross devrait se souvenir que, s'il y a lieu d'effectuer un changement de gouvernement, c'est à Sa Majesté qu'incomberait le devoir de décider à qui elle devrait donner mission de remplacer le cabinet actuel. Si M. Cross s'est proposé de semer la désunion et de créer des rivalités au sein du parti libéral, je puis l'assurer qu'il perd sa peine parce que notre confiance mutuelle est complète, et quel que soit celui qui sera choisi pour être le chef du parti, il peut compter sur l'appui cordial et la coopération de ses collègues. » On ne pouvait attendre plus de modestie et de désintéressement de la part d'un homme qui était fondé à se croire des droits acquis et hors de contestation. Rien mieux que cette attitude de lord Hartington ne prouve les embarras créés à l'opposition par la personnalité toute-puissante de M. Gladstone. Il est bien difficile de gouverner avec lui, et il paraît impossible de gouverner sans lui.

Si l'on ne savait que M. Gladstone est irrésistiblement emporté par l'impression de l'heure présente et qu'il oublie avec une extrême facilité et une parfaite bonne foi, non-seulement ce qu'il a pensé, mais ce qu'il a dit en d'autres temps, on le prendrait volontiers pour un grand comédien : il n'est que le jouet inconscient de son humeur mobile et de son tempérament ardent. Qui ne se souvient de cette scène vraiment plaisante du parc d'Hawarden? M. Gladstone, refusant de recevoir une députation d'ouvriers, sous prétexte qu'il a renoncé à la politique, puis, lorsqu'il a cédé à leurs

instances, les conduisant devant un arbre qu'il veut abattre et se mettant à la besogne, sans mot dire, pendant une demi-heure, tandis que les ouvriers recueillent et mettent dans leur poche, à titre de souvenirs, les éclats de bois que fait voler la hache du bûcheron improvisé? Il les renvoie ensuite avec un petit discours sur les bienfaits de la lumière et du grand air; mais son fils aîné n'a cessé de parcourir les rangs des ouvriers, en leur faisant remarquer la vigueur paternelle, et en leur répétant : « N'est-ce pas qu'il est capable de conduire encore la chambre? n'est-ce pas qu'il doit la conduire encore? » Que dire de son brusque retour au sein de cette chambre des communes à laquelle il avait dit adieu et où il prend la parole presque tous les soirs? Quelle comédie encore que ces fameuses résolutions sur la question d'Orient qu'il retire un jour pour donner l'exemple de la déférence envers le chef de l'opposition, et qu'il reprend le lendemain parce que sa conscience lui en fait une obligation?

M. Gladstone a repoussé avec indignation l'imputation de vouloir dominer un ministère dont il ne ferait pas partie et d'exercer ainsi le pouvoir sans en porter la responsabilité. Rien ne serait, a-t-il déclaré, plus contraire aux règles constitutionnelles : ce serait la négation du régime parlementaire. Il s'est défendu également de viser à la succession de lord Beaconsfield; c'est uniquement dans l'intérêt du pays qu'il a voulu le renverser. Dans un discours prononcé à West-Calder, il a affirmé que « ni directement ni indirectement il n'avait donné à entendre aux électeurs du Mid-Lothian ni à personne autre qu'il fût venu dans le comté comme chef du parti libéral, et qu'un retour au pouvoir fût, à son âge, l'objet de ses désirs. » M. Gladstone avait raison s'il parlait de la campagne qu'il a faite depuis la dissolution du parlement; mais il oubliait le langage qu'il a tenu, l'automne dernier, lorsqu'il s'est mis en route pour l'Écosse. Ses discours et ses actes étaient alors ceux d'un chef qui donne le signal et l'exemple à ses soldats; et c'est ainsi qu'ils ont été universellement interprétés.

Admettons que l'on se soit complètement mépris sur les intentions comme sur les paroles de M. Gladstone; les faits sont là qui lui créent, en dépit de ses protestations, une situation à laquelle il ne saurait se soustraire. Il n'est douteux pour personne que si M. Gladstone fût demeuré à Hawarden, se tenant à l'écart de la politique, et fidèle à cette réclusion dans laquelle il déclarait, il y a cinq ans, vouloir passer les dernières années de sa vie, la campagne électorale aurait eu un tout autre caractère. Non-seulement lord Hartington et lord Granville ne l'auraient pas conduite avec autant d'activité et d'énergie, mais ils n'auraient pas poursuivi le ministère avec le même acharnement et la même amertume, et surtout

ils n'auraient pas osé faire le procès au parlement en même temps qu'au ministère, en attaquant avec violence des actes sanctionnés par la législature. C'est M. Gladstone qui a entraîné dans cette voie le parti libéral; c'est lui qui a remué les masses électorales et frappé les esprits par son ardeur, sa ténacité et jusque par les intempérances de son langage; c'est son intervention qui a donné aux résultats de la lutte leur signification. Ce n'est pas seulement avec lui, c'est pour lui que des milliers d'électeurs ont cru voter. Les députés radicaux, dont le nombre vient d'être considérablement accru, ne veulent pas d'autre direction que la sienne et n'admettent point que le pouvoir puisse être remis en d'autres mains.

C'est donc en vain que M. Gladstone lui-même prétendrait que son nom peut être tenu en dehors des combinaisons ministérielles : le rôle qu'il a pris volontairement dans la lutte et la situation qui lui est faite par le résultat des élections s'opposent à ce qu'il en soit ainsi. Ajoutons que l'illustration de son passé, son immense talent et jusqu'aux défauts de son caractère, permettent encore moins de le laisser à l'écart. Dans quelle anxiété continuelle vivrait un cabinet libéral dont il ne ferait pas partie? Quelle est la mesure dont le succès pourrait être espéré si M. Gladstone devait la désapprouver et la combattre ? Quel chancelier de l'échiquier présenterait avec confiance un budget ou une mesure financière qui seraient exposés aux critiques d'un juge aussi compétent et aussi redoutable ? Ce serait donc une injustice manifeste et un immense danger que de laisser en dehors du futur cabinet la force la plus active et la plus puissante qui soit au sein du parti libéral, car cette force, possédée d'un continuel besoin d'expansion, ne tarderait pas à se tourner contre le ministère. Il est donc indispensable que M. Gladstone fasse partie du cabinet, afin que son impétuosité naturelle et ses écarts soient contenus par le frein de la solidarité ministérielle; et que le gouvernement ait le bénéfice de ses lumières et de son éloquence sans les périls d'un dissentiment; mais quelle situation lui faire? Le *Times*, qui semble appréhender beaucoup que M. Gladstone ne redevienne premier ministre, a soutenu avec une grande insistance qu'à l'exemple de ce qui s'est fait quelquefois pour des hommes d'état à qui le déclin de leurs forces interdisait de prendre une part active à l'administration, on pourrait proposer au vieil athlète de siéger dans le cabinet comme ministre sans portefeuille, et que cette situation s'accorderait à merveille avec son âge et avec le besoin de repos qu'il doit éprouver. N'est-ce point là une illusion ? N'est-ce point méconnaître le caractère de M. Gladstone, le besoin d'action qui le dévore, l'impatience qu'il a toujours montrée de passer immédiatement de la conception à l'exécution, que de vouloir réduire un pareil homme au rôle de conseiller politique?

M. Gladstone n'était-il pas premier ministre depuis près de cinq années lorsque, dans l'unique intention de diriger de plus près l'application d'un plan financier qu'il avait conçu, il retirait à M. Lowe et reprenait pour lui-même les fonctions de chancelier de l'échiquier? Un esprit aussi entier, aussi absolu dans ses idées, accepterait-il d'être exclu de toute participation directe aux affaires et de donner des conseils qui ne seraient point suivis ? Un seul homme, par la force de sa volonté et sa grande autorité personnelle a pu tenir M. Gladstone en bride; c'est lord Palmerston; et encore était-il obligé de faire la part du feu en laissant à son irascible collègue le champ tout à fait libre en matière de finances. Pour croire que M. Gladstone se résignera à un rôle aussi effacé, il faudrait avoir perdu le souvenir du joug de fer qu'il a fait peser pendant cinq ans sur ses collègues et de l'obstination avec laquelle, malgré les conseils de ses amis et la résistance du parlement, il a supprimé, de sa seule autorité, l'achat des grades dans l'armée. Simple député, M. Gladstone brisera la majorité; ministre, il brisera le cabinet, s'il n'y est le maître.

Est-il possible, cependant, de faire un premier ministre de l'orateur intempérant qui, sans souci des hautes fonctions qu'il avait occupées et de l'importance qui s'attachait à chaque mot tombé de sa bouche, s'est laissé emporter aux écarts les plus regrettables; qui a parlé du gouvernement turc en des termes qu'on oserait à peine appliquer à une bande de malfaiteurs; qui a insulté et menacé l'Autriche, et dirigé contre l'empereur François-Joseph une imputation à laquelle l'ambassadeur austro-hongrois par ordre exprès de son gouvernement, a donné un démenti officiel? Les sympathies que M. Gladstone a hautement avouées pour l'affranchissement de tous les Slaves, la correspondance qu'il se fait honneur d'entretenir avec les révolutionnaires de tous les pays, les adresses de félicitations que lui font parvenir les comités panslavistes ne sont-elles pas des faits de nature à créer des difficultés diplomatiques? N'a-t-il pas été établi que, dans une conversation avec M. Castelar, M. Gladstone a déclaré n'avoir point d'objection de principe à la restitution de Gibraltar à l'Espagne, et ce fait, rapproché de la cession des îles Ioniennes à la Grèce, qui fut son œuvre exclusive, ne justifie-t-il pas les défiances d'une partie de l'opinion?

Au point de vue des affaires intérieures, les objections ne sont ni moins nombreuses ni moins fortes. Ce n'est pas sans intention que lord Hartington a dit et répété à diverses reprises, dans ces derniers jours, qu'un ministère libéral modéré est seul possible en ce moment. La *Revue d'Edimbourg*, qui est demeurée l'organe des hommes les plus importans du parti libéral, vient de consacrer un article au développement de cette thèse. L'auteur ne se borne pas

à donner l'assurance que le changement de ministère n'implique pas et n'entraînera point une brusque réaction dans la politique extérieure : il exprime aussi la confiance que le futur cabinet sera assez fort pour ne pas être soumis à la direction et à l'impulsion d'un seul homme. Il est manifeste que cette déclaration vise M. Gladstone, et les complimens dont elle est précédée ne lui ôtent rien de sa signification. Ce n'est un secret pour personne qu'une des causes de la chute de M. Gladstone, en 1874, a été le mécontentement des anciens whigs, qui trouvaient que le premier ministre avait fait des concessions trop nombreuses aux radicaux et qu'il leur laissait prendre une trop grande part d'influence. Or, pendant le cours de la lutte électorale, M. Gladstone n'a retiré aucune des opinions qui avaient alarmé ses amis politiques ; il a laissé voir plus clairement que jamais la prédilection qu'on lui connaissait pour le suffrage universel, et loin de revenir sur aucune des promesses qu'il avait pu faire aux radicaux, il a pris moralement de nouveaux engagemens vis-à-vis d'eux par les vues qu'il a exprimées sur un assez grand nombre de questions. Les radicaux sont d'autant plus disposés à réclamer la réalisation des espérances que M. Gladstone leur a fait concevoir, que leur nombre s'est fort accru et qu'ils peuvent revendiquer une grande part dans le succès des candidats libéraux, par la propagande qu'ils n'ont cessé de faire au sein des classes ouvrières sur lesquelles les whigs n'ont aucune action. Déjà, l'on s'attend à voir deux radicaux, sir Charles Dilke et M. Fawcett appelés à des sièges dans le cabinet : si la santé et les goûts de M. Bright lui permettaient d'occuper une place, on s'empresserait d'aller au-devant de ses désirs : on a même cherché s'il ne serait pas possible de trouver un poste pour M. Chamberlain, malgré ses opinions ouvertement républicaines; enfin, il n'est pas douteux qu'un certain nombre de situations secondaires, qui ne donnent point entrée au conseil, seront offertes à des radicaux moins en évidence. Une administration, composée de tels élémens et qui aurait M. Gladstone à sa tête, pourrait-elle être considérée comme le ministère libéral modéré que lord Hartington a réclamé et dont la *Revue d'Edimbourg* a esquissé le programme?

Sur le conseil de lord Beaconsfield, la reine a fait appeler ensemble lord Granville et lord Hartington : ces deux hommes d'état paraissent avoir fait connaître l'impossibilité où ils se trouvaient de rien tenter en dehors de M. Gladstone, et avoir levé les objections de la souveraine contre leur ancien chef. Au sortir de l'audience royale ils ont eu une longue conférence avec M. Gladstone, qui s'est rendu, à son tour, auprès de la reine. Il est revenu de Windsor avec la mission de former un cabinet. Le parlement devant se

réunir le 29 avril, la composition définitive du ministère sera connue au moment où ces lignes seront sous les yeux des lecteurs.

Laissons donc là ces questions de personnes, bien qu'elles aient leur importance, puisqu'elles contiennent les germes de la rapide dissolution qui attend la nouvelle majorité; examinons quelle sera la situation du cabinet libéral.

Rien n'est plus caractéristique et plus facile à comprendre que la vive satisfaction qui s'est manifestée à Saint-Pétersbourg dès que l'on y a connu la victoire inespérée de l'opposition. Cette victoire en effet, met fin à la triple alliance qui, sans être écrite sur aucun parchemin, existait de fait entre l'Angleterre, l'Allemagne et l'Autriche pour assurer l'exacte et complète exécution du traité de Berlin. Cette alliance, limitée à l'accomplissement d'engagemens internationaux auxquels toutes les puissances avaient participé, était une garantie de paix pour l'Europe en enchaînant l'action de la Russie et en ne permettant pas de raviver le feu mal éteint de la question d'Orient. Le *Golos* s'est empressé de faire observer qu'à l'exception d'un seul, tous les auteurs de ce traité qui a détruit les espérances du panslavisme étaient tombés du pouvoir l'un après l'autre. Le comte Andrassy avait suivi dans la retraite le comte Corti et M. Waddington; c'était maintenant le tour de lord Beaconsfield; il ne restait plus que M. de Bismarck pour défendre l'œuvre commune. On se flattait donc à Saint-Pétersbourg que le traité de Berlin n'aurait pas meilleure chance que ses auteurs, et que celles de ses dispositions qui ne sont pas encore exécutées passeraient peu à peu à l'état de lettre morte. Si l'Angleterre, revenant avec M. Gladstone à la politique de non-intervention, se désintéressait de ces questions, quel cabinet entreprendrait d'exercer une pression sur la Russie.

Le désappointement et les appréhensions qui se sont manifestés à Vienne peuvent être considérés comme la contre-épreuve de la satisfaction qui a éclaté à Saint-Pétersbourg. S'il fallait prendre les sympathies exprimées par M. Gladstone à l'égard du panslavisme, les accusations dirigées par lui contre l'Autriche et ses vœux pour l'indépendance de toutes les populations slaves comme le programme du nouveau cabinet anglais, le gouvernement autrichien devrait se préparer à de prochains embarras. Il ne faut pas perdre de vue en effet que la Russie peut, quand elle le voudra, réveiller la question d'Orient. Quelles difficultés surgiraient immédiatement si la Russie réclamait en faveur des chrétiens des provinces d'Europe, dont la condition n'est pas encore réglée, des garanties équivalant à l'indépendance, et si elle mettait les membres du nouveau cabinet anglais, et M. Gladstone particulièrement, en demeure d'ac-

corder leur action comme ministres avec leurs discours d'opposition? L'indemnité de guerre à laquelle la Russie a droit n'est pas encore déterminée. La Russie s'est interdit de lui donner la forme d'une cession de territoire à son profit; mais ne pourrait-elle par une générosité intéressée, stipuler un agrandissement pour la Serbie ou le Montenegro aux dépens des territoires que l'Autriche occupe et dont elle convoite la possession définitive? Ne pourrait-elle stipuler l'indépendance de l'Herzégovine et de la Bosnie? Est-ce M. Gladstone qui pourrait avoir objection à cette demande, quand il a si souvent soutenu qu'il fallait faire de toutes les provinces de la Turquie une confédération d'états chrétiens et indépendans? Lord Hartington lui-même ne s'est-il pas laissé aller à donner à ce projet de confédération une approbation qu'il essaie maintenant de retirer? L'Angleterre pourrait-elle ne pas se prononcer contre une prolongation de l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche, le jour où sa politique sera conduite par les hommes qui ont qualifié cette occupation de crime de lèse-nationalité?

La Russie est une puissance avisée et patiente qui ne voudra rien précipiter : elle laissera les nouveaux ministres anglais s'engager d'eux-mêmes dans une voie qui ne peut que servir ses desseins. Lord Hartington et lord Granville lui-même sont engagés sur deux questions de façon à ne pouvoir reculer : ils ont annoncé qu'ils exigeraient de la Turquie l'accomplissement immédiat de toutes les promesses faites aux chrétiens : ils doivent également lui imposer l'abandon de tout le territoire dont la Grèce demande la cession. Une pression énergique et un langage comminatoire succéderont aux ménagemens dont le cabinet Beaconsfield usait vis-à-vis de la Porte. Celle-ci résistera, et comme Serven-Pacha l'annonçait aussitôt après la signature des préliminaires d'Andrinople, elle reconnaîtra que son seul moyen de salut est de se jeter dans les bras de la Russie, qui ne dissimule ni son peu de sympathie pour les Grecs ni son indifférence pour leur agrandissement. L'ambassadeur de Russie pourra répéter aux ministres de la Porte ce que le général Ignatief leur disait à San-Stefano : « Vous voyez la confiance que l'on peut avoir dans l'Angleterre : tout arrive comme nous vous l'avions prédit. » Le retour des libéraux au pouvoir mettra fin à l'influence anglaise à Constantinople.

Si nous passons à la politique intérieure, nous devons signaler trois questions importantes sur lesquelles les chefs du parti libéral sont liés par des déclarations expresses et de date récente. Le ministère qui se retire avait présenté un bill qui apportait des changemens notables à la législation sur la propriété foncière. Ces changemens avaient pour objet de rendre plus facile, plus simple et moins onéreuse l'aliénation des immeubles : ils ne tou-

chaient point à ce qu'on peut appeler le côté politique de la question. Les libéraux sont tenus d'aller plus loin : lord Hartington, dans le cours de l'automne dernier, s'est prononcé pour l'abolition des substitutions. Cela ne suffit point encore aux radicaux, qui réclament la suppression du droit de primogéniture. Il est superflu de faire observer qu'ils visent par là à détruire l'influence et l'indépendance de la pairie, qui perdrait son caractère et sa raison d'être. Une autre mesure non moins grave par les conséquences politiques qu'elle produirait immédiatement est l'introduction en Irlande de la loi électorale appliquée en Angleterre. Le droit de suffrage se trouverait ainsi conféré au locataire de la plus misérable chaumière; le dernier coup serait porté à l'influence des propriétaires du sol et des chefs d'industrie : les classes inférieures deviendraient maîtresses des élections avant d'avoir acquis l'instruction et l'indépendance qui leur permettraient d'user de leur droit avec discernement; et 108 sièges, c'est-à-dire un sixième de la chambre des communes, tomberaient ainsi à la discrétion des agitateurs autonomistes et leur permettraient de peser sur les décisions du parlement.

La mesure qui devra occuper la première place dans le programme du nouveau cabinet est l'établissement d'une législation électorale uniforme pour les bourgs et pour les comtés. Lors des élections de 1874, lord Hartington refusait encore de prendre des engagemens sur cette question; il en contestait l'urgence et prétendait qu'elle avait encore besoin d'être mûrie; dans la session de 1879, peut-être parce qu'il ne se croyait pas aussi près de prendre le pouvoir, il s'est déclaré converti; il a parlé et voté en faveur de la motion Trevelyan, qui posait le principe de l'uniformité des droits électoraux. De tous les hommes considérables du parti libéral, il n'y a plus que M. Goschen qui soit opposé à l'application de ce principe; sa résistance ira-t-elle jusqu'au refus d'un portefeuille? Les comtés où les conditions de l'électorat sont plus élevées que dans les bourgs forment l'élément conservateur des élections anglaises; ils prennent leurs élus parmi les grands propriétaires et les riches industriels des deux partis; mais il n'y a point d'exemple qu'aucun ait nommé un radical. Une extension considérable du droit de suffrage changera le caractère de ces circonscriptions et ouvrira un nouveau champ à l'activité des agitateurs socialistes. On peut dire que c'est le lest du parlement qui sera ainsi jeté à l'eau. Ce changement en entraînera nécessairement et immédiatement un autre : la suppression des petits bourgs, dernier refuge de l'influence de la bourgeoisie. Comment admettre qu'un bourg où le chiffre des électeurs ne dépasse pas trois ou quatre cents continue à nommer un et surtout deux députés, lorsqu'au-delà des limites municipales s'étendent de vastes circonscriptions

où les électeurs seront au nombre de vingt ou trente mille? La suppression des petits bourgs nécessitera donc un remaniement général des circonscriptions électorales, et l'un des traits distinctifs des institutions anglaises, la variété des sources du pouvoir parlementaire, aura disparu. Ce n'est pas sans de vives appréhensions que beaucoup de libéraux modérés envisagent un changement qui fera perdre à leur opinion la plupart de ses représentans et ne profitera qu'au radicalisme.

La session qui va s'ouvrir et qui ne commencera réellement qu'après la réélection des nouveaux ministres, aura tout au plus une durée de deux mois : elle sera remplie par la discussion des mesures financières indispensables; mais il faut s'attendre à ce que la réforme électorale soit discutée dès l'ouverture de la session prochaine, et à supposer que la chambre des lords la repousse une première fois, elle sera votée en 1882, et comme elle aura rendu virtuellement caduc le mandat de bon nombre de députés, elle sera suivie, conformément aux précédents, d'une dissolution du parlement. On s'accorde donc à penser que la chambre qui vient d'être élue n'a devant elle qu'une existence de deux années. Cette courte période n'en aura pas moins déterminé une évolution considérable dans la vie politique de nos voisins.

La défaite que lord Beaconsfield vient d'essuyer met fin à la carrière politique de cet homme d'état : si verte que soit sa vieillesse, si puissantes que ses facultés soient demeurées, ce n'est pas à soixante-quinze ans passés et relégué dans la chambre haute qu'il peut recommencer les luttes qui ont illustré sa carrière. Il n'est personne dans le parti conservateur qui soit de taille à recueillir sa succession. Après la retraite ou la disparition de lord Beaconsfield, le parti conservateur redeviendra ce qu'il était en 1847, une armée sans chef. A ce moment, la nouvelle réforme électorale et l'invasion du radicalisme dans le parlement auront fait disparaître les derniers des whigs et auront réduit les libéraux modérés à la situation de généraux sans soldats. Le mouvement qui a commencé à se produire en 1874 prendra plus de force et jettera la bourgeoisie tout entière dans les rangs des conservateurs. Les lieutenans de sir Robert Peel, proscrits par les tories, ont donné des généraux aux libéraux qui n'en avaient pas. On peut prévoir le jour où les plus jeunes et les plus modérés des chefs du libéralisme, les Forster et les Goschen, débordés par le flot montant du radicalisme, prendront place en tête du parti conservateur pour défendre, contre leurs alliés de 1880, les fondemens mêmes du régime constitutionnel, la dualité du pouvoir législatif et la royauté.

CUCHEVAL-CLARIGNY.

L'ÉLOQUENCE POLITIQUE

DANS

LE PARLEMENT DE PARIS

I.

LES ORATEURS DE LA FRONDE.

I. *Registres secrets du Parlement* (années 1648-1652), manuscrits des Archives nationales, *U*, 333, 334, 335. — II. *Débats du parlement de Paris pendant la minorité de Louis XIV* (1648), mêmes archives, *U*, 336. — III. *Journal des délibérations du parlement* (1650-1652), manuscrits de la Bibliothèque nationale, n°s 16373, 18324, 18325. — IV. *Tableau du parlement ou notes secrètes sur les membres de la cour* (1662), manuscrits de la Bibliothèque nationale, n°s 14028, 10952. — V. *Extraits des choses les plus importantes du parlement* (1719-1748), manuscrits de la Bibliothèque nationale, n° 10908. — VI. *Journal du Parlement sur l'affaire de la constitution*, ms. n° 20958. — VII. *Procès-verbaux de ce qui s'est passé aux chambres* (1732-1753), ms. n° 10909. — VIII. *Journal du palais* (1753-1756), ms. n°s 14038, 10950. — IX. *Nouvelles journalières du parlement* (1754-1760), ms. n° 14039.

Le parlement de Paris, qui devait pousser si loin l'action révolutionnaire et le rôle d'opposant, a débuté, dans la politique, par l'abstention. Retz disait de lui, à propos de la fronde, que certainement il aurait condamné par des arrêts sanglans la révolution qu'il faisait lui-même, si tout autre que lui l'eût commencée; il aurait pu ajouter, en se fondant sur l'histoire, que, jusque-là, les mouvemens séditieux tentés en France avaient toujours eu le parlement, non pour auteur ou pour complice, mais pour adversaire ou pour victime. Les factions du moyen âge, excitées par des harangueurs populaires dont nous avons décrit ailleurs le tribunat en plein vent et la faconde de carrefour, destituaient et emprisonnaient les magistrats suspects de royalisme, pêle-mêle avec les courtisans;

la ligue, en 1589 et 1591, pendit le président Brisson et le doyen de grand'chambre Larcher; elle envoyait à la Bastille Achille du Harlay et cinquante conseillers : deux ans après, elle succombait à son tour sous ce fameux arrêt des chambres réunies qui, sanctionnant la loi salique, ferma le trône au roi d'Espagne et l'ouvrit à Henri IV. En résumé, depuis son institution jusqu'au XVIIe siècle, le parlement, dans toutes les crises politiques, se montra invariablement conservateur et contre-révolutionnaire. Sollicité de contracter alliance avec les démagogues parisiens en 1413, avec le parti des princes en 1484, il fit aux uns et aux autres cette même réponse : « Nous sommes institués pour rendre la justice au nom du roi, et nous n'avons pas à connaître de l'administration de la guerre ou des finances, ni à contrôler les actes du souverain. » Le parlement se souvenait alors de ses origines, qu'il devait plus tard oublier.

A mesure que la puissance et la popularité des états-généraux déclinent et que leur prorogation indéfinie laisse la nation sans garantie et le pouvoir sans frein, on voit naître et grandir dans l'esprit des parlementaires l'ambition toute nouvelle d'une ingérence politique, le louable dessein d'arrêter la royauté sur la pente du despotisme. Il fallait bien que le gouvernement, débarrassé du contrôle des états et désormais livré à la témérité de ses violences et de ses caprices, rencontrât quelque part une opposition de la raison publique qui vînt à propos l'avertir et l'éclairer, qui fît sentir au prince, selon la forte expression des libéraux de l'ancien temps, « qu'il était roi des francs et non des serfs, qu'il commandait à des gens de cœur, à des âmes libres, et non à des forçats tremblant sous le bâton d'un geôlier et maudissant l'autorité qu'ils redoutent. » Cette opposition, aussi nécessaire à la dignité des peuples qu'à la sauvegarde de leurs intérêts, le parlement entreprit de la constituer sous une forme légale et juridique : le droit de remontrance, reconnu dès le XIVe siècle par des ordonnances royales, lui en fournit le moyen; l'inamovibilité de la magistrature, conséquence de la vénalité des offices, lui en inspira l'audace. Vers le temps de la ligue, il établit comme une maxime d'état que les édits royaux, pour avoir force de loi, devaient être au préalable vérifiés et enregistrés au greffe de la grand'chambre; il s'attribua le pouvoir de les suspendre, de les modifier et de les refuser. Les états de Blois semblèrent lui donner gain de cause en déclarant, dans une instruction rédigée en 1577 pour les ambassadeurs envoyés au roi de Navarre, que « les cours de justice étaient une forme des trois états raccourcis au petit-pied; » ce qui faisait dire au diplomate autrichien Busbeck, en 1584 : « En France, les parlemens sont rois, ou peu s'en faut, à l'égal du roi. » Cinquante ans plus tard, il ne suffisait plus à l'illustre compagnie de suppléer les états et de remplir

un rôle politique par intérim; ses visées étaient plus hautes, elle aspirait à remplacer l'institution des assemblées nationales ou si, par hasard, on les réunissait encore, elle prétendait soumettre leurs décisions à son contrôle et leur imposer la formalité de l'enregistrement.

En 1649, pendant qu'on négociait la paix de Ruel, qui termina la première fronde, il fut question de convoquer les états à Orléans. Le parlement de Rouen demanda au parlement de Paris s'il convenait d'y envoyer des députés. Il reçut en réponse cette fière déclaration : « Jamais les parlemens, qui sont eux-mêmes un composé des trois états, n'ont député aux états-généraux; ils sont supérieurs à ces assemblées, puisqu'ils jugent en dernier ressort ce qu'elles ont arrêté et délibéré. Les états-généraux n'agissent que par prières, et ne parlent qu'à genoux, comme les peuples et sujets; les parlemens tiennent un rang au-dessus d'eux, comme médiateurs entre le peuple et le roi. » Telle était, au XVII[e] siècle, dans la confusion des principes constitutifs de l'ancienne France, la prétention hautaine et l'erreur ambitieuse du parlement de Paris. Simple cour de justice, compagnie de robins et de gens du roi, qui tenait de la couronne seule son existence et son autorité, il s'érigeait en sénat, en tribunal de cassation politique; il s'investissait lui-même d'un droit de veto sur le gouvernement et sur la représentation nationale. Voilà ce qu'avait gagné à la suppression des états-généraux ce despotisme ombrageux, à courte vue, qu'effrayaient les doléances passagères des trois ordres et les éclats intermittens de la voix du pays. Il s'irritait des libertés traditionnelles de la monarchie, et il armait contre lui, à deux pas du Louvre, l'opposition hargneuse et tenace d'un corps inamovible; il subissait l'injure d'une fronde parisienne en permanence, appuyée sur la faveur populaire et couverte de la majesté des lois. L'usurpation parlementaire n'était que la conséquence et le châtiment de l'abus de pouvoir qui abrogeait par la désuétude les institutions représentatives de la France.

En faisant irruption dans le parlement, la politique y porta ses passions, ses intrigues, ses débats orageux et son éloquence retentissante. Aux jours de crise, le palais devint un forum, un rendez-vous des opinions surexcitées, où la rumeur des foules répondait au tumulte des chambres réunies, où les factions en armes attendaient les arrêts qui justifiaient l'insurrection et la guerre civile. Ces graves magistrats, habitués à siéger impassibles sur les fleurs de lis et à recevoir en silence les assauts de l'impétueuse faconde des avocats, se transformèrent subitement sous l'influence enivrante de ce milieu nouveau; il y eut bientôt parmi eux des orateurs et des chefs de parti, des meneurs et des tacticiens d'assemblées, qu'un historien de 1648 qualifie de « généreux capitaines. »

A côté de l'éloquence professionnelle du barreau, on vit fleurir et s'acclimater au palais une autre forme de la parole publique, d'un plus haut caractère, une éloquence de tribuns en robes rouges « qui rappelait les temps de l'ancienne Rome, » et qui plus d'une fois fit gronder la tempête sous les voûtes dorées de la chambre de Saint-Louis.

L'histoire générale a décrit d'un trait bien superficiel ce curieux aspect, cette fermentation intérieure du parlement de Paris; les mémoires particuliers eux-mêmes, ceux du moins qu'on a publiés, manquent de couleur et de précision dans le compte-rendu des séances les plus animées : le huis-clos prononcé contre l'indiscrétion des contemporains s'est étendu jusqu'à nous et perpétue notre ignorance. Essayons de remettre en lumière ce qu'on a trop laissé dans l'ombre. Comme on le pense bien, nous ne parlerons ni des remontrances portées au Louvre et à Versailles en grand appareil, ni des harangues du parquet, ni des réponses du chancelier de France, défenseur attitré des droits du souverain : cette partie officielle, démonstrative et décorative de l'éloquence parlementaire, qui correspond à ce qu'on appelle aujourd'hui *adresses au roi, messages du président, discours de la couronne*, est tombée depuis longtemps dans le domaine public, et nous sommes dispensés de caractériser ces morceaux oratoires, parfois vigoureux, mais pleins de déclamation et de mauvais goût, aussi connus que les solennelles harangues des états-généraux, dont ils reproduisent presque toujours les idées, les sentimens et le style. Cherchons une éloquence plus vivante et plus libre, où les convictions de ce temps-là aient marqué leur empreinte, où les passions aient mis leur flamme et leur emportement. C'est celle qui éclatait dans les délibérations des chambres assemblées, toutes les fois que le parlement entrait en lutte ouverte contre l'église ou contre la cour : chaque membre opinait debout, à son rang, sur la question à l'ordre du jour, et les plus ardens soutenaient d'un discours leur opinion. De la mêlée des opinions, du choc des avis opposés sortaient à la fin, sous une forme précise et condensée, ces mémorables arrêts, d'un si vaste retentissement, qui frappaient à coups redoublés l'ultramontanisme et le pouvoir absolu; mais les procès verbaux, en enregistrant les décisions prises, ont supprimé le long combat de paroles qui avait précédé le vote et fixé la victoire.

Devons-nous donc renoncer à recueillir les débris de cette éloquence exclue à dessein ou par négligence des comptes-rendus officiels, à peine constatée dans de rares chroniques, et qui nous est surtout connue par les effets qu'elle a produits? En trouverons-nous des monumens assez complets, assez certains pour nous per-

mettre de la ressaisir dans ses traits essentiels ? Avant d'exposer le résultat de nos recherches, donnons tout d'abord une idée juste du mouvement et de l'éclat de ces assemblées parlementaires; disons quelle était la liberté laissée aux opinions, la puissance du talent oratoire, et quel sérieux sentiment d'un devoir patriotique à remplir animait les orateurs.

I.

Composé de deux cent vingt conseillers et présidens, sans compter le parquet, le parlement se divisait en huit chambres lorsqu'il rendait la justice; il ne formait qu'une seule assemblée quand il délibérait sur la politique. Dans les grandes occasions, comme aux beaux temps de la fronde, un certain nombre de personnages, les princes du sang, les ducs et pairs, les officiers de la couronne, des conseillers d'état, des dignitaires ecclésiastiques, venaient rehausser de leur présence la majesté de ces assemblées plénières; ils siégeaient à part sur un banc d'honneur, à côté du banc des présidens : c'est là que prit place, en 1649, le cardinal de Retz, qui n'était encore que coadjuteur de l'archevêque de Paris, son oncle. Les chambres réunies se tenaient dans la salle de la grand'chambre, dite aussi chambre de Saint-Louis, qui communiquait avec la salle des Pas-Perdus, dont elle n'était séparée que par le bureau des huissiers; c'était une vaste pièce dont on admirait le pavé de mosaïque en marbre blanc et noir, la charpente couleur d'or et d'azur; elle a servi aux séances du tribunal révolutionnaire, et, plus récemment, aux audiences des affaires civiles de la cour de cassation. Sur une motion du procureur général ou sur le rapport d'un conseiller, le premier président mettait en délibération, selon les termes consacrés, le *quid agendum de republica*, ou le *quid expediat reipublicæ;* puis, formulant le point à résoudre, il se tournait vers le plus ancien conseiller et lui disait : « Votre avis, monsieur le doyen? » Beaucoup dans la noble compagnie opinaient du bonnet et se rangeaient à l'avis de M. le doyen; d'autres motivaient leur vote par de courtes et substantielles explications : les petits discours du cardinal de Retz, rapportés par lui-même, nous fournissent un exemple de ce genre d'éloquence sobre et vigoureuse. Quelques-uns se bornaient à une citation latine appropriée aux circonstances; témoin ce conseiller qui, dans la séance du 8 janvier 1649, où l'on décida de repousser par la force les attaques de la cour, campée à Saint-Germain, se leva, et ne dit que ces mots, tirés de Tacite : *Pium bellum, quibus necessarium, et justa arma quibus tantum in armis spes est.*

Les harangues développées, très fréquentes aux époques d'agitation, tiennent plusieurs pages dans les journaux manuscrits qui ont eu l'heureuse inspiration de ne pas les dédaigner; il en est où nous trouvons les divisions régulières et l'ordre savant d'un discours complet. Ces discours, comme les nôtres, étaient tantôt improvisés, tantôt préparés. Les *Nouvelles ecclésiastiques*, journal clandestin des jansénistes au XVIIIe siècle, en faisant l'éloge des orateurs parlementaires de ce parti et en citant leurs énergiques protestations, ajoutent: « Ces messieurs n'écrivent point; ils parlent de l'abondance du cœur; leur zèle leur tient lieu de préparation. » Il est cependant question, dans nos Mémoires inédits, de discours écrits, qu'on lisait en séance; comme aujourd'hui, ils produisaient peu d'effet et recevaient froid accueil. Nous voyons aussi, en certaines occasions graves, le président de Mesmes et l'avocat général Omer Talon, surpris par les incidens de la discussion, hésiter à courir les hasards d'un impromptu oratoire; « Dieu m'a tiré de peine, dit l'un d'eux en notant le fait, et m'a délié la langue; *Deus dedit eloqui.* » Et qu'on ne s'imagine pas que cette éloquence, préparée ou non, ait eu pour trait distinctif d'être monotone, sans chaleur, et comme empesée dans le sérieux de la magistrature : les orateurs, nous le prouverons bientôt, se livraient sans trop de contrainte à la verve de leur talent, à la vivacité de leur émotion. Chez les plus véhémens, un geste expressif accentuait les hardiesses de la pensée. Omer Talon, parlant un jour contre l'introduction d'un ambassadeur espagnol dans la salle des délibérations, mit un genou en terre, au beau milieu de son discours, et invoqua d'un ton pathétique les mânes de Henri IV : ce mouvement fit une telle impression que Retz s'en souvenait encore et le citait vingt ans après. Voici le portrait que le président Hénault, dans ses Mémoires, a tracé de l'éloquent abbé Pucelle, conseiller de grand'chambre et l'un des chefs du parti janséniste : « Quand il opinoit dans l'assemblée, il avoit l'air pénétré; d'une main il frappoit avec force sur son bureau, et de l'autre, il passoit ses doigts dans ses cheveux qui devenoient hérissés. C'étoit le Démosthène du parlement. Sans affecter l'éloquence, il n'en étoit que plus éloquent. La constitution *Unigenitus* et l'ultramontanisme étoient pour lui ce que Philippe étoit pour l'orateur athénien. Les tableaux les plus touchans, les images les plus fortes, les entrailles émues, les larmes qui lui échappoient : en voilà plus qu'il n'en falloit pour émouvoir la plus grande partie du parlement. »

A ces éclats de passion répondaient les mouvemens tumultueux de l'auditoire. L'assemblée des chambres avait toutes les ardeurs d'une assemblée politique; elle en connaissait les tempêtes comme les intrigues. « Dans ces réunions, dit Retz, tout peut dépendre

d'un instant; » souvent il parle de « la sainte cohue des enquêtes, » du « fracas de la grand'chambre ; » rien n'était moins silencieux, moins pacifique d'humeur et d'aspect que ces solennelles délibérations. Quand un avis blessait, sur une matière délicate, sur une question brûlante, l'opinion faite de la majorité, l'orateur dissident courait le risque d'être « hué et sifflé; » ceux qu'on soupçonnait de connivence avec la cour, les ministériels honteux ou déclarés, ou, simplement, les esprits timides et prudens, accusés de complaisantes faiblesses, pouvaient difficilement se faire entendre. Les gens du parquet même, avocats d'office du pouvoir royal, ne parvenaient pas toujours à remplir leur charge : ils durent plus d'une fois céder à l'orage et se retirer. Des bancs ou siégeait la turbulente jeunesse du parlement, l'opposition des « mauvaises têtes, » le groupe nombreux des irréconciliables, il s'élevait une « clameur, un battement de mains, un bruit sourd, je ne sais quoi d'inarticulé » qui étouffait les voix importunes. A l'époque du siège de Paris, en 1649, le doyen des conseillers ayant osé donner cette conclusion : « Qu'il falloit députer vers la reine et la prier de recevoir le parlement à merci, » un aussi indigne avis souleva un tel vacarme que jamais, dit une relation manuscrite, on n'avait entendu pareil bruit dans la compagnie : la séance fut suspendue pendant un quart d'heure ; c'est à grand'peine que M. Broussel, le héros du jour, « avec sa main et son bonnet, » obtint un peu de silence pour lui-même.

Aigrie par des rancunes personnelles, la violence des passions politiques allait, mais rarement, jusqu'aux voies de fait : « Le 16 juin 1648, deux de messieurs, le conseiller Quatresols et le conseiller Bitaut se frappèrent après un échange de paroles piquantes ; leurs voisins les séparèrent. » On cite des orateurs que les démonstrations hostiles de l'assemblée étonnèrent et saisirent au point qu'ils tombèrent morts en plein discours. Au mois de juillet 1648, le conseiller Boulanger, opinant sur une question de finances, avait allégué, sans penser à mal et sans viser personne, un passage de Cicéron : *Ornavit Italiam, mox domum :* là-dessus, tout le parlement, y compris le duc d'Orléans présent à la séance, éclate en risées, en exclamations bruyantes, appliquant le mot aux trésors amassés en France par Mazarin ou exportés par lui en Italie.

Le pauvre conseiller, auteur involontaire de ce tumulte inattendu, se trouble; il ne sait s'il a offensé la compagnie ou le cardinal-ministre; il balbutie quelques explications et tombe raide mort, frappé d'apoplexie. « Un conseiller d'église, Hillerin, assis à côté de lui, n'eut que le temps de lui donner l'absolution. » Tous les orateurs ne se déconcertaient pas si facilement. L'un d'eux, interrompu par

un murmure, éleva la voix pour le dominer, puis, s'arrêtant tout à coup : « Messieurs, dit-il, je ne parle pas pour plaire à tous ceux qui m'écoutent, mais pour obéir à ma conscience. » Le président Hénault, qui pendant soixante ans avait vu ces assemblées à l'œuvre, les caractérise d'un trait fort juste : « C'est l'image d'une république qu'il faut réduire sans la maîtriser. »

Les séances étaient secrètes, mais les spectateurs privilégiés, admis dans de petits cabinets boisés qu'on appelait *les lanternes*, suivaient les débats en témoins invisibles et très attentifs : de là venaient et circulaient sans cesse des bruits, des récits, des billets manuscrits avidement reçus et colportés par l'impatiente curiosité de l'immense public qui remplissait la grand'salle, les galeries, la cour et les deux escaliers du palais. Ainsi se préparait et se faisait, à défaut d'une presse politique, l'opinion parisienne. Dans les jours de grande émotion, tout Paris affluait aux abords du parlement; la plupart des curieux couraient aux nouvelles, quelques-uns, plus audacieux, venaient pour agir et manifester. En 1651, le cardinal de Retz, se sentant menacé par les gens du prince de Condé, s'y rendit avec une escorte de quatre cents gentilshommes et de quatre mille bourgeois armés; ses ennemis étaient pareillement en force, ce qui donnai « au temple de la justice » l'aspect d'un camp. D'Ormesson évalue à douze mille personnes la foule qui accompagnait « messieurs » lorsqu'ils allèrent, en grand appareil, le 16 juin 1648, faire des remontrances à la reine au Palais-Royal. Un autre jour, le 13 juillet suivant, pendant qu'on délibérait sur l'édit du tarif, une troupe de paysans envahit la salle des Pas-Perdus en réclamant l'abolition de la taille. Les grondemens de cette mer houleuse, qui débordait sur le parlement, pénétraient dans la salle des séances, séparée du public par une antichambre d'huissiers, et y portaient la terreur ou l'encouragement de l'agitation populaire; on y délibérait sous l'obsession des menaces ou des faveurs de la multitude. Deux jours après la fuite du roi à Saint-Germain, le 8 janvier 1649, un conseiller dit, en opinant, « qu'on entendoit la voix du peuple demandant la tête du Mazarin, et qu'il y auroit péril à la refuser. » Le premier président Mathieu Molé l'arrêta d'un mot : « Il ne faut pas considérer, monsieur, ce que demande le peuple, mais bien ce qui est juste. » Le 29 février suivant, pendant les préliminaires de la paix de Ruel, le peuple, se croyant trahi, accourut avec force épées et poignards en criant qu'il fallait poignarder le premier président, *la grande barbe*, comme il l'appelait; M. de Mesmes, président à mortier, vint donner cette nouvelle, la pâleur sur le front, et proposa d'envoyer à la foule une députation pour l'éclairer et l'adoucir. Mathieu Molé, « l'homme le plus intrépide de son siècle, » s'y

opposa avec une tranquille énergie : « Je mourrai plutôt mille fois, dit-il, que de me soumettre à rendre compte au peuple des résolutions de cette compagnie. »

L'impopularité, ce malheur tant redouté des assemblées et des hommes politiques, n'était pour le parlement qu'un accident très passager et de nulle conséquence. Il avait bien plutôt à se défendre de l'enivrement des ovations populaires et à se retenir sur la pente de rébellion et de révolution où la fougue de l'esprit de parti le poussait. Les historiens du XVIIe et du XVIIIe siècle, unanimes dans leurs témoignages, nous ont laissé les plus vives descriptions de l'enthousiasme qui éclatait sur le passage des conseillers lorsqu'au sortir d'une séance marquée par un acte de vigueur, ils traversaient les galeries et les cours du palais. Tout le monde battait des mains; on leur jetait des couronnes; on criait : « Vive le parlement! Voilà les pères de la patrie, les réformateurs de l'état! » En quittant la grand'chambre, ils s'avançaient sur deux rangs dans la salle des Pas-Perdus, « où l'on se pressoit à s'étouffer; » cette marche triomphale, au dire des contemporains, « avoit quelque chose d'auguste et de saisissant. » Les démonstrations redoublaient à mesure qu'on apercevait dans les rangs de la compagnie les orateurs de l'opposition libérale et gallicane, les célébrités du vote éloquent et hardi; « on leur faisoit des cris d'applaudissement, » on les accablait de leur gloire et de l'admiration publique, au point qu'ils se cachaient les yeux et le visage avec la main pour se dérober à la vivacité de ces transports. Au mois de mars 1649, dans l'une de ces sorties du parlement, un groupe d'hommes du peuple cria : *République! république!* Et comme on leur faisait observer qu'ils devaient respecter le roi et les magistrats, ses officiers, l'un d'eux répliqua : « Qu'est-ce à dire? le peuple n'a-t-il pas fait les rois, lesquels ont fait les parlemens? Il est donc à considérer autant que les uns et les autres. » Voilà, selon nous, le premier cri de : *Vive la république!* qui ait retenti en France dans une émotion populaire; c'était l'année même où tombait, à Londres, la tête de Charles Ier.

Nous connaissons les conditions particulières et le milieu favorable qui ont développé l'éloquence parlementaire; le moment est venu de l'étudier en elle-même et de la caractériser d'après des documens certains. Pour atteindre ce but, il ne nous semble nullement nécessaire de parcourir du commencement à la fin l'histoire politique du parlement ni d'épuiser la série des incidens qui ont marqué sa longue lutte contre Rome et contre la cour; il nous suffira de choisir les événemens significatifs, les époques capitales, celles où les crises violentes de ce double combat, en exaltant l'éner-

gie des âmes, ont donné à l'expression des doctrines et des passions militantes toute sa force et toute son ampleur. Au temps de la fronde, par exemple, le parlement a joué un rôle politique d'une incontestable puissance; de 1648 à 1652, il a tenu la royauté en échec, il l'a forcée à quitter Paris, il a soulevé et gouverné le peuple, il a fait la guerre et la paix; il a pris dans l'état l'attitude d'un pouvoir dirigeant et prépondérant. Au XVIII[e] siècle, à l'époque des querelles du jansénisme, où s'agitaient sous les arguties scolastiques les plus graves questions du droit public et de la liberté de conscience, le parlement, par son intervention courageuse, a secoué la torpeur de soixante ans de despotisme et de silence absolu; il a réveillé au fond des cœurs des fiertés et des délicatesses qu'on n'y soupçonnait plus; il y a ranimé des sentimens d'indépendance que l'obéissance passive avait amortis; il a donné le branle au mouvement social dont la philosophie, survenant à son heure, a fait une révolution. Si nous avons chance de recueillir dans les délibérations parlementaires quelques inspirations de patriotisme et d'éloquence dignes d'être conservées; s'il est possible d'y entendre des orateurs dignes d'être écoutés, n'est-ce pas à ces époques ardentes et troublées qu'il faut les demander? Tout se réunissait alors pour enfiévrer les esprits et passionner la parole. Voilà les deux périodes historiques sur lesquelles nous pouvons utilement insister.

Pour connaître et juger les discours politiques tenus dans l'assemblée des chambres au temps de la fronde, nous ne pouvons attendre aucun secours de la vaste collection des *Registres secrets du parlement*, rédigés sur parchemin et déposés aux Archives nationales. Ces registres, comme ceux de l'hôtel de ville, ont été enlevés et lacérés en 1668 pour toute la période des troubles, et nous ajouterons que, même pour les années qui n'ont pas subi les représailles d'un pouvoir vindicatif, ils ne contiennent qu'un résumé très sommaire des débats, une rapide mention des principales opinions soutenues et du vote final, se bornant à reproduire *in extenso* le texte des arrêts et des remontrances. Restent les journaux particuliers, les mémoires personnels, écrits par des conseillers eux-mêmes ou par des auditeurs assidus aux séances, et cette ressource heureusement n'est pas vaine. Au premier rang des relations sur la fronde, que les érudits n'ont pas encore publiées et que les historiens n'ont pas toujours consultées suffisamment, nous placerons un journal in-folio de six cents pages qui se rapporte aux années 1648 et 1649; coté sous la rubrique U 336, dans la section judiciaire des Archives, il a pour titre : *Débats du parlement de Paris pendant la minorité de Louis XIV*, ou *Mémoires de ce qui se passa dans*

les assemblées des chambres, « par un conseiller qui entra en charge au commencement de la minorité et assista à toutes ces assemblées. »

Le trait particulier de cet écrit, son mérite original est précisément de noter et de rassembler ce que les autres journaux du même temps négligent, ou de développer ce qu'ils abrègent, c'est-à-dire le détail des séances et l'analyse des discours. Indifférent à la chronique minutieuse ou scandaleuse des événemens, il rejette les bruits de la rue, les rumeurs des salons et se tait sur les intrigues des partis; son champ d'observation est le palais, il ne sort pas de la chambre de Saint-Louis : c'est la gazette intérieure des délibérations du parlement. L'auteur, en cachant son nom, a déclaré sa qualité et sa compétence. C'était sans doute l'un de ces jeunes conseillers aux enquêtes dont l'humeur peu soumise désespérait les ministres et les premiers présidens. Zélé pour la gloire de sa compagnie, pénétré d'admiration pour les chefs de la résistance, pour les héros de « ce grand combat qui avoit relevé la magistrature opprimée sous la tyrannie et rétabli l'empire de la justice et des lois, » chaque jour, en écoutant leurs arrêts, « révérés alors comme les oracles de la France, » il faisait registre de tant de belles maximes et de généreux sentimens, et c'est avec ces éphémérides que, vingt ans plus tard, dans la paix profonde du règne de Louis XIV, ranimant ses lointains souvenirs et des impressions restées ineffaçables, il a rédigé ce journal.

Il lui a donné pour épigraphe un passage des mémoires de Castelnau, où ce diplomate du XVIe siècle, formé à l'école de l'Angleterre, cet « homme d'état citoyen, » comme il l'appelle, examinant la constitution de la monarchie française, la représente assise et appuyée « sur huit colonnes fortes et puissantes qui sont les parlemens, » colonnes qui maintiennent l'état « dans sa beauté, son harmonie et sa durée, » en le défendant à la fois contre le despotisme et l'anarchie. Vient ensuite, sous forme de préface, un éloge raisonné de ce juste équilibre des pouvoirs, de ce « sage milieu » d'une royauté tempérée par les lois : l'auteur y condamne la funeste politique de Richelieu et de ses imitateurs, qui, en opprimant le parlement, « rempart sacré de la liberté françoise, » ont faussé le ressort de l'état, détruit le principe fondamental de la monarchie et mis en péril l'accord du prince avec ses sujets. « Les trophées de ce ministre impérieux n'ont servi que d'un mausolée inutile à la liberté de son pays écrasé sous le poids de son ambition. Il a commencé ce parricide par la prise de la Rochelle. Tant qu'il a vécu, il a sacrifié à sa fortune le repos de l'Europe. Comment de tels hommes, avant de ruiner la pierre angulaire de nos libertés, n'ont-ils pas réfléchi

aux véritables intérêts du souverain et mieux connu ce qui est nécessaire au bonheur des peuples? »

Ni la défaite de son parti, ni le démenti infligé par les événemens à ses convictions et à ses espérances, ni la fatigue et le scepticisme que l'âge amène, n'avaient ébranlé dans le cœur de ce libéral invariable la foi aux principes de 1648. Pendant que l'enthousiasme public, mobile comme la fortune, se retournait impétueusement vers le pouvoir absolu et l'acclamait sous la figure d'une royauté jeune et triomphante; pendant que les écrivains, les poètes, les prédicateurs, tous ceux qui avaient en France un rang, un nom, une voix, un talent, sans même en excepter les chefs militaires de la fronde, repentans et réconciliés, égalaient en adulation les « mazarins » du Palais-Royal et les courtisans du Louvre, lui, le parlementaire incorrigible, il s'obstinait dans le culte secret des dieux de sa jeunesse; il ravivait pour lui seul l'éclat des beaux jours disparus; il adorait l'image et la mémoire de ces grands magistrats, si longtemps applaudis, dont l'intrépide regard avait plus d'une fois bravé et fait reculer la « tyrannie. » C'est en 1673, dans la ferveur de ses réminiscences fidèles, qu'il voulut en laisser ce monument, comme nous l'apprend la dernière page et la plus éloquente, celle qui, comparant l'héroïsme du passé aux défaillances du temps présent, exprime avec le plus d'énergie la pensée dominante du recueil et l'intention de l'auteur.

« Hélas! qu'en cette année 1673 la France a lieu de regretter tant d'illustres personnages, et combien elle les regrette tous les jours, lorsqu'elle considère son malheur, l'oppression et l'anéantissement de la justice où nous sommes tombés par la lâcheté, pour ne pas dire plus, de leurs successeurs! Que ne diroient pas en ce temps-cy les Broussel, les Coquelay, les Laisné, les Bitaut, les Brissard, les Loisel, les Cumont, et ce grand nombre de gens de bien dont la compagnie étoit remplie, s'ils voyoient à présent les privilèges du parlement supprimés, la liberté de l'acquisition des charges arrêtée, la discipline intérieure de la compagnie placée sous la censure d'un conseil qui n'a aucun caractère de magistrature, les ordonnances anciennes soumises au caprice d'un ignorant, la justice diffamée par de nouvelles ordonnances? Que diroit cet auguste parlement de 1648, s'il voyoit la France dans la nécessité où elle se trouve réduite, sans argent, sans commerce, sans ressources, tous les grands abaissés, tous les privilèges violés, la maltôte partout triompher à ce point que les propriétaires des terres n'en peuvent jouir depuis quatre à cinq ans: mais que diroient tous ces bons François, quand ils verroient à la tête des ordonnances la défense aux parlemens d'y délibérer et de faire les remontrances

nécessaires au service du roy, sinon après leur exécution et dans un temps où elles sont inutiles? Certes ils diroient que les François, ayant changé leurs lois et leur monarchie, ils devroient pareillement changer de nom. »

Qui se serait attendu à lire cette protestation sous la date de 1673, c'est-à-dire au plus beau moment du grand règne, à une époque où la France, éblouie et charmée, semble heureuse à force de gloire, où le despotisme, paré de grandeur et de génie, semble bienfaisant, tant il est prospère et noblement inspiré? Ainsi, dans ce plein épanouissement de la féconde activité du XVII[e] siècle, lorsque Condé gagne la bataille de Senef, lorsque Racine écrit *Iphigénie* et *Mithridate*, Boileau *l'Art poétique*, lorsque Colbert crée l'industrie, lorsque l'Europe, battue sur terre et sur mer, est à nos pieds, il existe encore sous cette apparente unanimité de la satisfaction publique, des dissidens et des réfractaires, des débris d'anciens partis, qui gémissent sur le temps présent, augurent mal de l'avenir, qui disent tout bas ce que trente ans plus tard Vauban, Fénelon, Saint-Simon, les mécontens et les attristés de la fin du règne, les frondeurs de la décadence, oseront dire tout haut et publier. C'est à ce survivant de 1648 que nous allons demander de nous introduire dans l'assemblée des chambres du parlement et d'y ranimer les voix éloquentes qui avaient passionné sa jeunesse.

II.

En 1648, le personnage le plus en vue et en crédit, l'orateur le plus écouté dans le parlement de Paris, était, — qui le croirait? — ce conseiller de grand'chambre que la plupart des historiens, trompés par les mémoires du cardinal de Retz, appellent dédaigneusement le bonhomme Broussel. « Si vous aviez connu ce bonhomme, écrit Retz, vous ne seriez pas peu surpris du choix qu'on fit de lui pour l'arrêter. » Il dit encore, un peu plus loin : « Le bonhomme Broussel étoit vieilli entre les sacs, dans la poudre de la grand'chambre, avec plus de réputation d'intégrité que de capacité... Vous jugez bien que, s'il y eût eu de la cabale dans la compagnie, l'on n'eût pas été choisir des cervelles de ce carat. » Voilà qui est clair, et c'est ainsi qu'on l'a généralement compris : cette victime du coup d'état du 26 août n'était qu'un pauvre vieillard inoffensif, d'un esprit borné, un Géronte de la comédie politique, idole et jouet des factions, un caprice du peuple de Paris, qui s'est toujours permis tant d'inexplicables fantaisies. Désigné à la haine de la cour par l'aveugle faveur de la multitude, il expiait son seul

tort, le crime irrémissible d'être à la mode et populaire sous un régime détesté. Eh bien! cette légende est pleine d'erreurs; ici encore nous surprenons un de ces travestissemens de la vérité si fréquens dans l'histoire de France. Des témoignages irrécusables nous représentent avec d'autres couleurs et sous un jour très différent ce personnage que l'impertinence tranchante des écrivains grands seigneurs a défiguré à dessein ou par légèreté. Disons tout d'un seul mot : pendant la première fronde, un homme a dominé et dirigé le parlement, et cet homme, c'était Broussel.

Né à l'époque des troubles de la ligue, dont son enfance avait eu le spectacle, Pierre Broussel comptait plus de soixante-dix ans lorsque la fronde éclata. Les douze portraits gravés que nous possédons de lui, dans la collection des estampes de la Bibliothèque nationale, et qui sont presque tous de 1648, lui attribuent soixante-quatorze ans : nulle trace de fatigue ou de décrépitude ne s'y laisse voir; son front élevé, son regard ferme et tranquille, sa figure longue, osseuse, terminée par une barbe et une moustache en brosse, ses lèvres fines dénotent de la vigueur, une calme assurance et de la pénétration. Reçu conseiller au parlement sous Henri IV, vers la fin du XVIe siècle, il siégeait au sixième rang, dans la grand'chambre, par ordre d'ancienneté. Le doyen, nommé Crespin, un « bonhomme » celui-là, consulté le premier selon l'usage, n'ouvrait la bouche que pour émettre des avis faibles et insignifians, qu'adoptaient sans examen les quatre conseillers qui votaient après lui. Broussel, se levant à son tour, opinait « fortement et généreusement, » disent nos manuscrits : par lui commençait le sérieux de la délibération. Sur toutes les questions politiques, quel qu'en fût le sujet, il prononçait avec autorité un long discours dont « les raisonnemens doctes, puissants, éloquens » touchaient les esprits et entraînaient presque invariablement la majorité. « M. de Broussel a opiné longuement et hardiment; M. de Broussel a fait merveilles, » écrit à chaque page le maître des requêtes, d'Ormesson, autre témoin de ces séances, souvent d'accord, en ses Mémoires, avec l'auteur anonyme de notre journal inédit. Qu'une interruption partît sur un point de la salle, l'interrupteur fût-il un duc et pair ou un prince du sang, Broussel y répondait sans se déconcerter, et son rare sang-froid, joint à la ferme précision de sa réplique, réduisait l'adversaire au silence. Un jour de décembre 1648, le duc d'Orléans et le prince de Condé contestèrent à plusieurs reprises l'exactitude de ses allégations; fatigué des vivacités renaissantes de ce dialogue, Broussel s'arrêta et dit : « Je croyois, messieurs, avoir la liberté d'opiner, mais puisque, malgré mon droit, je suis sans cesse interrompu, il m'est

impossible de continuer ; » et, renonçant à la parole, il se rassit. « Sur quoy, M. le duc d'Orléans et M. le prince lui firent des excuses qui le décidèrent à reprendre son discours. »

Ce vaillant orateur, ce maître du parlement, était un homme peu imposant d'aspect, sans éclat extérieur, un de ces hommes de contenance simple et modeste dont nous disons aujourd'hui que la tribune les transfigure; avec cela, dénué de biens, de pensions et d'établissemens, habitant une pauvre maison, sur le port Saint-Landry, en face de la place de Grève, n'ayant pour tout domestique qu'une vieille servante et un petit laquais. Les groupes populaires, nombreux à toute heure sur la place, et les bateliers du quai voisin tournaient souvent la vue vers les fenêtres de la maison de Broussel; dès qu'ils l'apercevaient, ils l'acclamaient. Rien d'étonnant que Retz, un brouillon infatué de l'orgueil de caste, un Saint-Simon de barricades et de guerre civile, et tant d'autres factieux titrés et empanachés qui battaient l'estrade dans les rues de Paris avec cinq cents chevaux à l'ordinaire, disputant le pavé au roi, aient fait peu d'état d'un homme sans suite et sans carrosses; mais ce vieillard de petite apparence, ce vertueux, qui n'écoutait que sa conscience et ne vivait que pour le devoir, possédait, outre son talent de parole, une puissance intérieure de conviction et de caractère dont les assemblées et les multitudes subissent l'empire : on le savait incorruptible. Avant de le frapper, la cour avait tenté de le séduire. Le 5 août 1648, tout le parlement avait vu le duc d'Orléans, chargé de cette mission délicate, prendre Broussel à part, dans la Sainte-Chapelle : là, il lui avait offert, au nom de la reine, avec des louanges infinies sur son mérite, une place au conseil du roi, une pension considérable et la survivance de sa charge de conseiller au parlement pour son fils. « Sa majesté n'ignore pas, lui avait dit le prince, que vous avez toujours méprisé les biens de la fortune pour posséder ceux de l'esprit et une réputation sans tache, mais elle regrette que jusqu'à présent votre zèle pour le roi et pour le public, vos belles et glorieuses actions soient restés sans récompense. Il n'est pas raisonnable qu'une si généreuse vertu soit si mal traitée et qu'un homme de votre sorte meure sans avoir de quoi soutenir sa maison et établir ses enfans. » Broussel avait résisté à ces flatteuses avances.

Vénéré du parlement, adoré de la multitude, aux yeux de qui cet homme simple réalisait l'idéal populaire de la vertu politique, il excitait, à cette époque de fièvre, un enthousiasme que les relations contemporaines les plus sincères ont vivement décrit. Il y est qualifié de « généreux athlète, de père de la patrie; » c'est un « héros, plus illustre que ceux de l'antiquité, un trésor cher au

parlement, précieux à l'état, » « un grand homme, » et non un bonhomme. Son portrait en taille douce se vendait par les rues avec cette inscription : *Pierre Broussel, père du peuple, et le grand support de la France.* Au bas se lisaient deux sonnets, signés du Pelletier, dont voici les vers les plus frappans :

Hors ma joie, il n'est rien de si grand que ta gloire;
Il faut qu'en lettres d'or on trace dans l'histoire
Jusqu'où de ton grand cœur le zèle s'est porté...
La plus haute vertu doit céder à la tienne,
Et je n'en connois point qu'on lui puisse égaler;
Des Grecs et des Romains la sagesse ancienne
Revit en ta personne et te vient signaler...

Le 21 août, cinq jours avant le *Te Deum* et l'arrestation, Broussel ayant été député par la compagnie avec un de ses collègues vers le duc d'Orléans, on décida de lever la séance et de suspendre, lui absent, toute délibération ; il s'y opposa en disant qu'une assemblée ne devait pas, faute de deux hommes, interrompre ses travaux. « Il est vrai, monsieur, lui répondit le premier président Mathieu Molé, que deux hommes seulement nous manqueront, mais vous êtes l'un de ces deux. »

Voilà quel rang tenait Broussel à Paris en 1648 ; tel était son ascendant sur l'imagination du peuple et sur la raison du parlement. La cour ne s'y trompait pas; elle sentait que cet homme, « ce pauvre petit homme, » comme l'appelle l'amie d'Anne d'Autriche, Mme de Motteville, était une puissance, et elle le détestait en raison de la terreur qu'il lui inspirait. Le coup de partie désespéré qu'elle joua le 26 août avait pour enjeu la tête de Broussel. En le frappant, on touchait au cœur l'opposition populaire et parlementaire; on espérait la terrasser dans son chef. « Je l'étranglerois plutôt de mes mains, » disait Anne d'Autriche à ceux qui lui redemandaient son prisonnier. Paris, en moins de deux heures, répondit par une insurrection irrésistible. Tout le monde a lu ces ardens récits de l'explosion de colère qui souleva les pavés du vieux Paris, et l'on sait comment, le lendemain, Broussel exilé revint en triomphateur, porté sur la tête des peuples, au milieu d'acclamations incroyables, au bruit d'une mousqueterie et d'une « escopeterie » continuelles, à travers douze cents barricades élevées pour le venger. « Jamais triomphe de roi ou d'empereur romain, dit encore Mme de Motteville, n'a été plus grand que celui de cet homme qui n'avoit rien de recommandable que d'être entêté du bien public. » Nos manuscrits confirment ces descriptions et les

complètent par quelques traits nouveaux. « Les toits des maisons, les fenestres, les rues ne pouvoient contenir le peuple; il fallut un temps infini pour que ce grand homme pût se rendre au palais au milieu d'une escorte de bourgeois considérables, armés pour lui faciliter le chemin. Chascun lui baisoit les mains et la robe; il faillit estre étouffé sous les embrassemens. Le parlement envoya au-devant de lui des huissiers et vint le recevoir et le saluer à la porte de la grand'chambre; M. le premier président lui fit un compliment beaucoup plus long qu'il n'est marqué dans le registre et conclut par ces mots : « C'est un effet, monsieur, de vos belles actions. » M. de Broussel répondit qu'il s'estimoit au dessous de l'estime que la compagnie avoit pour lui et qu'à l'avenir il tascheroit d'y correspondre. Rentré chez lui, il dut se montrer à la fenestre de sa maison pour satisfaire au désir du quartier de la place de Grève et de l'Hostel de Ville, l'un des plus eschauffés et l'un de ceux que son cortège n'avoit pas traversés. Aussitôt qu'il parut, la rivière se couvrit de bateaux, c'étoit à qui lui rendroit hommage et lui porteroit, sur la terre et sur l'eau, des bénédictions; bref, tous les élémens contribuoient à son triomphe et à sa gloire. »

Alors se répandirent et se multiplièrent ces portraits, de toute dimension, gravés sur bois ou sur cuivre, que nous avons cités plus haut; des inscriptions en vers français le proclament supérieur à Caton :

C'est un autre Caton, sy ce n'est davantage,
Sur qui l'or et la peur n'eurent jamais pouvoir;
Il sauva le public réduit au désespoir,
Et le public aussy le sauva du naufrage.

Au bas d'un de ces portraits, l'hyperbole, plus hardie en latin, le compare à un dieu.

Tu, quicumque vides sculptum sub imagine tali
    Brussellum, dicas : non homo, sed deus est.
Nam qui pro populo vitam obtulit ipse libenter,
    Quis putet esse hominem? Sit deus ergo tibi.

Dans ces distiques, le triomphe tourne à l'apothéose. Comment donc s'était peu à peu formée cette gloire? Comment ce nom obscur, enseveli pendant cinquante ans dans la poudre du greffe, avait-il tout à coup éclaté hors du palais et ravi l'admiration publique? Les discours de Broussel, dont notre journal contient des analyses et d'assez nombreux fragmens, fournissent une

réponse à cette question et nous expliquent l'influence de cet homme, sa renommée croissante, et l'enthousiasme unanime des Parisiens.

Le caractère dominant des discours de Broussel, celui qui nous frappe d'abord et qui veut être signalé en premier lieu, c'est une doctrine de libéralisme raisonné qu'ils expriment en toute occasion et sur laquelle ils appuient, comme sur une base inébranlable, la politique du parlement. Partout nous rencontrons cette idée maîtresse, ce principe général auquel se ramènent les questions particulières, à savoir, la nécessité d'établir un contrôle régulier des actes du gouvernement, ce que nous appelons une opposition constitutionnelle. Qu'il s'agisse, par exemple, d'une question de finances et d'impôts, il ne se borne pas à dénoncer les malversations des traitans, à mettre en regard de la misère du « pauvre peuple » leur luxe prévaricateur, à montrer « ces tyranneaux » qui s'abattent sur les provinces et s'acharnent « comme des corbeaux affamés sur la ruine des familles : *cadavera quæ lacerantur et corvi qui lacerant;* » il s'élève à des considérations plus hautes, il prouve que ces maux dérivent d'une même cause, l'arbitraire des ministres et le déréglement du pouvoir absolu. « Depuis vingt-cinq ans, dit-il, on a levé illégalement sur le peuple plus de 200 millions, sans qu'un seul de ces édits ait été vérifié et enregistré; il est temps de rentrer dans la règle et d'observer cet ordre public que tout impôt ne soit levé qu'après vérification du parlement. C'est un conseil funeste, une entreprise périlleuse pour l'état de s'écarter ainsi des formes et de violer la loi; car si les princes se dispensent de la règle, les peuples se dispenseront du respect et de l'obéissance. » Figurons-nous ce parlement de 1648, affranchi d'une récente oppression et reprenant peu à peu, au sortir d'une longue léthargie, le sentiment de sa force et de ses droits, plein d'ardeur à la fois et d'inexpérience, cherchant à tâtons les anciennes lois, comme dit Retz, et s'évertuant à reconstituer « le sage milieu qu'elles avaient posé entre la liberté des peuples et l'autorité purement despotique; » dans la confusion de ces problèmes séculaires, rajeunis tout à coup par la curiosité inquiète de l'opinion publique, Broussel représentait la tradition de l'esprit indépendant du XVIe siècle; homme d'un autre âge, il faisait revivre les maximes oubliées, il évoquait les grands exemples, les nobles souvenirs inconnus ou obscurcis parmi cette génération élevée sous le despotisme de Richelieu; il excitait, raffermissait, éclairait une compagnie longtemps tremblante et silencieuse; il était le doctrinaire du parlementarisme renaissant.

Sa constante préoccupation, celle de tous les libéraux de l'ancienne France, est de limiter l'autorité royale sans l'affaiblir, et de

prouver qu'en bornant le pouvoir de la couronne on le consolide. Le duc d'Orléans lui reprocha un jour, dans une discussion, de choquer directement la puissance du roi et de porter atteinte à ses prérogatives essentielles. « Monseigneur, repartit Broussel, il y a cinquante ans que j'ai l'honneur d'appartenir à la compagnie et je n'ai jamais rien dit ni fait qui fût contre le service du roi; mes propositions sont conformes aux ordonnances et aux bons principes. » Puis, saisissant l'à-propos, il insista sur le loyal caractère de cette opposition qu'on incriminait; il en développa les avantages: « Notre devoir, dit-il, n'est pas de flatter le souverain, mais de nous opposer à ses volontés injustes et d'observer les règles consacrées par la pratique de nos ancêtres. On ne détruit pas l'autorité des rois en la combattant dans ses excès, mais au contraire on la soutient en lui résistant : comme on voit dans un édifice les arcs-boutans soutenir la masse, bien qu'ils semblent lui résister. Comment ce droit du parlement d'arrêter l'effet de certains actes des princes affaiblirait-il leur autorité, puisque ce droit émane de la couronne elle-même? Les vrais ennemis du roi, ce sont ces flatteurs dont les conseils et les maximes, semblables aux remèdes des médecins empiriques, n'apportent aucun soulagement à l'état; ce sont ces courtisans qui approchent de l'oreille des souverains, qui surprennent sa religion, qui l'irritent contre les discours les plus innocens et les actes les plus sages de cette compagnie. Oui, messieurs, il est des occasions où le meilleur moyen de servir les princes, c'est de leur désobéir. »

Une question primait alors toutes les autres par sa gravité et provoquait un conflit qui alluma la guerre civile. Le ministère aurait-il raison de l'*édit d'union*, ou cet édit triompherait-il du ministère? Les quatre compagnies souveraines, le parlement, la chambre des comptes, la cour des aides, le grand conseil, concertant leurs efforts, imposeraient-elles à la régente ce plan de réformation générale qui, touchant à l'essence même de l'institution monarchique, substituait à la royauté absolue une royauté parlementaire? Mandé auprès de la reine et réprimandé, le parlement reçut l'ordre d'inscrire sur ses registres l'arrêt du conseil qui cassait l'édit. L'avocat général, Omer Talon, dans un discours étudié que citent ses *Mémoires*, fit un tableau effrayant des conséquences d'une telle nouveauté : « Quoi! messieurs, dit-il, ne voyez-vous pas que vous introduiriez dans notre monarchie une république! » Défenseur de l'union, Broussel réfuta ces alarmes sincères ou feintes et, prenant l'offensive, dénonça comme un outrage l'ordre infligé au parlement. « Messieurs, dit-il, persévérons dans l'alliance et soutenons l'entreprise; jamais nos meilleurs rois n'ont interprété les inten-

tions de la compagnie comme une ligue contre leur autorité; jamais ils n'ont été saisis des terreurs paniques dont on affecte aujourd'hui de s'alarmer. N'est-ce donc pas une terreur panique que de concevoir la création d'un cinquième corps dans l'état et une république dans la monarchie! Que peut-on craindre d'une assemblée qui n'a le pouvoir de rien décider, pas même de décréter contre qui que ce soit, et dont la fonction se réduit à émettre des vœux, à formuler des propositions?.. Ce qu'il faut détruire, messieurs, ce qu'il faut effacer, c'est l'affront que cette compagnie a reçu au conspect de la France, le jour où ses résolutions ont été traitées de sédition et de perfidie; un tel acte est de si grande conséquence qu'il ne se peut dissimuler; il ébranle les fondemens de la monarchie en faisant perdre au peuple le respect qu'il doit à ce sénat par l'autorité duquel il est plus facilement retenu dans l'obéissance due à son prince que par la puissance d'une armée. *Si forte virum quem conspexere, silent.* Il importe donc à l'autorité royale non-seulement que ces arrêts pleins d'injure et de colère soient retirés, mais que l'on donne quelque réparation publique aux justes plaintes du parlement. Il serait glorieux à la reine d'obéir à la raison qui doit être la maîtresse des princes. »

La discussion fut longue et tumultueuse. Quelqu'un, du parti de la cour, prononça le nom des seize et fit allusion aux barricades de 1588. Une clameur violente accueillit ce blessant parallèle et, couvrant la voix de l'orateur ministériel, força de suspendre la séance. Dès que le calme se rétablit, Broussel reprit la parole. Il repoussa d'un ton indigné la comparaison malheureuse qu'on osait tenter entre la criminelle sédition de la ligue et la loyale résistance du parlement, il montra combien il y avait de raison et de générosité dans le rôle politique de l'illustre compagnie, combien sa participation aux affaires était secourable au peuple et utile au prince. Son discours grave, chaleureux et pathétique, transporta l'assemblée. Ce fut le plus beau succès oratoire de ce grand personnage. « J'approuve, messieurs, la confusion dans laquelle ont été réduits ceux qui, oubliant les mérites du parlement et ne faisant pas réflexion que c'est à l'admirable tempérament qu'il apporte dans l'état que nous devons la gloire, la grandeur et la durée de la monarchie, imputent à crime ses conseils, taxent ses résolutions d'attentat contre l'autorité royale, jusque-là qu'on veut le forcer de souscrire à sa condamnation en mettant ces invectives dans ses registres parmi ce grand nombre d'arrêts sur lesquels notre état est appuyé comme sur une base inébranlable. Ceux qui donnent d'aussi mauvais conseils à la reine n'ont donc jamais pénétré dans l'harmonieux concert de toutes les parties de son état, où

les extrémités sont tellement conjointes par le tempérament admirable de cette cour, dépositaire de la liberté publique, que le peuple obéit facilement aux justes commandemens de son prince, et que le prince, ne pouvant abuser de son autorité, se maintient dans l'amour et la bienveillance de ses sujets, de sorte que la résistance de cette illustre compagnie, loin d'affaiblir les princes, les affermit au contraire par son opposition et rend leur autorité douce et tolérable au peuple. »

« Nous lisons dans l'histoire que le roi Ptolémée ayant fait préparer pour les ambassadeurs romains des couronnes d'or enrichies de pierres précieuses, ceux-ci n'osèrent pas les refuser, mais ils les ôtèrent de leur tête et les placèrent sur la tête des statues de ce roi. Ainsi fait le parlement dans les prérogatives qu'il a reçues de nos rois. S'il maintient son autorité, c'est pour affermir celle du prince; s'il défend sa liberté, c'est pour la conservation de celle de l'état, et, s'il accepte la qualité de souverain, les rois la lui ayant octroyée, c'est pour accroître l'ornement de leur trône et la grandeur de leur couronne. Cela est si vrai qu'il est sans exemple qu'aucun membre de cette compagnie se soit jamais départi du respect qu'il doit à l'autorité royale, et que, loin de se servir des conseils factieux qu'on lui objecte pour faire barrière à la puissance du roy, elle a toujours protesté qu'elle n'a d'autre moyen de résister que la raison. Ceux qui rappellent la ligue et qui nous comparent à ce temps-là ont donc oublié les magistrats de cette compagnie que la ligue a emprisonnés pour royalisme? Quelle plus grande injure pouvait donc être faite à cette compagnie que d'accuser ses conseils de sédition et ses arrêts de révolte? Certes, ces paroles sont trop sensibles à son honneur pour les dissimuler. Aujourd'hui, — poursuit l'orateur, non sans finesse, — nous avons contre nous une royale colère, *Junonem iratam habemus*, dont les oreilles sont fermées à nos justes ressentimens: il semble être de la prudence du parlement de surseoir à toute délibération sur le présent arrêt. Il sera mis au greffe dans un coffre séparé afin de délibérer sur iceluy en temps et lieu... Dans la guerre des Romains en Germanie, un soldat de Varus, voyant que le désordre était si grand dans l'armée, que l'aigle étoit preste de tomber ès mains des ennemis, laquelle, d'ailleurs, étoit si pesante qu'il étoit difficile de la garantir dans la fuite, il abandonna le baston qui la soutenoit, et se contentant de la petite effigie de l'aigle qu'il protégeoit, il la mit dans son sein et l'empêcha par ce moyen de tomber ès-mains des barbares. Cet exemple nous doit instruire en cette rencontre. Le peuple est opprimé sous le poids injuste des subsides, la noblesse épuisée par la guerre, les officiers

ruynés par les taxes et nouvelles créations, la liberté du royaume violée par les emprisonnemens et les violences dernières. Que faire en cet état? Il faut prendre l'image et l'emblème du prince et les cacher en notre cœur, c'est-à-dire qu'il faut recueillir ce qui nous reste de force et de zèle pour nos lois et d'affection pour le royaume, afin de s'en servir en temps et lieu lorsque l'occasion sera plus favorable pour donner ordre à ces violences »

Et c'est l'auteur de ce magnifique discours, si loyal et si français, si « généreux, » comme dit fort bien notre journal, que les courtisans de 1648 traitaient de rebelle, et qu'ils voulaient emprisonner, à soixante-quatorze ans, dans une forteresse comme un criminel d'état! Et voilà le « bonhomme Broussel, » le « pauvre petit homme, la cervelle de faible carat, » tant moqué des chroniqueurs grands seigneurs, et si légèrement traité par nos modernes historiens! Nous savons maintenant, à n'en pas douter, qu'il existait dès ce temps-là une vraie éloquence politique dans le parlement de Paris, une éloquence simple, naturelle, vigoureuse, rarement gâtée par le mauvais goût et le pédantisme, pleine de la substance des choses et soutenue d'une sincère conviction. Nous en tenons un monument bien authentique, conservé par la juste admiration qu'il inspira. La forte parole de la tribune est désormais créée chez nous; nous venons de l'entendre; nous l'avons reconnue à ses mérites caractéristiques, à sa gravité, à son ampleur, à la verve entraînante de ses développemens, à la fermeté de son accent. Des conditions et des influences extérieures, favorables au plus haut point, lui ont donné le souffle et la vie. Un grand intérêt national, une profonde émotion publique, une assemblée puissante et passionnée, l'imminence d'une crise d'état et la menace d'une révolution, tout ce qui remue et fait vibrer les âmes, tout ce qui suscite les vocations oratoires s'est trouvé réuni : quelques hommes d'autorité, d'expérience et de noble cœur, dominant cette agitation confuse, voyant clair dans ce désordre, ont exprimé avec chaleur, avec énergie, avec une saisissante clarté les vagues impressions et la pensée flottante des multitudes; ils ont puisé l'éloquence dans la vigueur de leur raison et de leur caractère intrépide. Les discours de Du Vair, que nous avons cités ailleurs, ont pour nous moins de prix, une signification moins précise, puisque nous les possédons non pas tels qu'ils ont été prononcés, mais sous la forme savante que leur a donnée, après coup, le travail du cabinet. L'art de l'écrivain a pu respecter, dans les inspirations de l'orateur, la générosité des sentimens et la force des pensées, mais il nous gâte ou nous dérobe le ton naturel de la parole et le mouvement aisé de l'improvisation. Ceux-ci, au con-

traire, reparaissent à nos regards sous les traits simples et vrais que leur imprima la création rapide et spontanée de l'esprit, avec l'air vivant et libre que communique à la parole l'émotion du moment; après un long oubli, les voilà tels qu'ils ont été entendus, il y a deux siècles, et consignés à la hâte sur les pages d'un journal inconnu.

Dans la seconde partie de cette première fronde, depuis la fuite de la cour à Saint-Germain jusqu'à la paix de Ruel, la fermeté de Broussel ne se démentit pas; dès le 7 janvier, c'est-à-dire, dès que la nouvelle du départ de la reine éclata, il se leva pour opiner contre Mazarin, contre « ce détestable étranger, fauteur de guerre civile, ennemi implacable de Paris et du parlement, fléau du royaume; » il proposa l'adoption immédiate de mesures décisives. « Pendant que Rome délibère, Sagonte est assiégée : *Dum Roma deliberat, Saguntum oppugnatur*; c'est l'effet des procédés violens de cet Italien qui a mis l'état au dernier point de sa ruine pour assouvir son insatiable avarice : cet homme de néant, né sujet du roi d'Espagne, qui gouverne aujourd'hui la France au grand regret de tous les bons François, lui qui par sa mauvaise conduite a laissé perdre Landrecies, Armentières, Courtray et le royaume de Naples, cet étranger qui n'a aucun amour pour la France, qui a transporté la plus grande partie de son or au-delà des monts, a juré la destruction du parlement parce qu'il n'y a que cette barrière qui s'oppose à ses violences. Déclarons-le perturbateur du repos public. Notre unique espérance est dans les armes et dans l'affection que les peuples nous témoignent. Levons des troupes et garnissons les passages, car ce n'est pas avec des paroles ni avec un morceau de parchemin qu'on arrêtera le Mazarin. »

Cet homme éloquent n'était pas le seul orateur qui eût alors du crédit sur le parlement et de l'empire sur le peuple. D'autres magistrats, des princes mêmes, savaient ouvrir un avis, soutenir une discussion, conduire l'assemblée, enlever un vote; ils avaient le renom de bons citoyens, de harangueurs habiles et de fins politiques. Nous apprécierons prochainement leurs discours et leur influence; passant ensuite aux agitations parlementaires du XVIIIe siècle et à la fronde janséniste, nous achèverons ce sujet, dont on connaît le plan, le but et les limites.

CHARLES AUBERTIN.

LE JUGEMENT D'UN ANONYME SUR L'ALLIANCE PRUSSO-RUSSE

On a dit avec raison que deux vieux amis qui se brouillent se déshonorent, que lorsqu'on ne peut plus vivre ensemble, le mieux est de ne pas rompre, mais de dénouer. C'est une sagesse qui se prêche, mais qui ne se pratique guère. La passion est plus forte que la prudence; on ne résiste pas à l'envie de faire du bruit, de l'éclat, d'épancher son cœur, de décharger sa bile, de confier ses rancunes à tout l'univers. On accuse, on récrimine, on étale les services rendus, on compte sur ses doigts les noires ingratitudes dont ils ont été payés, on se pose en créancier à qui son débiteur a fait banqueroute, on prend à témoin de son bon droit les dieux vengeurs des justes querelles et de la sainteté des sermens. Il n'y a qu'un pas des doléances aux aigreurs, des reproches aux emportemens, et, cédant à la fureur d'avoir raison, on commet de regrettables indiscrétions, sans songer que de toutes les fureurs celle d'avoir raison est quelquefois la plus sotte, que le dépit est un dangereux conseiller, que fort souvent les indiscrets ne compromettent qu'eux-mêmes et qu'il est toujours fâcheux d'égayer à ses dépens la galerie, qui d'habitude ne demande qu'à se divertir. Il en est des peuples comme des individus et de leurs alliances comme des amitiés de la vie courante. Quand deux nations pendant de longues années ont couru les mêmes aventures, se sont prêté une mutuelle assistance, qu'elles y ont trouvé leur compte et que par suite d'incidens imprévus elles ne l'y trouvent plus, elles ne sauraient mieux faire que de se

retirer de part et d'autre sous leur tente, sans s'injurier et sans se montrer le poing. Déclarer publiquement que durant plus d'un demi-siècle on a paru s'aimer et qu'on ne s'aimait point, c'est manquer de respect à son passé et s'exposer à s'entendre dire : « Si votre passé n'est pas respectable, quelle confiance voulez-vous que nous ayons dans votre avenir? Si hier encore vous mentiez, le moyen de croire qu'à partir de demain vous serez sincère et net comme une perle? »

Depuis le commencement de ce siècle, l'alliance de la Prusse et de la Russie a joué un rôle considérable dans tous les événemens, dans toutes les comédies de cape et d'épée aussi bien que dans les tragédies dont l'Europe a été le théâtre. Jamais liaison ne parut plus sacrée ni plus indissoluble. Fondée, pensait-on, sur la conformité des intérêts, elle s'appuyait aussi sur la réciprocité des sympathies; le sentiment s'y mêlait à la politique et lui donnait parfois un air de roman; ce mariage de raison avait toutes les douceurs, les tendresses, les agréables vivacités d'un mariage d'amour. Il y a dans les équations algébriques des quantités constantes qui demeurent toujours les mêmes, tandis que les autres varient, s'accroissent ou décroissent. Malgré quelques refroidissemens passagers, quelques infidélités plus apparentes que réelles, l'alliance des Hohenzollern et des Romanof était une des données constantes et certaines de la politique européenne, qu'il fallait prendre en considération, quel que fût le problème à résoudre, et les gouvernemens qui ont négligé cette quantité dans leurs calculs s'en sont mal trouvés, l'événement les a condamnés. C'est une rareté dans l'histoire qu'une amitié qui compte quinze lustres accomplis. Celle-ci était née en 1805, elle avait été jurée près du tombeau d'un grand homme, en présence d'une femme qui avait toutes les grâces et qui n'eut jamais que des faiblesses pardonnables. « Le lendemain de la signature du traité de Potsdam, l'empereur Alexandre pensait à partir. Il exprima durant le souper son regret de quitter Potsdam sans avoir payé son tribut d'hommages aux mânes du grand Frédéric. — Il en est encore temps, répondit le roi. — A onze heures, les deux souverains et la reine Louise se levèrent de table; à minuit, ils descendaient dans le caveau, où les cierges étaient allumés. Vaincu par son émotion, Alexandre posa ses lèvres sur le glorieux cercueil, le baisa, tendit la main au roi et à la reine, leur jura ainsi qu'à leur maison une éternelle amitié, dont le gage serait la délivrance de l'Allemagne. Ce serment, prononcé dans une heure si solennelle, dans un lieu si sacré, les deux souverains l'ont tenu, quoique l'Allemagne ait été délivrée plus tard qu'ils ne pensaient et après la mort de la noble femme qui avait scellé leurs promesses de ses larmes et dont le cœur fut brisé par les humiliations de son pays (1). »

(1) *Geschichte des preussischen Vaterlandes*, von Dr Ludwig Hahn, page 368.

Trente-cinq ans plus tard, Frédéric-Guillaume III mourait en laissant un testament qui fut rendu public et que plus d'un bourgeois de Berlin s'empressa de mettre sous verre et de suspendre à un clou d'honneur dans sa maison. Dans un des articles de ce testament, le feu roi avait adjuré son successeur, son *cher Fritz*, de garder une inviolable fidélité à l'alliance russe. On rapporte d'autre part que, le 2 mars 1855, la dernière parole que l'empereur Nicolas adressa sur son lit de mort à sa femme, Charlotte de Prusse, fut celle-ci : « Dites à Fritz qu'il reste toujours le même pour la Russie et de ne pas oublier les derniers vœux de *papa*. » Ces recommandations ont été scrupuleusement observées et obéies. Le roi Guillaume et l'empereur Alexandre n'ont eu garde de se départir d'une maxime de famille et d'une pratique établie qui répondait au secret penchant de leurs cœurs. Lorsqu'au printemps de 1873, le vainqueur de Sedan se rendit à Saint-Pétersbourg, où son neveu lui fit l'accueil que l'on sait, M. de Bismarck prononça ce mot qui causa la plus vive sensation : « Je me regarderais comme coupable d'une sorte de trahison si je pouvais admettre la pensée d'être jamais hostile à la Russie. » Hélas! M. de Bismarck a le secret de changer souvent en restant toujours le même; il demeure fidèle à son idée, il poursuit constamment son but, mais il renouvelle souvent ses moyens. L'an dernier, il est allé à Vienne, il y a conclu de mystérieuses conventions, et depuis lors, en dépit des habitudes et des sentimens que contrarie sa nouvelle évolution, malgré les résistances qu'il rencontre, malgré son souverain, malgré la reine Olga, il semble que c'en est fait de la vieille alliance qui lui a rapporté de si grands bénéfices. C'est une étoile qui semble pâlir et que par instans on pourrait croire éteinte. Allemands et Russes se sont hâtés de dénoncer le pacte qui les unissait. Chacun des deux peuples déclare que dès longtemps il ne remplissait plus ses devoirs d'amitié qu'au préjudice de ses plus chers intérêts, que ses bons offices n'ont jamais été payés de retour, qu'il a joué le rôle de dupe, qu'il lui tardait de recouvrer sa liberté, de rompre un traité onéreux, de secouer un joug qui lui pesait. Jamais récriminations ne furent plus bruyantes ni plus passionnées, ni moins aimables. Une grande dame du temps jadis avait coutume de dire : « Quand je suis contente des gens, je les trouve beaux; mais quand je n'ai plus lieu de l'être, je les trouve affreux. »

Tous les griefs que peuvent avoir les Prussiens contre les Russes ont été résumés et condensés dans un petit volume qui a paru tout récemment à Leipzig sous ce titre : *Berlin et Pétersbourg* (1). L'auteur a gardé l'anonyme. A son tour d'esprit, à son style, à sa manière de grouper

(1) *Berlin und Petersburg*, preussische Beiträge zur Geschichte der russisch-deutschen Beziehungen; Leipzig, 1880.

les faits et d'en déduire les conséquences, à la sûreté de ses informations en tout ce qui concerne la Russie, on a cru reconnaître en lui l'auteur également anonyme de trois volumes publiés successivement sur la société de Saint-Pétersbourg et qui ont obtenu un légitime succès. A la vérité, l'auteur de ces trois volumes cherchait à faire croire qu'il était Russe; l'auteur de *Berlin und Petersburg* se déclare Prussien. S'il écrit quelque jour sur l'Espagne, peut-être sera-t-il Espagnol, il y a dans le monde des métamorphoses dont il serait puéril de s'étonner. On peut remarquer aussi que lorsqu'il était Russe, l'anonyme écrivait en philosophe, qui observe et juge les choses avec un parfait sang-froid. Il y avait en lui une pointe de narquoise ironie qui s'attaquait quelquefois à de grands personnages; mais il se piquait avant tout d'impartialité, d'exactitude; il ne s'indignait contre personne, il ne se fâchait de rien, il expliquait à ses lecteurs les faiblesses latentes, les vices secrets de l'empire des tsars aussi tranquillement qu'un cornac démontre son éléphant ou son boa constrictor. Depuis qu'il est devenu ou redevenu Allemand, il a changé d'humeur et de méthode. Ce n'est plus un sage ni un curieux, c'est un polémiste passionné, un atrabilaire qui prend les gens à partie avec une violence acerbe. C'est bien ainsi qu'on écrit quelquefois à Berlin, et cependant des personnes qui se disent bien renseignées affirment que dans le fait l'anonyme n'est ni Prussien ni Russe, qu'il est Autrichien et un Autrichien fort connu. En ce cas, il faudrait croire qu'il s'est inspiré de certains sentimens assez répandus à Vienne, de la peur qu'on y éprouve de voir la Prusse renouer quelque jour avec la Russie, du désir de rendre leur rupture irrémédiable. S'il a voulu attiser les haines, jeter de l'huile sur le feu, il faut avouer qu'il n'a rien négligé pour cela. Respectons le mystère dont il s'enveloppe, renonçons à porter la lumière dans ces ténèbres. Tout ce qu'on peut dire, c'est que lorsqu'il était Russe, il n'était qu'un mauvais Russe, et qu'il a écrit son dernier livre en bon Prussien; on ne peut l'être davantage. Ajoutons que son livre est curieux, que c'est l'œuvre d'une plume exercée et d'un homme bien informé. L'anonyme n'ignore que ce qu'il lui plaît d'ignorer; ses oublis, ses omissions sont toujours volontaires.

S'il faut l'en croire, le principal vice de l'alliance prusso-russe est qu'elle ne reposait pas sur un accord librement consenti entre égaux qui traitent de pair à pair; elle supposait, selon lui, que l'une des deux parties demeurerait dans cet état de sujétion, dans cette dépendance où se trouve un vassal à l'égard de son suzerain. Pour qu'elle durât toujours, il aurait fallu que la Russie fût toujours grande et la Prusse toujours modeste, que Berlin restât à jamais le chef-lieu d'un pachalik russe ou du moins un endroit où la peur de déplaire au tsar fût considérée comme le commencement et la fin de la sagesse politique. Du

jour où « la ville de l'intelligence » est devenue la capitale d'un vaste empire et de la première puissance militaire du monde, du jour où l'on s'est affranchi du régime de la complaisance universelle et obligatoire, on a vu naître les inquiétudes, les mécontentemens, les ombrages, et on a reconnu ce que valait une amitié qui exigeait tout et n'accordait presque rien.

L'anonyme s'est donné le plaisir de rappeler et de dénombrer toutes les couleuvres que l'amitié russe a fait avaler à la Prusse sous le règne de Frédéric-Guillaume IV, et il y a beaucoup de vrai dans ses doléances; mais dans ce monde on attribue souvent à la force des choses ce qu'on devrait imputer à la faiblesse des caractères. Le roi Frédéric-Guillaume IV était un homme d'esprit, il avait le goût fin et l'imagination romantique, il se connaissait en beaux-arts, en littérature comme en théologie; malheureusement, si instruit qu'il fût, il ignorait une maxime qui est le fond de la vie et de la politique, il n'avait pas découvert que toute action suppose un choix et que tout choix demande un sacrifice. Amoureux de ses rêves, mais incapable de choisir et de rien sacrifier, il a perdu son temps à chercher sa volonté sans la trouver et à compromettre son avenir à force de le discuter. Il aspirait à être quelque chose en Allemagne et il aspirait aussi à conserver toujours les bonnes grâces de l'empereur Nicolas. Les vains efforts qu'il fit pour concilier ses ambitions avec les exigences d'une amitié gênante et sourcilleuse le mirent souvent dans de mauvais pas, d'où il ne sortit qu'en infligeant à son peuple de dures mortifications. L'empereur Nicolas, qui ne rêvait guère et qui savait très bien ce qu'il voulait, parlait quelquefois de son royal beau-frère sur un ton de superbe ironie. Il l'appelait *son frère le poète*. Il ne prenait pas ses ambitions au sérieux et il condamnait sévèrement ses velléités libérales. « Mon frère de Prusse se perdra, » disait-il, et il disait aussi : « Je n'entends pas avoir à Berlin et à Vienne des assemblées constitutionnelles attachées à mes flancs. » Pendant la terrible crise de 1848, les transactions auxquelles se prêta son frère le poète lui causèrent des irritations qu'il ne songeait pas à dissimuler. Les vrais amis se prennent à souhaiter que leurs amis soient dans le malheur pour avoir l'occasion de leur témoigner toute leur tendresse. L'empereur Nicolas souhaitait sincèrement que Frédéric-Guillaume IV ne pût venir à bout des barricades et des émeutes, il grillait d'envie de lui prouver son dévoûment en le ramenant à la tête de ses troupes à Berlin et en le remettant sur son trône de ses propres mains. Il exprima un jour ce désir très ouvertement. « Dans l'automne de 1848, le général commandant du 1er corps prussien, le comte Dohna, assistait par l'ordre de son auguste maître aux manœuvres de l'armée russe, qui avaient lieu près de la frontière, sous la direction personnelle de l'empereur Nicolas. Dans un entretien

entre quatre yeux, dont la tente impériale abrita le mystère, le comte témoigna son admiration pour la bonne tenue des troupes qu'il avait vues manœuvrer. « Mes troupes vous plaisent? s'écria brusquement l'empereur. Eh bien! je les mets à votre disposition, si vous voulez marcher à leur tête contre les émeutiers de Berlin. » Le comte, un peu surpris par cette apostrophe, répondit qu'un général prussien ne marchait que sur l'ordre de son roi. » L'anonyme se porte garant de l'authenticité de cette anecdote, qui prouve que l'empereur Nicolas connaissait toutes les délicatesses de l'amitié. On ne peut s'empêcher de penser aux deux amis du Monomotapa :

L'un ne possédait rien qui n'appartînt à l'autre.

L'empereur offrait ses soldats à la Prusse et disposait des généraux de son beau-frère comme des siens, tant il était désireux de le sauver sans lui demander son avis. On peut douter que l'empereur Alexandre prît aujourd'hui de telles libertés avec son oncle l'empereur Guillaume.

« Les générations futures, s'écrie l'anonyme, pourront-elles croire qu'il fut un temps où, sur les bords de la Sprée, la meilleure recommandation était d'avoir le cœur russe et la pire d'avoir le cœur allemand, un temps où les hommes qui aspiraient au titre de vrais patriotes prussiens portaient publiquement la livrée russe? » — Il est certain que, sous le règne de Frédéric-Guillaume IV, le parti conservateur, le parti de la cour et de la croix considérait la fidélité à la vieille et sainte alliance comme le premier des devoirs, comme la plus méritoire des vertus et soupçonnait de ne pas croire en Dieu l'homme qui ne croyait pas à l'empereur Nicolas. Il est certain que l'ambassade russe à Berlin, qu'elle eût à sa tête le baron de Meyendorf ou M. de Budberg, était un lieu privilégié où tout se savait, où tout se redisait, où l'on venait chercher dans les circonstances importantes des informations, des lumières, des encouragemens, des conseils et quelquefois des ordres. Tel haut fonctionnaire tenait pour péchés véniels toutes les indiscrétions qu'il commettait au profit du grand et puissant ami qu'on appelait le dompteur de la révolution, et celui qui, en 1854, révéla au cabinet de Saint-Pétersbourg un plan de mobilisation nouvellement élaboré, pensa se justifier pleinement en disant : « Entre nous et la Russie il ne peut pas y avoir de secrets. » Quand l'empereur Nicolas honorait Berlin de sa visite, il pouvait s'y croire chez lui. Nous nous rappelons l'y avoir vu en 1852, passant une revue en compagnie de son romantique beau-frère; il nous souvient qu'un libéral prussien, qui n'avait pas été élevé à l'école du respect, nous dit en nous mon-

trant du doigt l'un des deux souverains : « Voilà notre maître ! » — et en nous montrant l'autre : « Voilà le maître de notre maître ! » Les chambres avaient dû clore avant terme leur session annuelle, parce que sa majesté ne serait pas entrée sans une profonde répugnance dans une ville souillée par des « scandales constitutionnels. » Qui pourrait dire les empressemens, les respects obséquieux que prodiguaient à l'auguste visiteur la cour, la noblesse, les généraux? Il ne voyait autour de lui que des fronts humiliés. Ses regards étaient comptés, ses sourires faisaient des heureux, ses moindres paroles imprimaient aux visages un air de ravissement; il semblait qu'un nouveau soleil se fût levé sur Berlin. « Les témoins de ces scènes qui ne se répéteront plus, nous dit l'anonyme, se souviennent encore de l'émotion avec laquelle tout ce qui appartenait à notre cour contemplait la haute taille de ce bel homme, dont l'orgueil regardait comme une chose toute naturelle les hommages des petits princes allemands accourus à sa rencontre et les courbettes des généraux saluant en sa personne le premier soldat de l'Europe. Être remarqué ou n'être pas remarqué de l'empereur, obtenir un mot de lui ou n'être honoré que d'un signe de tête équivalait pour eux à être ou n'être pas. « Sa majesté n'a pas daigné me parler ! » s'écriait douloureusement tel petit souverain dont la dignité ombrageuse eût accusé de trahison quiconque se serait permis d'établir la moindre distinction entre la souveraineté de la Prusse et celle de la principauté de Lippe-Schaumbourg. »

Frédéric-Guillaume, quelles que fussent son endurance et sa modestie, se sentit plus d'une fois froissé par l'excès de ces hommages. Il rabroua assez vertement un personnage qui, le 21 mars 1852, avait pris la liberté grande d'exprimer au nom de son roi, au nom de l'armée, au nom de tous les fidèles Prussiens, le vœu que « Dieu conservât longtemps encore l'empereur Nicolas au continent qu'il lui avait donné pour héritage. » De plus dures épreuves lui étaient réservées. Qui ne le plaindrait en songeant aux mortelles perplexités, à toutes les crises de conscience, à toutes les nuits sans sommeil auxquelles il fut condamné, quand il vit en 1853 l'Europe s'ameuter, se coaliser contre son ami, contre « le vrai chef de tous les intérêts conservateurs? » Il accusait l'Angleterre d'avoir contracté une souillure en s'alliant à la révolution couronnée, en mettant sa royale main dans la main douteuse et impure d'un Napoléon III. Que d'efforts généreux ne fit-il pas pour détacher l'Autriche des puissances occidentales? à combien d'expédiens, de subterfuges ne dut-il pas recourir pour tirer son épingle du jeu, pour sauver sa fidélité sans avoir maille à partir avec personne? Il envoyait à Londres le général Gröben, et lord Clarendon disait : « On m'envoie pour m'expliquer une chose inexplicable un homme qui ne sait pas s'expliquer. » Il envoyait en France le général von Wedell, et

M. Drouyn de Lhuys se moquait de tant de « missions supplémentaires, complémentaires, extraordinaires et très extraordinaires (1). » C'est surtout en parlant des rois qu'il est permis de dire que le ridicule déshonore plus que le déshonneur. Pour remplir ses devoirs d'amitié, Frédéric-Guillaume IV n'a pas craint d'affronter le ridicule, et cependant on ne lui en savait qu'un gré médiocre à Saint-Pétersbourg; on l'accusait de n'en faire jamais assez, on lui reprochait sa mollesse, ses hésitations, sa tiédeur. L'anonyme assure que le Russe est essentiellement ingrat, qu'il méprise dans le secret de son cœur les déférences, les courtoisies qu'on lui témoigne, qu'il y voit un aveu de faiblesse et du besoin qu'on a de lui, un hommage involontaire rendu à sa supériorité. C'est pourquoi l'anonyme a choisi pour épigraphe de son livre cette sentence de Joseph de Maistre : « Voulez-vous faire accepter une chose à un Russe, il faut la jeter devant lui, après la lui avoir fait vanter. Alors retirez-vous, il la ramassera et en donnera le prix que vous voudrez; mais si vous la lui mettez dans la main, il n'en voudra pas. »

L'auteur de *Berlin et Pétersbourg* a fait le bilan, dressé l'inventaire de l'alliance prusso-russe; il a énuméré les services rendus, il a établi le doit et l'avoir des deux parties, et sa conclusion est que, depuis la mort de Frédéric-Guillaume IV aussi bien que de son vivant, les Russes ont recueilli tous les bénéfices essentiels de l'alliance, qu'ils ont beaucoup reçu et n'ont presque rien donné. Il insiste principalement sur ce qui s'est passé en 1863, pendant l'insurrection polonaise; il rappelle avec complaisance que M. de Bismarck a sauvé la Russie par la convention militaire qu'il signa avec elle à la barbe et en dépit de l'Europe. Le danger semblait sérieux, on croyait voir les étincelles d'un grand incendie; la maison craquait, ceux qui jugent sur les apparences annonçaient un prochain écroulement. — « Il me paraît, disait au grand-duc Constantin le gouverneur militaire de Varsovie, le général Berg, que hormis Votre Altesse impériale et moi, tout le monde ici fait partie du comité révolutionnaire. » On ne peut nier que M. de Bismarck n'ait prêté main forte à son allié, qu'il n'ait bravé pour lui complaire l'animadversion et les remontrances de trois cabinets.

A la vérité, les Russes ont cherché à diminuer le prix de son bienfait en lui attribuant des combinaisons et des convoitises secrètes. Ce qu'ils en ont dit a trouvé facilement créance dans les esprits, tant on a de penchant à se persuader que M. de Bismarck n'a jamais fait dans sa vie rien d'inutile. Un démenti formel a fait justice des légendes qui ont eu cours récemment touchant les trames qu'il avait ourdies, disait-on, avec le gouvernement révolutionnaire; mais personne n'a jamais dé-

(1) Le détail de la politique suivie par la Prusse pendant la guerre de Crimée a été retracé dans d'intéressans articles de la *Rundschau*, qui ont été attribués à M. Geffcken.

menti le fameux entretien qu'il eut un soir dans un bal avec le vice-président de la chambre des députés de Prusse, M. Behrend. Cet entretien semblait prouver qu'il croyait à l'impuissance de la Russie et à la possibilité d'une donation entre-vifs, qui lui aurait permis de rendre à la Prusse une frontière qu'elle avait perdue. — « On pourrait, disait-il à son interlocuteur étonné, attendre que les Russes soient chassés du royaume ou réduits à implorer notre secours, et alors procéder hardiment, occuper le royaume pour le compte de la Prusse; au bout de trois ans, tout là-bas serait germanisé. — Mais c'est un propos de bal qu'on veut bien me tenir! s'écria le vice-président. — Non, je parle sérieusement de choses sérieuses. Les Russes sont las du royaume, l'empereur Alexandre me l'a dit lui-même à Saint-Pétersbourg. » M. Klaczko, qui a rapporté ce singulier colloque dans son livre des *Deux Chanceliers*, ajoute : « Cette pensée de récupérer la ligne de la Vistule, perdue depuis Iéna, a hanté plus d'une fois l'esprit de M. de Bismarck pendant l'année 1863; bien entendu, on ne voulait obtenir cette rectification de frontière que du consentement de l'empereur Alexandre II, mais on ne négligeait pas les moyens qui eussent quelque peu forcé une telle solution. » Il se pourrait que M. de Bismarck eût pris toutes ses mesures pour le cas d'une occupation temporaire, réclamée par son allié; celui qui a dit un jour : *Beati possidentes !* aurait su mettre à profit une si heureuse occurrence. Mais ce ne sont là que des conjectures, et si l'on a peine à croire au désintéressement de M. de Bismarck, il en coûte aussi d'admettre qu'il se soit un jour grossièrement trompé dans ses prévisions.

On peut accorder à l'anonyme qu'en 1863, le cabinet de Berlin est venu en aide à la Russie dans le seul dessein de resserrer son alliance avec elle; mais le moyen de lui donner raison, quand il nie que cette bonne action n'ait été en même temps un bon calcul, que le service rendu n'ait été richement récompensé! Jamais capital n'a été placé à de si gros intérêts. La plus grande marque d'amitié qu'un peuple puisse donner à un autre est de sacrifier pour lui être agréable toutes les traditions de son histoire, et voilà ce que la Prusse a obtenu de la Russie et du prince Gortchakof. La Russie s'était toujours appliquée à sauvegarder la liberté de la Baltique; dans l'affaire des duchés de l'Elbe, elle a abandonné le Danemarck, elle l'a livré à la merci du conquérant. Elle attachait un grand prix à ses relations avec les états secondaires de l'Allemagne; elle a permis au gouvernement prussien de disposer à son gré des petites dynasties, de faire main basse sur plus d'une petite couronne et de réduire les autres à la plus étroite dépendance. Elle avait pour principe de maintenir l'équilibre des forces entre l'Autriche et la Prusse. « Notre politique, lit-on dans un mémoire secret rédigé en 1864 et dont l'anonyme cite plusieurs passages, a favorisé

tantôt la Prusse, tantôt l'Autriche... Ces oscillations sont inévitables dans la situation politique du jour. Le mieux que nous puissions faire, c'est de tenir la balance égale entre les deux puissances, sauf à la faire pencher selon les circonstances du côté que réclame notre intérêt du moment. C'était le système de l'impératrice Catherine. Il détruit sans doute la confiance, mais ce sentiment est exclu de la politique moderne et ce n'est pas nous qui l'en avons banni. » Celui qui avait écrit ou inspiré ce mémoire s'est ravisé; il a voulu sans doute restaurer en Europe le sentiment de la confiance. Quand l'heure décisive a sonné, il a sacrifié résolûment l'Autriche, et la Prusse a pu compter sur son absolu dévoûment.

Pour prouver combien l'amitié russe est instable et perfide, l'anonyme a invoqué le témoignage de M. Rothan et cité une page de sa belle étude, si remarquable et si remarquée, sur *la Politique française en 1866*. M. Rothan a établi qu'après Sadowa, le gouvernement russe avait eu quelque velléité de réprimer les convoitises du vainqueur, de le contraindre à soumettre ses revendications au verdict d'un congrès européen. L'événement a démontré que le prince Gortchakof avait joué alors une scène de dépit amoureux, qu'il avait voulu rendre à M. de Bismarck la monnaie de sa pièce : *el desden con el desden*. Par ses chicanes, par ses menaces, il se proposait de ramener à lui un ami distrait et superbe, qui semblait l'oublier. On le négligeait, on ne se souvenait plus qu'il existât, on n'avait plus rien à lui dire, point de confidences à lui faire. Il s'est mis à causer avec la France, à lui dénoncer les appétits insatiables de la Prusse, à la mettre en garde contre les équivoques d'une politique sans scrupules. C'est un jeu qui lui a réussi plus d'une fois; quand la Prusse a des hauteurs, on coquette avec Paris. Si l'anonyme consultait à ce sujet M. Rothan, il lui apprendrait que cela s'appelle « la politique des cantharides. » — « Le cabinet de Berlin répondit sur un ton dégagé au prince Gortchakof, il revendiquait hautement le droit de régler avec les états qui l'avaient combattu les conditions de la paix. Il était convaincu sans doute, en répondant de la sorte, que plus il exaspérerait le cabinet de Saint-Pétersbourg, plus aisément il le ramènerait à lui, lorsque avant peu il serait à même de lui administrer la preuve que ses pourparlers avec la France n'avaient eu qu'un caractère dilatoire, et que ses infidélités à l'alliance russe n'étaient qu'un jeu de la politique commandé par de périlleuses circonstances (1). »

Tout se passa comme M. de Bismarck l'avait prévu. Peu de temps après, le général Manteuffel partait pour Saint-Pétersbourg; sa mission fut couronnée d'un plein succès, et l'entente fut promptement rétablie. Quant aux fruits savoureux qu'elle a portés, l'anonyme n'en a presque rien dit. Il a passé avec une incroyable légèreté sur les services

(1) *La Politique française en 1866*, page 331.

immenses que la Russie a rendus à la Prusse en 1870; il étonne ses lecteurs par son ingratitude. C'est une vérité notoire et publique que si la France au début de la guerre n'a pas trouvé d'alliés, la Russie en fut la cause par la pression qu'elle exerça sur le Danemarck et par l'attitude comminatoire qu'elle prit à l'égard de l'Autriche. Il n'est pas moins certain qu'à l'heure des catastrophes, ce fut elle qui traversa tous les plans d'intervention collective, destinée à modérer les exigences des vainqueurs; ce fut elle qui voulut que les deux belligérans vidassent leur querelle en champ clos et qui s'appliqua, comme on l'a dit, à organiser « l'impuissance en Europe. » L'empereur Guillaume a été beaucoup moins ingrat que l'anonyme, qui n'a eu garde de citer le fameux télégramme que le vieux souverain adressa de Versailles à son neveu le 21 février 1871 et dont l'Europe s'étonna : « Jamais la Prusse n'oubliera que c'est à vous qu'elle doit que la guerre n'ait pas pris des proportions extrêmes. Que Dieu vous en bénisse ! »

En revanche, il faut donner toute raison à l'anonyme, quand il avance que pendant la guerre franco-allemande, la politique du gouvernement russe s'est mise en opposition manifeste avec l'opinion publique, avec le vœu national. Il se trouve que les nations ont quelquefois un sentiment plus net et plus vif de leurs vrais intérêts que les hommes d'état qui les conduisent ; leurs instincts et les inquiétudes qui les travaillent sont souvent de sages conseillers, elles éprouvent des répugnances mystérieuses, comme un avertissement intérieur; il semble qu'elles lisent au livre des destinées. Tout le monde en Russie souhaitait comme le prince Gortchakof qu'on profitât de l'occasion pour imposer à l'Europe la révision du traité de Paris; mais on pensait pouvoir obtenir cet avantage en jouant le rôle d'arbitre, de modérateur, et sans aider la Prusse à s'affranchir de tout contrôle, sans dépasser la mesure des complaisances. On songeait aux dangers à venir, à l'inconvénient d'avoir un voisin trop puissant ; on jugeait que travailler bénévolement à la fortune de ses amis, c'est les mettre en état de ne plus compter avec vous. — « Il faut rendre cette justice à la plupart des Russes d'alors, a dit M. Klaczko, qu'ils avaient le sentiment vrai de la situation et aspiraient à un rôle aussi légitime qu'honorable. Ils voulaient obtenir une satisfaction d'amour-propre, mais ils ne demandaient pas à lui sacrifier la France et les intérêts généraux du continent ; la petite question n'était à leurs yeux que le corollaire de la grande. »

Dans quelques pages qui ne sont pas les moins intéressantes de son livre, l'anonyme a dépouillé le registre de la presse russe, il a fait le relevé des principaux articles publiés pendant l'année fatale. Il a montré que, dès le commencement de la guerre, les plus importans journaux de Moscou et de Saint-Pétersbourg, à l'exception d'un seul, ont arboré les couleurs françaises et que jusqu'au bout ils sont demeurés fidèles

à leur parti-pris, quoi qu'en pensât leur gouvernement. Il a rappelé que la *Gazette de Moscou* pouvait à peine trouver des paroles après Sedan pour déplorer « une catastrophe plus menaçante que celle qui avait atteint quelques années auparavant le Danemarck et plus tard le malheureux Hanovre. » Il a rappelé l'article que publia cette même gazette le 12 janvier 1871, pour combattre le principe de non-intervention et signaler les droits qu'avait la France aux sympathies des autres peuples. Il a rappelé aussi qu'au lendemain de la chute de Paris, le *Golos* s'écria : *Consummatum est !* et exécuta plus d'une variation sur ce thème : « La France n'est que malheureuse, la honte est pour l'Europe. » D'autres se chargèrent de déclarer que l'annexion de l'Alsace était un coup porté à la Russie et que l'Europe était tombée en vasselage. « A dater de cette époque, les principaux organes de la presse russe sont demeurés hostiles à l'Allemagne et les moindres incidens leur ont suffi pour réveiller des passions assoupies. La conviction que l'avenir de la Russie était dans l'alliance avec la France avait pris trop de corps et jeté des racines trop profondes pour qu'on osât s'incrire en faux. » — « Le jour où nous voudrions mettre l'Europe sens dessus dessous, était-il dit dans le mémoire secret de 1864, il est probable que nous pourrions nous entendre avec la France, mais ce serait encore à nos dépens. » Depuis lors ce mot a été souvent répété en Russie sans qu'on y ajoutât le même correctif.

L'anonyme conclut de tout cela que l'alliance prusso-russe n'a jamais été qu'une alliance dynastique, fondée sur des souvenirs communs, sur des mariages, sur une tradition de famille, sur des sympathies personnelles, mais qu'elle ne reposait point sur la communauté des intérêts ni sur l'affinité naturelle des deux peuples. Il reproche à ses compatriotes de ne pas s'en être avisés plus tôt, d'avoir attaché peu d'importance aux élucubrations de la presse russe, fidèle miroir de l'opinion publique, de s'être figuré que l'entente des souverains répondait du reste, d'avoir considéré les incartades des journalistes de Saint-Pétersbourg et de Moscou comme les symptômes « d'une maladie d'enfant » qui ne tirait pas à conséquence. Il remarque que désormais en Russie le gouvernement sera toujours plus tenu d'avoir égard à l'opinion et aux entraînemens populaires. Partant il affirme que l'alliance prusso-russe a vécu, et il félicite M. de Bismarck de l'avoir remplacée, avant qu'il fût trop tard, par un pacte d'amitié avec l'Autriche, « lequel sera d'aussi longue durée que l'empire allemand lui-même. » Nous voulons croire que l'anonyme possède le don de prophétie, qu'il est initié aux secrets des dieux ; mais les dieux connaissent-ils toujours leur propre secret ? Ne sont-ils pas souvent le jouet des événemens plus forts que leur volonté ? M. de Bismarck est-il homme à se lier les mains, à engager à jamais son avenir ? Ne faut-il pas tenir compte

aussi de la puissance des habitudes, de l'empire que les traditions et les souvenirs exercent sur les souverains comme sur les simples mortels? Le télégraphe nous apprenait ces jours-ci que le général de Treskow vient de partir pour Saint-Pétersbourg, chargé par l'empereur Guillaume de remettre à son neveu une lettre de félicitations à l'occasion de l'anniversaire de sa naissance; on ajoute que le général a été accompagné par les colonels des trois régimens prussiens dont l'empereur Alexandre est le chef titulaire. Le proverbe a raison : n'est pas échappé qui traîne son lien. On ne divorce pas si facilement avec le passé. La princesse palatine, mère du régent, ne dissimulait à personne que, si bonne Française qu'elle fût devenue, elle ne laissait pas de prendre une part très vive à tout ce qui se passait en Allemagne. « Je suis, disait-elle, comme les vieux voituriers, qui prennent plaisir à entendre claquer le fouet quand ils ne peuvent plus rouler sur les grandes routes. » Longtemps encore Berlin vivra les yeux tournés vers Pétersbourg, curieux de tout ce qui s'y fait, prêtant l'oreille aux moindres propos qui s'y peuvent tenir. Si le gouvernement russe fait mine de nouer des intelligences quelque part, on en concevra de vives inquiétudes, une poignante jalousie, et la jalousie est le sel de l'amour. Ce ne sont pas seulement les vieux voituriers qui tressaillent en entendant claquer un fouet qui leur est connu et dont jadis le langage leur fut cher.

Ce qui est hors de doute, c'est qu'on a rendu sa liberté à la Russie et que son alliance a été mise en disponibilité. Elle doit s'en consoler; elle est fort occupée chez elle et jusqu'à nouvel ordre, elle a perdu le goût des entreprises. Quand ce goût lui reviendra, si elle emploie bien ses loisirs, elle trouvera probablement à qui parler et des gens disposés à lier partie. Démosthène représentait aux Athéniens que les alliances générales ne sont bonnes que pour conserver ce qu'on a, que les plus utiles sont les filles de l'occasion, dont on peut se servir pour s'agrandir ou pour recouvrer son bien. Il leur représentait aussi que ces alliances d'occasion, on est sûr de les trouver pourvu qu'on soit fort, qu'on soit prêt, vigilant et attentif, mais qu'elles font toujours défaut aux peuples « dont les armemens comme les pensées sont en retard sur les événemens, car c'est une loi de nature, leur disait-il, que le bien des absens appartienne à ceux qui sont présens partout et le bien des nonchalans à ceux qui ne craignent ni la peine ni les hasards. » Il pensait à Philippe, mais chaque siècle a son Philippe.

G. Valbert.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

30 avril 1880.

Sans nul doute il faut se défendre de tout ce qui ressemblerait à du pessimisme ou à un vain esprit de fronde. Sans doute la France, qui a déjà traversé tant de redoutables épreuves, n'est pas près de périr pour quelques difficultés de plus qu'on pourrait lui créer.

Le pays par lui-même est paisible et sensé plus qu'il ne l'a jamais été peut-être. Il travaille et il paie des impôts presque démesurés sans murmures. Il a une fécondité matérielle, des élémens de prospérité qu'il suffit de ne pas trop paralyser pour qu'ils dépassent tous les calculs. D'instinct il répugne visiblement à tout ce qui pourrait l'agiter, aux aventures extérieures aussi bien qu'aux dissensions intestines. La république lui a été donnée, elle a été acceptée, elle n'est en réalité l'objet d'aucune contestation sérieusement menaçante. La république a cet avantage d'exister sans trouble matériel, d'avoir pour la première fois une organisation régulière, suffisamment pondérée et d'être le seul régime possible en face d'adversaires divisés et impuissans. Oui, sans doute, il y a de la ressource en France, la paix et l'ordre sont dans l'instinct de la nation, les garanties de sécurité ne manquent pas dans les institutions; mais c'est précisément parce que le pays est tranquille, parce que l'institution républicaine légalement établie n'est ni en péril ni en question qu'on est d'autant plus fondé à demander un compte sévère aux prépotens du jour qui, dans les conditions les plus favorables, ne savent que raviver des agitations factices ou rechercher d'irritantes satisfactions de parti. C'est justement parce que tout serait facile et simple, que les esprits désintéressés qui n'ont ni parti-pris ni humeur contre le régime nouveau, ont le droit de se plaindre lorsqu'ils voient les institutions dévier, les pouvoirs s'égarer dans toute sorte de difficultés inutiles. Rien n'est certainement plus commode que de tout confondre, de nier le danger ou de le chercher là où il n'est pas et de crier au pessimisme, à l'hostilité systématique contre ceux qui seraient portés à juger que nos affaires ne vont pas le mieux du monde. Le fait est que s'il y a péril pour la république, il vient des républicains seuls,

que s'il y a embarras pour le ministère, il vient des ministériels, et au besoin de quelques-uns des ministres; la vérité est que s'il y a une situation politique et parlementaire assez troublée, assez pénible, certainement peu en rapport avec l'état général du pays, c'est la faute de ceux qui, par esprit de secte ou par faiblesse, se sont plu à soulever des questions redoutables en poussant le gouvernement lui-même dans une voie sans issue où il reste pour le moment à se débattre.

C'est là malheureusement ce qu'il y a de plus vrai. On s'est engagé, sans avoir tout calculé, par préjugé de parti ou pour complaire à des préjugés de parti, dans cette affaire religieuse qui n'a pas encore comparu au parlement depuis la rentrée récente des chambres et qui va être évoquée un de ces jours sur l'interpellation d'un jeune député d'une sincérité éloquente, M. Lamy. On en a fait une affaire républicaine. C'est peut-être un très sérieux danger qu'on s'est créé gratuitement; c'est dans tous les cas dès ce moment une source de difficultés et d'embarras inhérens à ces décrets du 29 mars, nés d'une équivoque déjà sensible. Que les chefs du gouvernement soient d'avance résolus à ne point se départir dans l'exécution des décrets d'une certaine mesure de conduite, on n'en peut douter. M. le président du conseil n'en est point à témoigner de ses intentions modératrices; il les a de nouveau attestées dans une circulaire qu'il vient d'adresser à tous nos agens diplomatiques et où il réserve pour la France le droit de continuer comme par le passé à étendre sa protection sur les missions catholiques en Orient et dans toutes les parties du monde. Rien de mieux. M. le président du conseil a le soin de préciser la signification tout intérieure des décrets du 29 mars, et même dans ces limites, il désavoue toute pensée de porter atteinte au droit individuel des membres des congrégations, bien plus encore d'inaugurer une persécution religieuse. C'est son intention avouée, incontestée. Plus que tout autre, comme ministre des affaires étrangères, il sent le danger d'une guerre déclarée à des ordres qui vont porter, avec les influences religieuses, le nom de la France jusqu'aux extrémités de l'univers. La modération de son esprit est une garantie de la sincérité de ses intentions; mais est-on sûr de maintenir jusqu'au bout ces distinctions un peu subtiles, de n'être pas entraîné au-delà de tout ce qu'on voudrait? Est-on toujours maître des conséquences d'un acte livré tout à coup comme un redoutable aliment aux passions contraires? Une politique comme celle qui s'est traduite par les décrets du 29 mars n'est pas tout entière dans les intentions d'un homme; elle tire nécessairement son caractère de tout un ensemble de circonstances, des excitations qui l'ont produite, de ceux qui en ont été les promoteurs ou les complices, et c'est ici justement que se révèle l'équivoque, la dangereuse équivoque qui pèse sur la situation, à laquelle le gouvernement s'est pour ainsi dire enchaîné.

Ces tristes décrets, qui étaient aussi inutiles que l'article 7 et qui ont

été comme la rançon de la défaite de l'article 7, ces décrets, on n'en disconviendra pas, sont une satisfaction de parti, une concession à certaines idées, à certaines passions. Ils ont été imaginés pour répondre à de prétendues nécessités parlementaires, aux impatiences des fractions les plus avancées de ce qu'on appelle la majorité républicaine. Ils restent l'expression officielle plus ou moins mesurée des vieux préjugés républicains, d'une pensée de réaction ou de combat contre le « péril clérical, » contre ce terrible péril que M. Dufaure a déclaré n'avoir jamais aperçu distinctement lorsqu'il était au pouvoir. Pour le gouvernement il ne s'agit pas d'une persécution religieuse, d'une guerre poussée à fond contre la religion catholique, contre l'église; c'est possible. Où trouve-t-il cependant ses appuis et ses défenseurs? Quels sont ses alliés dans la malheureuse campagne qu'il a inaugurée? Il n'y a point à s'y méprendre, ses plus vrais alliés sont tous ceux qui, dans les chambres, dans la presse, ou dans le conseil municipal de Paris, ne cachent pas qu'ils ne voient dans les décrets du 29 mars que le premier acte des hostilités, le commencement de la guerre contre le cléricalisme. Or, tous ces mots de guerre contre le cléricalisme, de revendications, du « laïcisme, » on n'ignore pas ce qu'ils veulent dire. On sait bien que cela signifie antipathie contre le prêtre, que là où le gouvernement parle des jésuites, d'autres entendent le catholicisme, que sous une certaine diplomatie de langage s'agitent des passions de secte qui ne tendent à rien moins qu'à l'exclusion de toutes les influences religieuses. Le conseil municipal de Paris, lui, n'y met pas tant de façons. Il institue de son autorité propre la censure des livres d'enseignement où l'on parle de la Bible, il mettrait au besoin la main sur les églises pour les consacrer à des clubs, il « laïcise » jusqu'à extinction. Il applique à sa manière l'article 7, qui n'est pas voté, et les décrets du 29 mars. Le désavoue-t-on? M. le préfet de la Seine réserve ses hardiesses et son esprit pour les circulaires où il célèbre le mariage civil en se bornant à ne pas abandonner tout à fait les salles des mairies aux prédications de la démagogie laïque. Il se garderait de refroidir le zèle réformateur du conseil municipal. C'est un allié peut-être quelquefois un peu compromettant, mais c'est un allié à ménager!

Qu'on nous explique donc ce phénomène d'un gouvernement prétendant rester modéré dans l'application de mesures exceptionnelles et réduit à n'avoir pour alliés que ceux qui croient servir la république en la conduisant au combat contre toutes les influences religieuses, contre ce qu'ils appellent les « curés. » M. le président du conseil s'est vraiment donné à résoudre un problème assez compliqué. S'il veut être modéré jusqu'au bout, s'il veut résister à des passions qu'il ne partage pas, il est fort exposé à rester seul un jour ou l'autre, à ne pas être suivi par l'armée qu'il a cru pouvoir rallier avec ces imprudens décrets du 29 mars. S'il se laisse entraîner au feu de l'action, que deviennent ses

intentions modératrices publiquement proclamées? Il s'est engagé dans une voie où il peut être placé à chaque instant entre les impossibilités et les violences. C'est là précisément l'équivoque de la situation, et notez bien que, sans aller plus loin, sans attendre même l'application des décrets, cette équivoque pèse déjà sur tout, se retrouve partout, dans la confusion des conseils, dans les conflits de direction, dans tous ces préliminaires incohérens d'une action probablement destinée à s'aggraver. Quelle sera la ligne de conduite définitive du gouvernement? On ne le voit pas bien encore. Jusqu'ici, à parler franchement, cette campagne n'a pas été heureuse pour quelques-uns des ministres qui, par leurs fausses démarches, leurs excentricités ou leurs méprises, ont compromis le gouvernement plus qu'ils ne l'ont servi et ne rendent pas bien facile la tâche de M. le président du conseil.

Ce n'est point assurément M. le ministre de l'instruction publique qui a été bien inspiré en recommençant ses pérégrinations bruyantes, en cédant à cette humeur voyageuse qui le conduisait l'an dernier sur les routes du Midi, qui vient de le conduire tout récemment à Douai et à Lille. M. le ministre de l'instruction publique n'est point certes un personnage comme un autre, il aime les voyages à fracas, et sans revêtir l'uniforme de gala, il ne manque pas d'un certain goût pour le « panache. » Il lui faut la représentation, les banquets, les toasts, les discours, les manifestations. On tire le canon sur son passage, les généraux vont le recevoir selon l'étiquette, les fonctionnaires lui font cortège; il assiste au défilé des écoliers qui lui portent les armes aux sons retentissans de *la Marseillaise* et il va passer la revue des jeunes filles vêtues de leurs habits de fête. Chemin faisant, bien entendu, il rencontre les populations enthousiastes qui acclament le ministre réformateur, la république, les décrets du 29 mars, même l'article 7. C'est une suite de triomphes, et ce bon télégraphe, en fidèle et invariable historiographe de tous les voyages officiels, ajoute tout bas que quelques voix isolées, bien isolées, et surtout sans écho, ont osé crier : « Vive le sénat! » Il y a eu à la vérité, même à part ce cri de : « Vive le sénat! » quelques nuages dans la sérénité officielle, et tout ne s'est point passé sans quelques échauffourées. Aux ovations se sont mêlées des manifestations d'une nature assez différente : les jeunes gens des écoles « cléricales » se sont portés sur le passage du représentant du gouvernement, et ils ont fait leur partie dans le concert. Pendant que M. le ministre de l'instruction publique était occupé à poser la première pierre de la faculté de médecine de Lille, on faisait d'un autre côté devant une assemblée nombreuse, toute catholique, une conférence contre les décrets du 29 mars, et à la sortie de la conférence la mêlée est devenue assez violente. Il y a eu des horions, des personnes maltraitées, et on a fini par aller casser quelques vitres chez les jésuites, avec les vociférations d'usage. Tout se réunit dans cette mémorable excursion : il y a de l'épopée, de l'idylle,

même de la comédie et un peu de charivari, avec accompagnement de rixes, de sergens de ville et de gendarmes. M. le ministre de l'instruction publique en pensera ce qu'il voudra, il pourra dire encore que ceux qui lui reprochent ses voyages sont des hommes politiques qui, s'ils étaient ministres, n'oseraient pas voyager: c'est une manière de mettre sa propre vanité à l'aise. Tout cela n'empêche pas, que dans cette recherche du bruit, il n'y ait un certain ridicule et il y a même quelque chose de plus que du ridicule.

Parlons sérieusement. Que M. le ministre de l'instruction publique, dans le sentiment de son devoir, jugeât utile de visiter les provinces, d'aller s'assurer par lui-même de l'état moral et matériel des maisons d'enseignement, du niveau des études, des progrès à réaliser, ce serait tout simple et parfaitement convenable. Que, dans une circonstance comme celle qui l'a récemment appelé à Lille et qui peut certainement se reproduire sur d'autres points de la France, il tienne à relever par sa présence la fondation d'une grande école, il n'y a là rien que de naturel; mais tout cela devrait être fait simplement, sérieusement, sans vaine ostentation, sans cette affectation visible à courir après la popularité et les manifestations. Est-ce qu'il n'est pas étrange qu'un ministre de l'instruction publique allant présider à une cérémonie locale, à une fête universitaire, semble courir au-devant des manifestations et s'expose à entendre proférer autour de lui, dans une intention de flatterie, des cris contre un des pouvoirs publics, en faveur d'un article repoussé par une des assemblées légales du pays? M. le ministre de l'instruction publique ne pouvait ignorer que, dans une cité comme Lille et dans toutes ces contrées du Nord, il y a de sérieuses et fortes croyances catholiques partagées par une partie considérable de la population, si bien que, dans tout ce mouvement religieux, on voit le nom du président du tribunal de commerce. Il savait que les dernières discussions sur l'enseignement, que les décrets du 29 mars avaient excité une vive émotion. Était-ce le rôle d'un membre du gouvernement d'aller, dans de telles circonstances, ajouter à ces excitations et mettre les passions aux prises, en faisant de la fondation d'une école laïque une manifestation retentissante contre les écoles catholiques, contre le « cléricalisme? » A quel titre d'ailleurs, avec quelle délégation, M. le ministre de l'instruction publique a-t-il cru pouvoir parler au nom du cabinet tout entier, exposer la politique générale du gouvernement?

Ce qu'il y a de plus sérieux ou de plus caractéristique, c'est que voilà la seconde fois que M. Jules Ferry se laisse emporter par sa vanité à cette usurpation. L'an dernier, il allait porter, à travers tous les chemins du Midi, l'évangile de l'article 7, sans avoir reçu aucune mission du chef du cabinet d'alors, M. Waddington, qui, en blâmant ces intempérances, ne se sentait pas la force de les réprimer. Aujourd'hui M. le ministre de l'instruction publique s'en va à Lille : il parle au nom du

gouvernement, il engage le gouvernement, et une question s'élève aussitôt : Qui est président du conseil? est-ce M. de Freycinet? est-ce M. Jules Ferry? qui est chargé de définir et d'exposer la politique du gouvernement? M. le ministre de l'instruction publique, en déplaçant les rôles, n'a fait que créer un embarras de plus à un ministère que ses infatuations ont déjà mis en péril une première fois.

Non, en vérité, cette question cléricale, si imprudemment soulevée ou aggravée par les décrets du 29 mars, ne semble pas devoir porter bonheur au gouvernement. Elle a le don singulier de troubler les têtes, d'obscurcir dans les esprits les plus simples notions d'équité, et ce qui est arrivé l'autre jour devant le sénat, à l'occasion d'une interpellation, est certainement une des plus tristes preuves de ce qu'on peut se permettre dans un intérêt de parti, par une fantaisie d'arbitraire, sous cette puérile et vaine obsession du cléricalisme. C'est bien un des épisodes les plus curieux de cette guerre qui commence à peine et où le gouvernement, selon le langage de M. Jules Ferry à Lille, serait décidé à « persévérer, » à se montrer « modéré, mais résolu. » Tout est étrange dans cette série de faits qui ont été exposés par un sénateur, M. Henry Fournier, et au sujet desquels M. le garde des sceaux n'a trouvé d'autre explication que l'aveu d'une violation des lois par subterfuge, avec la complicité du conseil d'état. Notez que dans tout cela M. le garde des sceaux lui-même joue d'un bout à l'autre un rôle assez médiocre, le rôle d'un ministre de la justice qui a reconnu une irrégularité, qui a promis d'y remédier et qui finit par se mettre en contradiction avec ses propres paroles, avec ses engagemens les plus positifs.

De quoi s'agit-il donc? Le fait est à coup sûr par lui-même d'un ordre assez modeste et il n'a d'importance que parce qu'il se rattache précisément à cette guerre contre le cléricalisme. Il y a près d'un an, au mois d'août 1879, le conseil d'état ayant à faire un règlement pour l'admission au concours de l'auditorat, avait imaginé d'exiger des candidats un diplôme de licencié conféré par une faculté de l'état. C'était tout simplement l'exclusion absolue de tous les jeunes gens qui avaient fait leurs études dans les facultés libres et la violation de la loi de 1875 qui assimilait les diplômes obtenus devant les jurys mixtes aux diplômes délivrés par les facultés de l'état. Établir cette condition pour l'avenir, après la suppression des jurys mixtes, cela se pouvait, rien ne s'y opposait; tant que les jurys mixtes avaient une existence légale, il est évident qu'on ne le pouvait pas sans un criant abus d'autorité, et dans tous les cas, même après la suppression des jurys mixtes, la condition ne pouvait avoir d'effets rétroactifs. Lorsqu'il y a deux mois, la loi sur l'enseignement supérieur a été discutée dans le sénat, lorsque la collation des grades a été restituée à l'état, la question s'est naturellement produite à propos du règlement du 14 août 1879; elle a été soulevée par des sénateurs, par M. Henry Fournier, par le rapporteur

lui-même de la loi, M. Jules Simon. M. le garde des sceaux n'hésitait point alors à reconnaître qu'on avait raison; il s'empressait de déclarer que le principe de la non-rétroactivité des lois devait être respecté, qu'il maintiendrait pour le passé l'assimilation des grades obtenus devant les jurys mixtes ou devant les facultés de l'état, que le règlement serait retiré. C'était expliqué, entendu, admis d'un commun accord. M. le garde des sceaux ne se bornait pas à une déclaration, il multipliait les déclarations sous toutes les formes. Rien de plus net, de plus positif, et sur ces assurances réitérées un amendement qui allait selon toute apparence être adopté par le sénat était spontanément retiré comme inutile. Qu'est-il arrivé cependant? Le vent a emporté les déclarations de M. le garde des sceaux. Le conseil d'état, « avec une respectueuse indépendance, » a maintenu son décret sans tenir compte ni des engagemens du ministre qui le préside ni des intentions du sénat, et il y a quelques jours à peine a paru un arrêté ouvrant un concours prochain pour l'auditorat avec la condition établie par le règlement du 14 août 1879. On a procédé comme s'il n'y avait eu absolument rien dans le sénat.

Franchement c'était un peu leste. On ne pouvait se jouer d'une façon plus dégagée d'une parole donnée devant une assemblée sérieuse. La question restait entière et c'est ce qui a été justement l'objet de l'interpellation nouvelle de M. Henry Fournier, qui n'a eu qu'à exposer simplement les faits pour montrer ce qu'il y avait de bizarre et même de peu digne dans de tels procédés. M. le garde des sceaux, il faut le dire, s'est trouvé singulièrement embarrassé; mis en présence de ses propres déclarations, il s'est quelque peu perdu dans les subterfuges, dans les distinctions et il n'a réussi qu'à dévoiler ses faiblesses. Il a expliqué qu'il s'était en effet adressé au conseil d'état comme il l'avait promis, qu'il lui avait dit que c'était après tout d'un mince intérêt, mais que le conseil d'état avait tenu ferme, que ce conseil tenait d'ailleurs incontestablement de la loi de son institution le droit de faire des règlemens sur les conditions et les formes du concours pour l'auditorat. Bref le tour était joué et l'assemblée a bien su qu'en penser. De tout cela on peut, ce nous semble, tirer un certain nombre de conclusions. Ce qu'il y a d'assez sensible d'abord, c'est que le principe de la non-rétroactivité des lois n'est pas aussi incontesté que l'a dit M. le ministre de la justice, que la séparation des pouvoirs n'est qu'un vain mot puisque le conseil d'état peut se moquer du sénat, que M. le garde des sceaux, enfin, n'a qu'une autorité peu sérieuse sur un corps qu'il préside, dont les décrets n'ont de valeur que lorsqu'il leur a donné sa sanction. C'est déjà assez caractéristique comme spécimen de la confusion qui tend à s'introduire dans nos affaires administratives et politiques. Ce n'est point là encore, toutefois, ce qu'il y a de plus grave. Il ne s'agit nullement, cela est de toute évidence, de contester au conseil d'état le droit de faire des règle-

mens intérieurs sur les conditions du concours pour l'auditorat. La question est de savoir si, par ses règlemens, le conseil d'état a le droit de méconnaître l'égalité des citoyens, de décréter de son autorité propre des indignités ou des vices d'origine que rien ne justifie, de se mettre en dehors ou au-dessus des lois générales du pays. C'est là précisément la question supérieure, et il est surprenant qu'un ancien ministre de la justice, un homme comme M. Le Royer, d'un esprit habituellement libre et sensé, ait cru devoir soutenir la légalité du décret du 14 août 1879, la régularité des procédés de son successeur à la chancellerie. Quelle est la grande raison invoquée par M. Le Royer? C'est que le conseil d'état n'a pas seulement le droit d'imposer aux futurs auditeurs des conditions de moralité et de capacité, il a aussi le droit de savoir d'où ils viennent, où ils ont fait leurs études, quels sont leurs principes; il a le droit de constater l'orthodoxie, « d'examiner l'attitude et les sentimens du concurrent. » Voilà le secret! Il s'agit d'exclure quelques candidats suspects d'éducation « cléricale, » et avec une ingénuité bien étrange, M. Le Royer n'a même point hésité à déclarer que le décret était tout à fait dans l'intérêt de ces jeunes gens, qu'ils ne pourraient manifestement parcourir leur carrière avec avantage, que leur avancement serait contrarié! Aujourd'hui ce sont « des cléricaux et des monarchistes » présumés qu'il faut exclure, demain ce seront des modérés de la couleur de M. Dufaure, après-demain ce seront peut-être des républicains de la couleur de M. Le Royer.

Exclure, toujours exclure, c'est le premier et le dernier mot de la politique de certains républicains! M. le garde des sceaux d'aujourd'hui, nous en convenons, n'est pas allé aussi loin; il s'est contenté d'offrir au sénat le spectacle d'un ministre fort embarrassé de son rôle. Il a esquivé, si l'on veut, un vote hostile, il n'a pas échappé à la défaite morale, et comme si ce n'était pas assez d'un ministre engagé dans une mauvaise affaire, un autre membre du cabinet, à propos de la même question, a eu aussi sa mésaventure. Quelques jours après, une proposition a été faite pour rétablir l'assimilation des diplômes, conformément à la promesse de M. le garde des sceaux. L'urgence a été réclamée avec d'autant plus de raison qu'un concours doit s'ouvrir prochainement. Le sénat semblait visiblement disposé à accueillir la proposition lorsque M. le ministre des finances, dont personne ne demandait l'avis, qui n'avait que faire en tout cela, a cru devoir intervenir et déclarer qu'il ne voyait pas pourquoi on voterait l'urgence. Immédiatement l'urgence a été votée par le sénat à une majorité considérable! M. le ministre des finances a eu son succès: il a tenu sans doute à partager la déconvenue de son collègue de la chancellerie.

Ainsi, pour cette malheureuse question cléricale, ils y passent tous un jour ou l'autre; ils ont tous ou presque tous leurs complaisances inutiles, leurs bévues et leurs mécomptes. M. le ministre de l'instruction

publique s'en va à Lille chercher des ovations, prendre sa revanche de la défaite de l'article 7, et le résultat le plus clair de son voyage est de laisser dans une ville industrieuse des excitations toujours dangereuses, d'embarrasser en définitive le gouvernement de son importance agitatrice. M. le garde des sceaux, pour fermer la porte du conseil d'état à quelques jeunes gens prétendus cléricaux, laisse violer subrepticement les lois, et s'expose à tous les ennuis d'une situation fausse devant le sénat témoin de ses contradictions. M. le ministre des finances, en allant au secours de son collègue, a son petit échec. Il n'est pas jusqu'à M. le ministre de la guerre dont le temps pourrait être mieux occupé et qui ne semble subir la maligne influence en épurant pour cause de cléricalisme, en menaçant de radiation les enfans de troupe qui fréquenteraient les écoles congréganistes. Qu'on y prenne bien garde, avec ces éternelles obsessions cléricales et ce 16 mai qui revient toujours comme un fantôme, on finit par perdre tout sang-froid, par se créer des difficultés à tout propos, — et, non, en vérité, cela ne porte pas bonheur. Mais ce ne sont là, peut-on dire, que des incidens sans importance, et ce qu'il y a eu de plus grave s'est passé dans le sénat, qui ne fait pas et ne défait pas les ministères. Soit! le gouvernement du moins se sent-il plus fort et mieux assuré dans ses rapports avec l'autre chambre, avec la majorité républicaine? peut-il compter sur l'appui décisif, invariable, des partis ou des groupes qu'il a cru désarmer par les décrets du 29 mars, par sa campagne contre les influences cléricales? On ne le dirait pas, vraiment, à voir les menaces d'orages ou de conflits qui commencent à poindre un peu de toutes parts. Les concessions ne suppriment pas les difficultés. M. le garde des sceaux a beau se compromettre pour satisfaire les passions anticléricales, il n'est pas pour cela plus heureux dans ses efforts auprès de la commission de la loi sur la réorganisation judiciaire : il n'a pu réussir jusqu'ici à sauver l'inamovibilité de la magistrature. M. le ministre de l'intérieur ne ménage sûrement pas les gages d'orthodoxie, il a signé avec M. le garde des sceaux les décrets du 29 mars : la commission de la loi sur le droit de réunion ne lui refuse pas moins un article qu'il réclamait, auquel il tenait. M. le ministre de l'instruction publique a beau avoir inventé l'article 7 et aller à Lille élever une « citadelle » contre le cléricalisme, la commission de la loi sur l'enseignement primaire, à la tête de laquelle est M. Paul Bert, ne le laisse pas respirer, elle ne lui permet pas la temporisation. Il faut qu'il marche, il faut qu'il accepte, avec l'obligation et la gratuité de l'instruction primaire dont il voudrait se contenter pour le moment, la grande réforme à laquelle la commission tient avant tout, la « laïcité, » c'est-à-dire l'exclusion de tout enseignement religieux des écoles primaires. Le conflit est ouvert! Il en est un peu ainsi de toutes les affaires engagées aujourd'hui.

Il ne faut rien grossir sans doute; il faut bien se dire que de tous ces

projets qui touchent assurément à des intérêts graves, qui soulèvent des difficultés, des dissidences, la plupart n'arriveront peut-être pas de sitôt à l'épreuve de la discussion publique, et qu'on travaille un peu pour paraître préparer de grandes réformes. Ces conflits d'opinions ou d'influences ne sont pas moins le signe d'un certain malaise général, d'une situation indécise où le gouvernement se trouve incessamment placé entre les impatiences des radicaux de la chambre qui s'efforcent de lui imposer leurs passions, leurs volontés, et le sénat qui n'est visiblement pas disposé à tout accepter. De là toutes ces tergiversations, de là ce mélange de mesures assez confuses dont le vrai caractère a quelquefois de la peine à se dégager. M. le ministre de l'instruction publique assurait l'autre jour à Lille que le gouvernement était « modéré, mais résolu. » C'est bon à entendre, cela suffirait certes pour résumer tout un système. Sait-on bien seulement tout ce qu'il y a dans ces deux mots, comment ils pourraient devenir une réalité heureuse?

Eh bien! oui, un gouvernement modéré aujourd'hui serait celui qui commencerait par reconnaître que la première condition d'une bonne politique, c'est de laisser le pays à ses paisibles et laborieuses habitudes, d'accréditer la république par la régularité constitutionnelle, par le respect de tous les pouvoirs, de ne pas aller à Lille enflammer les passions, de se contenter des lois de droit commun sans demander à tous les régimes des mesures exceptionnelles condamnées à rester des menaces impuissantes ou à devenir des violences démesurées. Un gouvernement résolu serait celui qui, reconnaissant cette situation et assuré de trouver un appui dans le sénat, ne craindrait pas d'aller devant la majorité républicaine de la chambre et de lui faire sentir le danger de remettre sans cesse tout en question, de rouvrir les guerres religieuses, de poursuivre des classes entières, des citoyens, qui après tout sont des Français, dans l'intimité de leurs croyances comme dans leurs intérêts. Un gouvernement modéré et résolu à la fois serait celui qui, agissant dans un sentiment supérieur de conciliation à l'égard de tout le monde, ne consultant que l'intérêt public, écarterait toutes les prétendues réformes qui ne sont que des fantaisies d'agitation pour aller droit aux vraies et sérieuses réformes, préparées avec maturité, exécutées avec décision. C'est un rôle fait pour tenter l'ambition de M. le président du conseil, et le chef du cabinet aurait d'autant plus de facilité pour le remplir qu'il serait, on en convient, difficile à remplacer aujourd'hui. On ne réussirait pas, répète-t-on toujours, on échouerait devant toutes les complications parlementaires : qu'en sait-on? Qui peut dire qu'on ne réussirait pas si, au lieu de recourir sans cesse à la diplomatie de couloirs, on allait publiquement, devant le pays, sans réticence, proposer à la chambre les seules conditions possibles d'une politique de modération sensée et équitable? Ce qui est certain dans tous les cas, c'est que mieux vaudrait échouer dans cette généreuse tentative que de se laisser

vaincre en détail, au risque de préparer sans le vouloir au pays de nouvelles et inévitables épreuves.

L'Angleterre, plus ancienne que la France dans les révolutions, plus expérimentée dans la vie constitutionnelle et aussi plus heureuse, traverse sans ébranlement sérieux, sinon sans émotion, cette crise des élections qui vient de conduire à un changement de ministère et à un changement de politique. C'en est donc fait, lord Beaconsfield est vaincu, définitivement vaincu dans ce scrutin qu'il affrontait avec tant de confiance, et il a dû céder le pouvoir à son ardent et heureux adversaire, M. Gladstone. Chose cependant étrange! Il y a quelques années à peine, au lendemain du congrès de Berlin, lord Beaconsfield rentrait à Londres presque en triomphateur; il semblait avoir relevé la politique traditionnelle de son pays et ramener avec lui l'honneur de l'Angleterre. Il y a quelques mois encore, il paraissait rester l'homme d'état le plus populaire des trois royaumes. Au contraire, il y a quelques années, M. Gladstone semblait atteint d'une irréparable impopularité et on allait même casser les vitres de sa maison. Aujourd'hui tout est changé; M. Gladstone, par la puissance du talent et de la parole, a reconquis l'ascendant, la popularité dans le pays, la majorité dans le parlement, et bien qu'il ait cessé depuis quelques années d'être le chef officiel de son parti, c'est lui qui s'est trouvé naturellement désigné pour prendre le pouvoir avec la majorité nouvelle sortie des dernières élections. Ce qu'il y a de caractéristique dans ce nouveau parlement, c'est l'importance croissante des libéraux avancés, même des radicaux, et M. Gladstone, chargé par la reine de reconstituer le ministère, a été nécessairement conduit à tenir compte de tous ces élémens. C'est ainsi que, dans le nouveau cabinet, à côté de lord Granville, de lord Hartington, de lord Selborne, de lord Spencer, vont se trouver des libéraux très accentués comme M. Bright, sir W. Harcourt et même des radicaux comme M. Chamberlain et sir Charles Dilke, qui devient sous-secrétaire d'état aux affaires étrangères. Les uns et les autres entrent au pouvoir sous la présidence de M. Gladstone, chargé en qualité de premier lord de la trésorerie de maintenir entre tous ces élémens un peu discordans une unité d'action qui ne sera peut-être pas toujours facile. Le nouveau cabinet est à peu près complet et la nouvelle chambre des communes vient de s'ouvrir. Des difficultés naîtront sans nul doute dès qu'on touchera aux grandes questions des réformes devant lesquelles le cabinet ne pourra pas longtemps reculer; elles sont à prévoir. Pour le moment, on en est aux premières satisfactions de la victoire et aux préliminaires de l'ère toute libérale qui s'ouvre en Angleterre.

CH. DE MAZADE.

Le directeur-gérant, C. BULOZ.

nou-

plus
tra-
élec-
a un
est
tant
iver-
nées
trait
poli-
l'An-
l'état
ques
arité
t est
le, a
ns le
re le
dési-
der-
parle-
e des
e mi-
mens.
le, de
er des
e des
sous-
ntrent
té de
ns un
ujours
uvelle
t sans
ormes
elles
ons de
vre en

DE.